

ARHIVELE NAȚIONALE ALE ROMÂNIEI

revista arhivelor

Archives Review

XCII (2015) 1-2

Arhivele Naționale ale României

Bd. Regina Elisabeta nr. 49, sector 5, București,
România

www.arhivelenationale.ro
publicatii@arhivelenationale.ro
revistaarhivelor@gmail.com
portal.arhivelenationale.ro

ISSN 1453-1755
ISSN-L 1453-0755

**REVISTA ARHIVELOR
ARCHIVES REVIEW**

**XCII (2015)
Nos 1-2**

International Advisory Board

Thomas Aigner (St. Pölten), Susana Andea (Cluj-Napoca), Hermina Anghelescu (Detroit, Michigan), Mihnea Berindei (Paris), Matthias Buchholz (Berlin), Ion Bulei (Bucharest), Ovidiu Buruiană (Iași), Rafael Chelaru (Bucharest), Ovidiu Cristea (Bucharest), Michela Dal Borgo (Venice), Dennis Deletant (London), Marius Diaconescu (Bucharest), Dorin Dobrinu (Iași), Luciana Duranti (British Columbia), Constanța Ghițulescu (Bucharest), Armand Goșu (Bucharest), Didier Grange (Geneva), Maria Guercio (Rome), Eric Ketelaar (Amsterdam), Gail Kligman (Los Angeles, California), Vlatka Lemić (Zagreb), Irina Livezeanu (Pittsburgh), Paul Michelson (Huntington, Indiana), Andi Mihalache (Iași), Sergiu Musteață (Chișinău), Robert Nahuat (Ottawa), Acad. Șerban Papacostea (Bucharest), Andrei Pippidi (Bucharest), Acad. Ioan-Aurel Pop (Cluj-Napoca), Csaba Reisz (Budapest), Claudia Serbanuta (Bucharest & Illinois), Virgil Țărău (Cluj-Napoca & Bucharest), Ottmar Trașcă (Cluj-Napoca), Cristian Vasile (Bucharest), Petronel Zahariuc (Iași), Wolfgang Zimmermann (Karlsruhe)

Editorial Board

Arcadie M. Bodale
Cătălin Botoșineanu
Florin Cîntic
Ioan Drăgan
Ligia Teodora Drăghici
Laura Dumitru
Paula Ivan

Șerban V. Marin (*editor-in-chief*)
Peter Moldovan
Alina Pavelescu
Bogdan-Florin Popovici
Laurențiu Ovidiu Roșu
Radu Stancu (*editorial secretary*)
Claudiu Victor Turcitu

Translations, Linguistic Examination

Laura Dumitru (French)
Agnes Flora (English)
Șerban V. Marin (English)
Peter Moldovan (German)

Alina Pavelescu (French)
Gabriela Preotesi (English)
Radu Stancu (English)

Cover

Romeo Cîrjan & Flori Bucur

ISSN 1453-1755
ISSN-L 1453-0755

ARHIVELE NAȚIONALE ALE ROMÂNIEI
NATIONAL ARCHIVES OF ROMANIA

REVISTA ARHIVELOR
ARCHIVES REVIEW

XCII (2015)
Nos 1-2

SUMMARY

ARCHIVE STUDIES

Robert NAHUET - <i>Réflexion sur la notion de valeur pour la sélection des ressources documentaires</i>	9
Bogdan-Dumitru ALECA – <i>O analiză a Procedurii privind accesul la informare și cercetarea documentelor aflate în păstrarea Arhivelor Naționale și câteva concluzii referitoare la aplicarea ei</i>	23
Veronica ILIE – <i>Macro-evaluarea</i>	43
Cezar Săndel IONCEP - <i>Arhivele sistemului vamal din România - parte componentă a Fondului Arhivistic Național</i>	61
Octavian DASCĂL – <i>Ceterum censeo... Relațiile arhivistice ruso-române în perioada 1990-2014</i>	75
Mircea STĂNESCU – <i>Desprăfuirea: o Cenușăreasă a arhivisticii românești?</i>	102
Marina-Adelina MARIAN – <i>“Memoria neamului românesc”, hrană pentru gândacul de pâine</i>	115
Nicoleta BOLINTIȘ – <i>Prezervarea Colecției de documente fotografice a Arhivelor Naționale. Studiu de caz: Colecția de clișee pe sticlă</i>	131

STUDIES OF HISTORY

Monica NEGRU – <i>Din istoria Consiliului Național al Femeilor Române și a mișcării feministe</i>	147
---	-----

Constantin CHERAMIDOGLU – <i>Bulgaria după Primul Război Mondial și interesele unei fabrici de ciment din România</i>	166
---	-----

RESTITUTIO

Silvia Irina ZIMMERMANN – “ <i>Die große Liebe, die mich ganz erfüllt</i> ”. <i>Die Briefe Elisabeths zu Wied an ihren Verlobten Fürst Carol I. von Rumänien (Oktober-November 1869) aus dem Rumänischen Staatsarchiv in Bukarest</i>	176
Marian-Alin DUDOI – <i>The Soviet-British Correspondence in Regard to Romanian Political Crisis (January-March 1945)</i>	202

REVIEWS, BIBLIOGRAPHICAL NOTES

Dumitru Bleoancă, <i>Statutul social al militarilor armatei române în perioada 1878-1914</i> (Monica Negru)	210
Maria Regina României, <i>Jurnal de război 1916-1917</i> (Mirela Țîrnă)	213
Gudrun-Liane Ittu, <i>Arta plastică a germanilor din România. 1945-1989</i> (Monica Negru)	215

VARIA

<i>Simpozionul național “Artă, societate și cultură în România interbelică”</i> (Monica Negru)	219
Vernisajul expoziției <i>Primăria Orașului București 1864-1944. Serviciul Tehnic</i> (Monica Negru)	222

Réflexion sur la notion de valeur pour la sélection des ressources documentaires

Robert Nahuet

Keywords / Mots-clés :

Records appraisal / Évaluation des documents

Records selection / Sélection des documents

Archives management / Gestion des archives historiques

Avant d'aborder le thème central de notre propos, il nous apparaît important de jeter un coup d'œil à la notion même de valeur et à ses diverses définitions. Pour ce faire, nous nous sommes tournés vers le *Grand dictionnaire terminologique*.¹ Les différentes définitions du terme « valeur » nous permettent de constater que le caractère utilitaire (utilité) jouit d'une certaine prépondérance, suivi de l'échange et du coût (capacité à payer). Mais on fait également état d'un principe qui oriente l'action d'un individu, d'un groupe ou d'une organisation en société. On fait aussi appel au degré d'importance relative que quelqu'un peut attribuer à une chose ou à un phénomène. Sous l'angle de la psychologie, la définition est intéressante car elle renvoie à des caractéristiques multiples « Degré d'estimation d'une chose ou d'une qualité, apprécié subjectivement, soit d'après son utilité directe ou ses possibilités d'échange, soit à raison de son prestige relevant du jugement de l'individu ou du milieu social. »²

Cependant, la définition qui nous rejoint davantage provient du domaine du journalisme. Ainsi, la valeur correspondrait à la « Qualité d'une information ». ³ Bien malheureusement, cette définition nous en dit trop peu sur la 'qualité' de cette dernière, sur ce qu'elle est, en elle-même, ou selon la personne qui lui attribue pareille 'valeur' et selon quels paramètres ? En somme, le terme « valeur » possède une signification marquée par trois pôles principaux, énoncés plus haut, à savoir : utilité, échange et coût (prix). Il n'est donc pas surprenant que cette même notion de « valeur » appliquée à la gestion des documents et des archives, se révèle teintée de ces trois éléments.

¹ *Grand dictionnaire terminologique* publié par l'Office québécois de la langue française et constamment mis à jour. <http://www.granddictionnaire.com/>

² « Valeur » par F. Hotyat (1973) dans *Grand dictionnaire terminologique*
http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=17589585

³ « Valeur » par Bernard Voyenne (1967) dans *Grand dictionnaire terminologique*
http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8998672

La mise en œuvre de la notion de valeur, notamment dans le cadre du processus d'évaluation, se bute à quelques problèmes méthodologiques et terminologiques. Quels critères peut-on ou doit-on utiliser pour circonscrire une masse documentaire à conserver en permanence? De plus, les termes utilisés s'avèrent souvent mal définis ou vagues⁴. De cette façon, qu'entend-on par valeur historique, valeur archivistique, valeur administrative ou financière, ou encore valeur d'information, de témoignage, voire culturelle ou patrimoniale? Afin d'avoir une perspective holistique, nous proposons de revoir ce processus en faisant appel à la théorie des valeurs présentée par T.R. Schellenberg⁵, il y a plus d'un demi-siècle et d'en dégager la pertinence.

Il nous apparaît d'abord utile de préciser certains termes. Ainsi, selon Schellenberg, la valeur des archives fait référence à l'importance accordée aux archives quand ces dernières représentent :

- une valeur primaire qui permet aux documents de répondre aux besoins premiers pour lesquels ils ont été créés;
- et/ou une valeur secondaire qui émerge lorsque les documents deviennent l'objet de tout usage différent de celui pour lequel ils ont été créés. Cette valeur secondaire des documents peut prendre deux formes : la valeur de témoignage institutionnel (*evidential value*) et la valeur d'information (*information value*) qu'elle soit générale ou scientifique (Schellenberg).⁶

Toutefois, on peut définir l'évaluation des archives comme un « [...] acte de juger des valeurs que présentent les documents d'archives (valeur primaire et valeur secondaire) et de décider des périodes de temps pendant lesquelles ces valeurs s'appliquent auxdits documents dans un contexte qui tient compte du lien essentiel existant entre l'organisme (ou la personne) concerné et les documents d'archives qu'il (elle) génère dans le cadre de ses activités. »⁷

D'une manière plus concrète, Makhlouf définit la fonction évaluation comme « un concept (...) pour désigner tout ce qui a trait à l'évaluation, qui permet de déterminer la valeur des archives et de décider de leur sort final. Plus spécifiquement, la fonction évaluation comporte trois composantes : une composante conceptuelle, soit les principes archivistiques; une composante méthodologique, que sont les approches d'évaluation et enfin une composante pratique qui est le processus

⁴ Tout comme le soulignait Jacques Grimard (1994). « La valeur de témoignage : Laisser des traces significatives ». *Les valeurs archivistiques: théorie et pratique*. Actes du colloque organisé conjointement par la Division des archives et les Programmes d'archivistique de l'Université, Québec, Université Laval : 79.

⁵ T. R Schellenberg, *Modern Archives : Principles and Techniques*. Chicago, 1956.

⁶ Idem : 133.

⁷ Carol Couture et collaborateurs, *Les fonctions de l'archivistique contemporaine*, Sainte-Foy, 1999 : 104

d'application. »⁸ Par conséquent, on constate fort bien que l'appel à la notion de valeur ne saurait se satisfaire uniquement de critères théoriques. Car, la notion de « valeur » entraîne automatiquement son corollaire lié à la sélection organisée et systématique des masses documentaires, surtout en ce qui touche les fonds d'archives contemporains encore vivants (non clos). Pour nous, l'évaluation comprend les concepts, les principes, les méthodologies et les outils qui s'y rattachent.

À cet égard, l'évaluation correspondrait à un cadre théorique permettant de procéder à la sélection des documents. Pour sa part, cette dernière s'avère davantage opérationnelle, concrète, mais basée sur les éléments théoriques et méthodologiques de l'évaluation à proprement parler.

1. La théorie des valeurs selon Schellenberg

Selon cette approche, les valeurs des archives publiques se divisent en une valeur primaire et une valeur secondaire, comme nous l'avons indiqué précédemment. La valeur primaire correspond aux utilisations premières de ces documents ou ce pourquoi ils ont été créés. Elle se décline en trois éléments : administrative, légale et financière. La valeur primaire des documents assure le fonctionnement et la continuité des organisations. Pour sa part, la valeur secondaire comporte deux volets : le témoignage institutionnel qui renseigne sur l'organisme producteur, sa structure, ses fonctions et ses activités; puis une valeur d'information où les documents nous renseignent sur diverses thématiques. À cet égard, la valeur secondaire des archives fait appel à des utilisations différentes de celles initiées par leur créateur.

En ce sens, la théorie de Schellenberg a l'avantage de mettre en lumière une 'hiérarchie' des valeurs s'appuyant sur la notion des trois âges des documents et la reconnaissance d'exigences et besoins différents, selon le cycle de vie des documents.⁹ De plus, en abordant tour à tour la valeur primaire et secondaire des documents, Schellenberg souligne le passage d'une sphère à l'autre; de cette manière, il établit des ponts entre la gestion des documents (*records management*) et la gestion des archives historiques. D'ores et déjà ces deux volets de l'archivistique contemporaine ne peuvent plus évoluer en vase clos.

À ce titre, Schellenberg n'est pas le premier à voir l'importance des liens entre la gestion des documents et les archives historiques. Dès les premières années des Archives nationales américaines, le personnel de cette institution a constaté que des documents administratifs bien organisés et bien décrits ne pouvaient que faciliter

⁸ Basma Makhoulf Shabou, *Étude sur la définition et la mesure des qualités des archives définitives issues d'une évaluation*. Montréal. Université de Montréal (Thèse de doctorat. Faculté des arts et des sciences), 2010 : 12.

⁹ Le troisième symposium du Groupe interdisciplinaire de recherche en archivistique (GIRA) tenu à Montréal en mars 1998 s'intitulait justement « L'évaluation des archives : des nécessités de la gestion aux exigences du témoignage ». Montréal. GIRA. 1998.

leur traitement au stade historique.¹⁰ Ainsi, durant les années 1940, Philip C. Brooks souligne que dans tout processus de sélection des grandes masses documentaires, il s'avère primordial de bien comprendre les liens entre les documents, ainsi que les relations entre ces documents et les processus et fonctions des entités qui les ont créés.¹¹

Aux étapes active et semi-active de la gestion des documents, les critères appliqués ne font appel qu'à la valeur primaire des documents, que l'on pourrait qualifier d'essentiellement administrative. C'est donc à l'aune des impératifs de la gestion (efficacité, efficience et imputabilité) que la valeur primaire permet de procéder à une première sélection de documents. Par ailleurs, on ne peut passer sous silence que c'est à partir de ce 'bassin', regroupant l'ensemble des documents à valeur opérationnelle¹², que l'identification des archives historiques se concrétisera. En d'autres termes, avant de devenir une archive historique, une ressource documentaire doit d'abord être reconnue comme 'document' ou *record*, selon nos collègues anglophones. Par exemple, au sein du gouvernement du Canada, une ressource documentaire ayant une valeur continue a d'abord été une ressource documentaire à valeur opérationnelle avant de passer au stade ultime de la conservation permanente.¹³ Et bien sûr, ce ne sont pas toutes les ressources opérationnelles qui deviennent historiques.

Afin de 'solutionner' l'imbroglio des valeurs attribuées aux documents, Couture fait appel à des critères et à la notion de preuve. Les documents auraient bien sûr une valeur primaire et une valeur secondaire, mais cette première se divise en trois éléments « Critères liés à la fonction de preuve administrative »; « Critères liés à la fonction de preuve légale » et « Critères liés à la fonction de preuve financière ». Par ailleurs, cette notion de 'preuve' ne se restreint nullement à une

¹⁰ Ciaran B. Trace. « On or Off the Record? Notions of Value in the Archive » dans Terry Eastwood et Heather MacNeil dir. *Currents of archival thinking*. Santa Barbara, Calif., 2010 : 50

¹¹ Ciaran B. Trace, *op. cit.* : 50

¹² La Directive sur la tenue de documents (2009) du Secrétariat du Conseil du trésor (Gouvernement du Canada) définit ainsi les ressources documentaires à valeur opérationnelle : « Documents publiés ou non, quel que soit le support ou la forme, créés ou acquis parce qu'ils permettent et documentent la prise de décisions à l'égard de programmes, de services et d'opérations continues, et appuient les exigences des ministères en matière de rapports, de rendement et de responsabilisation. » <https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=16552§ion=html>

¹³ Les ressources documentaires à valeur continue sont définies ainsi : « Ressources documentaires qui ont une importance et une utilité à long terme pour la société canadienne. Par exemple, les documents fédéraux qui ont une valeur historique ou d'archivage. » BAC. *Procédures pour le transfert de ressources documentaires à valeur continue non publiées d'institutions du gouvernement du Canada à Bibliothèque et Archives Canada* (2014) https://www.bac-lac.gc.ca/fra/services/gestion-ressources-documentaires-gouvernement/lignes-directrices/Documents/Proc%C3%A9dures_pour_le_transfert_de_RDVC_non_publi%C3%A9es-GC_%C3%A0_BAC-F.pdf

‘preuve juridique’ ou de recevabilité devant les tribunaux. Les critères identifiés par Couture, nous permettent d’entrevoir plus facilement un mode d’opérationnalisation ou de mise en œuvre utile et pertinent. Sans régler tous les problèmes, l’auteur pose ici des jalons importants. Voir l’Annexe I.

Même si les critères évoqués par Couture, dans le présent cas, ne s’attachent qu’à la valeur primaire des documents, ils permettent de nous aiguillonner vers des ressources documentaires pertinentes. En somme, des documents peuvent dès lors être ciblés puisqu’ils témoignent d’éléments concrets en s’appuyant sur ces critères. Bref, en tenant compte de ceux-ci, on serait à même d’identifier des documents potentiellement archivistiques.

2. Critères et opérationnalisation

2.1 Impossibilité de prévoir les courants futurs de la recherche historique

Dans le cadre de notre réflexion sur la théorie des valeurs en archivistique, nous devons quand même tenir compte d’éléments concrets et profondément ‘terre à terre’. Comment un document produit dans le cadre d’activités régulières et quotidiennes d’une organisation pourrait-il être qualifié d’archivistique ou d’historique dans quelques décennies, voire dans un siècle ?

Un ouvrage récent de deux archivistes européens nous rappelle : « les documents qui arrivent aux Archives, vingt, trente ou cinquante ans après leur création, n’avaient pas été créés pour alimenter la culture historique de la postérité, mais comme preuves de l’expédition d’affaires concrètes. »¹⁴ Un peu plus loin, ils soulignent que « Les choix qu’opèrent les archivistes ne leur sont pas dictés par leur capacité à prévoir les curiosités des historiens de l’avenir. Nul ne possède pareille prescience. »¹⁵

Face à la quête de certitudes quant aux futurs champs de recherche, la boule de cristal n’est en effet d’aucun secours. Nul ne peut prévoir les courants de la recherche dans un proche avenir ou un futur relativement éloigné et encore moins identifier les documents nécessaires à pareille recherche; bien sûr, si les chercheurs utilisent encore des documents pour valider leurs hypothèses et tenter d’en vérifier la pertinence.

Afin d’identifier des documents historiques parmi les masses imposantes et toujours croissantes de ressources documentaires des organisations contemporaines, l’archiviste américaine Helen W. Samuels propose une approche fondée sur une analyse des fonctions et activités d’une organisation. Basée tout d’abord sur l’identification de la mission des institutions universitaires, elle tente par la suite d’identifier les documents qui constituent des témoignages explicites et cohérents de la mission à triple volet des universités (enseignement, recherche et service à la collectivité). Son approche ne vise pas tant à déterminer les documents qui répondront aux besoins de la recherche dans les décennies à venir, mais bien

¹⁴ Charles Kecskeméti et Lajos Körmendy, *Les écrits s’envolent. La problématique de la conservation des archives papier et numérique*, Lausanne (Suisse), 2014 : 30

¹⁵ Idem : 44

d'avantage à circonscrire les fonctions premières d'une organisation et les documents qui s'y rattachent.¹⁶ Le but visé n'est pas de trouver les documents susceptibles d'être utiles à la recherche, mais bien davantage d'identifier et de conserver des documents qui témoignent des activités particulières d'une organisation, soit de sa mission et de son mandat.

À cet égard, plutôt que tenter d'identifier des documents qui pourraient être le ferment de recherches potentielles, le travail de l'archiviste vise bien davantage à dégager les ressources documentaires qui témoignent du mandat, de la mission et des activités spécifiques d'une organisation. En ce sens, il s'agit d'un changement de cible notable et pertinent.

2.2. Transsubstantiation ou le passage du document 'primaire' à l'archive historique : la qualité intrinsèque du document

Qu'en est-il maintenant de ces documents qui atteindront le 'nirvana documentaire' et seront conservés en permanence? Quelles modifications, bouleversements ou évolution, le document doit-il connaître pour accéder au stade d'archive historique. Les changements sont-ils au niveau de sa forme, de son contenu ou de sa structure « moléculaire » ? Outre le passage du temps, qu'est-ce qui affecte ce document pour qu'il atteigne ce niveau privilégié?

Une façon de vérifier les valeurs qui ont présidé à la sélection des documents verrait à prendre en compte les qualités ou caractéristiques des ressources documentaires qui sont conservées comme archives historiques. C'est le pari qu'a tenu Basma Makhoul Shabou dans le cadre de sa thèse de doctorat à l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information (EBSI) de l'Université de Montréal en 2010.¹⁷

En ce qui concerne la qualité intrinsèque des documents¹⁸, pourrait-on dire que « tous les documents naissent égaux ? » Or nous savons que ce n'est pas le cas; certains documents n'ont qu'une valeur éphémère, les coupons de caisse d'épicerie, les versions incomplètes et non annotées d'un projet de politique institutionnelle. Alors que des documents, notamment financiers, doivent être conservés entre 5 et 10

¹⁶ Ainsi, « Rather than relying on subjective guesses about potential research, appraisal decisions must be guided by clearer documentary objectives based on a thorough understanding of the phenomenon or institution to be documented. (...) A representing record of full breath of an institution is the best insurance that future researchers will be able to answer the questions they choose to ask. Functional analysis makes it possible to select such a record. » Helen Samuels, *Varsity Letters. Documenting Modern Colleges and Universities*, The Society of American Archivist, Metuchen, N.J. & London, 1992 : 7-8.

¹⁷ Basma Makhoul Shabou, *Étude sur la définition et la mesure des qualités des archives définitives issues d'une évaluation*, Montréal. Université de Montréal (Thèse de doctorat, Faculté des arts et des sciences), 2010.

¹⁸ Makhoul fait également appel à la notion de qualité des archives définitives. Ces dernières possèdent notamment une qualité intrinsèque qu'elle définit ainsi : « Qualité qui découle de la nature propre des archives définitives ». Idem : 8

ans, la valeur d'autres documents implique une conservation permanente, notamment un certificat de naissance ou un jugement de divorce.

Ainsi, le fruit du processus devrait nous permettre de retracer 'en amont' les valeurs, processus et méthodes qui ont présidé à la sélection des documents et à l'identification des archives historiques. Nous tenons simplement à indiquer que les caractéristiques propres (intrinsèques) à un document ne sauraient être le seul ou principal critère de sélection des grandes masses documentaires contemporaines.

Au cours des années 1970, l'archiviste allemand Hans Booms présente un *Documentation Plan* qui offre une approche de l'évaluation des archives publiques. Cette approche s'inspire d'une méthode d'évaluation utilisée par le gouvernement communiste de l'ex-Allemagne de l'Est.¹⁹ Selon Booms, l'évaluation des archives consiste essentiellement à la « densification qualitative » de l'ensemble de la production documentaire.²⁰ En fait, il s'agit d'atteindre le maximum de documentation sur les valeurs d'une société avec le minimum de documents.²¹ Les archives doivent avant tout documenter les réalités sociales, composer le patrimoine documentaire et refléter fidèlement les valeurs contemporaines au contexte de leur création. En réalité, il revient aux contemporains de poser un geste quant à la valeur des documents actuels ou créés il n'y a que quelques années, plutôt que d'attendre 20, 50 ou 100 ans avant d'en faire l'évaluation.

2.3 Macro-évaluation et *documentation strategy*

Depuis vingt-cinq ans, les Archives nationales du Canada (Bibliothèque et Archives Canada ou BAC maintenant) ont adopté la macro-évaluation comme méthodologie afin d'évaluer et de sélectionner les masses documentaires produites par les ministères et organismes fédéraux.²² Cette méthodologie repose sur une analyse fonctionnelle de l'ensemble des institutions de l'administration publique du Canada et de leur situation au sein de la hiérarchie des organismes producteurs de fonds. À cet égard, les travaux de Terry Cook²³, alors l'un des principaux chefs de

¹⁹ Cité dans Makhoul, *op. cit.* : 39

²⁰ Booms, Hans. « Ordre social et constitution du patrimoine archivistique. À propos de l'évaluation des sources d'archives », *Archives*, vol. 33, no 3-4 (2001-2002) : 7-44.

²¹ Booms, Hans. « Society and the Formation of a Documentary Heritage: Issues in the Appraisal of Archival Sources », *Archivaria*, 24 (Summer 1987) : 105.

²² Terry Cook. « Macroappraisal in Theory and Practice: Origins, Characteristics, and Implementation in Canada, 1950-2000 », *Archival Science* (2005), vol. 5 : 101-161.

²³ Voir, entre autres, « Mind over Matter: Towards a New Theory of Archival Appraisal » dans Barbara L. Craig (dir.), *The Archival Imagination - Essays in Honour of Hugh A. Taylor*, Ottawa, Association of Canadian Archivists, 1992 : 38-70. Terry Cook, ed., *Controlling the Past: Documenting Society and Institutions - Essays in Honour of Helen Willa Samuels*, Chicago, Society of American Archivists, 2011. Terry Cook. « What is Past is Prologue: A History of Archival Ideas since 1898, and the Future Paradigm Shift », *Archivaria*, 43 (Spring 1997) : 17. Terry Cook, « Macro-appraisal and Functional Analysis: The Importance of Governance Rather than

file en matière de macro-évaluation aux Archives nationales du Canada, rejoignent les propos de l'archiviste allemand Müller pour qui la proximité des lieux de pouvoir pouvait attribuer une valeur aux documents produits par une telle instance. Ainsi, nous pouvons établir un premier dénominateur commun en termes d'analyse fonctionnelle des institutions gouvernementales. Outre l'identification des activités et fonctions essentielles d'une institution, la macro-évaluation prend également en compte les liens entre les organismes fédéraux et les citoyens, soit les effets des politiques et programmes fédéraux sur les Canadiens.

Un second dénominateur commun peut être établi entre la macro-évaluation et la *documentation strategy*.²⁴ Dans un article publié en 2002, Daniel Ducharme mentionne une communauté des approches entre ces deux méthodologies fondées toutes les deux sur une même perspective fonctionnelle des organisations et leur production documentaire.²⁵ Dans le cadre de ces deux perspectives, on veut identifier d'abord et avant tout la mission et les activités principales des institutions avant de se pencher sur leur production documentaire. Pour sa part, la *documentation strategy* met explicitement l'accent sur le mandat, les sphères d'excellence et les champs de spécialisation d'une institution. Par conséquent, le corpus documentaire à conserver en permanence découlerait des activités spécifiques à une telle institution et non des activités internes communes à l'ensemble des organisations. Toutefois, la *documentation strategy* signale la pertinence d'intervenir en amont, soit à la phase active du cycle de vie des documents.

2.4 Valeurs et processus de sélection concertée

De plus, il nous faut reconnaître que la notion de valeur transparaît à travers les divers processus de sélection des grandes masses documentaires: qu'il s'agisse de la mise en œuvre de calendriers de conservation, de la macro-évaluation ou de la directive sur la tenue de documents. Leurs concepteurs ont tous une perspective en tête ou une approche privilégiée. Bref, le processus de sélection ne saurait reposer sur la seule valeur intrinsèque du document d'archives.

À ce titre, Hans Booms considère que la valeur des archives n'est pas intrinsèque au document en tant que tel, mais que cette valeur lui serait plutôt

Government». *Colloque international de science de documentation. Congrès des archives de Castilla y León*, Université de Salamanque (Espagne).

Terry Cook. « Macroappraisal and Functional Analysis: documenting governance rather than government », *Journal of the Society of Archivists* 25 no. 1 (2004) : 5-18. Terry Cook, «Macroappraisal in Theory and Practice » *op. cit.* : 101-161.

²⁴ Helen W. Samuels, *Varsity Letters. Documenting Modern Colleges and Universities*, Metuchen, N.J., SAA/Scarecrow Press, 1992 et « Who Controls the Past », *American Archivist*, vol. 49 no 2 (printemps 1986) : 109-124

²⁵ Daniel Ducharme. « La macro-évaluation des archives: l'expérience canadienne » *Archives*, vol 33 nos 3-4, (2001-2002) : 46-47.

attribuée lors du processus d'évaluation.²⁶ Dans le cadre d'un processus de sélection concertée²⁷, la valeur des archives est d'abord proposée par l'archiviste, mais elle est ensuite entérinée par plusieurs autres professionnels des divers paliers de gouvernements. « Cette approche représente une des premières perspectives sociétales en matière d'évaluation des archives, qui a tenté de structurer et de systématiser le processus de l'évaluation des archives. »²⁸

Placée sous l'angle des entités gouvernementales, cette approche s'apparente à la méthodologie choisie par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) – antérieurement les Archives nationales du Québec (ANQ) -- en matière d'élaboration de recueils de délais de conservation, notamment en ce qui concerne les documents communs des ministères et organismes gouvernementaux du Québec.²⁹ Ainsi, même si BAnQ est à l'origine de ces outils de gestion documentaire, elle fait appel à des analystes, des administrateurs, des gestionnaires de l'information, mais également à des historiens et des représentants de la société civile. À ce titre donc, les archivistes de BAnQ ne sont pas les seuls professionnels à évaluer les masses documentaires des ministères et organismes gouvernementaux du Québec, tant au niveau actif qu'historique.

Par conséquent, on fait ainsi appel à une multiplicité d'angles ou de perspectives pour évaluer et sélectionner les documents historiques parmi les masses documentaires d'aujourd'hui : l'archiviste est présent, mais il n'est pas le seul professionnel à participer à un tel processus.

2.5 Vision non mécaniste des valeurs primaire et secondaire

²⁶ Basma Makhoul Shabou, *Étude sur la définition et la mesure des qualités des archives définitives issues d'une évaluation*, Montréal, Université de Montréal (Thèse de doctorat, Faculté des arts et des sciences), 2010 : 39-40.

Booms précise : « Documentary sources do not possess an inherent value discernable within documents themselves. Documentary sources become valuable only when the archivist accords them value during the appraisal process. » Hans Booms. (1987). « Society and the Formation of a Documentary Heritage: Issues in the Appraisal of Archival Sources », *Archivaria*, no. 24 (Summer 1987) : 82.

²⁷ Le processus d'action concertée n'est pas réellement nouveau, car dès les débuts du XXe siècle en Allemagne, l'archiviste Karl Otto Müller préconisait une coopération entre archivistes et gestionnaires afin de procéder à l'évaluation des documents. Ciaran B. Trace. « On or Off the record? », *op. cit.* : 49.

²⁸ Toutefois, elle limite le pouvoir de l'archiviste quant à la détermination de la valeur des documents, étant donné qu'elle exige que son travail soit supervisé, voire validé par les historiens et les autorités gouvernementales. Basma Makhoul Shabou, *Étude sur la définition et la mesure des qualités des archives* : 39-40.

²⁹ *Recueil de délais de conservation des documents communs des ministères et organismes gouvernementaux*. (Québec, 1988). Des recueils semblables ont également été confectionnés pour les différents secteurs de l'administration publique et parapublique québécoise : Santé et Services sociaux (hôpitaux, CLSC, Centres d'accueil), Éducation (commissions scolaires, cégeps, universités) et Affaires municipales (municipalités, municipalités régionales de comté ou MRC).

Pour des raisons pédagogiques ou d'illustration, nous sommes parfois enclins à schématiser et à simplifier la notion de valeur et sa mise en œuvre. Ainsi, en ce qui touche la valeur primaire des documents et plus spécifiquement son volet « légal », on a tendance à attribuer une durée de vie relativement courte à un tel document. En caricaturant à peine, on pourrait représenter schématiquement une baisse graduelle et constante de la valeur primaire du document, suivie d'une montée exponentielle de sa valeur secondaire. Mais la réalité nous oblige parfois à affiner ou réviser une perception trop mécaniste.

À l'automne 2015, j'ai eu la chance de rencontrer deux archivistes européens : l'un français d'origine hongroise et l'autre 'fraîchement' hongrois. J'ai poursuivi une longue et pertinente discussion avec Lajos Körmendy sur les valeurs des documents. Pour ce dernier, la valeur légale transcende les valeurs primaire et secondaire. Voici un extrait d'un courriel qu'il m'adressait :

« À la fin des années quarante mes parents étaient aisés et achetaient un grand immeuble. [Un an plus tard,] le régime communiste l'a nationalisé sans payer un sou. Donc le contrat d'achat a perdu sa valeur d'un jour à l'autre. Au début des années quatre-vingt, j'ai dit à ma mère qu'il faudrait jeter ces anciens documents qui ne valent rien. (...) Elle n'a pas consenti à cela. Elle avait eu raison parce que dix ans plus tard le gouvernement démocratique a promulgué la loi sur l'indemnisation et nous avons pu prouver notre droit par ces documents. C'est pourquoi (...) j'ai écrit que la valeur probante potentiellement n'est jamais nulle. »

Selon Kecskeméti et Körmendy³⁰, la valeur administrative/pratique diminue rapidement, alors que la valeur probante diminue lentement tandis que la valeur historique augmente, mais il y a toujours des exceptions. Mais il n'en demeure pas moins que l'archiviste ne peut pas dire quels documents auront une certaine valeur et lesquels n'en auront pas. Cependant l'archiviste peut dire quels documents documentent le mieux le fonctionnement des administrations ou des personnes privées, les événements importants. « Nous devons conserver les gouttes qui représentent la mer. »³¹ En utilisant la terminologie archivistique, nous pourrions dire qu'il s'agit de documents vraiment essentiels ou « existentiels » à tout individu ou famille et, comme on peut le constater, ils méritent pleinement d'être conservés.

Par ailleurs, comme nous le soulignait J. Grimard, un document peut répondre à divers besoins et à différentes utilisations :

« [U]n document tient diverses fonctions : en plus de documenter une décision, une transaction, voire une opération à des fins d'opérationnalisation ou d'action immédiate, il peut servir de preuve légale; il témoigne

³⁰ Charles Kecskeméti et Lajos Körmendy. *Les écrits s'envolent...* : 91-94

³¹ Courriel personnel de Lajos Körmendy, 23 février 2016.

indéniablement d'un geste posé, d'une décision prise; et il comporte indéniablement un potentiel d'information générale ainsi qu'en témoigne l'usage qu'en font journalistes, scientifiques et autres analystes. Autrement et simplement dit, un document tient, dès sa naissance, plusieurs rôles ... qu'il joue – pas nécessairement simultanément. faut-il le préciser – tant et aussi longtemps qu'on lui prête vie. »³²

Ainsi, selon qu'il est utilisé ce pourquoi il a été créé, comment il est utilisé par une personne ou ce qu'il représente pour un individu, un document peut donc revêtir plusieurs rôles et nous dirions plusieurs valeurs.

3. Objectivité et subjectivité dans le processus d'évaluation

Selon C. Couture, un des principes directeurs inhérents au processus d'évaluation souligne: « Que le jugement que l'archiviste porte doit faire preuve d'objectivité. »³³ Il s'agit en quelque sorte d'un idéal vers lequel on devrait tendre. Toutefois, la littérature archivistique sur cette thématique dresse le constat d'une diversité des approches et la difficulté, voire de l'impossibilité, d'en arriver à la conception d'un cadre théorique unique. Un « one size fits all » ne saurait répondre à la diversité des attentes, des situations, des différents types de documents, ni prendre en compte l'organisation des grandes administrations publiques contemporaines, leurs structures de fonctionnement et leurs cultures organisationnelles dissemblables. À cet égard, il n'est donc pas surprenant qu'une seule méthodologie ne puisse s'appliquer sans discernement à toutes les organisations et dans tous les pays. Mais qu'en est-il alors de l'objectivité?

Malgré l'ensemble des éléments théoriques, méthodologiques et des mesures efficaces de mise en œuvre, le processus d'évaluation ne peut prétendre à l'objectivité absolue. À ce titre, « l'idéologie et le contexte socio-politique de celui qui l'accomplit »³⁴ demeurent des facteurs qui transparaissent à travers tout processus d'évaluation et de sélection des documents. Ou, comme le signalait notre collègue Daniel Ducharme: « En dépit des multiples articles théoriques, manuels, guides et procédures qui cherchent à doter la pratique de l'évaluation d'une dimension objective, voire scientifique, il reste que celle-ci s'avère une fonction dont l'arbitraire ne saurait échapper aux archivistes de terrain. Comment pourrait-il en être autrement puisque l'évaluation consiste essentiellement à poser un jugement de valeur suivi d'une décision? »³⁵

³² Jacques Grimard. « La valeur de témoignage : Laisser des traces significantes », *Les valeurs archivistiques: théorie et pratique*. Actes du colloque organisé conjointement par la Division des archives et les Programmes d'archivistique de l'Université, Québec, Université Laval : 81.

³³ Carol Couture et al., *Les fonctions de l'archivistique contemporaine*, 2005 : 104

³⁴ Maklouf. *op. cit.* : 13

³⁵ Daniel Ducharme. « L'identification de critères d'évaluation pour les archives informatiques. Enquête auprès d'archivistes québécois », *Archives*, volume 32, numéro 2, (2000-2001) : 21

Cependant, les propos de Hans Booms éclairent cette fonction essentielle de l'archivistique contemporaine.

« La sélection du patrimoine archivistique est de toute évidence un processus conditionné par la subjectivité, et donc par le contexte social. La raison en réside dans l'existence humaine elle-même. On ne peut ni changer ce fait, ni l'éliminer, on peut seulement en diminuer l'impact, à l'aide de méthodes qui n'atteindront pas une objectivité inexistante dans la réalité, mais qui aideront l'archiviste à prendre le plus de distance possible par rapport à cette subjectivité. »³⁶

Mais de-là à dire qu'il n'existe aucune balise permettant de normaliser ce processus, il y a un pas que nous ne saurions franchir. Booms évoque des avenues de solution.

En s'appuyant sur les exigences relatives à la mise en œuvre d'un plan de documentation, il s'avère possible de procéder à l'évaluation des archives d'une manière raisonnée, en faisant appel à des professionnels de diverses disciplines, « il faut s'adjoindre les conseils de personnes issues de différentes couches de la vie publique: administration, sciences, journalisme, économie. (...) De cette manière, le produit final prendra la forme d'un modèle d'ensemble documentaire développé par les archivistes, sanctionné et contrôlable par la société, compréhensible sous l'angle de la critique historique des sources. »³⁷ D'une manière très pragmatique, Booms nous encourage également à profiter de la mémoire des contemporains³⁸ ce qui signifie qu'il ne faudrait pas attendre 20 ans ou plus afin de procéder à l'évaluation d'un corpus documentaire. Nous pourrions ajouter : surtout en ce qui concerne les documents numériques.

Par conséquent, une évaluation concertée des corpus documentaires contemporains aura l'avantage de constituer un consensus conjuguant les nécessités de la gestion et les exigences du témoignage; réconciliant ainsi les valeurs primaires et secondaires de tout processus d'évaluation.

Conclusion : le rôle de l'archiviste

Ce texte a tenté de lever le voile sur la notion de valeur et sa mise en œuvre dans la sélection des masses documentaires des fonds d'archives contemporains. Sans avoir trouvé toutes les réponses, des balises ont été jetées, notamment en ce qui concerne les liens indissociables entre la valeur primaire et la valeur secondaire des documents et l'importance d'adopter une vision non mécaniste des relations entre ces deux valeurs, mais surtout quant à la nécessité de se munir d'un cadre théorique, d'une méthodologie et d'outils afin de procéder à la sélection des documents.

³⁶ « Ordre social et constitution du patrimoine archivistique. À propos de l'évaluation des sources d'archives », *Archives*, vol. 33 nos 3 et 4 (2001-2002) : 36-37

³⁷ *Idem* : 37

³⁸ *Ibidem* : 37

Traditionnellement, les archivistes sont voués à la gestion de documents à conservation permanente et n'interviennent que fort peu en amont, c'est dire lorsque les documents sont au stade actif ou semi-actif. Cependant, la dynamique de l'évaluation des documents des ministères et organismes gouvernementaux imposent une perspective plus large ou, tout simplement, un changement de paradigme en termes de responsabilités entre gestionnaires de documents et archivistes ne serait-ce qu'en ce qui touche la nécessité de prendre en compte les documents électroniques.

Par ailleurs, la participation de l'archiviste à divers groupes de travail dévolus à la sélection des documents produits par les instances gouvernementales, constitue une condition *sine qua non* à l'identification des archives historiques de ces organisations. Bien que l'archiviste ne soit pas le seul professionnel à participer activement aux processus d'évaluation des documents (en amont notamment), il travaille de concert à la confection et à la mise en œuvre des recueils de délais ou calendrier de conservation, tableaux de tri, de gestion ou d'archivage, selon les appellations nationales à travers la francophonie; en ce sens, il en constitue un maillon incontournable. Tant par sa formation académique et son expérience, l'archiviste saura mettre à profit les concepts, méthodes et outils afin de juguler les masses documentaires toujours croissantes. Même si ceux-ci ne sont pas exempts de subjectivité, il n'en demeure pas moins que les différentes approches s'avèrent obligatoires. Ces approches doivent être explicitées clairement et fournir des outils pertinents aux responsables de l'évaluation et de la sélection des ressources documentaires pour les générations futures.

Dans l'ouvrage en hommage au professeur Jacques Grimard³⁹, Louise Gagnon-Arguin et Yvon Lemay font écho à la pensée de celui-ci, pour qui « L'archiviste comme un professionnel dont le rôle aujourd'hui consiste non seulement à assurer la préservation de la mémoire collective mais aussi à agir en amont, à intervenir dès la création des archives et à faire en sorte que cette mémoire devienne un bien collectif au bénéfice du plus grand nombre. »⁴⁰ C'est à la fois un souhait, un objectif et un défi auquel nous convie Jacques Grimard. On aurait tort de ne pas s'y attarder, voire de s'y engager activement.

Annexe 1

Critères liés à la fonction de preuve administrative

- Fonction(s) ou activité(s) que fonde le document;
- Décision(s) administrative(s) que fonde le document;

³⁹ *L'archiviste : constructeur, gardien et communicateur : mélanges en hommage à Jacques Grimard, 1947-2007*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009.

⁴⁰ Idem, "Avant-propos" rédigé par Louise Gagnon-Arguin et Yvon Lemay : xvii.

- Positionnement de cette (ces) fonction(s) ou activité(s) par rapport à la structure de l'organisme;
- Cheminement dans l'appareil administratif, de l'information et du document qui la contient.

Critères liés à la fonction de preuve légale

- Droit(s) que fonde le document;
- Lois et/ou règlement(s) ayant une incidence sur la conservation du document concerné;
- Délais définis par la prescription légale;
- Obligation d'obtenir, le cas échéant, la permission d'un organisme avant d'éliminer.

Critères liés à la fonction de preuve financière

- Activité(s) financière(s) que fonde le document;
- Durée du cycle comptable et/ou financier de l'institution;
- Durée du cycle comptable et/ou financier de l'institution de tutelle.⁴¹

Reflexion on the notion of value for the selection of documentary resources (abstract)

In records and archives management, the use of appraisal methods and tools - and thus the selection of contemporary records - is useful, if not necessary, especially with regard to government records. However, we sometimes forget the values underlying the various processes of the records life cycle. Using the concepts of primary and secondary values of records, we will attempt to first establish strong foundations. In the second part, we will see how the various criteria are developed and implemented, given the impossibility of predicting future trends in research. We will look in turn at the intrinsic value of the record, different methodologies of appraisal and selection of records: macroappraisal, documentation strategy and collaborative selection process, and the articulation between the primary and secondary values of records. The third part proposes the necessity of taking into account objectivity and subjectivity in the appraisal process. The conclusion proposes a new role for the archivist.

⁴¹ C. Couture. « Les fondements théoriques de l'évaluation des archives », *Groupe interdisciplinaire de recherche en archivistique (GIRA)*, Université de Montréal, le 27 mars 1998 : 24, ainsi que C. Couture et al. *Les fonctions de l'archivistique contemporaine*. Sainte-Foy, 1999 : 141)

O analiză a Procedurii privind accesul la informare și cercetarea documentelor aflate în păstrarea Arhivelor Naționale și câteva concluzii referitoare la aplicarea ei¹

Bogdan Dumitru Aleca

Keywords: *Archives, Access, Preservation, Reading Room*

Unul dintre obiectivele demne de laudă ale instituției Arhivelor din România a fost asigurarea unui acces cât mai larg și facil al partenerilor săi la consultarea documentelor de arhivă. Au fost eliminate o serie de piedici și a fost mărit gradul de transparență al instituției în ceea ce privește documentele deținute. Din păcate, această deschidere s-a suprapus, la SJAN Vâlcea, peste o amputare dramatică din punct de vedere al personalului, astfel încât, în anul 2011, de pe o zi pe alta, instituția s-a văzut văduvită de 25% din personal (din 16 oameni, au plecat 4). Lipsa de personal venea să se suprapună peste o “frenetrie a cercetării” istorice vâlcene la sala de studiu: începând cu anul 2008, creșterea numărului de cercetători, a u. a. studiate, a frecvenței și a copiilor după documentele solicitate a fost constantă, vârful de sarcină fiind atins în anul 2012: u. a. cercetate în 2012: 3.944 față de 1.792 în anul 2008; frecvența: 974 față de 286; copii xerox: 3.878 față de 455. Cifrele sunt concludente și au lansat provocări pentru o mai bună organizare, dar ascund în spate o serie de probleme pe care cel care a gândit un acces mai liber la cercetare nu le-a prevăzut. Ele țin de probleme actuale ale societății românești, mai exact de interminabilul și mereu în schimbare proces de restituire a proprietăților.

Încercăm să semnalăm aici o serie de inadvertențe existente în *Procedura privind accesul la informare și cercetarea documentelor aflate în păstrarea Arhivelor Naționale* [numită în continuare: *Procedura*], modul cum niște principii demne de laudă pot duce la efecte negative pentru documente, și să oferim anumite soluții.

Arhivele au, printre obiective, asigurarea accesului la informare și cercetarea documentelor, dar și păstrarea, prezervarea și conservarea lor. Între aceste obiective esențiale ale instituției Arhivelor din România trebuie să găsim un echilibru, care, în acest moment, este net în favoarea celui de acces la documente datorită incapacității instituționale a Arhivelor Naționale ale României de conservare a documentelor și absolutizării dreptului de acces la cercetarea lor. Un restaurator care este restaurator doar cu numele pentru că nu există bază materială și prevederi bugetare pentru a-și exercita atribuțiile, fiind folosit la rezolvarea cererilor datorită lipsei de personal, un legător care este și îngrijitor, și capacitatea zero a instituției de microfilmare a

¹ Materialul a fost redactat în anul 2014, înainte de schimbarea Regulamentului Sălii de studiu, în anul 2015, dar problemele abordate rămân de actualitate.

documentelor pentru a nu mai fi date în cercetare originalele etc., se suprapun peste deschiderea instituției în ceea ce privește cercetarea documentelor, iar aceasta din urmă nu duce, în timp, decât la degradarea lor.

Accesul la cercetare

Procedura stabilește o serie de obiective pentru care pot fi studiate documentele în sălile de studiu ale Arhivelor Naționale, dar omite unul foarte important, stabilit prin Legea nr. 16/1996: folosirea documentelor din Fondul Arhivistic Național se face și pentru informare², o prevedere largă, care lasă fără conținut atât de vehiculata pretenție a instituției noastre de a permite accesul la documente exclusiv în scopuri științifice, jurnalistice, pentru elaborarea unor lucrări științifice, studii, articole, comunicări etc.³ Informarea este o formă de folosire a documentelor, ca și cercetarea sau expunerea lor; de exemplu, Legea Arhivelor permite consultarea documentelor și în scop de informare, iar această pretenție din art. 1.1 este fără conținut și rămâne o simplă afirmație, în măsura în care *Procedura* nu specifică modul concret cum putem refuza accesul la cercetarea documentelor de arhivă celor care nu respectă prevederea acestui articol. Toți cei care vin la sălile de studiu afirmă că fac cercetare istorică și că intenționează să scrie monografii. Funcționarul public nu are stabilite, în normele interne de lucru, criterii clare privind eliberarea permisului ce cercetător. Apoi, după ce s-a eliberat permisul, persoana devine cercetător, în condițiile *Procedurii*.

Dacă prevederile din *Procedură* se referă la cercetarea documentelor în scop științific ca o condiție de acces la documente, declarația se referă numai la modul de folosire a informațiilor, după cercetarea documentelor, neputând exista o condiționare de eliberare a permisului legată de această declarație, iar declarația este semnată după eliberarea permisului.⁴ Nu înțelegem de ce *Procedura* spune că se cercetează documentele în scop științific, dar declarația se referă la folosirea informațiilor. Sunt două lucruri total diferite. Dacă impunem accesul la sală pentru

² Art. 28 din Legea 16/1996, modificată, completată și republicată are următorul conținut: "Documentele care fac parte din Fondul Arhivistic Național al României pot fi folosite pentru: cercetare științifică, rezolvarea unor lucrări administrative, rezolvarea unor lucrări administrative, informări, acțiuni educative, elaborarea de publicații și eliberarea de copii, extrase și certificate."

³ Această limitare subiectivă de cercetare a documentelor exclusiv în scopuri științifice nu există în Franța, Italia sau Belgia. Franța și Belgia nu condiționează în niciun fel cercetarea documentelor în funcție de vreun scop, iar în Italia se precizează că documentele se studiază în scop "personal, administrativ sau științific", dar nevoia cercetării trebuie să fie declarată (atestată) în cererea pentru obținerea autorizației de acces la sala de studiu, însă semnătura urmează după această declarație a scopului cercetării, spre deosebire de cererea de acces cuprinsă în *Procedura* românească, în care declarația are un rol formal, neobligatoriu și nu implică nicio responsabilitate din partea cercetătorului. Ea nu face parte din cererea de acces la cercetare. Este mai degrabă un chestionar, fără legătură cu art. 1.1, destinat îmbunătățirii serviciilor Arhivelor Naționale.

⁴ Prevederea art. 4.2, lit. b, coroborată cu art. 4.4.1, arată clar că semnarea declarației nu condiționează eliberarea permisului, nesemnarea ei putând doar duce la o suspendare "pentru o perioadă de până la trei luni a permisului de acces". Prin urmare, acest act este eliberat în momentul semnării declarației, iar în caz de refuz a semnării ei, solicitantul nu riscă decât o suspendare de până la 3 luni a accesului la cercetare.

cercetare exclusiv științifică, atunci solicitantul trebuie pus să declare că are nevoie de acces pentru cercetare științifică sau jurnalistică, nu să afirme cum va folosi el informațiile, pentru că asupra acestui lucru, după eliberarea permisului de acces, instituția noastră nu mai are niciun control. Iar dacă tot facem acest demers și îi punem să declare una-alta, de ce nu ducem demersul până la capăt și declarația nu cuprinde și obligația de a motiva cu tema științifică cererea de acces la cercetare? După cum se prezintă lucrurile acum, este o hârtie pe care toți cei ce solicită acces o semnează fără să clipească, pentru că toți știu că este o formalitate. *Procedura* nu cuprinde obligația funcționarului de a semnală faptul că are indicii că declarația este falsă și modul cum trebuie să acționeze în acest caz. Este o simplă problemă de birocrație.⁵

Procedura sancționează cu suspendarea permisului de acces numai refuzul de a semna declarația privind folosirea informațiilor din documente în scop științific sau jurnalistic. Ea ar trebui să sancționeze cu anularea dreptului de cercetare pentru persoana despre care se dovedește că a folosit informațiile obținute într-un alt scop decât cel științific.

Propuneri

Afirmația din art. 6.1 trebuie să fie completată cu precizarea obligatorie de către solicitant a scopului cercetării, în cadrul cererii, sub semnătură, în momentul eliberării permisului, iar dacă acesta nu se încadrează în cele enumerate de *Procedură*, să nu se elibereze permis. Altfel, articolul citat rămâne o simplă afirmație, nu o obligație, pentru că obligația presupune și precizarea a ceea ce se întâmplă dacă nu se respectă conținutul enunțat de numitul articol. Ori mergem până la capăt cu pretenția de a admite la studiul documentelor oameni care fac numai cercetare istorică și cerem titlul sau tema de cercetare, iar dacă nu este declarată nu eliberăm permis⁶, ori renunțăm la această pretenție sau lărgim sfera pentru care se pot studia documente gestionate de Arhivele Naționale. Accesul ar trebui acordat nu numai în scopuri științifice, pentru că eu, ca cetățean, am dreptul de a consulta documente, pentru o genealogie, de exemplu, fără a pretinde că fac cercetare istorică. Este un drept privat, de informare. Riscul pentru distrugerea documentelor de arhivă se poate limita nu prin micșorarea numărului cercetătorilor, ci prin măsuri administrative care să le ofere o protecție reală (realizarea de copii, mărirea perioadei după care aceeași persoană poate solicita aceleași documente etc., de exemplu). Astfel de măsuri vor fi detaliate mai jos.

⁵ Regulamentul sălii de studiu a rezolvat această problemă incluzând declarația în cadrul cererii de acces la cercetare.

⁶ Iată cum se prezintă cererea Arhivelor Italiei privind eliberarea permisului de acces la cercetare: "Cer să fiu admis la consultarea documentelor pentru un studiu cu titlul ...; pentru un examen/teză de licență/doctorat la prof. ... de la Universitatea Facultatea ...; pentru alte motive ..." (cf. *Regulament al Sălii de Studiu al Arhivelor Centrale ale Statului din Italia*, www.acs.beniculturali.it).

Permisul

Procedura, la capitolul “Definiții ale termenilor”, precizează că “cercetător este persoana care solicită/posedă permis de cercetare la sala de studiu și care desfășoară activități în concordanță cu art. 6.1.1. din *Procedură* [s. n.]”. Semnul “/” înlocuiește cuvântul “și” sau cuvântul “sau”? În principiu, el înlocuiește cuvântul “sau”, așa cum face și în articolele 2.10.4 și 2.10.5 ale *Procedurii*. În funcție de folosirea unuia sau altuia dintre cele două cuvinte, enunțul are înțelesuri total diferite. În primul caz, cercetător poate fi cel care “solicită” dar și “posedă permis”; dacă se folosește cuvântul “sau”, cercetător poate fi și cel care “doar solicită permis”, dar nu îl posedă încă. Această prevedere intră în contradicție, însă, cu cea care spune că “accesul la cercetare se realizează în baza unui permis de cercetare eliberat gratuit, la cerere” (art. 1.5). Conform acestui ultim articol, cercetarea mijloacelor de informare și a documentelor poate avea loc numai după eliberarea permisului de acces. Până la obținerea acestui act, pe care, de altfel, l-a solicitat și, în funcție de interpretarea primei definiții, este cercetător, solicitantul poate avea acces la instrumentele de evidență, la documente, în general? Clarificarea acestui aspect este importantă în cazul în care cercetătorii din alte localități pot solicita și primi documente în aceeași zi până la ora 12. Dacă nu are permisul eliberat, putem să i le dăm în cercetare? Conform primului enunț, dacă a solicitat permis, este cercetător și are toate drepturile prevăzute de *Procedură*. Conform celei de a doua prevederi a *Procedurii*, nu are acces la cercetare decât în măsura în care posedă un permis, iar eliberarea permisului este de competența șefului instituției. Cererea trebuie să fie preluată, înregistrată, supusă aprobării și numai apoi permisul este eliberat, de către șeful instituției. Sunt pași care necesită timp, iar dacă se respectă strict *Procedura*, accesul în sala de studiu, definită ca “spațiu în care se desfășoară cercetarea” se face numai după eliberarea permisului, deoarece, potrivit art. 1.5 din *Procedură*, “accesul la cercetare se realizează în baza unui permis eliberat gratuit la cerere”. Cele două situații ar putea fi clarificate prin accesul în sala de studiu propriu-zisă numai după ce solicitantul este în posesia permisului de acces la cercetare.⁷ Apoi, coroborarea diferitelor prevederi ale *Procedurii* este și o problemă de respect față de publicul Arhivelor Naționale. Solicitantul din altă localitate citește pe internet *Procedura* și vine la sala de studiu convins fiind că va primi documentele spre cercetare dacă îndeplinește condițiile art. 2.3.2. În loc de aceasta, poate primi un răspuns care începe invariabil cu “Păi stați să vedeți, lucrurile sunt mai complicate: trebuie să aveți permis eliberat, documentele trebuie să respecte condițiile enumerate la art. 1.1 ale *Procedurii* etc. (în general, să fie numerotate, certificate)”, lucruri despre care art. 2.3.2 nu face vorbire. Așa cum este redactat respectivul articol acum, el nu cuprinde nicio idee referitoare la posibilitatea de a nu putea fi respectat în cazul unor solicitări punctuale, custodele de la sala de studiu trebuind să motiveze refuzul accesului pe loc la documente pe baza altor articole ale *Procedurii*, lucru care creează, cu siguranță, nemulțumiri solicitantului, care nu vede decât prevederea art. 2.3.2, nu și

⁷ În Franța, solicitantul unui permis de acces completează cererea și primește legitimația de lector la un birou de înregistrare. *Procedura* nu amestecă cele două lucruri, eliberarea permisului și cercetarea propriu-zisă.

celelalte prevederi, în ansamblu. Din respect față de colaboratorii Arhivelor Naționale, aceștia ar trebui să fie avertizați că prevederea acelui articol nu este absolută, ci condiționată de situații obiective.

O problemă importantă ridică și prevederile art. 4.4.1. Acesta stipulează că suspendarea permisului de acces sau anularea acestuia, în funcție de abaterea comisă, revine "conducerii Arhivelor Naționale". În primul rând, nu există o metodologie pe care să o respecte funcționarul în cazurile enumerate la art. 4.3. Bănuim că acesta înaintează un referat șefului direct, acesta îl înaintează conducerii Arhivelor Naționale, care dă un răspuns. Se pot parcurge acești pași într-un interval de timp rezonabil, în așa fel încât cel care nu respectă prevederile art. 4.3 să nu mai fie primit la sala de studiu, sau îl mai primim încă o perioadă de timp până permisul este suspendat sau anulat? Sau, după ce distruge un document, îl mai primim poate 30 de zile, până când vine anularea permisului de la conducerea Arhivelor Naționale? Procedurile trebuie să fie ușor de aplicat și să ajute în muncă, nu să complice existența funcționarilor.

În altă ordine de idei, doar conducerea Arhivelor Naționale anulează "permisul de acces pentru nerespectarea obligațiilor prevăzute la art. 4.3 lit. g-k". Ce îl împiedică pe posesorul vechiului permis să depună imediat o nouă cerere pentru eliberarea unui alt permis de acces? Procedura spune că este anulat sau suspendat permisul de acces, nu accesul în sine. Cum acționează funcționarul în această situație? Refuză primirea cererii? Nu are nicio bază legală. Ca exemplu: am anulat permisul de acces 78/2014. Ce îl împiedică pe cel în culpă să solicite permisul de acces 80/2014, care nu este anulat sau suspendat? Pentru că, așa cum spune *Procedura*, nu se suspendă sau anulează accesul, ci numai permisul care dă acest drept de acces la cercetare, iar un permis nou dă un nou drept de acces la cercetare. Unei persoane care deteriorează o unitate arhivistică i se anulează definitiv dreptul de acces la cercetare sau numai permisul valabil în acel moment? La expirarea celui permis anulat pentru astfel de fapte, această persoană mai poate depune o nouă cerere, pentru un nou permis? Pe de altă parte, este o totală nebuloasă dacă un permis eliberat de o structură județeană dă posibilitatea de acces în toate sălile de studiu ale Arhivelor Naționale. Definiția permisului de cercetare așa ar lăsa impresia, deoarece permisul "este emis de Arhivele Naționale" și oferă "acces la unitățile arhivistice aflate în depozitele Arhivelor Naționale". Acest anunț face referire la instituția globală a Arhivelor Naționale. Conform lui, cu un permis eliberat de SJAN Sibiu, pot studia documente la Vâlcea și în orice altă sală a Arhivelor Naționale. Practica însă diferă. Aceeași persoană primește mai multe permise de acces, dacă studiază la servicii județene diferite ale Arhivelor Naționale. În acest caz, dacă SJAN Sibiu suspendă pe trei luni un permis emis și nu suspendă dreptul de acces la cercetare în general, pe ce bază se refuză la Râmnicu Vâlcea emiterea unui permis de acces la cercetarea documentelor dacă persoana sancționată depune o cerere în acest sens? *Procedura* actuală nu specifică în mod clar dacă suspendarea sau anularea unui permis la o structură județeană atrage după sine și suspendarea sau anularea accesului în toate sălile de studiu ale Arhivelor Naționale și dacă funcționarul poate refuza emiterea unui nou permis; sunt elemente de clarificat. În acest sens, dăm ca exemplu formularea din Codul rutier al României, unde nu se vorbește nicăieri de suspendarea

permisului de conducere (formulă intrată în mentalul colectiv), ci de “suspendarea exercitării dreptului de a conduce” (art. 106, alin. 1, 2 și altele). Arhivele Naționale ar trebui să suspende sau să anuleze dreptul de acces la cercetare, nu permisul de acces la cercetare.

Propuneri

Armonizarea prevederilor *Procedurii* în acest sens și stabilirea clară a etapelor pe care le parcurge solicitantul până la accesul fizic la documente. Cercetător trebuie să fie cel care **solicită și posedă permis**, în acest sens trebuind să fie eliminat semnul dintre cele două cuvinte și să fie înlocuit cu un cuvânt, respectiv cuvântul “și”. Modificarea art. 2.3.2 pentru ca acesta să prevadă clar dacă cercetătorii din alte localități pot primi în ziua prezentării la cercetare, până la ora 12, numai unități arhivistice care îndeplinesc condițiile generale prevăzute de *Procedură* pentru cercetarea documentelor.

Suspendarea sau anularea accesului pentru fapte enumerate la art. 4.2 și 4.3 trebuie să se refere explicit la dreptul de acces al persoanei în culpă la cercetare, nu la permis.

Art. 1.5.2 ar trebui să prevadă că, la eliberarea permisului, solicitantul trebuie să prezinte un act de identitate valabil, dar și o fotografie. În prezent, citește pe internet că are nevoie numai de act de identitate, dar, în practică, i se condiționează eliberarea permisului de aducerea unei fotografii, despre care *Procedura* actuală nu spune nimic (dimensiuni, formă etc.). Este vorba despre respect față de cetățean, care trebuie să afle, în momentul în care se informează pe site-ul Arhivelor Naționale despre condițiile de acces, toate informațiile de care are nevoie.

Anexa 6

În capitolul V, “Descrierea Procedurii”, la art. 1.1.2 se prevede că “în sălile de studiu ale Arhivelor Naționale pot fi cercetate unitățile arhivistice care [...] nu fac parte din categoriile enumerate în anexa 6 din Legea nr. 16/1996 [...]”. O astfel de formulare arată că, pe de o parte, din punct de vedere al genului documentelor, se exclude de la cercetare o serie de documente (de exemplu acte notariale, medicale, de stare civilă etc.) pentru că, potrivit enunțului, se dau în cercetare doar “documentele care nu fac parte din cele enumerate în Anexa 6”. Pe de altă parte, din punct de vedere al termenului de punere în cercetare, tocmai categoriile de documente care “nu fac parte din categoriile enumerate în Anexa 6” (adică cele care nu îndeplinesc termenele legale de punere în cercetare precizate în această anexă) pot fi cercetate, iar nu cele care au îndeplinit termenul după care fiecare categorie de documente din anexă se poate cerceta. Astfel, articolul *Procedurii* le exclude de la cercetare tocmai pe cele care ar trebui, legal, să fie date în cercetare. Prevederea aceasta are un caracter contradictoriu cu cea din același articol care arată că “pot fi cercetate unitățile arhivistice care îndeplinesc termenul legal de punere în cercetare” (de exemplu, un act de stare civilă va putea fi accesibil la cercetare după 100 de ani de la creare, conform legii).

Propunere

Formularea corectă ar fi: "În sălile de studiu ale Arhivelor Naționale pot fi cercetate unitățile arhivistice care [...] îndeplinesc termenele legale de punere în cercetare conform art. 28 și 30 din Legea 16/1996, modificată, completată și republicată", fără a se mai face referire la Anexa 6, parte a art. 30 al legii.

Mijloacele de informare

Tot în capitolul V, "Descrierea Procedurii", la art. 2, indice 2.2 se precizează că "Cercetătorilor li se pun la dispoziție Lista fondurilor și colecțiilor date în cercetare și instrumentele de evidență existente în sălile de studiu (inventare, fișe de inventar, indici cronologici, cataloage, îndrumătoare, fișiere/cataloge de bibliotecă), pe suport de hârtie sau electronic". Această formulare lasă posibilitatea cercetătorului să consulte și instrumente de evidență ale unor documente care, legal, nu se dau în cercetare (nu au îndeplinit termenul precizat de Anexa 6 și nu sunt incluse în listele documentelor care se dau în cercetare) și astfel, dacă accesul la documentul propriu-zis este interzis, se lasă liber accesul la informațiile cuprinse de acel document. Exemplu: consultarea unui inventar al unor dosare de judecată pentru cauze penale pe anul 1968 poate duce la accesarea și publicarea unor informații de natură a prejudicia imaginea unui condamnat pentru diferite fapte, cu toate că accesul la aceste informații cuprinse de documente este restricționat pe o perioadă de 90 de ani de la crearea lor (numele persoanei, fapta pentru care a fost judecat etc.).

Mai mult, Lista fondurilor și colecțiilor date în cercetare cuprinde un număr mai mic de fonduri arhivistice decât cele deținute de instituție, iar formularea "cercetătorilor li se pun la dispoziție [...] instrumentele de evidență existente în sălile de studiu" obligă custodele să pună la dispoziția cercetătorilor inventare ale unor fonduri care nu sunt în cercetare, deoarece la sala de studiu se află exemplarul 1 al tuturor instrumentelor de evidență ale tuturor fondurilor deținute de instituție, iar *Procedura* spune că se pun la dispoziție cele "existente în sălile de studiu".

Propuneri

Nivelul până la care poate consulta un inventar al documentelor care se încadrează în Anexa 6 trebuie să fie până la nivelul la care pot consulta fizic documentele.

Formularea articolului ar trebui să prevadă clar că se pun la dispoziție numai instrumentele de evidență ale fondurilor care se dau în cercetare.

O altă problemă a acestei prevederi referitoare la instrumentele de evidență, este aceea că *Procedura* permite a se da spre consultare instrumentele de evidență în format electronic, fără a fi creată la Sălile de studiu ale ANR infrastructura necesară: calculatoare la fiecare masă, pentru a da posibilitatea cercetătorului a consulta un eventual CD cu inventarul fondului în format electronic. Sau dăm acces la calculatorul instituției, în care cercetătorii pot accesa fișiere cu inventare în format electronic? Pe de altă parte, normele interne de lucru ale ANR nu fac referire la existența acestor instrumente de evidență în format electronic.

Restudierea dosarelor

O altă problemă este cea creată de termenul extrem de mic după care o unitate arhivistică poate fi cerută iarăși la cercetare de către același cercetător, respectiv o lună de la ultima cercetare. Practica la sala de studiu a demonstrat că sunt foarte frecvente cazurile în care aceleași dosare solicitate de aceeași persoană la intervale mici de timp. Avem unități arhivistice cerute la sala de studiu de aceeași persoană de mai multe ori decât au fost folosite de lucrătorii Arhivelor Naționale în 24 de ani pentru rezolvarea cererilor. De exemplu, dosarul 1/1914, *Obștea Voinegelul*, scos de aceeași persoană de șase ori în 3 ani. Nu este mult pentru un singur cercetător, având în vedere faptul că ele sunt folosite și de angajați și, în paralel, cerute și de alți utilizatori? De câte ori poate o persoană să solicite aceleași documente? În condițiile în care utilizăm numai originalele documentelor la cercetare și rezolvarea cererilor, pentru că nu există copii ale lor, iar de cele mai multe ori ele sunt dezlegate, folosirea lor intensă poate duce la degradarea acestora. Numai lecturând foile de folosire ale unor dosare ale unor fonduri precum *Societatea Carpatina*, *Judecătoria Brezoi*, fonduri de obști ne vom putea da seama de amploarea fenomenului. Noi am ținut discursul obișnuit, cu cercetarea documentelor în scop științific, dar în lipsa unei prevederi clare pe baza căreia să nu eliberăm permis, o serie de persoane au avut acces la documente, cerând aceleași și aceleași dosare. Pentru anumite u. a., frecvența cercetării devine foarte mare și se vor distruge încet, dar sigur. Chiar cercetători autentici, decât să plătească de mai multe ori 7 lei pentru copiere cu aparat foto a unor documente, datorită acestui termen foarte mic după care pot solicita iar dosarele, notează cotele care îi interesează, iar după adunarea unui material mai numeros care le este necesar pentru reproducere, solicită iarăși acele cote pentru fotografiere.

Propunere

Mărirea perioadei după care o unitate arhivistică poate fi solicitată de aceeași persoană la cercetare și stabilirea unor cazuri excepționale în care ea poate fi totuși consultată sub termenul impus, pe baza unei cereri aprobată de conducerea instituției, în care să fie explicat motivul (lucrarea științifică este în stadiul final și este necesară o ultimă cercetare a documentelor).

Copierea documentelor și a instrumentelor de evidență

Procedura stabilește că cercetătorul are dreptul să solicite copii tip xerox de pe "unitățile arhivistice cercetate". Am avut cazuri în care aceștia au venit după luni de zile de când au cercetat documentele și au făcut cerere pentru xerox, care a trebuit să fie acceptată pentru că era vorba de copii după unitățile arhivistice cercetate, conform art. 2.10 al *Procedurii*. Pentru a evita manipularea documentelor de mai multe ori, *Procedura* ar fi trebuit să dea posibilitatea cercetătorului de a cere copii după documentele aflate la momentul cererii de multiplicare, în cercetare. Formularea actuală este: "cercetătorul poate solicita reproduceri de pe unitățile arhivistice cercetate prin completarea unei cereri".

Regulamentul sălii de studiu trebuie construit pe principiul respectului față de document, față de cetățean, față de instituție și de lucrătorul său. Din acest punct de

vedere, el trebuie să excludă, prin formulări precise, astfel de situații particulare și să prevadă reguli clare privind reproducerea de pe documente, care să nu permită interpretări, atât din partea cetățeanului, cât și din cea a funcționarului. În acest sens, *Procedura* actuală, după ce declară în art. 2.10-2.10.5 că cercetătorul poate solicita "reproduceri" după documentele cercetate și detaliază anumite condiții pentru copii tip xerox și fotocopii cu aparatul cercetătorului, precizează, în art. 2.10.6, că "este interzisă folosirea formelor de reproducere care periclitează integralitatea u. a și a mijloacelor de protecție". O prevedere foarte largă, plină de interpretări. Una dintre ele ar fi că sunt admise toate formele de reproducere, numai să nu afecteze integralitatea u.a. și a mijloacelor de protecție. Corect ar fi fost să se spună că este interzisă reproducerea documentelor dacă procesul de reproducere, nu forma de reproducere, poate periclita integralitatea u. a și a mijloacelor de protecție. Ori, prin această formulare, *Procedura* lasă să se înțeleagă că nu există doar două forme de reproducere de pe documentele cercetate la sala de studiu – copierea tip xerox și fotografierea cu aparat propriu, ci că îi este permis cercetătorului să folosească diverse forme de reproducere, dacă ele nu periclitează integritatea u. a și a mijloacelor de protecție. Or, scanarea este o formă de reproducere, ca și fotografierea sau copia tip xerox. Pe o astfel de interpretare am și avut o reclamație la București, făcută de un jurist, care considera că regulamentul îi permite să realizeze reproduceri după documentele cercetate și cu "micul său xerox" (în realitate, o imprimantă multifuncțională, care funcționa ca un scanner). Dacă *Procedura* românească ar fi precizat, precum cea din Belgia⁸, că în cazul reproducerilor făcute cu aparatul propriu al cercetătorului documentul nu trebuie să vină în contact direct cu acest aparat, totul era lămurit. Regulamentele studiate, din Franța, Italia sau Belgia nu fac economie de cuvinte în această privință, prevăzând reguli clare pentru reproducerea documentelor și categoriile de documente care sunt exceptate de la reproducere. *Procedura* ar trebui să stabilească faptul că în sălile de studiu pot fi solicitate reproduceri tip xerox realizate numai cu mijloacele Arhivelor Naționale și reproduceri fotografice realizate cu aparatul propriu al cercetătorului, iar reproducerile tip xerox se realizează în funcție de mijloacele tehnice ale Arhivelor Naționale.

Formularea ambiguă a articolului 2.10.6 dă posibilitatea unor discuții și interpretări, în sensul că funcționarul argumentează că reproducerea poate afecta documentul, în schimb solicitantul, interesat să intre în posesia copiei, poate susține că nu afectează documentul. Astfel, articolul poate crea un comportament discriminatoriu față de diferiți solicitanți, pentru că xerocopiarea unei hărți cu un

⁸ Anexa A a *Regulamentului de ordine interioară a sălilor de studiu ale Arhivelor Statului din Belgia*, din 19 septembrie 2011, precizează: "Pot fi fotografiate [...] documente care nu formează o parte semnificativă a unui fond de arhivă (volume, părți structurale, serii, subfonduri). [...]. Documentul de reproduș trebuie întotdeauna să stea pe masă. [...]. Documentul de fotografiat nu poate fi mai mare decât suprafața mesei. [...]. Nu poate exista niciun contact între document și aparatul utilizat. Folosirea unui instrument scanner nu este autorizată [s. n.] (cititor de cod de bare, scanner manual, sau alt scanner). Un trepid fotografic este permis doar dacă utilizarea lui nu deteriorează documentul. În același sens, a se vedea și art. 8 al *Regulamentului Sălilor de consultare a documentelor din Franța*, care precizează 15 cazuri în care nu pot fi fotocopyate documentele.

format mai mare decât A3 nu depinde decât de bunăvoința funcționarului față de solicitant. Funcționarul poate manipula mai intens un document de acest fel pentru a realiza copia solicitată, sau poate invoca formularea interpretabilă a articolului. Să facem comparație cu prevederi ale unor regulamente din țări vest-europene: în Italia se spune clar în Regulament că nu se xerocopiază documente mai mari decât formatul A3, iar în Belgia că nu se reproduc documente ale căror dimensiuni depășesc pe cea a suportului de studiu. Scurt și cuprinzător, atât pentru solicitant cât și pentru funcționar.

Așa cum este tratată problema reproducerilor în actuala *Procedură* (art. 2.10), putem să primim solicitări de a xerocopia, de exemplu, 15 unități arhivistice a câte 250-300 de file fiecare, fără a putea refuza obiectiv cererea, pentru că prevederea din Regulamentul anterior, referitoare la executarea reproducerilor în funcție de posibilitățile tehnice ale Arhivelor Naționale, a fost eliminată. Dacă omul este dispus să plătească, pe ce bază obiectivă refuzăm copierea documentelor? O singură comandă din aceasta poate bloca activitatea instituției.

Propuneri

Scanarea documentelor la sala de studiu să fie explicit interzisă; *Procedura* trebuie să exprime clar ideea că Arhivele Naționale realizează copii în funcție de mijloacele tehnice existente și că nu este obligatoriu a se realiza copii după toate documentele cercetate, conform dorinței utilizatorului; ea trebuie să prevadă restricții bine precizate la copierea de către Arhive a unor documente: restricții referitoare la capacitatea documentului de a fi copiat sau nu (exemple: în Italia nu se reproduc documente a căror dimensiune este mai mare decât A3 sau se pot deteriora ușor; în Franța nu se reproduc documente scrise cu cerneală violetă, deoarece există riscul de ștergere); **precizarea unui număr maxim de reproduceri** executate cu mijloacele Arhivelor Naționale într-un an calendaristic pentru o persoană⁹; Belgia limitează chiar copiile realizate de un singur utilizator asupra unei unități arhivistice, fond sau părți de fond¹⁰.

Derogări pentru cercetarea documentelor

Procedura stabilește dreptul cercetătorului de a solicita documente spre consultare sub termenul de 30 de ani, cu aprobarea șefului instituției, drept reglementat prin lege, dar care nu se refera și la documentele din Anexa 6, pentru care nu există derogări cu privire la termenele stabilite pentru genurile respective de documente. Am avut situații în care ni s-au cerut explicații, pentru că la alte servicii ale Arhivelor Naționale s-au acordat astfel de derogări de la termenul de cercetare pentru categoriile de documente din Anexa 6, cu toate că legea este clară: art. 28: "Documentele care fac parte din FAN pot fi consultate la cerere, de către cetățeni

⁹ Regulamentul sălilor de studiu din Italia precizează: "Fiecare cercetător poate cere maximum 800 fotocopii (în format xerox) pe an școlar."

¹⁰ Referitor la acest aspect, Anexa A a *Regulamentului de ordine interioară a sălilor de studiu ale Arhivelor Statului din Belgia* precizează, în cazul comenzilor de reproducere cu aparatul propriu al cercetătorului: "Pot fi fotografiate [...] documente care nu formează o parte semnificativă a unui fond de arhivă (volume, părți structurale, serii, subfonduri)."

români și străini, după 30 de ani de la crearea lor. [...]. Pentru documentele la care nu s-a împlinit **acest termen** [s. n.], cercetarea se poate face numai cu aprobarea conducerii creatoare sau deținătoare.” Art. 30 stabilește categoriile de documente care se dau în cercetare la termene speciale și nu cuprinde sub nicio formă vreo derogare de la termenele stabilite în Anexa 6. Nu se poate aplica prevederea art. 28 la prevederea art. 30, în condițiile în care art. 28 nu face referire generală la termenul de punere în cercetare a unei categorii de documente, ci specifică clar că derogarea se referă numai la termenul de 30 de ani (cităm: “pentru documentele la care nu s-a împlinit **acest termen** [s. n.]”). În cazul României, legislația nu oferă, precum în cazul Franței sau Italiei, posibilitatea unor derogări de la termenele de punere în cercetare pentru anumite genuri de documente, precum cele din Anexa 6. În sistemul legislativ românesc sunt două reguli: cercetarea documentelor pentru care nu s-a îndeplinit termenul de 30 de ani se poate face la cerere, cercetarea celor din Anexa 6 este posibilă numai la termenele stabilite de aceasta.

Propunere

Respectarea prevederilor legale în vigoare; *Procedura* trebuie să prevadă un tip de cerere pentru acces la documente sub termenul de 30 de ani, care să conțină obligația solicitantului de a oferi informații despre motivul pentru care solicită acces la aceste documente, iar acesta trebuie să țină exclusiv de cercetarea istorică.

Microfilme, documente originale și copii ale lor

“În sălile de studiu ale Arhivelor Naționale se studiază unități arhivistice administrate de instituția respectivă și microfilme din sistemul ANR. Este interzisă cercetarea documentelor de altă proveniență.” Dacă formularea *Procedurii* este clară în ceea ce privește studierea unităților arhivistice, în privința microfilmelor se poate interpreta că la sala de la studiu de la SJAN Vâlcea se pot studia microfilme existente la sala de studiu de la Sibiu, ele fiind în sistemul ANR. Legat de acest capitol, *Procedura* mai prevede (art. 2.4.1-2.4.3) că nu se dau în cercetare, în original, documente anterioare anului 1800 sau documente originale pentru care există “copii”. Or, în condițiile inexistenței unor copii microfilmate ale acestor documente, nu putem să punem la dispoziția cercetătorului decât o copie tip xerox, cel mult eventuale facsimile, în special pentru documentele anterioare anului 1800. Cele două prevederi sunt în dezacord, pentru că prima limitează numai la unități arhivistice și microfilme categoriile de documente ce se pot studia în sălile de studiu ale ANR, interzicând explicit “cercetarea documentelor de altă proveniență”, dar articolele 2.4.1 și 2.4.2 fac vorbire de studierea unor **copii** ale documentelor originale. Cuvântul “copii” este o noțiune care înglobează o mulțime mai mare decât termenul “microfilm”, care face referire la o copie anume, cea microfilmată. Astfel, se utilizează în enunțul inițial un cuvânt cu un înțeles foarte strict (microfilme), ca singura copie acceptată a originalelor la studiu, după care se face referire, în articolele ulterioare, la o noțiune mult mai largă decât cea inițială, pe care o și înglobează (copii). Microfilmele sunt copii, dar copii nu sunt numai microfilmele, ele sunt și facsimilele sau copiile tip xerox. Dacă în sălile de studiu ale ANR nu se studiază decât “unități arhivistice administrate de instituția respectivă și microfilme

din sistemul ANR”, fiind “interzisă cercetarea documentelor de altă proveniență” (așadar, inclusiv documentul provenit prin facsimilarea originalului), pe ce bază se dau în cercetare copii ale documentelor originale, altele decât microfilmele (copii xerox, facsimile etc.)? Existența și posibilitatea de folosire la sala de studiu a acestor din urmă copii nu este reglementată de *Procedură*, fiind chiar interzisă (studiul unor documente de altă proveniență decât unitățile arhivistice administrate de instituția respectivă și microfilme din sistemul ANR este interzisă explicit).

Propunere

Trebuie puse de acord cele două prevederi. Formularea corectă ar fi: “În sălile de studiu ale Arhivelor Naționale se studiază unități arhivistice și microfilme, ori alte forme de reproducere ale documentelor administrate de instituția respectivă. Este interzisă studierea în sălile de studiu a documentelor care nu sunt administrate de instituția Arhivelor din România.”

Dosare legate și nelegate

Procedura stabilește faptul că la sala de studiu pot fi cercetate dosare legate sau nelegate (art. 2.5). Din păcate, prevederile acestea intră în contradicție cu cele ale *Regulamentului privind organizarea și funcționarea Comisiei de Specialitate pentru stabilirea documentelor care nu se dau în cercetare datorită stării necorespunzătoare de conservare* (aprobat cu nr. 233/03.07.1996). La art. 3, acesta enumeră criteriile după care documentele de toate genurile se încadrează în categoria celor care sunt într-o stare de conservare necorespunzătoare: “volumele sau dosare care trebuie să fie legate înainte de a se da în cercetare sau cele cu legătura degradată”. Acestea sunt primele două criterii după care se poate face încadrarea unei unități arhivistice ca fiind în stare necorespunzătoare de conservare pentru a se da în cercetare. Așadar, acest *Regulament* consideră dosarele nelegate și cele cu legătura degradată ca unități arhivistice aflate într-o stare de conservare necorespunzătoare pentru a fi date în cercetare. Care *Procedură* o aplicăm? Dacă o folosim pe cea a sălii de studiu, nu respectăm *Regulamentul* citat. Dacă întrebuițăm *Regulamentul*, încălcăm *Procedura* privind accesul la documente.

Starea de conservare

Legea 16/1996 stabilește că nu se dau în cercetare documentele dacă “sunt într-o stare necorespunzătoare de conservare, situație stabilită de comisia de specialitate și consemnată într-un proces verbal” (art. 30. alin. 2, lit. c). *Procedura* stabilește același lucru, la modul general, dar uită să precizeze că starea de conservare trebuie consemnată, anterior comenzii cercetătorului, într-un proces-verbal al Comisiei de specialitate. În cazul unei persoane care are dreptul de a primi pe loc documentele, observăm că o unitate arhivistică este într-o stare de conservare care nu permite consultarea ei. La baza refuzului de a o da în cercetare trebuie să stea, conform legii, un proces-verbal al Comisiei de specialitate. Pe ce bază refuzăm accesul la acele documente, dacă starea lor necorespunzătoare de conservare nu a fost consemnată anterior într-un proces-verbal? Potrivit *Procedurii*, are dreptul de a consulta documentele pe loc, iar conform legii nu putem refuza accesul la

documentele degradate fizic decât pe baza existenței unui proces-verbal care stabilește această realitate. *Procedura* a fixat niște termene de aducere la cercetare a documentelor, făcând abstracție de niște prevederi legale pentru cazurile speciale.

Propunere

Armonizarea prevederilor *Procedurii* cu prevederile legale în privința restrângerii accesului la cercetarea documentelor aflate în stare proastă de conservare.

Verificarea materialului arhivistic. Supravegherea

Procedura stabilește obligația custodelui de a verifica materialul arhivistic primit de la cercetător, dar nu precizează dacă verificarea se face la unitate arhivistică sau la file, în condițiile în care se dau în cercetare dosare nelegate. Există foarte multe dosare nelegate, iar în condițiile în care sala de studiu a fost ocupată de lăcătuși, paznici și avocați, lucrătorul Arhivelor este lăsat fără apărare în fața noului "public". Se dau în cercetare unități arhivistice cât mai repede, cât mai multe, nelegate, dar nu a fost suplimentat personalul la sala de studiu pentru supraveghere, bazându-ne doar pe buna credință a cercetătorilor, a căror supraveghere reală nu există. Dacă verificarea se face la filă, timpul necesar este cu mult mai mare, iar în cazul dosarelor nelegate ea se impune, pentru că subtilizarea unei file dintr-un astfel de dosar este floare la ureche pentru cel care dorește cu adevărat acest lucru în sălile de studiu ale Arhivelor Naționale. Media frecvenței este la sală la SJAN Vâlcea de 5-6 cercetători zilnic, dintre care 3-4 fac comenzi sau predau dosare. Conform *Procedurii*, custodele are alte obligații, nu de a supraveghea. Pe aceasta din urmă cine o asigură? Mai ales că nu există termenul "a supraveghea" sau unul dintre derivatele sale în *Procedura* amintită. Permite accesul tuturor la sală, dăm în cercetare dosare nelegate, obligăm custodele la o serie de activități legate de sala de studiu (să nu mai vorbim de sistemul informatic), dar introducem o vagă obligație de a verifica dosarele la returnarea lor. Cum? La filă? Când? Care este timpul alocat acestei operații? Dacă verificarea se face la filă, reținem persoana pe durata verificării? Avem acest drept? De exemplu: dacă examinăm la unitate arhivistică și peste o perioadă se observă că lipsește o filă din dosar, custodele este absolvit de vina de a nu fi verificat respectiva unitate arhivistică la filă sau este culpabil de a nu-și fi realizat sarcinile de serviciu? Să nu mai spunem că, în cazul unor persoane "sensibile", care primesc u. a. dezlegate, noi facem verificarea la filă anterior punerii în cercetare, deoarece pot fi greșeli de numerotare și, în cazul lor, nu se mai poate ști sigur, după cercetare, dacă lipsește o filă, dacă a fost pus un document sau dacă a fost sărită o filă la numerotare.

Propunere

Stabilirea clară a ceea ce trebuie să facă custodele în ceea ce privește verificarea u. a. studiate și alocarea resurselor umane și materiale necesare la sala de studiu pentru îndeplinirea acestei prevederi a *Procedurii*.

Condiționalități privind cercetarea documentelor

Conform *Procedurii*, art. 1.2, în sălile de studiu ale Arhivelor Naționale pot fi cercetate unitățile arhivistice care satisfac următoarele condiții: “nu lezează drepturile și libertățile individuale ale cetățeanului, nu fac parte din categoriile enumerate în Anexa 6 din Legea 16/1996, nu sunt clasificate, sunt inventariate, numerotate, certificate, starea de conservare permite consultarea lor, nu conțin date cu caracter personal”. În principiu, fiecare unitate arhivistică ar trebui răsfoită în prealabil de un lucrător al Arhivelor Naționale pentru a verifica îndeplinirea acestor condiții. Cine poate face acest lucru? Custodele? El este imobilizat la sală toată ziua, primește comenzi de dosare pentru a doua zi. Cum și când poate verifica o astfel de cantitate de documente pentru a fi sigur că ele respectă atâtea condiții impuse? Să nu mai vorbim de documentele care se aduc în aceeași zi la cercetare. Pe de o parte, *Procedura* este strictă în ceea ce privește condițiile pe care trebuie să le îndeplinească documentele pentru a fi cercetate, pe de altă parte face abstracție de timpul și forța de muncă umană necesară pentru a verifica dacă documentele respectă condițiile prevăzute, impunând și termene foarte scurte de punere în cercetare a documentelor (pe loc, pentru persoane din alte localități, până la ora 12, sau a doua zi). Dacă documentele trebuie verificate, urmărindu-se îndeplinirea atâtor condiționalități legate de termene de punere în cercetare, drepturi și libertăți individuale, clasificare a documentelor, să lăsăm posibilitatea de a chema cercetătorul la studiu după verificarea dosarelor. Altfel, totul este o formă fără fond, dar care vulnerabilizează lucrătorul Arhivelor Naționale, care trebuie să țină seama de *Procedură* în ansamblul prevederilor sale. Verificarea acestor condiționalități, în paralel cu respectarea termenelor de aducere a documentelor spre cercetare, nu se poate face în actualele condiții de personal și ale prevederilor *Procedurii*.

În aceeași idee, dacă o unitate arhivistică conține documente care pot fi date în cercetare, dar și unele care nu îndeplinesc condițiile enumerate, cum ar trebui să se procedeze? Nu există mijloace tehnice de blocare a accesului la documentele din dosar care nu ar trebui date în cercetare și ar fi un abuz a bloca accesul la documentele care îndeplinesc condițiile enumerate.

Propuneri

Armonizarea prevederilor privind termenul în care un cercetător poate avea acces la documentele solicitate cu cele privind condițiile pe care trebuie să le îndeplinească aceste documente pentru a fi cercetate; alocarea resurselor necesare pentru verificarea fiecărui document conform prevederilor legale și cele din *Procedură*, înainte de punerea lor în cercetare. Modificarea art. 2.3.2 pentru ca acesta să prevadă clar că cercetătorii din alte localități pot primi în ziua prezentării la cercetare, până la ora 12, **numai unități arhivistice care îndeplinesc condițiile generale prevăzute de *Procedură* pentru cercetarea documentelor.**

Comenzi de documente

Numărul maxim de 30 de unități arhivistice pe care un solicitant le poate primi a doua zi la cercetare este extrem de mare, atât în comparație cu alte sisteme de arhivă din alte țări europene, cât și în raport cu posibilitatea satisfacerii lor conform

prevederilor actuale ale *Procedurii* și resurselor instituției. Problema cea mai mare o pun, în acest caz, dosarele nenumerotate și necertificate. În acest moment, o singură comandă de 15 dosare de acest fel, făcută la ora 15 pentru a doua zi la ora 8,30 nu poate fi satisfăcută. Nu vorbim de mai multe comenzi, ci de una singură. Iar în acest caz nu putem să invocăm prevederile articolului 2.3.4, pentru că vorbim de o singură solicitare, nu de mai multe. Pentru că nu rămâne funcționarului decât o oră și jumătate să scoată din depozit, să numereze și să certifice întreg materialul arhivistic solicitat, pentru a respecta întocmai atât prevederile *Procedurii*, cât și drepturile utilizatorului conferite de respectiva *Procedură*. Aceasta nu prevede o oră limită până la care pot fi depuse comenzi pentru a doua zi și nu atrage atenția solicitantului că prevederile articolului 2.3 pot fi puse în practică numai dacă unitățile arhivistice sunt numerotate sau certificate. În caz contrar, din motive obiective, onorarea comenzii putând fi făcută nu a doua zi, ci la o dată convenită de comun acord.

Propunere

Articolul 2.3 ar trebui modificat astfel: “În funcție de numărul și complexitatea comenzilor, este de competența custodelui să stabilească posibilitatea satisfacerii acestora în termenul precizat la art. 2.3, respectiv a doua zi. Numai în aceste cazuri speciale, custodele convine de comun acord cu solicitantul o dată privind accesul la cercetarea documentelor. Solicitantul este informat cu privire la motivul amânării.”

Sanctiuni aplicate

Art. 4.4.1 prevede că se suspendă 6 luni permisul de acces pentru nerespectarea obligațiilor prevăzute la articolul 4.3, lit. a)-f), și că acesta se anulează pentru nerespectarea obligațiilor de la lit. g)-k) ale aceluiași articol. Problema este că pentru fapta de la lit. f) (“sustragerea sau tentativa de sustragere a unităților de arhivistice/unităților de bibliotecă”) se aplică o sancțiune mult mai blândă decât pentru cea de litera k) (“executarea de reproducere de pe unități arhivistice/unități de bibliotecă fără acordul custodelui”), care se pedepsește cu anularea permisului de acces. Așadar, cel care fură sau încearcă să fure documente din Fondul Arhivistic Național nu îl mai primim 6 luni la cercetare, după care îl invit să își reia vechile obiceiuri, eventual până reușește, iar pe unul care a luat o imagine cu telefonul mobil de pe un document, fără să ceară acordul custodelui, îl eliminăm definitiv de la cercetare! Din acest punct de vedere, *Procedura* nu apără interesul Arhivelor Naționale, considerând că este mai important pentru instituție să nu se fure imagini ale documentelor decât documentele în sine.

Propunere

Aplicarea sancțiunii de anulare a permisului pentru fapta de la lit. f) și cea de suspendare pentru fapta de la lit. k), în acord cu gravitatea fiecăreia dintre cele două fapte.

Registrele de la Sala de studiu

Cei care au realizat *Procedura* au anulat toate prevederile regulamentelor anterioare, fără a mai prelua aspectele referitoare la registrele de la Sala de studiu. Astfel, formularistica lor, modul de completare, chiar existența lor nu mai sunt reglementate de noile *Proceduri*. Putem spune că ele sunt folosite doar din inerție și în afara cadrului stabilit de noile reglementări.

Aceste *Proceduri* sunt mai mult o informare a cercetătorului despre drepturile și obligațiile sale la sala de Studiu. Ele ar trebui completate cu o serie de prevederi pentru lucrătorii angrenați în deservirea sălii de studiu, prin care să se reglementeze întreaga activitate de la sala de studiu.

Din cele prezentate, se pot trage următoarele concluzii:

- Există prevederi uneori contradictorii, altele vagi, care pot fi oricând folosite împotriva custodelui de la sala de studiu (a se vedea verificarea dosarelor, condițiile pe care trebuie să le îndeplinească documentele date în cercetare versus solicitarea și primirea pe loc a acestora).

- *Procedura* nu ține cont de resursele umane și materiale ale instituției, de problemele societății românești în legătură cu restituirea proprietăților; în acest sens, a fost o greșală să se prevadă în *Procedură* ștampilarea reproducerilor tip xerox de la sălile de studiu cu același mesaj cu care sunt ștampilate documentele eliberate prin Biroul de Relații cu Publicul, "Executat la ...".

- *Procedura* a simplificat și lărgit accesul la informare și cercetarea documentelor aflate în păstrarea Arhivelor Naționale, dar a deschis oportunitatea unor abuzuri în acest sens din partea celor care nu au nimic de a face cu cercetarea istorică sau cu informarea.

- Toate ideile prezentate s-au cristalizat în timpul activității la sala de studiu, prin confruntare directă cu situațiile prezentate sau cu unele care au fost urmarea directă a unor prevederi neclare ale *Procedurii*. Am căutat să vedem cum alte state au reglementat o serie de aspecte privind consultarea documentelor de arhivă. Astfel, am consultat regulamentele sălilor de studiu din sistemele de arhivă din Franța, Belgia și Italia și am rămas surprins de grija pe care respectivele țări o dau securității documentelor de arhivă în comparație cu procedura românească, unde ideea securității documentelor nu este deloc exprimată.¹¹ Am dat exemple punctuale din aceste regulamente pentru a arăta că se poate realiza o administrare mai riguroasă a accesului la cercetare și reproducere a documentelor, fără a împieta asupra drepturilor cercetătorilor, ci numai spre binele documentului. Din acest punct de vedere, ele impun o serie de condiții de cercetare și reproducere a documentelor care pot fi asimilate de legislația românească.

¹¹ Cităm din preambulul *Regulamentului de ordine interioară a sălilor de studiu ale Arhivelor Statului din Belgia*: "Arhivele Statului administrează un patrimoniu unic. Ea vrea să pună fondurile și colecțiile la dispoziția tuturor celor interesați în cele mai bune condiții, dar ele sunt în mod egal responsabile de protecția lor împotriva oricărei pierderi sau stricăciuni. Reguli referitoare la comunicare, consultare și reproducere a documentelor de arhivă sunt deci indispensabile. Contăm pe înțelegerea dumneavoastră."

Propuneri generale

- trebuie realizată o procedură de acces la cercetare destinată utilizatorilor sălii de studiu în care să fie precizări clare privind condițiile de acces, modul de consultare a unităților arhivistice, formele de reproducere admise, modul de realizare și folosire a lor, într-un cuvânt tot ce ar trebui să știe cercetătorul că poate să facă sau să ceară la o sală de studiu a Arhivelor Naționale. O altă procedură trebuie să fie una internă, destinată personalului sălii de studiu, care să detalieze modul concret cum sunt transpuse în practică prevederile privind consultarea documentelor de către cercetători, ca de exemplu:

1. o succesiune logică a etapelor de eliberare a permisului și de acces la documente (stabilirea faptului dacă permisul se eliberează pe loc sau în ce perioadă de timp, după care cercetătorul să aibă acces în sala de studiu);

2. să se prevadă cine, cum și când face verificarea unităților arhivistice solicitate pentru a se vedea dacă îndeplinesc condițiile impuse de *Procedură*;

3. stabilirea clară a modului în care se face verificarea unităților arhivistice predate de cercetători și alocarea resurselor umane și de timp necesare;

4. obligațiile personalului sălii de studiu, inclusiv privind supravegherea cercetătorilor;

5. prevederi despre pașii pe care îi face funcționarul de la o structură județeană pentru aplicarea prevederilor articolelor referitoare la suspendarea sau anularea permisului de către conducerea Arhivelor Naționale și termene clare de timp. Nu putem să așteptăm 30 de zile un răspuns de la București, cu un solicitant care tulbură activitatea sălii de studiu și nici nu îl putem da afară din sală până nu vine răspunsul. Aceste lucruri ar trebui lăsate în seama structurii județene, partea care se consideră vătămată putând ataca la forurile superioare justiția măsurii luate;

6. stabilirea registrelor folosite la sala de studiu, formularistica lor, modul de completare.

- cel puțin în cazul unităților arhivistice nelegate, cercetătorul să nu poată avea pe masă decât o singură unitate arhivistică în cercetare; după ce o predă, primește alta din comanda făcută (este cazul Franței – regulamentul stipulează clar acest lucru din motive legate de siguranța integrității unităților arhivistice¹² și al Italiei – se dau în cercetare doar 3 unități simultan, chiar dacă se pot solicita maximum 6 unități la o comandă);

- stabilirea unui număr maxim de accesări ale unei unități arhivistice de către o persoană la cercetare. Dacă solicită unele documente dintr-un motiv ce ține de informare sau cercetare, aceasta poate avea un termen final, sau dacă nu, îl putem impune noi, ca instituție, prin limitarea numărului de accesări pentru o unitate arhivistică de către o persoană. Refuzul de a asigura accesul la informare sau cercetare al unei persoane care a mai văzut o unitate arhivistică de șase ori înainte nu încalcă cu nimic dreptul său de informare și asigură protecția documentului;

¹² Articolul Regulamentului Săliilor de studiu din Franța are următorul cuprins: "Pentru a evita orice risc de amestec accidental, nu este dată spre cercetare decât o singură unitate arhivistică la fiecare cercetător, în lipsa unei derogări particulare acordată pentru motive întemeiate."

- documentele publicate într-o colecție de documente să nu mai poată fi cercetate în original (a se vedea cazul Ungariei);
- micșorarea numărului de unități arhivistice care pot fi cerute printr-o comandă de către o persoană. Un număr maxim de 30 de unități arhivistice care pot fi cercetate într-o zi de o persoană este unul foarte mare din perspectiva siguranței pe care instituția trebuie să o asigure documentelor. Țări ca Franța și Italia impun comenzi individuale cu un număr maxim de zece documente originale, respectiv șase, indiferent de genul lor;
- interdicția clară pentru utilizatori (a se vedea Italia și Belgia) de a copia reproducerile după documentele cerute Arhivelor Naționale pentru un folos strict personal, în scopul utilizării lor într-un scop lucrativ. Orice reproducere trebuie să fie rezervată strict pentru folosință privată¹³;
- *Procedura* să spună clar că nu pot fi accesate documente scrise în limbi străine sau paleografii, dacă respectivul cercetător nu deține cunoștințe necesare pentru citirea documentelor. Au fost numeroase situații în care au fost solicitate la cercetare documente în chirilică (mitrice), li s-a adus la cunoștință solicitanților că sunt scrise cu caractere chirilice, dar au insistat să aibă acces la ele pe motiv "că au mai făcut în școală ceva rusă";
- ștampilarea reproducerilor executate prin sala de studiu cu un mesaj diferit de cel folosit la Biroul de Relații cu Publicul. De exemplu: "Sala de studiu a Serviciului Județean Vâlcea al Arhivelor Naționale";
- coroborarea *Procedurii* de la sala de studiu cu modul de raportare a copiilor efectuate aici, în sensul în care, pentru copiile foto cu aparatul propriu, cercetătorul nu mai este obligat să specifice filele după care face reproduceri (a se vedea anexa nr. 11 a *Procedurii*), ci numai denumirea fondului, partea structurală și cota, dar raportarea cere încă numărul fotografiilor efectuate cu aparatul propriu al cercetătorului (punctul 10.7.3 al *Raportării*).

Am considerat că este necesar să discutăm aceste probleme pentru că lucrurile ar trebui să fie mult mai clare decât le prezintă această *Procedură* acum, atât din respectul instituției față de funcționarul său, cât și față de cetățeni. Nu socotim că noi, ca funcționari, ar trebui să refuzăm eliberarea unui permis unui solicitant venit de la București sau din altă localitate a țării, pentru că nu are poză la el, în condițiile în care *Procedura* vorbește numai de actul de identitate valabil ca o condiție de eliberare a acestui document; nu apreciem că ar trebui să explicăm faptul că nu putem să dăm în cercetare în aceeași zi documente care nu sunt numerotate, în condițiile în care articolul referitor la acest drept al solicitantului are un caracter absolut și nu semnalează unui novice în cercetare că el este condiționat de prevederile articolului 1.2 al *Procedurii*. Nu trebuie să ne justificăm pentru faptul că nu are cine numerota 15 unități arhivistice unui solicitant care depune buletinul de

¹³ Anexa A a *Regulamentului de ordine interioară a sălilor de studiu ale Arhivelor Statului din Belgia* precizează: "Folosirea reproducerilor în scopuri private este liberă. Folosirea în scopuri private implică faptul că reproducerile nu pot fi, în niciun caz, difuzate, comunicate sau transmise la terți și că dreptul de a le utiliza nu poate fi egal."

comandă la ora 15 și face comandă pentru a doua zi la ora 8.30, în condițiile în care *Procedura* îi dă acest drept de a cerceta documentele a doua zi (art. 2.3), fără nicio restricție. Dacă instituția își ia față de colaboratori, prin prevederile *Procedurii*, niște obligații, trebuie să fie capabilă să le onoreze în condițiile și la termenele precizate acolo. De aceea, multe din prevederile sale ar trebui coroborate cu capacitatea reală a instituției de a realiza ceea ce prevede *Procedura* referitor la termenele de punere în cercetare a documentelor, la capacitatea de realizare a oricărui număr și a oricărui fel de reproducere solicitate.

A fost o greșală modul în care au fost implementate procedurile. De multe ori, o nouă normă produce efecte, atât așteptate și pozitive, cât și neașteptate și negative. Esențial este ca legiuitorul să poată primi un *feed-back* de la cei care pun în aplicare norma, iar elementele negative să poată fi corijate, în spiritul normei. Or, fiind custode din 2007, am prins schimbările de procedură din 2011 și 2013, dar nu am participat la nicio discuție despre problemele existente sau generate de aceste proceduri. În aceleași condiții au fost elaborate și alte proceduri, precum cele privitoare la rezolvarea cererilor, de exemplu. În momentul în care au fost realizate *Procedurile* pentru sala de studiu, s-a urmărit doar un singur scop: asigurarea unui acces cât mai larg și facil la documentele de arhivă. Un obiectiv nobil și în acord cu normele europene, care a schimbat mult în bine percepția societății față de instituție, lucru demonstrat de contactul zilnic cu utilizatorii sălii de studiu. În același timp, *Procedura* nu conține elemente de natură administrativă care să îngreuească o utilizare prea intensă a unor documente. Un public mai numeros în sălile de studiu ale Arhivelor Naționale generează necesitatea unor noi abordări în reglementarea cercetării documentelor de arhivă în România, pe care le-am prezentat în această lucrare. Nu este vorba de o modificare radicală a spiritului *Procedurii* față de accesul la documente, care trebuie să fie liber și nediscriminatoriu, ci de măsuri administrative de bun simț, existente și în alte sisteme de arhivă, referitoare la numărul unităților arhivistice cercetate, modul lor de vizualizare, mai ales a celor nelegate, frecvența cu care pot fi cerute de către aceeași persoană, condiții mai stricte de reproducere.

Ca și custode al unor bunuri culturale unice, Arhivele Naționale trebuie să găsească soluții prin care să facă documentele accesibile publicului pe alte căi decât cercetarea, exclusivă, a originalelor. Iar digitizarea acestor documente poate fi răspunsul unui echilibru între necesitatea deschiderii arhivelor către publicul larg și obligația care revine instituției de a proteja materialului de arhivă deținut. Astfel, instituția va putea mai bine să conecteze moștenirea culturală deținută cu cercetătorii și publicul său, în general.

An Analysis of the Procedure Regarding the Access to the Documents Held by the National Archives and a Few Conclusions on its Application (abstract)

Nowadays archival work has to conform to the needs of the society and its citizens, to be in connection with scientific researchers, genealogy or the accessibility to

legal documents. The rules imposed for archival research define how National Archives of Romania provide access to its collections. The study analyses the rules for accessing public records preserved by the National Archives of Romania, balancing the needs of researchers to get access to unique materials with the needs of the archives to protect the documents from damage. It analyses those rules regarding the research and copy of some documents and how they are represented in the regulations of other European archives.

Macro-evaluarea

Veronica Ilie

“Every society defines itself by what it chooses to remember and what it chooses to forget.”¹

Keywords: *Macro-Appraisal*

A stăpâni informația, într-o societate bazată pe cunoaștere, echivalează cu a deține privilegiul puterii asupra axei **trecut-viitor-prezent**. Fără o continuitate a trecutului care să dea legitimitate viitorului, prezentul este sortit amneziei. Și cum informația percepută ca proces, cunoaștere și obiect, care transformă structura și elimină incertitudinile, care modelează și dă formă cunoașterii se regăsește în documentele de arhivă², a alege **azi** ce se va aminti **măine** a devenit o necesitate legitimă.

Documentul nu este obiectiv, un brut material inocent, ci exprimă puterea societății asupra memoriei și asupra viitorului: documentul este ceea ce rămâne.³ Dar ce documente sunt sortite a fi date uitării? Ce documente sunt menite a rămâne în timp imaginea societății? Ce sau cine dictează, în acest proces de uitare-amintire, valoarea și non-valoarea documentelor de arhivă? Acestea sunt provocări atemporale, la care arhivistul de pretutindeni a încercat și încearcă să găsească soluția propice. Cadrul, fie teoretic sau practic, în care aceste provocări și-au găsit și își găsesc expresia, este cel care a generat și generează diferențele.

Într-o societate aflată într-o continuă schimbare, arhivistul este provocat să găsească formule noi pentru dileme vechi, să treacă prin filtrul reevaluării “tradiționalele” idei, metodologii, strategii arhivistice vizând viața și soarta documentului de arhivă.

[...] that archival science should view archival ideas, strategies, and methodologies over the past centuries, and from here on into future centuries, as concepts that are constantly evolving, ever mutating, continually adapting,

¹ Lesley Richmond. *The memory of Society: Businesses* [= http://skjalasafn.is/files/servefir/2001-citra/pres_20.html], 2014.

² Carol Couture. *Le concept de document d'archives à l'aube du troisième millénaire*. “Archives” 27 (1996), 4, p. 8 [= http://www.archivistes.qc.ca/cora/afficheFic.php?fic=vol27_4/27-4-couture.pdf&usager_id=], 2014.

³ Terry Cook. *Archival Science and Postmodernism: New Formulations for Old Concepts*. “Archival Science” 1 (2000), 1, p. 3-24 [= <http://www.mybestdocs.com/cook-t-postmod-p1-00.htm>], 2014.

because of radical changes in the nature of records, record-creating structures, organizational and work cultures, societal and institutional functions, individual and personal record-keeping predilections, institutional record-keeping systems, contemporary record uses, and the wider cultural, legal, technological, social, and philosophical trends in society.⁴

Nevoia actuală a societății de reevaluare, de reconstrucție a teoriilor și practicilor arhivistice tradiționale nu implică o dezicere totală de acestea. Ideile arhivistice alcătuite într-un anume timp și spațiu reflectă realitatea externă, aceste idei fiind reconstruite, chiar redescoperite într-un alt timp sau spațiu, sau reconfigurate peste generații în același spațiu.⁵ Teoreticienii cei mai buni sunt aceia care au fost capabili să recunoască și să articuleze aceste schimbări în societate și să le transpună conceptual în teoria și practică arhivistică.⁶

De la “administratorul” lui Jenkinson la “arhivistul” lui Schellenberg

Vreme îndelungată, gândirea arhivistică internațională a fost dominată de ideile teoretice formulate de Sir Hilary Jenkinson și Theodore R. Schellenberg. În materie de selecționare – încorporând conceptele de evaluare și eliminare a documentelor, teoriile sunt diametral opuse: în timp ce Jenkinson susținea că doar **administratorul**, și nu arhivistul, având în vedere necesitățile practice, este îndreptățit să determine valoarea documentelor, Schellenberg considera că doar **arhivistul**, și nu administratorul, ghidându-se după necesitățile utilizatorilor de documente, ale cercetătorilor, ar trebui să aprecieze valoarea arhivistică a documentelor.

Pentru a conserva **adevărul** documentar, arhivistul se menține neutru, obiectiv, imparțial, pasiv, un *broker* cinstit între creator și cercetător, niciodată alegând sau selecționând documentele de arhivă, ci doar moștenindu-le de la creatori ca rămășițe **naturale**.⁷ Dacă documentele sunt rezultatul natural al activității unei administrații, căpătând putere de mărturie nealterată a acțiunilor și a tranzacțiilor acesteia, dacă arhivele sunt emanarea organică de documente de la o administrație, atunci orice intervenție post-creație a arhivistului asupra documentelor de arhivă – credea Jenkinson – ar submina ordinea inițială și, implicit, caracterul de mărturie imparțială al acestora⁸. Singurul îndreptățit să intervină asupra documentelor unei administrații, să determine documentele de arhivă (*records*), să procedeze la selecționarea acestora este **administratorul** organizației creatoare, acesta orientându-se, în acest proces, după criteriile și valorile proprii. Doar documentele rezultate în

⁴ *Ibidem*.

⁵ Idem. *What is past is prologue: a history of archival ideas since 1898 and the future paradigm shift*. “e-Archivaria” 43 (1997), p. 20

[= <http://journals.sfu.ca/archivar/index.php/archivaria/article/view/12175/13184>]. 2014.

⁶ *Ibidem*.

⁷ Idem. *Beyond the screen: The Records Continuum and Archival Cultural Heritage* (paper delivered at the Australian Society of Archivists Conference. Melbourne. 18 august 2000) [= [http://www.archivists.org.au/sem/conf2000/terry cook.pdf](http://www.archivists.org.au/sem/conf2000/terry%20cook.pdf)]. 2014.

⁸ Idem, *What is past is prologue* cit., p. 23.

urma acestui proces natural de evaluare și eliminare sunt impregnate cu **imparțialitate și autenticitate**⁹.

Chiar dacă viitorul va deplânge urmările, numai astfel se elimină riscul ca prejudecățile arhivistului să altereze procesul natural al selecționării masei documentare a creatorului, doar astfel se elimină riscul ca arhivistul să își impună viziunea sa personală asupra valorii sau non-valorii documentelor de arhivă. Făcându-l pe **administrator** singurul agent al selecționării și distrugerii propriilor documente, practic, Jenkinson a preferat să ignore responsabilitățile de drept ale arhivistului de a participa activ la construirea memoriei societății.¹⁰

“Abordarea pasivă” susținută de Jenkinson, reflectând interesele și perspectivele creatorului de documente de arhivă, sancționează distrugerea documentelor de arhivă pentru orice motiv pe care creatorul sau custodele ulterior îl poate determina, din preocuparea de a depăși situațiile stânjenitoare sau scandalurile, de a proteja intimitatea, de a zădărnici deschiderea și răspunderea; sancționează distrugerea documentelor de arhivă și datorită unei percepții eronate asupra **administratorului**, însemnătății documentelor proprii de arhivă și, de aceea, subminează prezervarea cunoașterii istorice și a memoriei colective.¹¹

Curentul jenkinsonian a promovat o evaluare în vederea eliminării, nu o evaluare în vederea conservării documentelor de arhivă.¹² “Ceea ce poate părea la o primă vedere un simplu joc de cuvinte consolidează, de fapt, germenii unei distincții fundamentale. Arhivistul primei tendințe este îndeosebi preocupat de interesele administrative, financiare și pe termen scurt (**economie de spațiu**), pe care le presupune eliminarea, pe când arhivistul celei de a doua tendințe se interesează mai mult de aspectele patrimoniale și pe termen lung (**arhivele ca mărturie a păstrării**). Dincolo de termeni, aceste distincții conduc, fără îndoială, la abordări ale evaluării foarte diferite.”¹³

Proliferarea instituțiilor moderne puternic birocratizate, respectiv explozia de înregistrări oficiale ale administrațiilor de la jumătatea secolului al XX-lea au început să pună sub semnul întrebării abordarea lui Jenkinson, fiind tot mai evident că prezervarea tuturor documentelor în Arhive devenea un deziderat irealizabil și, implicit, că distrugerea deliberată a documentelor devenea o activitate imperios necesară și legitimă. În acest context, tot mai multe voci ale arhiviștilor americani s-au ridicat împotriva evaluării în vederea eliminării:

⁹ Martha Kathleen McLeod, *Redrawing the boundaries of societal memory: Introducing a modified macro-appraisal approach at the Great-West Life Assurance and London Life Insurance Companies* (ch. *An examination of public sector appraisal theories*), A Thesis, Department of History (Archival Studies), University of Manitoba, 2000, p. 7

[= <http://www.collectionscanada.gc.ca/obj/s4/f2/dsk3/ftp04/MQ57560.pdf>], 2014.

¹⁰ Hilary Jenkinson, *The English Archivist: A new profession*, în *Selected writings of Sir Hilary Jenkinson* (ed. Roger H. Ellis, Peter Walner), Gloucester 1980, p. 230, apud M. K. McLeod, *op. cit.*, p. 8.

¹¹ M. K. McLeod, *op. cit.*, p. 8-9.

¹² C. Couture, *Les calendriers de conservation: aspects théoriques*, colloque international *La gestion des archives courantes et intermédiaires: politiques et pratiques*, 1998.

¹³ *Ibidem*.

[...] it is obviously no longer possible for any agency to preserve all records which result from its activities. The emphasis of archives work has shifted from preservation of records to selection of records for preservation.¹⁴

Dilema, încă de actualitate, era aceea de a decide ceea ce va fi distrus și ceea ce va fi conservat. Între cele două extremități de ales, există documente asupra cărora nu există niciun dubiu. Cantități uriașe de documente devin, în mod evident, inutile după o anumită perioadă de timp, uneori foarte scurtă; nu există, așadar, niciun motiv de a le conserva chiar și în eventualitatea în care acest lucru ar fi posibil.¹⁵ Contrar, alte documente sunt evident demne de a fi păstrate pe termen nedefinit. Dilema constă în a decide soarta acelor documente care se găsesc între cele două extreme, ale căror interes și utilitate sunt discutabile.¹⁶

Contracarând lipsa de implicare a **arhivistului** lui Jenkinson în administrarea documentelor de arhivă de la creatori, cu consecințe dezastruoase asupra viitorului documentelor, Philip C. Brooks a susținut fervent cooperarea între arhiviști (ca judecători ai valorii documentelor) și *records manager*-i (ca administratori ai documentelor), pe durata întregului ciclu de viață al documentelor. Funcția de evaluare poate fi îndeplinită cu mai mult profesionalism doar printr-o înțelegere deplină a documentelor unei entități prin prisma relațiilor care se stabilesc între documente, în cadrul procesului de creare a acestora, mai degrabă decât după ce au fost lăsate uitării și deteriorării¹⁷. Pentru a judeca valoarea arhivistică a documentelor, acesta propunea trei criterii de evaluare: valoarea pe care entitatea o acordă documentelor, utilitatea pe care o prezintă documentele pentru istoria administrativă a creatorului, valoarea istorică a documentelor.¹⁸

G. Philip Bauer considera că se impune a se lua în discuție utilizarea și costurile pe care le implică preluarea sau achiziționarea și conservarea arhivelor. Concomitent, definea patru tipuri de utilizări, și anume: utilizarea de către entitățile creatoare; utilizarea cu scopul de a proteja drepturile cetățenilor; utilizarea în cadrul cercetărilor serioase; utilizarea pentru a satisface curiozitatea genealogiștilor sau erudiților. În continuare, propunea trei criterii pentru a judeca utilitatea: caracteristicile și importanța cantitativă ale informației conținute în documente;

¹⁴ Margaret Cross Norton, *Records Disposal*, în *Norton on Archives: The Writings of Margaret Cross Norton on Archives and Records Management* (ed. Thornton W. Mitchell), Chicago 1975, p. 232, apud T. Cook, *op. cit.* p. 26.

¹⁵ W. Kaye Lamb, *L'art de la destruction*, în *Techniques modernes d'administration des archives et de gestion des documents: recueil de textes* (compilat de Peter Walne), Paris 1985 [= <http://www.unesco.org/webworld/ramp/html/r8532f/r8532f0r.htm#L'art%20de%20la%20destruction>], 2014.

¹⁶ *Ibidem*.

¹⁷ T. Cook, *op. cit.*, p. 27.

¹⁸ C. Couture, *L'évaluation des archives. État de la question*, "Archives" 28 (1996-1997), 1, p. 10 – 11 [= http://www.archivistes.qc.ca/cora/afficheFic.php?fic=vol28_1/28-1-couture.pdf&usager_id=], 2014.

pertinența clasificării documentelor; densitatea și importanța calitativă a conținutului¹⁹.

Theodore R. Schellenberg a sintetizat și articulat ideile colegilor săi, contribuția acestuia în materie de selecționare, deloc neglijabilă, materializându-se în dezvoltarea criteriilor de evaluare a documentelor. Schellenberg a distins două valori ale documentelor: *primary value* (valoarea primară) și *secondary value* (valoarea secundară), percepute în accepțiunea lor cronologică și nu ca o valoare primitivă (primară), puțin evoluată, respectiv ca pe o valoare cu o mică importanță (secundară).²⁰

Valoarea primară se referă la rațiunile înseși pentru care documentul de arhivă a fost creat:

The immediate and specific purpose for which a record [is] created.²¹

În plus, Schellenberg identifica trei componente ale valorii primare, și anume legală, financiară și administrativă.²²

Valoarea secundară a documentelor implică utilizări posibile ale acestora de către cercetătorii viitori. Valoarea secundară comportă: *evidential value* (valoarea de mărturie) și *informational value* (valoarea informațională). Valoarea de mărturie reflectă importanța documentelor pentru cercetători, și nu pentru administratori, în documentarea structurii, a funcțiilor, programelor, politicilor și procedurilor entității creatoare, fără nicio asociere cu conceptul "mărturie" al lui Jenkinson. Valoarea informațională se referă la conținutul documentelor în legătură cu persoane, corporații, lucruri, probleme, condiții și existența în legătură cu acțiunile guvernului însuși.²³ Valoarea informațională implică mărturia în dimensiunea sa extra-instituțională.²⁴

Valoarea primară durează atât timp cât documentele servesc creatorului în nevoile operaționale continue. De aceea, documentele având o valoare primară priveau strict organizațiile creatoare sau, mai degrabă, *records manager*-ii. La nivel conceptual, acestea rămâneau *records*, și nu *archives*. Arhivele înglobează doar acea mică parte aleasă de arhivist pentru păstrare pe termen lung, din mai marele, originalul întreg – *records*. Astfel, **arhivistul** lui Schellenberg, și nu **administratorul** lui Jenkinson, este singurul competent să discearnă, din masa documentară, valorile permanente, după cercetări și analize prealabile, datorită pregătirii sale istorice și abilității de a consulta specialiștii în diferite subiecte cu scopul de a cuprinde cât mai multe direcții de cercetare posibile²⁵. **Arhivistul** lui

¹⁹ *Ibidem*, p. 11.

²⁰ *Idem*. *Les calendriers de conservation* cit., p. 8.

²¹ *Ibidem*.

²² T. Cook, *op. cit.*, p. 27.

²³ *Ibidem*.

²⁴ C. Couture, *op. cit.*, p. 9.

²⁵ T. Cook, *op. cit.*, p. 27.

Schellenberg primează și în materie de eliminare a documentelor în scopul distrugerii.²⁶

Un proces de evaluare călăuzit de nevoile cercetătorului forțează arhivistul să rămână, în ultimă instanță, un “profet” încercând să prezică tendințele viitoare în cercetare mai degrabă decât un analist încercând să reflecte funcțiile, programele și activitățile creatorilor de documente și societatea largă în care acei creatori trăiesc, muncesc, joacă, gândesc și visează.²⁷

Eșecul selecționării tradiționale a documentelor de arhive

Proiectând o viziune distorsionată, accidentală a societății, evaluarea arhivistică tradițională a dezamăgit. Cuvintele lui Gerald Ham, promotorul acestei idei, au devenit memorabile:

Our most important and intellectually demanding task as archivist is to make an informed selection of information that will provide the future with a representative records of human experience in our time. But why must we do it so badly? Is there any other field of information gathering that has such a broad mandate with a selection process so random, so fragmented, so uncoordinated, and even so often accidental?²⁸

Conștientizarea acestei realități a generat, la nivel internațional, o amplă mișcare de regândire a teoriei evaluării arhivistice și, implicit, o reevaluare a menirii științei arhivistice, a rolului arhivistului, o redefinire a obiectului arhivistic. Emanând din experiența teoretică și practică canadiană, macro-evaluarea²⁹ a fost percepută ca un “al treilea val” – o alternativă la accentuarea lui Jenkinson a criteriilor practice, de afaceri ale creatorilor de documente și la accentuarea lui Schellenberg a criteriilor de

²⁶ *Ibidem*.

²⁷ M. K. McLeod, *op. cit.*, p. 12.

²⁸ F. Gerald Ham, *The Archival Edge*, în *A Modern Archives Reader* (eds. Maygene F. Daniels & Timothy Walch), Washington 1984, p. 326, apud Catherine Bailey, *From the top down: the practice of macro-appraisal*, “e-Archivaria” 43 (1997), p. 89-90 [= <http://journals.sfu.ca/archivar/index.php/archivaria/article/view/12177/13188>]. 2014.

²⁹ Arhiviștii canadieni au dezvoltat un interes susținut pentru determinarea valorii arhivistice. Discursurile arhiviștilor canadieni în materie de evaluare și selecționare se conturează, în prezent, ca adevărate oaze de cunoaștere și înțelepciune arhivistică. Experiența arhivistică canadiană, de-a lungul secolului al XX-lea, examinată prin prisma determinării valorii documentelor de arhivă, se concretizează în trei teorii principale. O primă teorie susține că valoarea arhivistică ar trebui să fie determinată într-o manieră empirică și pragmatică, bazându-se pe utilizarea actuală sau potențială a documentelor de arhivă în scopuri de cercetare. Cu cât un document este utilizat mai des de către cercetători sau cu cât mai mare este necesitatea conservării lui în scopuri de cercetare, cu atât valoarea sa arhivistică crește. O a doua teorie se sprijină pe ideea că instituția creatoare de documente rămâne singura în măsură să determine valoarea arhivistică și, în consecință, să precizeze documentele care ar putea fi prezervate ca arhive. O a treia teorie dezvoltă necesitatea de a evalua instituțiile creatoare înainte de a evalua documentele în sine. Această teorie – **macro-evaluarea** – a fost fundamentată de Terry Cook în studiile sale, considerabile, inspirate din munca sa desfășurată în cadrul Arhivelor Naționale canadiene.

cercetare și informaționale ale utilizatorilor de documente; este o alternativă care le combină pe amândouă, concentrându-se pe valorile societății întregi.³⁰

Abordarea tradițională sau "taxonomică" implică o sistematizare a valorilor documentelor de arhivă și a caracteristicilor acestora, o codificare a valorilor și caracteristicilor descoperite *a priori* în anumite seturi de documente de arhivă drept criterii de selecționare și o aplicare ulterioară a acestor criterii de selecționare asupra altor documente de arhivă, izolate, serie cu serie, mediu cu mediu, după cum acestea devin disponibile arhiviștilor.³¹ Întrunirea sau nu într-un document de arhivă a acestor valori codificate determină soarta documentului: reținerea sau eliminarea acestuia.

Străduindu-se să determine valoarea documentelor de arhivă în limitele contextului, forme și conținutului acestora (luând în calcul factori ca: vârstă, durată, unicitate, proporții, structură internă, relația cu alte documente, mărturia activităților creatorului, a ideilor, sau contextul organizatoric, informații adiționale privind persoane, locuri și lucruri); să aprecieze utilitatea documentelor pentru prezent sau (și mai problematic) să anticipeze utilitatea acestora pentru viitoare cercetări într-o disciplină sau mai multe; să aprecieze problemele practice și tehnice privind costurile, ordonarea și descrierea documentelor, prezervarea și, poate, copierea lor, stocarea/ depozitarea, punerea acestora în circuitul științific pentru cercetări – factori care pot schimba în orice clipă o decizie pozitivă de evaluare într-una negativă³², urmașului lui Schellenberg i se impută grija pentru produsele finale, pentru documentele de arhivă și pentru cercetarea valorilor potențiale ale documentelor.³³ Pentru a determina asemenea valori, arhiviștii se bazează pe interesele cercetătorilor, devenind "prea strâns legați de [...] piața academică"³⁴, conducând la o realitate definitivă, amară: fondurile de arhivă deținute reflectă interesele înguste ale cercetătorilor.

Paradigmele arhivistice acționate de tendințele utilizatorilor impun criterii de evaluare externe contextului documentelor și, astfel, subminează proveniența și micșorează din rolul său jucat în alcătuirea memoriei culturale³⁵. Cu alte cuvinte, interesele selective ale acelor utilizatori care pot fi capabile să influențeze deciziile de selecționare impun reținerea unor anumite fragmente ale acelor documente de arhivă care prezintă mai mult interes pentru ei, subminând înțelegerea noastră a legăturii dintre rămășițele documentare reținute cu restul documentelor înlăturate.

³⁰ Michael Piggott, *Appraisal – the state of the art*. [= <http://www.archivists.org.au/sem/misc/piggott.html>], 2007, p. 2.

³¹ Abordarea taxonomică a făcut carieră în special în SUA: T. Cook, *Documentation Strategy*, "e-Archivaria" 34 (1992), p. 184 [= <http://journals.sfu.ca/archivar/index.php/archivaria/article/view/11849/12801>], 2014.

³² Idem, *A theoretical model*, în *The archival appraisal of records containing personal information: a RAMP study with guidelines*, Paris 1991 [= <http://www.unesco.org/webworld/ramp/html/r9103e/r9103e05.htm#3.%20a%20theoretical%20model>], 2014.

³³ Idem, *Documentation strategy* cit., p. 184.

³⁴ *Ibidem*.

³⁵ M. K. McLeod, *op. cit.*, p. 12.

Această realitate erodează statutul documentelor supraviețuitoare de mărturie istorică și, în consecință, rațiunea de a fi vestigii ale memoriei.

In [macro-appraisal] approach, searching out actual and anticipated research uses of the records is not part of the archivist's job. Indeed, acquiring records to serve or follow research trends is unarchival, and distorts good appraisal.³⁶

Contracararea oricăror influențe externe în selecționarea documentelor de arhivă nu reclamă o întoarcere la pasivitatea lui Jenkinson. Dimpotrivă, acceptând selectivitatea coordonatelor memorie-uitare, arhiviștii – ca exponenți ai societății și împuterniciți prin lege – nu tagma cercetătorilor, nici creatorii de documente, au îndatorirea de a proiecta memoria colectivă, implicându-se activ în conturarea moștenirii culturale din timpurile lor, în loc să se rezume la administrarea de relicve.³⁷

Yet memory is notoriously selective - in individuals, in societies, and, yes, in archives. With memory comes forgetting. With memory comes the inevitable privileging of certain records and records creators, and the marginalizing or silencing of others. Ever since archivists began in the 1940's to face the appraisal issue squarely in a century of massive volumes of overdocumentation in all media, most of the world's archivists have accepted the responsibility of having the major hand in choosing the tiny sliver of records that will be preserved beyond short-term administrative uses, and then in many jurisdictions authorizing the destruction (or at least benign neglect) of all the rest. By so judging the relative importance of records, archivists inevitably will inject their own values, thus transforming themselves from Jenkinson's passive keepers, guardians, or custodians of an entire documentary residue left by creators to becoming themselves creators of social memory through the active formation of the archival heritage.³⁸

În ciuda canoanelor dezvoltate de Jenkinson de strictă imparțialitate, arhiviștii sunt – și întotdeauna au fost – parte integrantă a procesului istoric în care ei înșiși se găsesc. Prin urmare, se cuvine ca arhiviștii să își accepte, mai degrabă decât să își nege, propria istoricitate. Se cuvine să reintegreze subiectivul (spiritul) în obiectiv (materie) în cadrul construcțiilor lor arhivistice:

This admission of the subjectivity and bias of the archivist does not deny the validity of the principles of provenance or respect des fonds, nor is it a licence to collect willy-nilly whatever "hot" subject is currently fashionable.³⁹

³⁶ T. Cook, *A theoretical model* cit., p. 3.

³⁷ Idem, *Beyond the screen* cit., p. 4; Idem, *Méthodologie d'évaluation: macro-évaluation et analyse fonctionnelle. Partie A: concepts et théorie*. 2001 [= <http://www.collectionscanada.gc.ca/government/disposition/007007-1035-f.html>]. 2014.

³⁸ Idem, *Beyond the screen* cit., p. 5.

³⁹ Idem, *Documentation strategy* cit., p. 188.

Sanctitatea contextului arhivistic, consideră T. Cook, nu este neapărat incompatibilă cu evidența subiectivității a arhivistului, dar aceste două aspecte trebuie manevrate explicit și implicațiile acestora pentru teorie și practica arhivistică analizate cu grijă.⁴⁰

Ceea ce îi lipsește abordării tradiționale în materie de selecționare este lipsa unei vederi teoretice de ansamblu a creării documentelor în societate; foarte rar “încorporează” conceptele dinamicii instituționale și societale care să îndrume arhiviștii în elaborarea unui model de evaluare a **spectrului larg al experienței umane**.⁴¹

De la materie la spirit

Singura soluție la explozia informațională din prezent și “anxietatea” rezultată pare a fi adoptarea unei perspective holistice și contextuale. În loc să încerce să cuprindă incredibila masă de date neprelucrate, fapte, figuri, arhivistul canadian trebuie să se concentreze pe cunoaștere “care este creată de mințile individuale, extrăgând experiența individuală, separând semnificativul de irelevant, făcând judecăți valoroase.”⁴²

Instead of trees, we must concentrate on the forest or, in archival terms, on provenance, order, interrelationships, and context rather than on mere “facts” or raw data. [...] The deciphering of the forest's shape and purpose, the drawing of paths to explore them – these are the archivist's first purpose and role, not that of answering the particular needs of specific researchers.⁴³

Abordarea tradițională a selecționării – întreprinsă de jos în sus, de la document la funcție, de la informație la utilizator, de la particular la general, de la materie la spirit, decontextualizând documentele în raport cu relația lor organică, internă, de creare și impunând, în schimb, criterii externe pentru a judeca valorile acestora, pur și simplu nu mai este validă:

The traditional approach of moving from the bottom up, from the record to the function, from the information to the contemporary user / creator, from the specific to the general, from the matter to the mind, simply breaks down in the reality of modern bureaucracies and contemporary records. That diplomatic approach was perhaps suitable for older documents, where the surviving information universe is very limited or the functional context is largely unknown and thus the archivist has no other choice but to extrapolate it from the surviving artifact. This is emphatically no longer the case: contextual information is

⁴⁰ *Ibidem*.

⁴¹ Daniel Ducharme, *La macro-évaluation des archives: l'expérience canadienne*, “Archives” 33 (2001-2002), 3-4, p. 49 [= http://www.archivistes.qc.ca/cora/afficheFic.php?fic=vol33_3-4/33-3-4-ducharme.pdf&usager_id=J], 2007.

⁴² C. Bailey, *oprt. cit.*, p. 274.

⁴³ *Ibidem*, p. 274-275.

readily available (if the archivist will but look for it), and the volume of records is overwhelming.⁴⁴

Abordarea macro-evaluării dorește să deplaseze interesul arhiviștilor pentru documente spre interesul pentru contextul funcțional în care aceste documente au fost create. Contextul informațional și procesele de creare a documentelor trebuie să treacă dincolo de mediul de stocare care poartă informația sau chiar dincolo de conținutul în sine.⁴⁵ Arhivistul nu trebuie să se lase distras, inițial, de forma fizică sau de schema de clasare a documentelor, ci, mai degrabă, să analizeze procesele și funcțiile din spatele creării documentelor.⁴⁶ Astfel, înainte de toate arhivistul se cuvine să înțeleagă **de ce** documentele au fost create mai degrabă decât **ce** conțin acestea, **cum** au fost create și folosite de creatorii originali mai degrabă decât **cum** ar putea fi utilizate în viitor, și **ce** funcții și mandate oficiale ale creatorului atestă mai degrabă decât **ce** caracteristici fizice pot sau nu avea:

Appraisal in the first instance at least must be seen as an issue of mind over matter. [...] In this first and most important phase of appraisal, they must understand why records were created rather than what they contain, how they were created and used by their original users rather than how they might be used in future, and what formal functions and mandates of the creator they supported rather than what physical characteristics they may or may not have.⁴⁷

În fapt, interacțiunea dintre funcții și structuri este cea care determină spiritul organizației. Pornind de la aceasta, întâietatea este acordată creatorului, iar a pune accentul pe creator înseamnă că actul conceptual de creare a documentelor se regăsește în proveniența lor, mai degrabă decât în artefactele fizice.

Evaluarea implică o analiză atentă și cunoștințe arhivistice, diplomatice și istorice, iar nu o simplă procedură. Aplicarea liniilor directoare sau a listelor de verificare în procesul de evaluare, ca și dezvoltarea unor largi strategii de preluare sau achiziționare, toate acestea funcționează doar dacă o asemenea practică este bazată pe o înțelegere globală de către arhivist a istoriei creatorului de documente, a funcțiilor oficiale (macro-funcții, funcții, sub-funcții) și a mandatelor legale, a structurii organizatorice interne, a proceselor de luare a deciziilor, a procedeelelor de creare a documentelor, a evoluției și a schimbărilor intervenite, în timp, la nivelul tuturor palierelor anterioare, precum și pe o înțelegere similară a particularității și caracteristicilor documentelor, a suportilor, sistemelor de înregistrare.⁴⁸ Această nouă

⁴⁴ T. Cook. *Documentation strategy* cit., p. 185.

⁴⁵ Idem. *A theoretical model* cit., p. 3.

⁴⁶ *Ibidem*.

⁴⁷ *Ibidem*.

⁴⁸ *Ibidem*; Idem. *From information to knowledge: an intellectual paradigm for archives*. "e-Archivaria" 19 (1984-1985), p. 40. [= <http://journals.sfu.ca/archivar/index.php/archivaria/article/view/11133/12070>], 2014.

abordare trebuie combinată strâns cu activitatea de *records management* și cea de *records disposition*.⁴⁹

Documentarea în vederea evaluării arhivistice fiind orientată către analiza funcțiilor operaționale ale administrației mai degrabă decât pe analiza documentelor în sine, se elimină riscul de supra-reprezentare arhivistică a anumitor documente, pe motiv că acestea servesc intereselor de cercetare contemporană. Totodată, documentele de arhivă mai puțin importante și duplicatele reies mai ușor în evidență.⁵⁰ Astfel, arhivistul va fi în măsură să determine mai rapid ce documente se dovedesc cele mai importante, ce serii de documente merită o atenție particulară. Dificultatea sporește atunci când informațiile implicate sunt împărțite de diferite jurisdicții sau, și mai rău, când depășesc granițele naționale.

Când se dorește cunoașterea detaliată a unei organizații, intenția nu este aceea de a stabili *a priori* valoarea documentelor produse în raport cu importanța ierarhică a celui creator. Această cunoaștere instituțională are mai degrabă ca obiectiv să permită arhivistului stabilirea unei ordini de prioritate a instituțiilor în vederea unei planificări a evaluării.⁵¹ De exemplu, după ce s-au analizat atent diferite ministere și organisme ale guvernului, se poate întocmi o listă a instituțiilor în ordinea priorității. Practic, modelul teoretic de macro-evaluare propus de T. Cook se bazează pe o abordare *top down* ("de sus în jos"):

[...] some top down holistic perspective is required to separate the sweet music from the meaningless noise.⁵²

Este o nuanță semnificativă între acest tip de abordare instituțională, caracterizată de importanța instituției, și abordarea germană de a judeca documentele după valoarea acestora în funcție de poziția ierarhică a instituției. Eșuând în misiunea lor de a fundamenta o teorie a valorilor, a unei ierarhii capabile să ghideze în selecționare⁵³, arhiviștii germani s-au reorientat asupra adoptării unor metode formale, renunțând la evaluarea conținutului. Scopul constituirii patrimoniului arhivistic era documentarea întregii activități a statului. Se subînțelege că urmele întregii activități a statului sunt *a priori* demne de a fi conservate.⁵⁴ Confruntându-se cu problema cantității documentare, s-a dezvoltat o nouă propunere formală: dacă cantitatea documentelor devenea prea voluminoasă, era suficient să nu se păstreze

⁴⁹ Într-un mediu de evaluare nemijlocită a documentelor de arhivă, arhiviștii se concentrează activ asupra a 5%, poate mai puțin, cu valoare permanentă din totalitatea documentelor, mai degrabă decât să se concentreze pasiv aprobând distrugerea a aproximativ 95% fără valoare continuă. Reorientarea muncii arhivistului de la "principiul selecționării negative" către o "selecționare pozitivă" devine obligatorie datorită volumului și caracterului documentelor moderne; T. Cook, *A theoretical model* cit., p. 3-4.

⁵⁰ T. Cook, *Méthodologie d'évaluation: macro-évaluation et analyse fonctionnelle* cit., p. 9.

⁵¹ C. Couture, *L'évaluation des archives* cit., p. 15.

⁵² T. Cook, *Documentation strategy* cit., p. 185

⁵³ Hans Booms, *La constitution du patrimoine archivistique. L'archivage comme activité sociale et politique*, "Archives" 35 (2003-2004), 1-2, p. 20 [= http://www.archivistes.qc.ca/cora/afficheFic.php?fic=vol35_1_2%2F35-1-2-booms.pdf&usager_id=], 2014.

⁵⁴ *Ibidem*, p. 21.

documentele create de toate administrațiile, ci doar cele ale instituțiilor mai importante. Pentru a stabili care sunt cele mai importante instituții, nu s-au îndreptat către o evaluare a conținutului, ci spre indiciul formal al poziției ierarhice în cadrul organizației creatoare. Postulatul conducător era următorul: cu cât poziția ierarhică a unei administrații era mai înaltă, cu atât *a priori* valoarea documentelor produse creștea.⁵⁵

Mult mai devreme, în 1877, olandezul Van Riemsdijk ajungea la concluzia că documentele ar trebui "plasate în contextul lor natural și original, acolo unde [documentele de arhivă, n. n.] își dezvăluie natura și semnificațiile cel mai bine". Van Riemsdijk nu limita organizarea administrației la structura corpului administrativ, ci includea, de asemenea, documentele proprii administrației, procedeele, sistemul de înregistrare. Acestea ar trebui studiate cu atenție înainte de a se trece la prelucrarea și selecționarea documentelor de arhivă. Van Riemsdijk se concentra nu pe documentele de arhivă actuale, ci pe procesul de creare a documentelor de arhivă, încercând să înțeleagă de ce și cum documentele erau create și utilizate de creatorul și utilizatorul original, mai degrabă decât cum vor putea fi folosite în viitor.⁵⁶

The interconnection of the documents reveals their nature and mutual context much better than any order which an archivist may introduce later. [...] breaking up the original interconnection destroys the evidential capacity of the archives.⁵⁷

Practic, doar printr-o interpretare a contextului funcțional specific creării documentelor de arhivă poate fi înțeleasă integritatea fondurilor și a funcțiilor documentelor de arhivă în contextul lor original.⁵⁸ Forma și funcția documentelor de arhivă sunt determinate de funcțiile de afaceri care conduc la crearea lor. Prin urmare, înainte de a selecționa sau utiliza documentele de arhivă, trebuie analizate și evaluate funcțiile de afaceri, adică înainte de toate de a se proceda la o evaluare a creatorilor de documente, în loc de a se recurge la evaluarea documentelor *per se*.⁵⁹

Și totuși, pătrunderea în interiorul mecanismului creării documentelor, înțelegerea contextului funcțional nu sunt îndeajuns. Se cuvine ca arhivistul să exploreze mai adânc. Terry Cook considera că locul teoriei arhivistice și contribuția unică a potențialului profesiei arhivistice la științele socio-umane rezidă în examinarea dimensiunilor adânci ale impulsurilor din societate care stau în spatele creării documentelor de arhivă:

Such questions might explore the deeper dimensions of the practical and psychological impulses in society that lie behind the creation of records - why do people need to document their activities (beyond the obvious reasons) and how do such needs in turn affect the documents created; the sociological aspects

⁵⁵ *Ibidem*.

⁵⁶ Eric Ketelaar. *Archival theory and the Dutch Manual*. "e-Archivaria" 41 (1996). p. 33.

⁵⁷ H. Booms. *op. cit.*, p. 34.

⁵⁸ E. Ketelaar. *op. cit.*, p. 36.

⁵⁹ *Ibidem*, p. 37.

of records management in order to learn why (rather than how) certain organizations - churches, businesses, unions, governments – function as they do; the always thorny issue of what is historical „truth” – do the records reflect reality which the historians then interpret, or are the records themselves.⁶⁰

Arhivele – ca imagine a societății

Omul este, în fond, principalul factor de modificare a timpului și spațiului său (figurat), iar modificarea o face prin cunoaștere. Dar prin cunoaștere creează valori și valorile îl creează pe el însuși. Niciuna dintre acestea nu se fac însă în afara societății, în afara practicii sociale.⁶¹ Valorile unei societăți și ale indivizilor care o compun sunt indisolubile:

L'archiviste, qui est comme tout être humain un animal social [en français dans le texte], ne pourra éviter d'évaluer les documents d'archives en fonction des opinions et des représentations que le sens commun de son époque lui impose. [...] comment l'archiviste peut-il se libérer de l'embarrassante subjectivité dans laquelle l'enferme la société, ou du moins créer une distance critique?⁶²

Admițând că subiectivitatea și chiar natura artistică a evaluării nu pot fi eliminate, este mai bine ca arhivistul să speculeze mai puțin în legătură cu posibile utilizări ale documentelor în viitor și să se concentreze mai mult în vederea dezvoltării criteriilor pentru a garanta că documentele rezultate reflectă valorile, structurile și funcțiile societății contemporane creatorilor de documente.⁶³ Totuși, problema rămâne deschisă în continuare, căci întreaga „realitate” a structurilor și funcțiilor societății – pe care documentele ar trebui să o reflecte – nu poate fi determinată obiectiv de către istorici, arhiviști sau chiar de către filosofi. Soluția este de a se concentra mai puțin pe realitatea propriu-zisă și mai mult pe căile și mijloacele în care această realitate se formează. Prin cercetare și analiză, arhivistul poate determina locul cel mai plauzibil în care va fi regăsită cea mai bună mărturie documentară (opusă adevărului istoric) a acelei realități și factorii sau actorii centrali care conturează acea realitate.⁶⁴ Această abordare a fost definită în Germania ca fiind concentrată pe **imaginea** societății, nu pe realitatea obiectivă a societății *per se*, care nu poate fi cunoscută niciodată absolut, concentrată mai degrabă pe mecanismele sau locurile societății în care cetățenii interacționează cu statul care produce înțelegere adâncă și clară a dinamicii societale și a problemelor.⁶⁵

Ogindirea valorilor societale, așa cum a fost percepută de Hans Booms în 1972, implica analizarea dinamicii societale și a opiniei publice:

⁶⁰ T. Cook, *From information to knowledge* cit., p. 45.

⁶¹ Adrian Adamache, *Sugestii pentru o teorie a valorizării documentului arhivistic*, „Revista Arhivelor”, 1986, 4, p. 444.

⁶² H. Booms, *op. cit.*, p. 22.

⁶³ T. Cook, *A theoretical model* cit., p. 4-5.

⁶⁴ *Ibidem*, p. 5.

⁶⁵ *Ibidem*; H. Booms, *op. cit.*, p. 26.

Sur la base des conceptions contemporaines, que l'on peut capter grâce à l'opinion publique, l'archiviste se livre à une analyse du déroulement de la vie politique de l'époque, le terme «politique» étant à prendre au sens large. Il obtient ainsi une image qui fait apparaître quels événements, quelles actions, quelles omissions, quels développements étaient considérés comme importants et significatifs.⁶⁶

Abordarea aceasta s-a dovedit, în timp, amorfă. Valorile societății sunt mai bine identificate nu direct, prin cercetarea, analizarea dinamicii societale și a opiniei publice, ci indirect prin analizarea funcțiilor a acelor creatori-cheie desemnați de societate să realizeze nevoile și dorințele.⁶⁷ De aceea, în opinia lui Booms, principiul provenienței trebuie să rămână fundament de nestrămutat în procesul de selecționare.

Evaluarea fiecărui arhivist trebuie să asigure calitatea superioară a acestei imagini reflectate în documente selectate pentru rețineră permanentă. **Imaginea** evocă percepția, imitația, metafora, oglinda reflecțiilor.⁶⁸

When one remarks of someone that «she is the image of her mother», one obviously does not mean that she is her mother in some objective reality, but rather that in key essential behaviour and fundamental appearances she reflects her mother's most important characteristics.⁶⁹

Când se remarcă faptul că o fiică “este imaginea mamei sale”, evident nu înseamnă că aceasta este mama ei într-o realitate obiectivă, ci, mai degrabă, în comportamentul esențial și aparatele fundamentale ea reflectă cele mai importante caracteristici ale mamei sale. Aceeași situație este și cu instituțiile statului. Dacă nu zi de zi sau în fiecare moment captat în timp, instituțiile statului vor reflecta peste timp imaginea societății, vor reflecta speranțele, aspirațiile, activitățile și frustrările articulate de cetățeni și din această realitate se vor evidenția interacțiunile cetățenistate cele mai viguroase. Nu înseamnă că această proiecție sau imagine este o realitate obiectivă a societății, ci mai degrabă ea conține cele mai importante caracteristici și trăsături ale acelei realități.⁷⁰

Într-o eră în care arhivistul este obligat să păstreze un procentaj tot mai mic din întregul munte de informații create, importanța convergenței între imaginea societății și acuratețea proiecțiilor acestei imagini în documentele de arhivă sporesc în consecință. Arhivistul nu intenționează să cunoască sau să înțeleagă **imaginea per se** – aceasta ar cere o viață întreagă dedicată studiilor, iar filosofic este imposibil de atins și ar împiedica orice evaluare (sau altă operațiune, activitate) să fie completă. Mai degrabă, arhivistul își direcționează cercetările, în cadrul acestui model de macro-evaluare, pentru a identifica mecanismele și locațiile (cum sau unde) ale

⁶⁶ *Ibidem*, p. 22.

⁶⁷ T. Cook. *What is past is prologue* cit., p. 27.

⁶⁸ *Idem*. *A theoretical model* cit., p. 5.

⁶⁹ *Ibidem*.

⁷⁰ *Ibidem*.

acestei structuri ale **imaginii**: *hot spots* în interacțiunile cetățeni-stat, astfel încât seriile cele mai bune să fie izolate și evaluate.⁷¹

Formarea acestei imagini, dialectica societății rezidă din interacțiunea dintre liderii ideologici și viața colectivă a maselor, interacțiune care se produce mai ușor în cadrul organismelor guvernamentale. Virtual, niciun aspect al existenței umane nu scapă acestei dialectici, deși imaginea nu va reprezenta fiecare cetățean în parte, ci ansamblul acestora. În fapt, oamenii își apără colectiv drepturile, încercând să își îmbunătățească condiția lor socială, protestând sau sprijinind statul în diversele sale manifestări.⁷²

Interacțiunea cetățeni-stat se definește prin intermediul a trei factori: programul, agenția, cetățenii.

Programul constituie obiectivul, intenția, ideea, chiar teoria sau ideologia din spatele funcției particulare guvernamentale. Este articulat prin legi, regulamente, directive sau linii directoare, proceduri operaționale practice și declarații ale mandatelor publicate, ca și cele din dezbaterile parlamentare sau anumite comentarii din media. Programul implică mai mult decât o ideologie politică sau a partidelor politice; se extinde către intenția intelectuală a funcționarilor guvernamentali prin intermediul cărora ideologia și politicile respective sunt interpretate și modificate în practica administrației guvernamentale. Importanța programului depinde de impactul asupra societății care este determinat, în parte, de continuitatea acestuia, de permanența, mărimea și aria de acoperire a populației afectate, și relevanța problemelor sociale majore sau a problemelor politice majore, ca și gradul de schimbare și impactul în comparație cu alte schimbări sociale. **Programul** devine oglinda schimbărilor sociale, un agent prompt al acestora.⁷³

Conturarea **imaginii** este afectată nu doar de prejudecata sau flexibilitatea programului în cauză. Organizațiile guvernamentale au, de asemenea, prejudecăți. Dacă termenul "program" se referă la intenția ideologică sau general intelectuală, în sens larg, **agenția** se referă la structurile administrative (incluzând administratorii) create de stat pentru a implementa sau realiza acea ideologie sau program. Organizațiile guvernamentale constau din ființe umane cu propriile loialități, prejudecăți, ideologii, și acestea nu sunt mereu în concordanță cu politicile oficiale și scopurile declarate ale guvernului. Programe sofisticate pot fi subminate, accelerate, întârziate sau chiar paralizate dacă funcționarii publici manifestă reticență, în condițiile în care cultura organizațională permite libertate de opinie deplină.⁷⁴

În acest sens, analizând procesele de luare a deciziilor, a practicilor de angajare și promovare a personalului, natura administrației (profesională, clericală, tehnică) și organizarea și ierarhia internă, arhivistul poate determina tipul *etos*-ului sau cultura operațională expusă de agenție. **Programul**, este el primar sau secundar sau auxiliar funcției **agenției**? **Agenția** este primul motor al **programului** comparând cu alte agenții? Cât de descentralizată este instituția și la ce nivel ierarhic are loc

⁷¹ *Ibidem*, p. 6.

⁷² *Ibidem*.

⁷³ *Ibidem*, p. 8.

⁷⁴ *Ibidem*, p. 9.

interacțiunea cheie dintre cetățeni și stat? Ce nivel este cel mai discret în aplicarea politicii și a liniilor directoare?⁷⁵

Agenția, de asemenea, are un impact deosebit asupra organizării și structurii documentelor și a sistemelor de creare a documentelor. Conștientizarea naturii mediului dincolo de mesaj este esențială, întrucât calitatea imaginii reflectate de documente este mereu conturată și adesea distorsionată de limitările diferitelor sisteme înregistrate. Astfel, practicile agenției în această privință trebuie atent cercetate pentru ca natura și importanța tipologiilor materiale și contextuale ale informațiilor documentelor actuale – cum au fost create, ordonate, indexate – să poată fi determinată. Arhivistul trebuie să cerceteze dacă documentele rezultate din interacțiunea cetățeni-stat care trec dincolo de rutină și devin controversate sau care stabilesc anumite precedente sunt manipulate corespunzător, pornind de la sistemul de înregistrare: dacă sunt îndosariate separat, codate sau colorate sau adnotate diferit, sau indexate în altă parte.⁷⁶

Încercând să documenteze **agenția per se** și cum funcționează, arhivistul va cerceta și adesea obține diagramele organizației, programele de informare (declarații ale mandatelor, practici procedurale, regulamente interioare etc.), rapoarte anuale, forma de administrare a documentelor și exemple, ghiduri de clasificare a documentelor, istoricul organizației și informații personale (privind pregătirea, promovarea, profilul carierei etc.). Având în vedere că informațiile **agenției** sunt larg accesibile în formă publicată sau/și în documentele structurii centrale (buget, audit, profile statistice, rapoarte de investigare, audiențe publice), arhiviștii, într-o eră a informației supraîncărcate, ar trebui să fie extrem de selectivi în privința preluării documentelor de la fiecare agenție, astfel încât acestea să dovedească doar cum funcționează (valoarea evidențială a documentelor).⁷⁷

Așa cum structurile administrative create să ducă la îndeplinire programe, adesea dau dovadă de prejudecăți inerente, cum ar fi cultura operațională (gradul de inițiativă, de interpretare, discriminare, determinare permis personalului) și structura sistemelor de păstrare a documentelor, într-o manieră asemănătoare, și natura comportamentului **cetățenilor** poate avea un impact asupra dialecticii societății; acest comportament poate varia în desăvârșire și acuratețe, în durata de concretizare a interacțiunii cu agenția și în modul în care cetățenilor le este permis să aibă un direct, conștient racord la **agenție** prin intermediul libertății de exprimare.⁷⁸

În timp ce menținerea răspunderii guvernului și a continuității administrative și protecția drepturilor personale sunt recunoscute ca fiind semnificative pentru arhiviști, principala justificare pentru arhive a majorității utilizatorilor și a contribuabililor în general rezidă din calitatea arhivelor de a oferi cetățenilor un sens al identității, al localității, al istoriei, culturii și al memoriei personale și colective. Pur și simplu, este inacceptabil de a limita memoria societății doar la reziduurile documentare rămase sau alese de creatorii de documente, ci de a tinde către o

⁷⁵ *Ibidem*.

⁷⁶ *Ibidem*, p. 10.

⁷⁷ *Ibidem*.

⁷⁸ *Ibidem*, p. 11-12.

perspectivă largă a **guvernării** și nu doar către o mărturie a **guvernelor guvernând**.⁷⁹

Archivists mainly working in national or institutional archives need to start thinking in terms of the process of governance, not just of governments governing. «Governance» includes being cognizant of the interaction of citizens with the state, the impact of the state on society, and the functions or activities of society itself as much as it does the inward-facing structures of government and its bureaucrats.⁸⁰

Macro-evaluarea a fost percepută, în esență, ca un “al treilea val” în gândirea arhivistică, o teorie ce îmbracă, într-o formă nouă, vechi concepte arhivistice. Această regândire a teoriei evaluării și selecționării documentelor de arhivă este impusă de mutațiile înregistrate la nivelul întregii societăți.

Accentul se deplasează de la o evaluare *from the bottom up* la o evaluare *top down*, dintr-o perspectivă holistică. Obiectivul macro-evaluării este evaluarea instituțiilor creatoare de documente, urmărindu-se o analiză cuprinzătoare, globală a acestora nu pentru a determina *a priori* valoarea documentelor create (contrar abordării germane în care se judeca valoarea documentelor de arhivă *a priori* în funcție de poziția ierarhică a instituției), ci pentru a stabili o listă prioritară în vederea planificării selecționării întreprinse asupra instituțiilor statului în concordanță cu strategia națională de preluare sau achiziționare.

Această cercetare amănunțită permite arhivistului să determine în avans, **unde** documentele de arhivă având o potențială valoare arhivistică ridicată vor fi găsite. Semnificativ, macro-evaluarea trebuie dublată, ulterior, de o micro-evaluare, în scopul de a confirma sau respinge ipoteza inițială. Rezultatul acestui proces complet constă în preluarea sau achiziționarea de către Arhive a unor documente de arhive cu valoare istorică ridicată.

Orice reevaluare a teoriei de evaluare trebuie să pornească de la premisa că în spatele documentului de arhivă stă *very act and deed* pe care o simbolizează, că în spatele documentului actual stă funcția care conduce la crearea sa. Centrul de greutate în determinarea valorii documentelor de arhivă, în macro-evaluare, se deplasează de la utilizarea tradițională a contextului de a explica sau situa documentele de arhivă – materie – la conceptualizarea provenienței. Principiul provenienței se schimbă de la a lega documentele direct de singurul loc de origine într-o structură organizatorică ierarhică tradițională (practic, acea “ordine inițială” pe care o invocă Jenkinson pentru a respinge orice intervenție a arhivistului în procesul de evaluare și selecționare a documentelor de arhivă la instituțiile creatoare) la a deveni un concept mai elastic și virtual, reflectând acele funcții și procese ale creatorului care se află în spatele creării documentelor de arhivă, aflat într-o permanentă evoluție organizatorică.

⁷⁹ Idem. *New Formulations for Old Concepts* cit., p. 8.

⁸⁰ *Ibidem*, p. 9.

Perspectiva macro-evaluării se schimbă de la evaluarea documentelor de arhivă pentru potențiale valori de cercetare (pe care Schellenberg și succesorii săi își concentrău teoria) la a deveni mai mult o analiză de macro-evaluare a funcțiilor societale ale creatorului de documente de arhivă, a programelor și a activităților acestuia și a interacțiunii cetățenilor cu aceasta, și selecția celor mai succinte documente de arhive ca proiecții ale acestor funcții în vederea păstrării permanente (se recunoaște influența teoriei lui Hans Booms, reformulate, potrivit căreia valorile societății sunt mai bine identificate, indirect, prin analizarea funcțiilor a acelor creatori-cheie desemnați de societate să realizeze nevoile și dorințele). Această perspectivă – diminuarea, la maximum, a rolului utilizatorilor-cercetători – în determinarea valorii documentelor care urmează a se conserva nu implică o negare a propriei istoricități a arhivistului. Având în vedere că nimic nu este natural și obiectiv în procesul de amintire și uitare, arhivistul trebuie, dimpotrivă, să își admită propria subiectivitate pentru a alege acele documente care să reflecte imaginea societății contemporane lui (această subiectivitate nu justifică pasivitatea promovată de Jenkinson).

Nefiind doar o teorie fundamentată de un arhivist izolat, ci emanând din practica arhivistică canadiană, macro-evaluarea pare a fi soluția care se pliază realităților actuale ale societății canadiene, o alternativă atrăgătoare la abordările tradiționale ale evaluării. Dar poate fi, oare, o soluție și pentru arhivistica românească care în materie de selecționare continuă să rămână tributară unui sistem centrat pe valoarea practică și valoarea istorică? Cu certitudine, demersul ar fi unul anevoios, presupunând nu doar o aprofundare a ideilor macro-evaluării, ci și o incursiune în trecutul propriu, o reinterpretare, dincolo de orice semnificații ideologice politice, a tradiției arhiviste din perioada comunistă în raport cu realitățile actuale ale societății (nomenclatorul arhivistic *versus* indicatorul termenelor de păstrare *versus* contextul funcțional), o adaptare la standardele internaționale.

Macro-appraisal (abstract)

This article offers a detailed presentation of macro-appraisal, as an alternative to classical theories of archival science, reviewing the most relevant theories and their respective literature. Macro-evaluation was considered to be a “third wave” in archival theory, a theory that presents old concepts in a new light. This need to reshape appraisal and selection theory is imposed by large mutations in our modern society. In the same time, the study questions the applicability of the concept in the Romanian context.

Arhivele sistemului vamal din România - parte componentă a Fondului Arhivistic Național

Cezar-Săndel Ioncef

Keywords: *Archival Fonds, Customs Declaration, Frontier Traffic, Intellectual Property Rights, Smuggling, Common Customs Tariff, Union Customs Code*

1. Introducere

Studiul de față își propune să analizeze tipologia și caracteristicile fondurilor arhivistice create și gestionate de către entitățile publice românești cu specific vamal, în condițiile unei efervescențe organizatorice succesive, mai ales după 1989, incluzând momentul aderării României la structurile Uniunii Europene și aplicarea aquis-ului comunitar în materie fiscală și vamală.

Evoluția legislației vamale de-a lungul timpului, cu modificările aduse de economia în tranziție a României, în vederea trecerii spre capitalism, succesiunea celor trei Coduri Vamale (cel din 1978¹, cel din 1997² și cel care este în vigoare în acest moment - adoptat în 2006³, împreună cu prevederile Codului Vamal Comunitar - în vigoare de la 1 ianuarie 2007⁴), precum și informațiile oferite de către instituțiile naționale specializate, au constituit baza documentară pentru definitivarea acestei cercetări.

Literatura de specialitate din țara noastră nu oferă, până în acest moment, prea multe alternative cu privire la cercetări ale tipologiilor arhivelor și documentelor create de către sistemul vamal, la posibilitățile de documentare și valorificare a patrimoniului arhivistic vamal, la importanța informațiilor conținute de aceste înscrisuri. Ne dorim ca prin intermediul acestui studiu să fim unul dintre punctele de început ale studierii și cercetării arhivelor vamale și să încurajăm pe cei interesați în aflarea de noi detalii ale specificului domeniului.

2. Scurt istoric al entităților vamale moderne în România

Modernizarea sistemului vamal își are începuturile în vremea lui Alexandru Ioan Cuza, atunci când se pun bazele a ceea ce astăzi înseamnă mecanismul vamal al țării noastre, prin intermediul reglementării organizării serviciului vamal al

¹ Adoptat de Marea Adunare Națională a Republicii Socialiste România prin Legea nr. 30 din 22 decembrie 1978, publicată în Buletinul Oficial 115 din 28 decembrie 1978.

² În baza Legii 141 din 24 iulie 1997.

³ Legea 86 din 10 aprilie 2006

⁴ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32013R0952&rid=2>

Principatelor. Era momentul când la București se organiza o direcție a sistemului vamal și se înființau birouri vamale coordonate de la nivel central.

În baza Legii generale a Vămile din 4 aprilie 1875, ce intra în vigoare la 1 iulie 1875, se parcurg noi pași în evoluția sistemului vamal prin stabilirea de elemente cum ar fi dreptul de vamă, poliția frontierelor, administrarea mărfurilor, tariful vamal etc. Potrivit acestei legi, vămile erau conduse de un director aflat în subordinea Ministerului Finanțelor.

3. Evoluția instituțională a sistemului vamal după 1989

Căderea Comunismului în țara noastră marchează un moment de cotitură în dezvoltarea instituțională a vămilor și a sistemului vamal. După 1990, Ministerul Finanțelor își păstrează în sfera de autoritate activitatea vamală⁵ prin intermediul Direcției Generale a Vămile, entitate cu personalitate juridică distinctă, înființată în anul 1973, inițial în subordinea Ministerului Comerțului⁶ și trecută apoi, începând cu 1983, în subordinea Ministerului Finanțelor.⁷

Prin unificarea Ministerului Finanțelor, a Comisiei Naționale de Prognoză, Plan și Conjunctură Economică și a Oficiului Național al Rezervelor Materiale, Direcția Generală a Vămile, împreună cu celelalte structuri fiscale, trec în subordinea Ministerului Economiei și Finanțelor.⁸

Anul 1992 aduce noi schimbări în organizarea Direcției Generale a Vămile prin intermediul înființării unor unități vamale de frontieră la Galați-Giurgiulești, Sculeni, Oancea-Cahul și Stânca-Costești.⁹ Odată cu înmulțirea operațiunilor desfășurate de către angajații vămilor, Ministerul Economiei și Finanțelor decide suplimentarea numărului angajaților structurilor vamale și înființarea Direcțiilor Regionale Vamale,¹⁰ ca unități interjudețene subordonate Direcției Generale a Vămile, având sediile în Brașov, București, Cluj, Constanța, Craiova, Galați, Iași, Oradea și Timișoara.¹¹ Urmare a reorganizării Ministerului Economiei și Finanțelor de la finalul anului 1992, Direcția Generală a Vămile, alături de Garda Financiară.

⁵ Potrivit Anexei I a Hotărârii Guvernului României nr. 427 din 21 aprilie 1990 privind aprobarea structurii organizatorice a Direcției Generale a Vămile, publicată în Monitorul Oficial nr. 74 din 23 aprilie 1992.

⁶ Art. 9 și art. 65 al Codului Vamal din 1978.

⁷ În baza Decretului Consiliului de Stat al Republicii Socialiste România nr. 8 din 11 Ianuarie 1983 privind trecerea Direcției Generale a Vămile din subordinea Ministerului Comerțului Exterior și Cooperării Economice Internaționale în subordinea Ministerului Finanțelor, publicat în Buletinul Oficial nr. 2 din 13 ianuarie 1983.

⁸ Hotărârea Guvernului României nr. 238 din 30 aprilie 1991 privind organizarea și funcționarea Ministerului Economiei și Finanțelor, publicată în Monitorul Oficial nr. 68 din 16 aprilie 1992, art. 1.

⁹ Hotărârea Guvernului României nr. 135 din 19 martie 1992 privind înființarea unor unități vamale de frontieră, publicată în Monitorul Oficial nr. 55 din 1 aprilie 1992, art. 1.

¹⁰ Direcții Regionale Vamale – în continuare DRV.

¹¹ Hotărârea Guvernului nr. 630 din 2 octombrie 1992 privind unele măsuri de organizare a activității vamale, publicată în Monitorul Oficial nr. 262 din 21 octombrie 1992, art. 2 și anexa I.

reintră în autoritatea Ministerului Finanțelor, fiind coordonată de către secretarul de stat ce răspunde de Departamentul veniturilor statului.¹²

Un pas înainte în ceea ce privește exercitarea atribuțiilor vamale îl reprezintă înființarea Direcției supraveghere și control vamal în cadrul DGV¹³, organizată în brigăzi și echipaje mobile, la nivelul DRV-urilor și a unităților vamale teritoriale¹⁴, structura nou-înființată având, potrivit legii, următoarele atribuții:

- “a) exercită, prin mijloace și procedee specifice, supravegherea vamală pe teritoriul României;
- b) urmărește și controlează respectarea, de către persoanele juridice și fizice, a legislației vamale;
- c) constată și sancționează, în condițiile legii, încălcările legislației vamale;
- d) controlează vehiculele și bunurile introduse sau care urmează să fie scoase din țară, inclusiv cele aflate în tranzit, aparținând persoanelor juridice și fizice;
- e) verifică, în condițiile legii, terenuri, clădiri, depozite și prelevează probe pentru identificarea bunurilor;
- f) verifică registre și orice fel de evidente și poate cere oricărui organ sau persoane să prezinte, fără plată, actele și documentațiile pe care le deține cu privire la bunurile introduse sau scoase din țară, inclusiv cele aflate în tranzit pe teritoriul României.”¹⁵

Potrivit aceluiași act normativ, în subordinea DGV se înființează DRV Arad¹⁶, alături de celelalte 9 structuri vamale regionale, contribuind la aplicarea politicii vamale la nivel național.¹⁷ Începând cu 1996, Directorul general al DGV deține rang de secretar de stat în cadrul Ministerului Finanțelor Publice iar direcția pe care o conduce este înzestrată cu personalitate juridică, patrimoniu și cont bancar, iar potrivit legii, îndeplinește următoarele atribuții:

- “a) organizează, îndrumă și controlează activitatea direcțiilor regionale vamale și a vămilor, denumite în continuare unități vamale;
- b) exercită controlul, urmărirea și supravegherea pe întregul teritoriu național a respectării legislației vamale în procesul operațiunilor de import, export și de tranzit;

¹² Hotărârea Guvernului nr. 788 din 12 decembrie 1992 privind organizarea și funcționarea Ministerului Finanțelor, publicată în Monitorul Oficial nr. 336 din 29 decembrie 1992, art. 3 punctul 9 și art. 6 alin (2).

¹³ Direcția Generală a Vămirilor - în continuare DGV

¹⁴ Hotărârea Guvernului nr. 32 din 29 ianuarie 1993 privind unele măsuri de reorganizare a activității vamale, publicată în Monitorul Oficial nr. 23 din 10 februarie 1993, art. 1.

¹⁵ Idem, art. 2.

¹⁶ Idem, art. 6.

¹⁷ Hotărârea Guvernului nr. 449 din 29 iulie 1994 republicată, privind organizarea și funcționarea Ministerului Finanțelor, publicată în Monitorul Oficial nr. 76 din 27 aprilie 1995, art. 3 punctul (9).

- c) ia măsuri de prevenire și combatere, în conformitate cu legea, a oricăror infracțiuni și contravenții în domeniul vamal;
- d) participă împreună cu alte organe de specialitate ale administrației publice centrale la elaborarea proiectelor de proceduri, regimuri vamale și norme de vămuire și asigură aplicarea prevederilor legate de Tariful vamal de import al României și a altor acte normative referitoare la acesta;
- e) aplică măsurile cu caracter vamal rezultate din Acordul de asociere a României la Comunitatea Europeană, Acordul cu țările A.E.L.S. și din Strategia națională de pregătire a aderării României la Uniunea Europeană;
- f) asigură aplicarea prevederilor cu caracter vamal din convențiile și tratatele internaționale la care România este parte;
- g) urmărește aplicarea corectă a regulilor de interpretare a Nomenclaturii Sistemului Armonizat, a regulilor generale de stabilire a originii bunurilor, precum și de evaluare în vama a mărfurilor și de aplicare a taxei pe valoarea adăugată, a accizelor și a altor drepturi vamale;
- h) verifică modul de declarare, de către titularul operațiunii vamale sau de către comisionarul vamal, a drepturilor cuvenite bugetului de stat; încasează și virează aceste drepturi la bugetul de stat; stabilește, din oficiu, eventualele diferențe pe baza controalelor ulterioare și asigură încasarea acestora; stabilește formele și instrumentele de plată și de garantare a plății taxelor și drepturilor vamale în conformitate cu normele generale de decontare a veniturilor statului;
- i) coordonează, îndrumă și îndeplinește sarcinile ce revin unităților vamale pentru prevenirea și combaterea traficului ilicit de droguri, arme, explozivi, obiecte din patrimoniul cultural național; urmărește, în cooperare cu celelalte organe abilitate ale statului, cazurile de spălare a banilor prin operațiuni vamale; încheie, pe baza de mandat, acorduri de cooperare cu alte administrații vamale privind schimbul de informații în domeniul combaterii fraudei vamale;
- j) controlează mijloacele de transport încărcate cu mărfuri de import, export sau aflate în tranzit și verifică legalitatea și regimul vamal al mărfurilor; reține, în vederea confiscării, mărfurile care fac obiectul unor abateri de la legislația vamală;
- k) verifică, pe timp de zi și de noapte, clădiri, depozite, terenuri, sedii și alte obiective și, poate preleva, în condițiile legii, probe pe care le analizează în laboratoarele proprii în vederea identificării și expertizării mărfurilor care fac obiectul operațiunilor de export, de import și de tranzit;
- l) efectuează investigații, supravegheri și verificări în cazurile în care sunt semnalate situații de încălcare a legislației vamale de către persoane fizice și juridice; verifică registre, corespondență și orice fel de evidență și are dreptul de a cere oricărei persoane fizice sau juridice să prezinte, fără plată, documentația și informațiile privind operațiunile de export sau de import efectuate; sesizează organele de urmărire penală competente atunci când constată încălcări ale legii care necesită continuarea cercetărilor;
- m) exercită controlul ulterior la sediul agenților economici asupra operațiunilor de comerț exterior efectuate, pe o perioadă de 5 ani de la data desfășurării acestora, urmărind respectarea reglementărilor în domeniul vamal;
- n) asigură informatizarea activității și realizează statistica vamală;

- o) reprezintă în fața instanțelor judecătorești interesele statului în cazurile de încălcare a normelor vamale;
- p) întocmește studii, analize și elaborează proiecte de acte normative privind îmbunătățirea organizării și funcționării activității vamale;
- r) prezintă ministrului finanțelor avizele la proiectele de acte normative elaborate de alte ministere și instituții centrale care cuprind măsuri referitoare la domeniul vamal;
- s) aplică legislația muncii pe linie de resurse umane - angajare, avansare, sancționare și încheierea raporturilor de muncă - pentru personalul propriu și pentru cel din cadrul unităților vamale teritoriale, cu excepția funcțiilor care sunt în sfera de aprobare a ministrului finanțelor;
- t) elaborează și fundamentează programul de investiții și proiectul bugetului activității vamale și asigură realizarea acestora în condițiile legii;
- u) îndeplinește orice alte atribuții prevăzute de lege.”¹⁸

Comparativ cu structurile similare ale Gărzii Financiare, aflate tot în subordinea Ministerului Finanțelor Publice, personalul Direcției supraveghere și control vamal și cel al structurilor vamale au dreptul la port armă și la uniformă de serviciu.¹⁹ Potrivit prevederilor legale citate, personalul vămilor de frontieră beneficiază de un spor de până la 20% din salariul de bază iar personalul vămilor care în decursul activității de aplicare a legislației vamale descoperă bunuri și valori deosebite, sunt recompensați cu stimulente constituite la nivelul fondului Ministerului Finanțelor, în sumă de până la trei salarii de bază lunar.²⁰ Tot din categoria beneficiilor acordate salariaților sistemului vamal se înscrie și transportul la și de la locul de muncă pentru toți aceia care își desfășoară activitatea în vămile de frontieră și care locuiesc la o distanță cuprinsă între 5-70 de km de locul de muncă.

Ca urmare a reorganizării DGV, sediul instituției se stabilește prin act normativ în București, str. Matei Millo nr. 13, sector 1, iar brigăzile de supraveghere și control vamal sunt transferate în structura DRV-urilor sub formă de serviciu. Totodată, începând cu acest an, pentru desfășurarea activităților de detectare a substanțelor explozive și control antidrog, în dotarea DGV vor intra câini dresați, în calitate de componentă a structurilor mobile.²¹ În vederea perfecționării profesionale a personalului vamal, DGV organizează cursuri de pregătire profesională prin intermediul Școlii de Finanțe Publice din cadrul Ministerului Finanțelor.²²

¹⁸ Hotărârea Guvernului nr. 147 din 12 martie 1996 privind organizarea și funcționarea Direcției Generale a Vănilor, publicată în Monitorul Oficial nr. 71 din 9 aprilie 1996, art. 2 și 3.

¹⁹ Idem, art. 7 și 9.

²⁰ Idem, art. 11 și 13.

²¹ Hotărârea Guvernului nr. 170 din 18 ianuarie 2001 privind organizarea și funcționarea Direcției Generale a Vănilor, publicată în Monitorul Oficial nr. 40 din 23 ianuarie 2001, art. 1 alin. (2), art. 8 și art. 10 alin. (3).

²² Idem, art. 12.

Perioada august-octombrie 2003 marchează apariția de importante schimbări instituționale pe scena combaterii evaziunii și a fraudei fiscale din România, acest fapt manifestându-se prin înființarea Agenției Naționale de Administrare Fiscală și preluarea de către Autoritatea Națională de Control²³ a celor mai importante activități din sfera controlului economic, fiscal și vamal.

Ordonanța Guvernului nr. 86/2003²⁴ privind unele reglementări în domeniul financiar, aduce pe scena economiei românești un nou actor care va funcționa și la data publicării acestui studiu – Agenția Națională de Administrare Fiscală²⁵, în calitate de organ de specialitate al administrației publice centrale, instituție publică cu personalitate juridică, cu buget propriu, fiind subordonată Ministerului Finanțelor Publice, desfășurându-și activitatea în domeniul impozitelor, taxelor, contribuțiilor și a altor venituri bugetare, prin intermediul procedurilor de gestiune, colectare, control fiscal, soluționare a contestațiilor²⁶, fiind înființată începând cu data de 1 octombrie 2003 și operațională de la 1 ianuarie 2004.

În condițiile înființării ANAF, atât Garda Financiară cât și Direcția Generală a Vămilei vor trece din subordinea Ministerului Finanțelor Publice în autoritatea ANAF.

Din punct de vedere organizațional, Direcția Generală a Vămilei devine începând cu 13 octombrie 2003 Autoritatea Națională a Vămilei²⁷ și va fi condusă de un subsecretar de stat ce îndeplinește funcția de vicepreședinte al ANAF²⁸, numit prin decizia Primului-Ministru.²⁹

Pentru prima dată de la înființarea ANV, personalul structurilor vamale are calitatea de funcționar public cu statut special, stabilindu-se în acest sens funcțiile specifice de execuție din structura birourilor vamale de frontieră și de execuție: inspector vamal, agent vamal și controlor vamal.³⁰ Cu această ocazie, apare obligativitatea testării psihologice a personalului vamal, o dată la 2 ani. Din punct de vedere al sporurilor, pe lângă sportul de frontieră de 20% din salariul de bază, lucrătorilor vamali li se mai acorda un spor de stabilitate, ce variază între 3 și 10%

²³ În continuare ANC, înființată în baza OUG Nr. 64 din 28 iunie 2003 pentru stabilirea unor măsuri privind înființarea, organizarea, reorganizarea sau funcționarea unor structuri din cadrul aparatului de lucru al Guvernului, a ministerelor, a altor organe de specialitate ale administrației publice centrale și a unor instituții publice, publicată în Monitorul Oficial nr. 464 din 29 iunie 2003, art. 16.

²⁴ Publicată în Monitorul Oficial nr. 624 din 31 August 2003.

²⁵ În continuare - ANAF.

²⁶ Art. 19, alin 1. al Ordonanței 86 din 28 august 2003 privind unele reglementări în domeniul financiar.

²⁷ În continuare - ANV.

²⁸ Ordonanța de urgență nr. 10 din 18 martie 2004 privind Statutul personalului vamal, art. 4.

²⁹ Hotărârea Guvernului nr. 165 din 3 martie 2005 privind organizarea și funcționarea Autorității Naționale a Vămilei, publicată în Monitorul Oficial nr. 215 din 14 martie 2005, art. 5.

³⁰ Idem, art.7 alin. (1).

precum și spor de muncă în condiții deosebite, în valoare de 15% din salariul de bază.

Potrivit legii³¹, stimulentele constituite la nivelul ANV sunt:

- “a) prin aplicarea unui coeficient de 35% la sumele încasate pentru bugetul de stat, ca urmare a controlului vamal, reprezentând dobânzi, penalități de întârziere și amenzi;
- b) prin aplicarea unui coeficient de 15% la sumele confiscate;
- c) prin aplicarea unui coeficient de 8% la sumele provenite din valorificarea bunurilor rezultate din confiscări, după deducerea cheltuielilor efectuate cu valorificarea;
- d) prin aplicarea unui coeficient de 5% din sumele încasate prin executare silită, cu excepția dobânzilor, penalităților și a amenzilor prevăzute la lit. a).”

Prin dispozițiile legale în vigoare, personalul ANV are obligația de a cunoaște dispozițiile legale în vigoare cu privire la regimul informațiilor clasificate și al informațiilor confidențiale.³²

Anul 2005 debutează cu noi schimbări de ordin organizațional care afectează instituția ANV din România. După mai bine de doi ani de funcționare sub tutela ANC, în ianuarie 2005 Garda Financiară și Autoritatea Națională a Vămilelor trec din subordinea ANC în cea a Ministerului Finanțelor Publice³³, denumit apoi Ministerul Economiei și Finanțelor, respectiv a ANAF.³⁴

Cu un an înainte de acceptarea țării noastre în structurile Uniunii Europene, ANV este supusă unui proces de reorganizare prin intermediul căreia, din punct de vedere al aplicării politicii vamale, se pregătește terenul în vederea integrării în structurile europene, cu respectarea aquis-ului comunitar. ANV-ul primește cu ocazia acestei reorganizări noi atribuții în sfera pregătirii instituționale de aplicare a noii politici în abordarea procedurilor vamale și a liberei circulații a persoanelor și mărfurilor.³⁵ Printre noile atribuții ale ANV, în contextul reorganizării și al integrării statului român în Uniunea Europeană, amintim:

- urmărește aplicarea corectă a regulilor de interpretare a Nomenclaturii sistemului armonizat și de evaluare în vamă a mărfurilor, precum și a

³¹ Idem, art. 15.

³² Idem, art. 25.

³³ Art. 1 al Ordonanței nr.8 din 20 Ianuarie 2005 privind stabilirea unor măsuri de preluare a Gărzii Financiare și a Autorității Naționale a Vămilelor în subordinea Ministerului Finanțelor Publice, precum și a unor măsuri de reorganizare a Agenției Naționale de Administrare Fiscală, publicată în Monitorul Oficial nr. 101 din 31 Ianuarie 2005.

³⁴ Art. 1 al Hotărârii nr. 533 din 30 Mai 2007 privind organizarea și funcționarea Gărzii Financiare, publicată în Monitorul Oficial, Partea I nr.407 din 18 Iunie 2007.

³⁵ Hotărârea Guvernului nr. 1552 din 1 noiembrie 2006 privind reorganizarea și funcționarea Autorității Naționale a Vămilelor, publicată în Monitorul Oficial nr. 907 din 8 noiembrie 2006, art. 4.

prevederilor actelor normative referitoare la taxele vamale, taxa pe valoarea adăugată, accize și alte drepturi vamale;

- elaborează și adoptă norme tehnice de aplicare a prevederilor Regulamentului vamal;

- elaborează propuneri privind sistematizarea legislației vamale;

- acționează pentru îndeplinirea programelor privind integrarea vamală europeană;

- adoptă măsurile necesare pentru asigurarea aplicării prevederilor Convenției privind utilizarea tehnologiei informațiilor de către serviciile vamale, încheiată la 26 iulie 1995, în temeiul art. K.3 din Tratatul privind Uniunea Europeană - JO C 316, 27 noiembrie 1995, p. 34 - și ale Convenției cu privire la asistența reciprocă și cooperarea între administrațiile vamale, încheiată la 18 decembrie 1997, în temeiul art. K.3 din Tratatul privind Uniunea Europeană - JO C 24, 23 ianuarie 1998, p. 2;

- administrează și gestionează, începând cu data de 1 ianuarie 2007, în cooperare cu autoritățile vamale ale statelor membre ale Uniunii Europene, aspectele vamale ce decurg din aplicarea aranjamentului administrativ privind sistemul cotelor tarifare comunitare;

- raportează Comisiei Europene, după data de 1 ianuarie 2007, cazurile de fraudă și neregularități privind drepturile vamale mai mari de 10.000 euro;

- încasează și contabilizează, după data de 1 ianuarie 2007, resursele proprii tradiționale (taxe vamale, contribuții agricole, taxe antidumping) ale bugetului comunitar.³⁶

Anul integrării României în structurile Uniunii Europene ca stat membru cu drepturi depline aduce o serie de noi schimbări în organizarea sistemului vamal de la noi din țară. Astfel, în 2007 ANV pune tot mai mult accent pe operațiunile cu produse accizabile, DRV-urile devin Direcții Regionale pentru Accize și Operațiuni Vamale (DRAOV), birourile vamale din municipiile reședință de județ se transformă în Direcții Județene pentru Accize și Operațiuni Vamale (DJAOV). Pe de altă parte, Ministerul Finanțelor sub tutela căruia a funcționat ANAF până la această dată se reorganizează și devine Ministerul Economiei și Finanțelor.³⁷ În 2009 ANAF și ANV revin la Ministerul Finanțelor Publice, ca urmare a unei noi reorganizări a sistemului.³⁸

³⁶ Idem, art. 4.

³⁷ Hotărârea Guvernului nr. 532 din 30 mai 2007 privind organizarea și funcționarea Autorității Naționale a Vămile, art. 4 și 8.

³⁸ Hotărârea Guvernului nr. 109 din 18 februarie 2009 privind organizarea și funcționarea Agenției Naționale de Administrare Fiscală, art. 1 și 2; Hotărârea Guvernului nr. 110 din 18 februarie 2009 privind organizarea și funcționarea Autorității Naționale a Vămile, art. 1.

Noi schimbări pe scena combaterii fraudelor și a evaziunii apar la jumătatea anului 2013, atunci când ANAF se reorganizează³⁹ ca urmare a fuziunii prin absorbție și preluarea activității ANV și prin preluarea activității Gărzii Financiare, instituție publică care se desființează. În cadrul ANAF se înființează Direcția Generală Antifraudă Fiscală, structură fără personalitate juridică, având atribuții în prevenirea și combaterea faptelor și actelor de evaziune fiscală și fraudă fiscală și vamală.⁴⁰ Tot în cadrul acestei reorganizări a ANAF se înființează Direcțiile Generale Regionale ale Finanțelor Publice (DGRFP), ce preiau prin fuziune DRAOV, DJAOV și structurile subordonate acestora⁴¹, preluându-se de la structurile fostei ANV întregul patrimoniu, arhiva, prevederile bugetare, execuția bugetară și orice alte bunuri ale structurilor în cauză⁴², cu obligația încheierii protocoalelor de predare-primire în termen de 45 de zile de la data intrării în vigoare a actului normativ.

Potrivit celei mai recente reorganizări ale ANAF sistemul vamal are la centru DGV condusă de un director general și este coordonată de un vicepreședinte al ANAF cu rang de subsecretar de stat⁴³ iar în teritoriu, în subordinea DGRFP-urilor, DRV-uri conduse de directori executivi, având în subordine birouri vamale de interior, de aeroport și de frontieră.⁴⁴

4. Arhivele vamale

4.1 Tipologia și specificul documentelor vamale în contextul Fondului Arhivistic Național

Instituțiile cu specific vamal, de-a lungul activității acestora pe teritoriul țării noastre, au creat și gestionat o serie de tipologii documentare de o mare diversitate, conducând astfel la acumularea unui uriaș patrimoniu arhivistic ce se integrează și contribuie la completarea Fondului Arhivistic Național al României.

Potrivit datelor publicate pe site-ul oficial al instituției centrale (www.customs.ro), se poate analiza diversitatea documentelor create și gestionate în decursul activității instituțiilor componente ale sistemului vamal⁴⁵, după cum urmează:

³⁹ Ordonanță de urgență nr. 74 din 26 iunie 2013 privind unele măsuri pentru îmbunătățirea activității Agenției Naționale de Administrare Fiscală, precum și pentru modificarea și completarea unor acte normative, art. 1.

⁴⁰ Idem, art. 3.

⁴¹ Idem, art. 10 alin (5).

⁴² Idem, art. 11.

⁴³ H.G. nr. 520/2013, art. 21.

⁴⁴ Hotărârea Guvernului nr. 520 din 24 iulie 2013 privind organizarea și funcționarea Agenției Naționale de Administrare Fiscală, art. 13 alin. (8).

⁴⁵ <https://www.customs.ro/info-publice/lista-cuprinzand-categoriile-de-documente-produse-sisau-gestionate-de-directia-general-a-vamilor>

- rapoarte de inspecție fiscală, decizii de impunere privind obligațiile fiscale suplimentare de plată stabilite de inspecția fiscală, decizii privind nemodificarea bazei de impunere, decizii de admitere în totalitate sau în parte, sau de respingere a cererii de restituire;
- anunțuri, acte administrative fiscale;
- cereri de anulare a documentelor administrative în format electronic;
- buletine informative privind domeniul de activitate antidrog și protecția drepturilor de proprietate intelectuală;
- buletine informative lunare ale Autorității Naționale a Vămile;
- cereri de intervenție a autorității vamale;
- cereri de încadrare în grupe de produse accizabile;
- cereri de sigilare/desigilare;
- adeverință de reținere a bunurilor;
- note de constatare/ unilaterale/ de prezentare;
- avize de control;
- notificări control, rapoarte de audit, certificate AEO, liste de verificări-planificări control/efectuare control, procese verbale de control ex-post, rapoarte de control ex-post;
- referate motivate privind contestarea unei decizii de regularizare a situației;
- ordine ale vicepreședintelui A.N.A.F.;
- proiecte de acte normative, expunere de motive, note de fundamentare, referate de aprobare, protocoale, rapoarte, scrisori sau adrese, procese-verbale, note interne, procese-verbale de constatare și sancționare a contravențiilor, decizii de regularizare a situației, avize emise de A.N.V.;
- norme tehnice, metodologii de lucru și instrucțiuni privind aplicarea reglementărilor vamale și a celor privind politica agricolă comună;
- răspunsuri la cererile de informații privind aplicarea reglementărilor vamale și fiscale din domeniul său de competență;
- declarații sumare de depozit temporar;
- documentul administrativ unic (DAU);
- autorizații pentru ajustarea valorii în vamă;
- declarația pentru valoarea în vamă;
- certificatul de amânare de la plata în vamă a taxei pe valoarea adăugată;
- declarații sumare de intrare;
- declarații sumare de ieșire;
- cerere de atribuire a numărului EORI;
- fișe de informații : INF1, INF 2, INF 3, INF 4, INF 5, INF 6, INF 7, INF 8, INF 9;
- certificatul pentru produse de pescuit – art. 188 din CVC și art. 856a din RVC;
- aprobare de scutire de la garantarea drepturilor de import;
- autorizații pentru utilizarea regimurilor vamale economice și pentru punerea în liberă circulație cu destinație finală;
- autorizații pentru utilizarea procedurilor simplificate de vămuire;

- autorizații de comisionar în vamă care desfășoară activități de curierat rapid;
- autorizații de comisionar în vamă;
- exemplarul de control T5;
- informații tarifare obligatorii (ITO);
- informații de origine obligatorii;
- autorizații de exportator autorizat;
- certificate de origine (EUR1, EUR-MED, TipA), A.TR, T2M, atestat privind statutul mărfurilor în zona liberă și antrepozitul liber;
- certificate de garanție globală/dispensă de garanție;
- autorizații pentru emiterea titlurilor de garanție izolată;
- autorizații pentru utilizarea garanției globale/dispenselor de garanție în tranzitul comunitar/comun;
- autorizații pentru utilizarea procedurii simplificate în cadrul regimului de tranzit comunitar/comun pentru mărfurile transportate pe calea ferată;
- autorizații pentru utilizarea procedurii simplificate în cadrul regimului de tranzit comunitar/comun pentru mărfurile transportate pe calea aerului;
- autorizații pentru utilizarea sigiliilor cu un model special în cadrul regimului de tranzit comunitar/comun;
- autorizații pentru acordarea statutului de expeditor agreeat în cadrul regimului de tranzit comunitar/comun;
- autorizații pentru acordarea statutului de destinatar agreeat în cadrul regimului de tranzit comunitar/comun;
- autorizații pentru acordarea statutului de destinatar agreeat în cadrul regimului TIR;
- autorizații pentru utilizarea carnetelor TIR;
- documentul care atestă statutul comunitar al mărfurilor - T2L;
- certificatele de identitate privind exportul de anumite tipuri de carne de vită și mânzat în S.U.A și Canada;
- autorizație de utilizator final;
- autorizație de antrepozit fiscal;
- autorizație de destinatar înregistrat;
- autorizație de importator/expeditor înregistrat;
- atestat pentru distribuție și comercializare en-gros de produse supuse accizelor (băuturi alcoolice și/sau produse din tutun);
- autorizație de operator economic comerciant de tutun brut și/sau tutun parțial prelucrat;
- autorizație de operator economic cu produse supuse accizelor nearmonizate;
- prelucrarea și evidența informatică, inclusiv pe suport de hârtie, a posturilor și funcțiilor publice din Autoritatea Națională a Vămilei – aparat central și din unitățile subordonate;
- proiectul bugetului de cheltuieli;
- situații financiare (trimestriale, anuale);

- calcularea și promovarea bugetului cheltuielilor cu personalul (lunar, trimestrial, anual);
- situații statistice privind monitorizarea cheltuielilor de personal (A.N.V. și unității din subordine);
- rapoarte de audit precum și note de constatare;
- planuri anuale de audit public intern;
- rapoarte periodice de activitate precum și planuri strategice de activitate referitoare la auditul public intern;
- informări cu privire la activitatea de audit public intern precum și sesizări ale persoanelor fizice și juridice.

Toate aceste categorii de documente însumează milioane de unități arhivistice dispuse în fonduri închise și/sau deschise, în funcție de existența entității creatoare și se păstrează acolo unde spațiul și condițiile de prezervabilitate au permis acest lucru.⁴⁶ La nivel național există zeci de instituții ale sistemului vamal care în urma activității pe care o desfășoară, creează “la foc continuu” cantități enorme de documente. Spre exemplu, numai în cadrul DGRFP Cluj-Napoca își desfășoară activitatea 13 structuri vamale creatoare și deținătoare de documente:

- Direcția Regională Vamală Cluj, cu sediul inițial la Cluj-Napoca și apoi la Oradea;

- 6 Birouri Vamale de Interior: Cluj, Bihor, Bistrița-Năsăud, Maramureș, Satu Mare și Sălaj;

- 4 Birouri Vamale de Aeroport: Cluj, Oradea, Baia Mare și Satu Mare;

- 2 Birouri Vamale de Frontieră: Sighet și Halmeu.

Niciuna dintre structurile menționate mai sus, în ciuda faptului că gestionează cantități impresionate de documente, nu are constituit în organigrama proprie un compartiment specializat de arhivă, cu angajați de specialitate, certificări sau studii în domeniul arhivelor, al gestionării informațiilor și/sau al managementului documentelor, chiar dacă legislația arhivistică în vigoare prevede acest lucru. În realitate, se preferă o soluție de compromis, de a se dispune personalului vamal, prin ordin de serviciu, sarcini privind gestionarea și arhivarea documentelor, în cele mai multe cazuri, angajații vămii nefiind instruiți în acest sens.

Tinând cont că la nivel național funcționează în acest moment un număr de 8 DGRFP-uri, în subordinea cărora instituțiile vamale își desfășoară activitatea, se pot aprecia cantitățile enorme de unități arhivistice create și gestionate de către aceste entități, ca urmare a activităților pe care le întreprind.

Din punct de vedere statistic, potrivit informațiilor publicate pe site-ul oficial⁴⁷, în acest moment funcționează, în calitate de creatori și deținători de fonduri arhivistice componente ale Fondului Arhivistic Național al României, un număr de 96 de instituții ale sistemului vamal din subordinea ANAF, incluzând aici și DGV.

⁴⁶ Legea Arhivelor Naționale nr. 16/1996, art.31 alin (1), republicată în Monitorul Oficial nr. 293 din 22.04.2014.

⁴⁷ <http://www.customs.ro/info-ue/birouri-vamale>

Numărul acestora diferă în funcție de așezarea geografică, mărimea regiunilor și județelor componente, dispunerea față de granițele țării, prezența aeroporturilor internaționale etc., înregistrându-se diferențe semnificative între Regionala București (DGRFP București) cu 5 instituții vamale și Regionala Iași (DGRFP Iași), în a cărei subordine funcționează un număr 17 Birouri Vamale.

Datorită volumului impresionant de documente create de către numărul mare de instituții vamale din România, în lipsa structurilor de specialitate din organigrama acestora care să se ocupe permanent de gestionarea, prelucrarea, arhivarea și prezervarea materialului arhivistic creat, atât la nivel central cât și teritorial, ne putem imagina dificultățile cu care personalul acestor instituții se confruntă în vederea luptei cu “munții de documente” create în decursul activității curente și acumulate de-a lungul timpului.

Se cuvine a nu fi lăsate uitării nici documentele produse de-a lungul timpului de către entități vamale desființate, așa cum putem aminti: Vama Petea⁴⁸ sau Vama Careii Mari⁴⁹, actualmente constituite în fonduri arhivistice închise și care, în acest moment, sunt doar “un balast” pentru cei care le-au preluat, în lipsa alocărilor bugetare necesare finanțării externalizării serviciilor de gestionare și prelucrare arhivistică a documentelor în cauză, pe fondul lipsei de personal propriu angajat în vederea prelucrării acestor documente.

Din punct de vedere al importanței și tipologiei documentelor prezervate, la nivel național cele mai numeroase dintre documentele vămilor sunt declarațiile vamale de diverse feluri. Înainte de intrarea țării noastre în Uniunea Europeană, legislația vamală prevedea întocmirea a miliarde de declarații de import, export, operații temporare sau tranzit, motiv pentru care, la nivelul structurilor teritoriale ale ANV și DGV respectiv, birourile vamale, aceste tipuri de documente au ajuns să reprezinte cea mai consistentă parte a înscrisurilor păstrate în depozitul de arhivă, dar și a lucrărilor de selecționare înaintate spre avizare Arhivelor Naționale.

În ciuda faptului că instituțiile sistemului vamal din România produc o cantitate uriașă de documente iar majoritatea acestora au termen de păstrare asimilat documentelor financiar-contabile conform prevederilor legislației din domeniu, respectiv 10 ani, de-a lungul timpului nu au fost înființate compartimente de arhivă, nici la nivel central, nici la nivelul birourilor vamale, așa cum Legea Arhivelor Naționale prevede.

Chiar dacă există instituții asemenea ANR, care-și desfășoară activitatea în vederea apărării patrimoniului arhivistic reprezentat de FAN, datorită fluxului continuu de documente create în decursul activității instituțiilor cu specific vamal, a lipsei de personal și a spațiilor cu destinație pentru prezervarea înscrisurilor, pot apărea cazuri și suntem convinși că în realitatea cotidiană aceste evenimente există, în care documentele considerate vechi, îngălbenite de vreme și condiții improprii de

⁴⁸ Documentele create în decursul activității acestei entități vamale au fost preluate spre păstrare de către Biroul Vamal de Interior Satu Mare, în subordinea DGRFP Cluj-Napoca.

⁴⁹ Arhivele acestei instituții au fost preluate de către unități subordonate ale actualei DGRFP Timișoara.

păstrare, sunt văzute ca fiind fără importanță practică pentru instituție, dar cu valoare inestimabilă pentru istorie și documentare; acestea ajung să fie eliminate din depozite, pentru a face loc altora nou-create, fără să fie evaluate și examinate de către cineva care se pricepe în domeniu.

4.2 Oportunități de cercetare și valorificare a patrimoniului arhivistic vamal

Raportându-ne la tipologia documentelor abordate în cuprinsul acestui studiu, unitățile arhivistice evaluate ca având importanță istorico-documentară și de cercetare sunt în special cele care se referă la actele normative și precizări ale acestora emise de ANV și DGV, circulare, ordine, raportări anuale, date statistice și situații statistice anuale, regulamente de organizare și funcționare ale structurilor vamale, state de funcții și personal, decizii de înființare/desființare a unităților vamale, rapoarte de activitate anuale etc.

Pentru viitorul cercetător interesat să afle cum a funcționat sistemul vamal și fiscal în anumite perioade din trecut, documentele amintite mai sus constituie bogate surse de informare și documentare menite să ofere și să întregască imaginea de ansamblu asupra mecanismelor de funcționare ale sistemului vamal, ale felului în care erau puse în practică regulamentele și legislația vamală a perioadei etc.

The Archives of Romanian Customs System – part of the National Archival Fond (abstract)

This paper aims to present the types of customs archival holdings created during Customs Authorities activity in Romania, especially after the fall of Communism, considering the track of all organizational changes since 1990 to nowadays. On the other hand, the article tries to present the opportunities of customs records and archives in order to be used by researchers, archivists and all those interested.

Ceterum censeo...

Relațiile arhivistice ruso-române în perioada 1990-2014

Octavian Dascăl

Keywords: *National Archives, ROSARHIV, ROSSIKA, Microfilmed Documents, Joint Romanian-Russian Committee, Archival Claims and Retrocessions, The Romanian Treasure*

Având drept temei instrumentarul bibliografic și metodologic constituit în special din documentația oficială înregistrată la Arhivele Naționale, acest studiu propune radiografierea relațiilor din ultimii aproape douăzeci și cinci de ani dintre Arhivele Naționale ale României și Agenția Federală de Arhivă a Federației Ruse (ROSARHIV). Ne raliem de la bun început convingerii că o abordare de substanță nu poate trece cu vederea tabloul sincronic vast al relațiilor politice dintre cele două state. Prin prisma intereselor mutuale arhivistice și științifice, reflectate în negocierile bilaterale și în prevederile tratatelor de colaborare, trebuie reliefate formele și principalele momente din derularea cooperării. rezultatele atinse – contextualizate în peisajul relațiilor politice sovieto-române, apoi ruso-române, și marcate de fluctuațiile în atitudinile și mentalitățile factorilor decizionali ai Arhivelor. Un obiect de analiză este conturat, totodată, de structura organizatorică actuală a ROSARHIV și de principalele direcții și tendințe din relațiile sale internaționale, în ideea identificării perspectivelor de relansare a raporturilor reciproc avantajoase dintre cele două instituții, bazate pe deschidere, dialog și comunicare permanentă, într-un climat de încredere ambivalentă.

Introducere

Avantajul major al dezvoltării bunelor relații cu Agenția Federală de Arhivă se deduce din faptul că în nicio altă țară vecină nu se găsește un număr mai mare de documente și valori materiale și culturale românești ca în arhivele, bibliotecile și muzeele din Federația Rusă. Documente ce aparțin Fondului Arhivistic Național au ajuns în Rusia în anii ocupației Principatelor Române (1806-1812), apoi cu prilejul depunerii tezaurului României în Rusia (1916-1917) și, în sfârșit, prin luarea în posesie de către Armata Roșie a unor arhive la sfârșitul celui de-al doilea război mondial. O parte însemnată a valorilor documentare s-a întors în țară odată cu stabilirea relațiilor diplomatice româno-sovietice în 1934, apoi câteva fonduri de documente („Cabinetul Militar al lui I. Antonescu”, „Marele Stat Major al Armatei” au fost restituite României în anii 1958 și 1962. În conjunctura relaxării intervenite prin retragerea trupelor sovietice din România (1958), câțiva cercetători români agreați de regimul „democrației populare” – Victor Rață, Petre Grosu, Ion

Ardeleanu, I.I. Marinescu, Ion Lupescu ș.a.¹ – au studiat în arhivele și muzeele din URSS.² De asemenea, în anii '70, la invitația Direcției Principale de Arhivă de pe lângă Sovietul de Miniștri al URSS, la Moscova au mers și câțiva delegați ai Direcției Generale a Arhivelor Statului, cu scopul „de a depista documente referitoare la istoria României”. La Arhiva Centrală de Stat Istoric-Militară, Arhiva Centrală de Stat a Revoluției din Octombrie și la Arhiva Centrală de Stat a Actelor Vechi li s-au pus la dispoziție documente din perioada 1809-1819 cu privire la ocupația militară rusă asupra Moldovei și Valahiei în contextul războiului ruso-turc din 1806-1812 și al războiului ruso-turc din 1877-1878, la preparativele diplomatice pentru independența României, la mișcarea revoluționară și revoluționarii români de la începutul secolului al XX-lea ș.a.³ Până în 1989 au fost aduse în țară copiile microfilmate a 33.500 de documente din fragmentele de fonduri și colecții românești reținute de URSS, reflectând cu precădere istoria Partidului Comunist Român din vremea ilegalității și păstrate în arhiva Internațională a III-a Comuniste (KOMINTERN) din custodia Institutului Marxism-Leninismului de pe lângă CC al PCUS: Arhiva Centrală de Partid.⁴ În intervalul 1991-2005 institutul a trecut prin două reorganizări și comasări. Documentele ce privesc mișcarea comunistă românească au ajuns la Centrul Rus de Păstrare și Studiere a Documentelor Istoriei Recente (Российский центр хранения и изучения документов новейшей истории: РЦХИДНИ), transformat, la rândul lui, în 1999, în Arhiva Rusă de Stat a Istoriei Social-Politice (Российский государственный архив социально-политической истории: РГАСПИ). Bogata bibliotecă a Institutului Marxism-Leninismului de pe lângă CC al PCUS este actualmente o filială a Bibliotecii Istoric-Publice de Stat a Rusiei și păstrează material arhivistic și bibliografic românesc încă neexplorat.

Posibilitățile ivite prin prăbușirea comunismului în România au facilitat în forurile științifice și academice abordarea deschisă a temei tabu a restituirii documentelor românești. Subiectul se înscrie în contextul european al dezbatelor din jurul problematicei retrocedării de către Federația Rusă a următoarelor categorii de documente: arhivele confiscate de Uniunea Sovietică în anii celui de-al doilea război mondial din fostele țări inamice (Germania, Polonia, Cehoslovacia, Ungaria, Finlanda, România, Bulgaria); arhivele unor instituții politice și diplomatice din alte state (Franța, Elveția), aflate în Rusia în momentul instaurării puterii sovietice;

¹ Vezi Arhivele Naționale. *Nota* lui Ion Ardeleanu din 12 noiembrie 1992.

² Muzeul Central „V.I. Lenin” din Moscova (începând din 1993: Muzeul „V.I. Lenin” din Moscova). Muzeul Central al Revoluției din Octombrie (astăzi: Muzeul de Stat Central de Istorie Contemporană al Rusiei). Sala Armelor a Muzeului-Tezaur din Kremlin. Muzeul Ermitaj (în prezent: Instituția de Stat Federală de Cultură „Ermitaj” din Sankt-Petersburg). Biblioteca Publică de Stat „M.E. Saltykov-Șcedrin” (astăzi: Biblioteca Națională a Rusiei). Arhiva de Stat Centrală de Literatură și Artă (azi: Arhiva Rusă de Stat de Literatură și Artă, inclusă, alături de alte instituții de arhivă și muzee de renume, în Corpusul Public al Obiectelor deosebit de valoroase din Moștenirea culturală a Popoarelor Federației Ruse).

³ Gabriela Mărășoiu, Maria Soveja, *Cercetări în arhivele de peste hotare. URSS*, în „Revista Arhivelor”. XL (LV), nr. 4 (1978), p. 463.

⁴ Arhivele Naționale: Marcel D. Ciucă, *Raportul privind deplasarea delegației Direcției Generale a Arhivelor Statului la Moscova în perioada 21 februarie-14 martie 1993* (datat la 19.03.1993).

fonduri arhivistice și bunuri culturale confiscate de către ocupantul german din state ca Austria, Luxemburg, Olanda, Italia, Belgia, Ungaria, Ucraina și ajunse astfel în URSS.⁵ În primii ani ai democratizării și deschiderii atinse în timpul primului președinte al Federației Ruse, B.N. Elțin, statele menționate au negociat restituirea în anumite condiții a bunurilor confiscate, stipulând-o fie în tratate de cooperare, fie în acorduri directe încheiate între instituțiile de resort.⁶ Procesul este anevoios și complicat din cauza prevederilor restrictive ale legislației rusești privind restituirile sau desecretizarea documentelor ori din cauza conservatorismului Parlamentului rus, însă, sub o formă sau alta, el continuă și în zilele noastre. Oarecum în dezacord cu principiul *restitutio in integrum*, partea rusă și-a manifestat întreaga disponibilitate pentru înlesnirea condițiilor de acces la documentele revendicate și pentru microfilmarea documentelor de arhivă în folosul statelor interesate; în egală măsură, s-a arătat receptivă la promovarea proiectelor internaționale de creare a instrumentelor moderne (electronice) de informare științifică și de prelucrare arhivistică „în comun” a unor fonduri arhivistice, cum ar fi proiectul digitalizării arhivei KOMINTERN sau a documentelor create în cadrul organismelor de cooperare internațională care și-au încetat activitatea (Consiliul Ajutorului Economic Reciproc, Organizația Tratatului de la Varșovia).

I. ROSSIKA

Agenția Federală de Arhivă a Rusiei manifestă o preocupare deosebită pentru documentele privitoare la istoria Rusiei și a poporului rus, existente în arhivele, muzeele, bibliotecile, universitățile, colecțiile publice și private de peste hotare, precum și pentru actele ce provin de la populația de origine rusă stabilită definitiv în alte țări. Ultimele sunt documente ale unor comunități ruse din străinătate, arhive ale instituțiilor și organizațiilor țariste, ale Guvernului Provizoriu ori ale organizațiilor antisovietice din anii celui de-al doilea război mondial, ale personalităților care au luat calea exilului începând din 1917.

Emigrația este un fenomen comun tuturor țărilor și popoarelor, însă în istoria rusă a avut un rol deosebit. În nicio altă mare țară din lume emigrările celei mai active și civilizate categorii sociale nu a dobândit un caracter de masă. După revoluția din 1917 și războiul civil din 1918-1920, în afara hotarelor Rusiei s-au pomenit frunzașii vieții publice și culturale, cei mai buni scriitori, oameni de știință, arhitecți, muzicieni, militari etc. Reprezentanții tuturor valurilor emigrației au creat arhive publice și private. O cantitate impresionantă se află în SUA (enumerăm doar: Arhiva Națională a SUA, Institutul Hoover, Biblioteca Congresului, Arhiva Istoriei și Culturii Ruse Est-Europene de pe lângă Universitatea din Columbia, Biblioteca Universității Harvard, Muzeul Culturii Ruse din San Francisco, Muzeul și Arhiva Societății „Patria”); acte valoroase se găsesc în arhivele Germaniei, Poloniei, Cehiei, Bulgariei, Serbiei, Elveției, Franței, Marii Britanii, Chinei ș.a.

⁵ Vezi pe larg O. Dascăl, *Demersurile Arhivelor Naționale ale României pentru cercetarea și recuperarea unor fonduri de documente românești din arhivele Federației Ruse (1992-2004)*, în „Revista Arhivelor. Archives Review”, LXXXVI (2009), nr. 1, p. 28-53.

⁶ *Ibidem*.

În paralel cu formarea arhivelor emigrației ruse în străinătate, în arhivele din Uniunea Sovietică avea loc un proces sistematic de adunare și formare a acestui complex documentar, ale cărui baze au fost puse prin aducerea de la Praga, în anul 1945, a Arhivei Istorice Ruse din Străinătate (Российский заграничный исторический архив: РЗИА). Însușind aproximativ 50.000 de u.a., această arhivă prețioasă a fost făcută cadou Academiei de Științe a URSS de către guvernul comunist cehoslovac, cu ocazia aniversării a 220 de ani de la înființarea înaltului for științific. La Arhiva Centrală de Stat a Revoluției din Octombrie (Центральный государственный архив Октябрьской революции: ЦГАОР, 1961-1992), instituție ce a preluat toate arhivele-captură de război, s-a constituit fondul arhivistic omonim; desecretizat în 1987, acesta poate fi studiat astăzi la Arhiva de Stat a Federației Ruse (Государственный архив Российской Федерации: ГАРФ).⁷ Cele mai multe fonduri arhivistice ale emigrației, originalele sau copiile documentelor, sunt concentrate în prezent în instituțiile de arhivă din patru mari orașe: Moscova și Sankt-Petersburg (arhivele emigrației ruse europene), apoi Habarovsk și Vladivostok (arhivele documentării emigrației din America și China).⁸ Interesul rus pentru aducerea în țară a moștenirii documentare a emigrației ruse, ca parte integrantă a arhivei numite „*Rossika* arhivistică de peste hotare”, s-a menținut constant în perioada sovietică, a crescut după anul 1991 și s-a concretizat în cercetări sistematice în arhivele străine și în realizarea unei bănci de date pentru sistematizarea informațiilor.⁹

II. 1990-1992: entuziasmul primilor ani; acțiuni diplomatice și arhivistice românești în URSS

Blocajul din comunicarea româno-sovietică, instalat prin tentativa lui M.S. Gorbaciov de a reforma comunismul în a doua jumătate a anilor '80, a luat sfârșit în decembrie 1989. Bucureștii și-au propus să abordeze un nou tip de legături cu Uniunea Sovietică, în care să primeze raporturile normale și firești, și pe cât posibil să se evite reluarea subiectelor sensibile care ar fi putut afecta imaginea favorabilă a *Perestroikăi* în Occident. Schimbările radicale din societatea sovietică au avut puternice ecouri în lagărul socialist. Deja la 7 iunie 1990, în cadrul Consfătuirii de la

⁷ Vezi <http://www.statearchive.ru/>; Arhiva de Stat a Federației Ruse (Государственный архив Российской Федерации: ГАРФ) a fost creată în 1992 prin preluarea documentelor tuturor organelor superioare ale puterii și administrației de stat din URSS și RSFSR, deținute anterior de Arhiva Centrală de Stat a Revoluției din Octombrie: astăzi se numără printre cele mai mari instituții de arhivă din Federația Rusă, care păstrează aproximativ 6 milioane de dosare privind istoria Rusiei din perioada secolelor XI-XX, completată permanent prin preluări ale documentelor organelor superioare ale puterii și administrației de Stat din Federația Rusă.

⁸ Vezi http://www.vniidat.ru/index.php?option=com_content&view=article&id=1519:2012-02-17-09-26-20&catid=197:2010-06-10-10-43-16&Itemid=627.

⁹ Vezi pe larg: A.V. Popov, *Русское зарубежье и зарубежная архивная россика* (Străinătatea rusă și „rossika” arhivistică de peste hotare), în „Новый журнал” New York, nr. 230 (2003), pp. 217-245 (http://zarubezhje.narod.ru/texts/popov_rossica.htm); V.P. Kozlov, *Зарубежная архивная Россика: проблемы и направления работы* („Rossika” arhivistică de peste hotare: probleme și direcții de activitate), în „Новая и новейшая история”, nr. 3 (1994), p. 13-23.

Moscova a Comitetului Politic Consultativ al statelor-membre ale Tratatului de la Varșovia, țări ca Ungaria, Polonia și Cehoslovacia – care vor alcătui viitorul „grup de la Vișegrad” (12 februarie 1991) – s-au exprimat pentru transformarea radicală a organizației, mergând până la desființarea ei, aspect care practic a marcat începutul desprinderii din orbita Moscovei și al apropierii de Europa Occidentală și NATO.

Nu la fel au stat lucrurile în cazul românesc. În timp ce partenerii din lagărul socialist au inițiat negocieri cu guvernul sovietic pentru stabilirea termenilor lichidării structurilor militare ale Organizației Tratatului de la Varșovia și ai retragerii trupelor sovietice staționate în unele dintre țările lor, România era singurul aliat ce pleda pentru prezervarea într-o formă modificată a unor relații politice și militare speciale cu URSS.¹⁰ Strategia sovietică viza în acel moment transformarea Pactului de la Varșovia dintr-o organizație politico-militară într-una politică și înființarea unui nou organism economic în locul defunctului CAER, apoi constituirea unui sistem de securitate acoperit de „tratatate bilaterale de prietenie și cooperare” între URSS și vecini, urmărind scopul consolidării zonei tampon cu Europa Occidentală.

Întregul an 1990 a consemnat o dinamică ieșită din comun a contactelor bilaterale româno-sovietice. Punctul culminant al rundelor de negocieri¹¹ pentru semnarea *Tratatului de colaborare, bună vecinătate și prietenie dintre România și URSS* l-a constituit episodul discuțiilor confidențiale dintre consilierul pe probleme de politică externă al președintelui Ion Iliescu, Ioan Mircea Pașcu (7-9 februarie 1991), și Vadim V. Zagladin, consilier pe probleme internaționale al lui M.S. Gorbaciov.¹² Conținutul *Notei de convorbiri*¹³ redactate de M. Zagladin pentru M.S. Gorbaciov, contestat vehement și astăzi de către protagonistul român al întâlnirii, surprinde fără dubii natura relațiilor dintre cele două țări la acel moment.

Prioritatea diplomației românești, așa cum era dictată de Frontul Salvării Naționale la începutul anilor '90, inaugurată în realitate încă de către N. Ceaușescu la sfârșitul anilor '80, era menținerea Uniunii Sovietice și a influenței sale în lagărul socialist prin reconfigurarea sistemului de alianțe în jurul acesteia, politică ce și-a dovedit falimentul până la finele anului 1991, când colosul sovietic se prăbușea. Există explicații ale acestui straniu precedent în relațiile cu Uniunea Sovietică. În

¹⁰ Vezi pe larg Mioara Anton, *Documente Diplomatice Române, România și Tratatul de la Varșovia. Conferințele miniștrilor Afacerilor de Externe și ale adjuncților lor (1966-1991)*, Seria a III-a. București, Alpha Mdn. 2009, pp. 1216-1221.

¹¹ La 6 ianuarie 1990, E.A. Șevarnadze, ministrul Afacerilor Externe al URSS, a întreprins o vizită oficială în România, iar la 13 februarie 1990 la București s-a aflat P.I. Mostovoi, locțiitorul președintelui Sovietului de Miniștri al URSS. Aproape imediat după aceea au luat drumul Moscovei Sergiu Celac, ministrul de Externe (8 martie), Andrei Pleșu, ministrul Culturii (21 martie), Victor Stănculescu, ministrul Apărării (9-10 aprilie) și Al. Mărgăritescu, ministrul Comerțului Exterior (26-27 aprilie).

¹² <http://www.revista22.ro/documentul-nefabricat-10159.html>; <http://www.revista22.ro/sfarsitul-unei-tiranii-si-nceputul-unei-mistificari-istorice-revelatiile-unui-document-ignorat-9584.html>.

¹³ Documentul se păstrează în arhiva Fondului Internațional de Cercetări Social-Politice și Politologice (Fondul „Gorbaciov”), fondul 3 – „Materialele lui V.V. Zagladin (1985-1992), opusul 1, dosarul 7.307 (Международный фонд социально-экономических и политологических исследований – Гобачев-Фонд), ф. 3 – Материалы В.В. Загладина. 1985-1992 гг., оп. 1, д. 7307 – Справка о беседе 9.02.1991 г. с Ионом Мирча Пашку, Румыния, советник президента).

primul rând, în decembrie 1989 puterea politică a fost acaparată în România nu de către adversarii regimului comunist, ci de reprezentanții aceleiași elite comuniste, care, în absența unor imperative politico-ideologice pro-occidentale conturate, au optat pentru menținerea relațiilor accentuate cu Moscova și nu pentru o reorientare radicală în direcția Vestului. Apoi, spre deosebire de situația din comunitatea socialistă, schimbarea de putere din România s-a înfăptuit printr-o lovitură de stat care nu a fost urmată de înnoirea radicală a elitei politice. Evenimentele interne din 1989-1990 au consolidat imaginea negativă a țării în Occident: „procesul” lui N. Ceaușescu, mineriadele din ianuarie-februarie de la București, conflictele interetnice de la Târgu-Mureș din martie 1990, alegerile din mai 1990 pe fundalul relațiilor tensionate cu partidele de opoziție ș.a. În sfârșit, mizând în continuare pe rolul conducător al Uniunii Sovietice în raport cu lagărul socialist – în pofida faptului că aceasta se afla în realitate pe marginea prăpastiei –, sau pe sprijinul pe care aceasta putea ori dorea să-l acorde unei economii românești puternic afectate de criza economică, politicienii români au demonstrat lipsă de clarviziune politică și o certă inerție în gândire. În plus, Europa a perceput drept echivoce orientarea și culisele strategiei „echilibrului între Puterile regionale”, orientare și, respectiv, strategie urmate de către structura guvernamentală al cărei lider incontestabil era Ion Iliescu; tendința a ghidat, de altfel, în mod tradițional cursul politicii externe a României. Cu numai o zi înainte de întrevvedere Pașcu – Zagladin, România, ultima dintre statele-membre, a consimțit la lichidarea Pactului de la Varșovia.¹⁴ La 25 februarie 1991, în cadrul consfăturii de la Budapesta a Comitetului Politic Consultativ al Tratatului de la Varșovia, Ministrul de Externe Adrian Năstase semna pentru lichidarea structurilor militare ale alianței, în timp ce tocmai finalizase negocierile cu partea sovietică pentru semnarea controversatului *Tratat de colaborare, bună vecinătate și prietenie dintre România și URSS* (5 aprilie 1991), care la art. 4 stipula că „URSS și România nu vor adera la vreo alianță îndreptată una împotriva alteia...”¹⁵

Dinamica ieșită din comun a contactelor sovieto-române din 1990-1991 nu a ocolit nici Arhivele. În martie 1991, premierul Petre Roman și prim-ministrul Valentin Pavlov au semnat un „program de schimburi culturale” care a inclus și Arhivele Statului. Partea română și-a propus, cu sprijinul Ministerului Afacerilor Externe și al Ambasadei României la Moscova, să copieze o cantitate cât mai mare de documente despre istoria națională, existente în cele mai importante arhive rusești, precum și să recupereze documentele originale înstrăinate.¹⁶ Disponibilitatea sovietică s-a manifestat din plin în timpul discuțiilor din 27 decembrie 1991 dintre ambasadorul român la Moscova, Vasile Șandru, și vicepreședintele Comitetului pentru Problemele Arhivelor de pe lângă Sovietul de Miniștri al Republicii Sovietice Federative Socialiste Ruse (ROSKOMARHIV), istoricul Anatoli S. Prokopenko. Acesta a pus la dispoziție lista celor șaiszeci și șapte de localități din URSS unde au fost

¹⁴ Mioara Anton, *op. cit.*, p. 1221.

¹⁵ <http://arhiv.inpravo.ru/data/base3111/text3111v152i817.htm>.

¹⁶ Arhivele Naționale. *Nota* nr.15/4347/10.06.1992 a Ministerului Afacerilor Externe – Direcția Culturală către Direcția Generală a Arhivelor Statului; *nota* nr. 6760/31.08.1992 a Direcției Generale a Arhivelor Statului către Ministerul Afacerilor Externe – Direcția Culturală.

înmormântați prizonierii de război români și tabelul persoanelor civile arestate și deportate din România. Oficialul sovietic a mai precizat că în arhivele rusești¹⁷ se află dosarele personale ale tuturor prizonierilor de război și ale civililor români arestați, care conțin informații complete despre numele și datele personale ale tuturor celor decedați, în special ale ofițerilor (inclusiv cauzele decesului), precum și elemente referitoare la condițiile de viață, alimentația și sănătatea deținuților, ori la activitatea desfășurată în rândul lor de către reprezentanții PCR.¹⁸ Prokopenko a dat asigurări ambasadorului Șandru că întreaga documentație poate fi studiată de istoricii români – contrar restricțiilor impuse prin statutul său de „arhivă secretă” de către Arhiva Centrală de Stat (Specială) –, pentru aceasta fiind nevoie doar de o cerere adresată de guvernul român lui B.N. Elțin, „așa cum au procedat, în situații similare, guvernele Germaniei, Italiei, Ungariei.”¹⁹ Din păcate, cercetătorii nu au profitat atunci în bună măsură de oferta sovietică, iar la scurt timp după aceea documentele-trofeu de război au fost restituite Germaniei. Aria preocupărilor lor a îmbrățișat cu preponderență, vreme de aproape două decenii, alte teme istorice, minimalizând importanța studierii aprofundate a arhivelor militare sovietice. Astfel, cea dintâi lucrare științifică competentă despre destinul tragic al prizonierilor români în URSS a văzut lumina tiparului abia în anul 2013, fiind elaborată de un colectiv de autori coordonat de fostul consilier II al Ambasadei României la Moscova, istoricul basarabean Vitalie Văratec, în temeiul prevederilor acordului din 2010 privind colaborarea științifică dintre Institutul Diplomatic Român și Arhiva Rusă de Stat Militară.²⁰

Timp de un deceniu, suportul juridic al relațiilor dintre instituțiile de arhivă ale României și Rusiei a fost *Acordul de colaborare între Direcția Generală a Arhivelor Statului din Ministerul de Interne al României și Comitetul pentru Problemele Arhivelor de pe lângă Guvernul Federației Ruse* (din 23 aprilie 1992), un act juridic contractual cu valoare de „înțelegere”, guvernat de normele dreptului internațional în vigoare și întrunind elemente esențiale ca: subiectele sau părțile participante (ROSKOMARHIV și Ministerul român de Interne prin Arhivele Statului), voința liber exprimată a părților, „reflectată în năzuința comună de dezvoltare a colaborării reciproc avantajoase”, obiectul precis delimitat (arhivele) și realizabil (în special în sfera activității de cercetare științifică și a publicării unor culegeri de documente de interes comun), cu termen de valabilitate (3 ani) și posibilitatea

¹⁷ Arhiva Centrală de Stat (Specială) a URSS (Центральный государственный (Особый) архив СССР) a fost înființată în 1946 pentru păstrarea fondurilor și colecțiilor confiscate de la Germania și din țările Europei de Est. Ulterior, arhiva a fost completată cu documente ale organelor care aveau în competență prizonierii de război și persoanele internate în lagăre, organe subordonate Direcției de Stat pentru Afacerile Prizonierilor și Internaților (ГУПВИ МВД СССР). Până în februarie 1990, Arhiva Centrală de Stat (Specială) era o instituție secretă: abia în iulie 1992 a fost transformată în Centrul de Păstrare a Colecțiilor Istorico-Documentare și deschisă cercetătorilor.

¹⁸ Arhivele Naționale, *Telegrama* nr. 044973/28.12.1991 a Ambasadei României la Moscova către Ministerul Afacerilor Externe.

¹⁹ *Ibidem*.

²⁰ Vitalie Văratec (coord.), *Prizonierii de război români în Uniunea Sovietică. Documente (1941-1956)*, București, Monitorul Oficial, 2013.

prelungirii lui.²¹ Acordul a fost negociat la Moscova de către împuternicitul Arhivelor Statului, ambasadorul Vasile Șandru, și semnat în timpul vizitei directorului general Ioan Scurtu în capitala rusă (17-24 aprilie 1992).²² Exemplarul în limba română al acordului, dactilografiat de către secretarul I, consilier diplomatic al Ambasadei României la Moscova, Vasile Buga, participant la discuții în calitate de translator al delegației române, conține în titlu o eroare de traducere: „Federației Rusiei”, în loc de „Federației Ruse”.

În relațiile sale ulterioare, I. Scurtu a zugrăvit în culori romantice vizita sa la Moscova și împrejurările semnării acordului²³, accentuând importanța articolului 6, în care se consemna angajamentul reciproc de restituire a documentelor aparținând celeilalte părți: „Părțile sunt de acord că documentele asupra cărora se va stabili dreptul de proprietate al celeilalte părți să fie restituite proprietarului de drept. Restituirea acestor documente se va face pe baza unor înțelegeri corespunzătoare”.²⁴ Atât I. Scurtu, cât și mass-media românești au supraevaluat acest articol, după cum se constată chiar din interviul acordat corespondentului TVR la Moscova, Liviu Iurea, în ziua semnării: actul părea să bifeze un „moment istoric care deschide calea înlăturării unor nedreptăți ale trecutului”, sau trecea drept un document oficial care consemnează „disponibilitatea rușilor de a ne înapoia documentele care fac parte din Fondul Arhivistic Național al României”. Peste ani, I. Scurtu mărturisea că a folosit deliberat propoziția: „s-a deschis calea spre retrocedarea acelei părți a tezaurului românesc transportat la Moscova în 1916-1917, care este reprezentată de arhive”, mizând pe „impactul pe care o va avea asupra publicului românesc”.²⁵ Este necesar să precizăm că principiul restituirii documentelor proprietarului de drept nu era o noutate în practica înțelegerilor similare încheiate cu ROSKOMARHIV de către alte instituții de arhivă interesate de recuperarea documentelor proprii. Lectura atentă a articolului care a creat euforie în țară îi dezvăluie mai degrabă caracterul solemn declarativ decât pe acela de sursă de drept, de natură să producă efecte juridice prin crearea unor obligații între semnatori. De altfel, din raționamente politice, partea română a amânat declanșarea demersurilor pentru materializarea prevederilor art. 6 referitoare la restituirea documentelor de arhivă către proprietarii lor de drept. La 14 mai 1992, ministrul de atunci al Internelor, Victor Babiuc, a înaintat o *Notă* premierului Theodor Stolojan, cu propunerile:

- 1) constituirea *Comisiei* compuse din specialiști de la Arhivele Statului și Academia Română, de la principalele Facultăți de Istorie din țară, de la Arhiva

²¹ Arhivele Naționale, *Acordul de colaborare între Direcția Generală a Arhivelor Statului din Ministerul de Interne al României și Comitetul pentru Problemele Arhivelor de pe lângă Guvernul Federației Ruse* (23 aprilie 1992).

²² Arhivele Naționale, *Nota nr. 546/23.01.1992 a Direcției Generale a Arhivelor Statului către Comitetul de Stat pentru Problemele Arhivelor de pe lângă Guvernul Federației Ruse*.

²³ <http://www.revistaclipa.com/7714/2013/01/repere-academice/un-document-pentru-istorie-moscova-23-aprilie-1992> și <http://www.ioanscurtu.ro/un-document-pentru-istorie-moscova-23-aprilie-1992-ii/>.

²⁴ Arhivele Naționale, *Raportul nr. 3642/29.04.1992 al Direcției Generale a Arhivelor Statului privind vizita delegației Direcției Generale a Arhivelor Statului la Moscova* (17-24 aprilie 1992).

²⁵ <http://www.ioanscurtu.ro/un-document-pentru-istorie-moscova-23-aprilie-1992-ii/>.

Ministerului Apărării Naționale, a Ministerului Afacerilor Externe, a Serviciului Român de Informații, precum și de la arhiva Academiei Române și Biblioteca Națională, cu obiectivul de a elabora într-un termen scurt un documentar referitor la arhivele românești transportate în Rusia în 1917 și în 1944, la partea restituită în 1935 și 1957-1958 și la arhivele nerestituite, pe cât posibil cu precizarea locului în care se află ele pe teritoriul Federației Ruse;

2) alocarea în bugetul Ministerului de Interne a sumei de 100.000 de dolari, destinate Arhivelor Statului, pentru microfilmarea a cca. 250.000 de cadre din documentele arhivei KOMINTERN (deținute de către Centrul Rus pentru Păstrarea și Studiarea Documentelor de Istorie Contemporană – fosta arhivă a CC al PCUS), din Arhiva Ministerului Afacerilor Externe al URSS (al Federației Ruse) și din Arhiva KGB;

3) inițierea de către Ministerul Afacerilor Externe al României a demersurilor oficiale pe cale diplomatică pentru retrocedarea documentelor aflate în arhivele Federației Ruse, care aparțin de drept statului român.²⁶ Rezoluția surprinzătoare, aplicată pe actul de mai sus de către Theodor Stolojan pentru miniștrii Internelor și Afacerilor Externe (Victor Babiuc și Adrian Năstase) a fost următoarea: „Vă rog propuneri (pct. 3 nu trebuie neapărat realizat în 1992)”.²⁷ Mai mult, despre restituirea documentelor de arhivă nu mai amintește nimic următorul document juridic încheiat între România și Rusia, *Acordul între Guvernul Federației Ruse și Guvernul României privind colaborarea în domeniul culturii, științei și învățământului* (27 septembrie 1993); acesta stipulează la art. 12 doar atât: „Părțile vor contribui la dezvoltarea în continuare a colaborării dintre instituțiile de arhivă pe asemenea direcții principale, ca schimbul de informație, specialiști și copii ale documentelor de arhivă, sprijinirea cercetărilor în activitatea lor din arhive, editarea în comun a culegerilor de documente. Această colaborare se va desfășura pe bază de reciprocitate, în concordanță cu legislația și normele interne, în baza unei înțelegeri separate între părți”.²⁸

Primele diligențe pe lângă Ministerul Afacerilor Externe și Guvernul României în vederea restituirii arhivelor au fost întreprinse de către Arhivele Statului la începutul anului 1993, însă tabăra rusă a avansat ideea negocierii unui „acord interguvernamental special”. Partea română a inițiat procedurile legale pentru elaborarea și avizarea proiectului de *Acord între Guvernul României și Guvernul Federației Ruse privind colaborarea în domeniul arhivistic*.²⁹ În anul 1994 au avut loc două runde de negocieri, la Moscova și la București, cu participarea reprezentanților celor două instituții de arhivă, precum și ai Ministerului Apărării Naționale, ai Ministerului Afacerilor Externe și ai Serviciului Român de Informații,

²⁶ Arhivele Naționale. *Nota* nr. 4287/14.05.1992 a ministrului de Interne către prim-ministrul Guvernului României.

²⁷ *Ibidem*.

²⁸ http://www.mid.ru/bdomp/spd_md.nsf/0/D632450E8489223044257D27001D495E.

²⁹ Arhivele Naționale. *Raportul* nr. 405332/08.10.1997 al directorului general al Arhivelor Naționale către Ministerul de Interne – Departamentul Relații Publice.

iar textul acordului a fost adoptat *ad referendum*, la nivel de experți.³⁰ Negociatorii români au insistat să se treacă la semnarea acordului, dar rușii au invocat „nevoia discutării lui în Parlament”, cunoscută fiind atitudinea conservatoare a legislativului rus față de restituirea arhivelor.³¹ În acest mod, timp de doi ani semnarea acordului între guverne a fost amânată, apoi, în 1996, partenerii ruși au condiționat-o de promulgarea *Legii privind valorile culturale strămutate pe teritoriul rus în cel de-al doilea război mondial*. În sfârșit, în septembrie 1997, la Moscova au avut loc dezbateri între juriștii Ministerelor Afacerilor Externe din ambele state, pentru ca, exact peste alți doi ani, în septembrie 1999, ROSARHIV să comunice oficial opțiunea sa de a renunța la semnarea *Acordului interguvernamental* și de a încheia, în schimb, un nou *Acord de colaborare* între cele două instituții naționale de arhivă, cel din 1992 fiind expirat.³²

III. 1992-2002: aplicarea acordurilor de colaborare româno-ruse în domeniul arhivelor

În anii 1990-1992, contextul politic intern din Rusia era favorabil explorării arhivelor și tratării temei restituirilor de arhive. Viața social-politică rusă făcuse primii pași spre democratizare în anii *Perestroikăi* lui Gorbaciov, iar deschiderea arhivelor de stat prin preluarea de către ROSKOMARHIV a documentelor PCUS și parțial a arhivelor KGB fusese legiferată în primele luni ale mandatului lui Boris Elțin. Trăsătura caracteristică a spațiului arhivistic și informațional principal nou a fost dată de desecretizarea documentelor, nu fără împotrivirea crescândă a grupurilor comuniste și conservatoare din țară și ostilitatea unor activiști politici și organizații de stânga din Occident. După eșecul *puciului* de la Moscova din august 1991 și destrămarea URSS, relațiile dintre România și Rusia s-au complicat pe fondul evoluțiilor social-politice din Republica Moldova din 1991-1992, generate de valul de renaștere națională a românilor basarabeni și de contra-reacția rusă în Transnistria. Probleme mai vechi repuse în actualitate, cum ar fi neratificarea *Tratatului politic de bază dintre România și URSS* din 1991, situația tezaurului României evacuat în 1916-1917 în Rusia și condamnarea Pactului Molotov-Ribbentrop, mergând până la înlăturarea tuturor consecințelor sale, intens reclamate la Chișinău și în țară de către opoziția politică românească, au tensionat raporturile bilaterale. Deși nu și-a declarat simpatia pentru ideile politice vehiculate de cercurile unioniste de la Chișinău și București, regimul politic din România s-a implicat în soluționarea conflictului moldo-transnistrean din vara lui 1992 și a demarat apropierea de structurile europene și euroatlantice, acțiuni traduse prin intenția clară de reorientare a politicii externe; impasul negocierilor pentru semnarea unui *Tratat politic de bază dintre România și Federația Rusă* a durat... unsprezece ani.

Acordul din 1992 a garantat asigurarea condițiilor favorabile depistărilor de documente referitoare la istoria celor două țări, schimburi de delegații și de publicații

³⁰ *Ibidem*.

³¹ *Ibidem*.

³² Arhivele Naționale. *Nota* nr. 12321/04.03.2003 a directorului general al Arhivelor Naționale către Ministerul Afacerilor Externe – Direcția Relații Culturale.

științifice pe bază de reciprocitate și efectuarea de copii după documentele depistate, în condiții acceptabile. La data semnării sale, la Moscova se afla cea dintâi echipă de cercetători de la Academia Română, formată din profesorii Ioan Chiper și Gheorghe Buzatu. Investigațiile lor la Centrul Rus pentru Păstrarea și Studiarea Documentelor Istoriei Recente, la Arhiva Politicii Externe a Federației Ruse, la Arhiva Centrală de Stat a Revoluției din Octombrie, precum și la Arhiva de Stat a Federației Ruse au facilitat cunoașterea gradului de accesibilitate a arhivelor rusești. Descoperirea unor importante fonduri arhivistice românești, precum și studierea unor documente sovietice, germane și franceze privind istoria românilor din secolele al XIX-lea – al XX-lea i-au determinat să concluzioneze în raportul întocmit la 17 iunie 1992 că arhivele din Rusia găzduiesc documente extrem de relevante pentru istoria țării, care trebuie examinate sistematic și xerografiate ori microfilmate în volum cât mai mare.

Principiul reciprocității a specificat un plan anual individual de douăzeci de zile de studiu în arhivele celeilalte părți semnatare. Prin înscrierea în textul acordului, la insistențele negociatorilor români, a posibilității ca una dintre părți să facă cercetări peste limitele intervalelor stabilite, iar delegațiile să includă și persoane care nu lucrau în sistemul Arhivelor celor două țări, în echipele delegațiilor arhivistice românești au fost incluși și istorici (Marin Stănescu – cercetător la Institutul de Istorie și Teorie Militară, Ion Calafeteanu – de la Arhiva Ministerului Afacerilor Externe, colonelul Alessandro Duțu și Floarea Dobre – din cadrul Arhivei Ministerului Apărării Naționale ș.a.). Până în anul 2004, având la dispoziție suma de 41 de milioane de lei (45.008 de dolari)³³, în arhivele din Federația Rusă au studiat șapte delegații române, formate din doi până la șase arhiviști și istorici, câte una pe an (cu excepția anului 1993, când la Moscova s-au deplasat două delegații). În 1994 și în perioada 1997-2002 nu au existat misiuni la Moscova, atât din cauza bugetului de austeritate al Arhivelor Statului, cât și a răcirii raporturilor dintre instituțiile de arhivă ale României și Rusiei. Exceptând Arhiva Președintelui Federației Ruse³⁴ și Arhiva Centrală a KGB³⁵, delegațiile românești au mers la instituțiile de arhivă semnalate în timpul misiunii lor anterioare de către Ioan Chiper și Gheorghe Buzatu: Arhiva Politicii Externe a Imperiului Rus³⁶, Arhiva Politicii Externe a Federației

³³ Suma a fost pusă la dispoziția Direcției Generale a Arhivelor Statului „pentru acoperirea cheltuielilor necesare efectuării unor cercetări în Arhivele Federației Ruse și pentru microfilmarea unor documente ce privesc istoria României”, în baza *Hotărârii de Guvern* nr. 717/10.11.1992.

³⁴ Arhiva Președintelui Federației Ruse (Архив Президента Российской Федерации: АПРФ) conține, alături de acte ale administrației prezidențiale, documente deosebit de importante rezultate din activitatea organelor superioare de partid și sovietice în perioada 1917-1991, materiale ale Consiliului de Miniștri al URSS, ale președintelui URSS și ale aparatului său, dosarele dizidenților, documentație privind Pactul Molotov-Ribbentrop din 1939, surse documentare referitoare la invadarea Cehoslovaciei în 1968 și alte materiale „speciale” de politică externă și internă sovietică.

³⁵ În anul 1996, Arhivele Statului au solicitat permisiunea de a investiga documentele KGB – Arhiva Centrală a KGB al URSS (Центральный архив КГБ СССР, 1954-1991) –, dar cererea a fost respinsă pe motiv că Arhiva structurii informative succesoare a KGB, numită FSB, nu permite intrarea cercetătorilor români, dar se angajează să depisteze documentele solicitate și să transmită o listă concretă a acestora.

³⁶ Arhiva Politicii Externe a Imperiului Rus (Архив внешней политики Российской империи, 1720-1917) însumează peste 500.000 de u.a. grupate în 400 de fonduri și colecții arhivistice, dintre

Ruse³⁷, Arhiva de Stat a Federației Ruse, Centrul Rus de Păstrare și Studiere a Documentelor Istoriei Recente, Arhiva Centrală de Stat a Actelor Vechi.³⁸

Componentă structurală a Ministerului Afacerilor Externe al Federației Ruse, Arhiva de Politică Externă a Federației Ruse (Архив внешней политики Российской Федерации: АВП РФ) a fost organizată la inițiativa celui dintâi Comisar al Poporului al Afacerilor Externe, L.V. Troțki, în primele zile ale revoluției bolșevice din 1917, ca urmare a desființării vechiului Minister al Afacerilor Străine al Imperiului Rus. Succesorul lui Troțki, G.V. Cicerin, prin origine și educație un intelectual de viță veche și un diplomat cu experiența muncii de arhivă în Ministerul de Externe țarist, obișnuia să susțină: „Comisariatul Poporului al Afacerilor Externe are nevoie de documente, așa cum Armata Roșie are nevoie de cartușe!” – de unde și grija sa deosebită pentru adunarea și păstrarea în bune condiții a arhivei curente a instituției. Deosebit de importante pentru istoria României prin conținutul lor sunt materialele documentare din anii '20-'50, existente în fondurile secretarilor Comisariatului și ale locuitorilor lor, precum și în cele ale membrilor Colegiului, care au avut în unele împrejurări istorice legături cu politica externă a României: G.V. Cicerin, L.M. Karahan, M.M. Litvinov, N.N. Krestinski, B.S. Stomoniakov, H.G. Rakovski, V.M. Molotov, A.I. Vâșinski, A.A. Gromyko, V.G. Dekanozov ș.a. De asemenea, arhiva păstrează documente privind Pactul Molotov-Ribbentrop, ocuparea Basarabiei și a nordului Bucovinei, relațiile dintre URSS și aliați în cel de-al doilea război mondial, împărțirea postbelică a lumii în sfere de interese, instaurarea regimurilor comuniste în Europa Răsăriteană ș.a.

Arhiva Centrală de Stat a Actelor Vechi (Центральный государственный архив древних актов: ЦГАДА, 1941-1942) – cunoscută începând din 1992 drept „Arhiva Rusă de Stat a Actelor Vechi” și inclusă în „Corpusul Public al Obiectelor deosebit de valoroase din Moștenirea culturală a Popoarelor Federației Ruse” (Государственный свод особо ценных объектов культурного наследия народов Российской Федерации)³⁹ – reprezintă una dintre cele mai importante instituții de arhivă din Federația Rusă și, în pofida denumirii, nu deține exclusiv acte vechi.

care amintim doar câteva importante pentru istoria românilor: fondul nr. 68 – Relațiile Rusiei cu Moldova și Valahia, fondul nr. 69 – Consulatul General Rus din Iași, fondul nr. 145 – Biroul Românesc, fondul nr. 161 – Arhiva Principală din Sankt-Petersburg, fondul nr. 163 – Tratat, fondul nr. 226 – Consulatul din Galați și Arhiva Comisarului și Delegatului de pe lângă Comisia Europeană a Dunării din Galați, fondul nr. 234 – Consulatul din Dobrogea, fondul nr. 250 – Vice-Consulatul din Constanța, fondul nr. 312 – Consulatul din Iași, fondul nr. 321 – Cancelaria diplomatică de pe lângă Comandantul Suprem al Armatelor Operative Moldovenească și Dunăreană în timpul războiului ruso-turc din 1806-1812, fondul nr. 328 – Administrația General-Guvernatorului Novorossiei și Basarabiei, fondul nr. 329 – Comisarul Rus din România în problema examinării pretențiilor locuitorilor din România la despăgubiri materiale, ca urmare a daunelor ce le-au fost pricinuite prin trecerea armatelor ruse în anii 1877-1878, fondul nr. 330 – Comisarul Rusiei în România, fondul nr. 344 – Proprietăți Basarabene.

³⁷ [http://www.mid.ru/bdcomp/ns-](http://www.mid.ru/bdcomp/ns-arch.nsf/c7ef353cc1b1406043256b06004bbbe2/c56f278c3983211e442579ca003ed1eb!OpenDocument)

[arch.nsf/c7ef353cc1b1406043256b06004bbbe2/c56f278c3983211e442579ca003ed1eb!OpenDocument](http://www.mid.ru/bdcomp/ns-arch.nsf/c7ef353cc1b1406043256b06004bbbe2/c56f278c3983211e442579ca003ed1eb!OpenDocument).

³⁸ <http://www.rusarchives.ru/federal/rgada/index.shtml>.

³⁹ <http://www.gov.ru/main/page11.html>.

Arhiva s-a format prin asamblarea a cinci mari fonduri istorice din Moscova create înainte de revoluția din 1917: Arhiva din Moscova a Colegiului Afacerilor Externe (Московский главный архив Министерства иностранных дел: МГАМИД), Arhiva din Moscova a Ministerului Justiției (Московский архив Министерства юстиции: МАМЮ), Arhiva de Stat a Ministerului Afacerilor Externe, din 1917 Arhiva de Stat a Imperiului rus (Государственный архив МИД/Государственный архив Российской империи), Departamentul din Moscova al Arhivei Generale a Ministerului Curții Imperiale (Московское отделение Общего архива Министерства Императорского двора), Arhiva Cancelariei Cadastrale (Архив Межевой канцелярии). Astăzi la Arhiva Rusă de Stat a Actelor Vechi pot fi cercetate documente din secolele al XI-lea – al XX-lea (materialele instituțiilor administrative centrale și locale ale Imperiului Rus de până la reformele de la începutul secolului al XIX-lea), documente cadastrale din secolele al XVIII-lea – al XX-lea, arhive genealogice, mănăstirești, latifundiare, cărți manuscrise rare din secolele al XIV-lea – al XX-lea (rusești și străine), culegeri ale mărturiilor scrise ale istoriei, culturii și modului de viață al poporului rus și ale popoarelor Imperiului Rus, colecții de documente ale personalităților vieții publice și cultural-științifice.⁴⁰

Cele șapte expediții românești în arhivele ruse din perioada 1992-1996 și 2003-2004 au adus în țară mai puțin de 80.000 de pagini de documente sub formă de microfilme sau xerocopii, un bilanț puțin îmbucurător dacă e raportat la cantitatea totală de documente deținută de arhivele ruse (aproximativ 609 de milioane de documente). Starea de lucruri a avut, desigur, destule explicații obiective, care au ținut în principal de tempoul transformărilor din interiorul statului și din societatea rusă de la începutul anilor '90, de dezbatere aprinsă cu privire la locul și rolul arhivelor în societatea democratică, apoi de schimbarea intervenită la oficialii arhivelor, Instituția Prezidențială, Guvernul, Parlamentul, serviciile secrete asupra *nivelului de deschidere* al arhivelor începând de la mijlocul anilor '90, ca efect al presiunilor exercitate de către curente politice refractare ori al *realiilor* din politica externă a Federației Ruse.

Reformele structurale care au vizat accesibilizarea arhivelor pentru public și elaborarea noii legislații arhivistice au prins contur după eșecul *puciului* din 1991, când prin decretele președintelui B.N. Elțin s-a proclamat controlul administrației de stat asupra arhivelor PCUS, iar arhivele KGB au fost parțial publicate. În perioada 1991-1993, Comisia pentru Organizarea predării-primirii Arhivelor PCUS și KGB în Păstrarea Statului și a Folosirii lor, rămasă în istorie sub denumirea de „Comisia Volkogonov”, a înregistrat câteva succese în activitatea de preluare în administrarea ROSKOMARHIV a arhivelor PCUS și ale KGB, precum și în elaborarea normelor de acces și folosire a materialelor arhivistice.⁴¹ Deschiderea și desecretizarea arhivelor a urmat însă un traseu dificil și sinuos din cauza obiecțiilor serioase ale experților din ministere și serviciile secrete, care au văzut în dezvăluirea informațiilor documentare un pericol la adresa imaginii externe a Rusiei. Comisia Volkogonov a durat numai doi ani, perioadă în care activitatea ei a fost marcată de birocrăția procedurii de

⁴⁰ *Ibidem*.

⁴¹ <http://www.agentura.ru/text/docs/kgb/Arhiv.txt>.

desecretizare, de disputele politice ivite în contextul conflictului dintre Sovietul Suprem al Federației Ruse și președintele Elțin, precum și de împotrivirea exponenților din FSB și a experților din Ministerul de Externe. Nici Comisia pentru Desecretizarea Documentelor create de PCUS (1994), grup de analiză condus de prim-locțiitorul Administrației Prezidențiale Serghei N. Krasavcenko, nu a raportat succese notabile în materie de desecretizare, „ca urmare a intrigilor și a perturbărilor interne din Administrația Prezidențială”, iar munca ei nu a fost continuată de un organism similar.⁴² Arhivele KGB au rămas în administrarea succesorului în drepturi, Serviciul Federal de Securitate al Rusiei (Федеральная Служба Безопасности России: FSB), iar accesul la ele nu este posibil nici în prezent. Pentru instituții, organizații și ministere s-a legiferat dreptul de păstrare permanentă a documentelor, astfel că acestea și-au stabilit regulamente proprii de acces. În dezbaterile publice de la mijlocul anilor '90 s-au consolidat teorii menite să justifice întârzierea desecretizării ori să pună în discuție însăși oportunitatea desecretizării. Nu în ultimul rând, în epocă a prins, în Rusia dar și în România, teoria care exagerează rolul și ponderea „datelor ce țin de viața privată” în dosarele supuse desecretizării, practică „inventată de către funcționarii din arhive în scopul restricționării dosarelor desecretizate anterior integral”.⁴³ Dificultățile majore întâmpinate de către cercetătorii români la Moscova au fost cauzate, astfel cum rezultă din notele și informările lor individuale (Ioan Chiper, Gheorghe Buzatu, Virgil Teodorescu, Tudor Bucur, Natalia Tampa, Teodor Mavrodin, Margareta Stan, Liliana Popa, Marcel D. Ciucă, Radu Gheorghe, Paul M. Florea), din rapoartele de deplasare, precum și din corespondența purtată de Arhivele Statului cu structurile responsabile din cadrul Ministerului de Interne și al Ministerului Afacerilor Externe, ori cu Ambasada României la Moscova⁴⁴, de impedimentele serioase ale reglementării juridice a accesului la arhive, a folosirii documentelor, a procedurii desecretizării, de deficiențele regulamentelor interne ale sălilor de studiu, de tendința de amânare și de atitudinea uneori ambiguă a unor directori ai arhivelor față de solicitările românești

⁴² N.V. Petrov, *Архивная контрреволюция* (Contrarevoluția arhivelor), în „Новое литературное обозрение”, nr. 74 (2005), pp. 383-384.

⁴³ *Ibidem*.

⁴⁴ Arhivele Naționale. *Raportul nr. 3642/29.04.1992 privind vizita delegației Direcției Generale a Arhivelor Statului la Moscova* (17 – 24 aprilie 1992); *Nota-Raport nr. 4287/10.11.1992 privind deplasarea la Moscova a unei delegații a Direcției Generale a Arhivelor Statului pentru efectuarea de cercetări în arhive și lansarea comenzilor de microfilmare* (29 noiembrie – 13 decembrie 1992); *Raportul nr. 52/29.03.1993 privind deplasarea delegației Direcției Generale a Arhivelor Statului la Moscova în perioada 21 februarie – 14 martie 1993*; *Raportul nr. 9240/16.11.1993 privind cercetările efectuate în Arhivele rusești de către delegația Direcției Generale a Arhivelor Statului, care s-a deplasat la Moscova în perioada 10 – 31.10.1993*; *Raportul nr. 421991/21.06.1995 al delegației Arhivelor Statului care, în perioada 14 mai – 11 iunie 1995, a efectuat cercetări documentare în arhivele din Moscova*; *Raportul nr. 14027/24.06.2003 privind deplasarea la Moscova în vederea efectuării de cercetări documentare în arhive în perioada 9 – 23 iunie 2003*; *Raportul nr. 1.010.244/07.12.2004 privind deplasarea la Moscova a doi delegați ai Arhivelor Naționale, în vederea efectuării de cercetări documentare în arhive* (22 noiembrie – 6 decembrie 2004).

și, nu în ultimul rând, de dotarea tehnico-materială precară a Arhivelor.⁴⁵ Absența, până în anul 2004, a unei *Legi a arhivelor*, a normelor și regulamentelor unice privind accesul utilizatorilor de arhivă, a creat condițiile pentru instaurarea politicii discreționare în folosirea documentelor din Arhivele de stat și la încălcări ale eticii profesionale, iar situația bazei materiale și numărul mic al angajaților (în anul 1993 în Arhivele federale existau în total 56 de calculatoare, 36 de copiatoare și 102 aparate de citit microfilme și microfise, fabricate în anii '50) s-au reflectat în calitatea serviciilor oferite și au determinat fixarea unor prețuri ridicate pentru executarea reproducerilor de pe documente.⁴⁶

Elementele schițate mai sus pot fi apreciate în bună măsură drept un exemplu de neîndeplinire ori de îndeplinire deficitară a obligațiilor care au stat în sarcina ROSKOMARHIV prin *Acordul de colaborare* din 1992 – garant al accesului delegațiilor fiecărei părți la documentele celeilalte. În același timp, nu putem trece cu vederea imperfecțiunile și slabele rezultate ale colaborării imputabile exclusiv părții române, care au avut drept cauză esențială pregătirea profesională necorespunzătoare a delegaților români. Conducerile succesive ale Arhivelor Statului au neglijat abordarea unor principii obiective și riguroase de selecție, în care să predomină pregătirea superioară istorică, dar mai ales lingvistică a angajaților, uzând, în schimb, de criterii subiective, cum ar fi vârsta, poziția ierarhică, ori pur și simplu preferințele consolidate în timp. Majoritatea trimișilor români la Moscova nu au avut cunoștințe temeinice de istorie a PCUS, a URSS, de istorie a PCR, și covârșitoarea majoritate nu stăpâneau limba rusă la nivelul reclamat de desfășurarea unei activități eficiente și de promovarea unei comunicări exemplare cu oficialii și personalul arhivelor rusești. De altfel, multe dintre documentele privind istoria mișcării comuniste din România, relațiile cu mișcarea comunistă internațională, istoria PCR din perioada în care acesta devine o simplă secție a Internaționalei a III-a comuniste, păstrate în arhiva fostului KOMINTERN, nu sunt redactate în limba română sau rusă, ci în engleză, franceză, germană, maghiară, bulgară; în plus, unele sunt manuscrise codificate sau cifrate.

În absența unui repertor al tuturor fondurilor și colecțiilor arhivistice românești aflate în instituțiile de arhivă din Rusia⁴⁷, cercetătorii români s-au documentat în principal „din mers” asupra existentului uriaș al arhivelor rusești, folosind sursele bibliografice românești lacunare, limitându-se adesea doar la materialele întocmite de expedițiile precedente. Ghidurile, îndreptările, îndrumările și orice alte materiale informative referitoare la structura organizatorică a ROSKOMARHIV, practica fondării – mai ales în condițiile în care Arhivele au suferit

⁴⁵ Arhivele Naționale, nota intitulată *Situația arhivelor din Rusia*, prezentată delegației române de către Rudolf G. Pihoia, președintele Comitetului de Stat pentru Problemele Arhivelor de pe lângă Guvernul Federației Ruse, în cadrul vizitei la Moscova din 17-24 aprilie 1992.

⁴⁶ *Ibidem*.

⁴⁷ Abia în anul 2012 apare volumul IV, excepțional, însă nu exhaustiv, din cunoscuta serie *Mărturii românești peste hotare*, elaborat de grupul de cercetători ai Institutului de Studii Sud-Est Europene sub coordonarea Ioanei Feodorov și a lui Andrei Timotin: vezi pe larg Virgil Cândea (Ioana Feodorov / Andrei Timotin, eds, coords), *Mărturii românești peste hotare: creații românești și izvoare despre români în colecții din străinătate. Serie Nouă. Vol. IV. Polonia – Rusia*, București, Biblioteca Bucureștilor, 2012.

periodic reorganizări, comasări sau schimbări de denumire, iar fondurile se puteau afla într-o continuă mișcare ș.a.m.d. – au rămas inaccesibile emisarilor români, necunoscători ai limbii ruse. În asemenea condiții, o cercetare aprofundată în toate instituțiile de arhivă din Rusia, nu doar în Arhivele din Moscova, nu a fost posibilă, iar delegațiile române au fost nevoite de regulă să avanseze în prealabil „teme de cercetare” care erau aprobate (sau nu!) de către conducătorii ROSKOMARHIV, cutumă care îi plasa apoi la discreția regulamentelor și normelor interioare.

Restrospectiv, păreau justificate temerile conducătorilor Arhivelor Statului, care au apreciat că procesul deschiderii Arhivelor rusești, întocmai ca în anii '20 ai secolului trecut, ar putea înceta subit și că „acest moment favorabil nu trebuie pierdut.”⁴⁸ Din dorința de a câștiga timp, investigațiile românești din 1992-1996 au ținut exclusiv documentele din perioada modernă și contemporană, motivându-se prin interesul manifestat în România pentru istoria recentă a țării. Copiile documentelor aduse de la Moscova au compus Colecția „Microfilme – Rusia”, inventariată doar parțial în perioada în care în Arhivele Naționale a funcționat un Serviciu de Microfilme.

Documentația înregistrată la Arhivele Naționale dezvăluie maniera de desfășurare a misiunilor de cercetare de la Moscova: schimb de scrisori oficiale între directorul general al Arhivelor Statului și conducătorul ROSKOMARHIV privind intenția de trimitere a reprezentanților și lista temelor propuse pentru cercetare; corespondență cu Ambasada României la Moscova pentru primirea, îndrumarea și acordarea oricărui sprijin necesar în negocierea cu partea rusă; corespondență cu Ministerul de Interne pentru alocarea din bugetul anual destinat relațiilor externe a sumei pentru transportul, cazarea și diurna delegației; cercetarea propriu-zisă timp de, eventual, nu mai mult de cincisprezece zile, la sala de studiu (pe baza opiselor și, mai rar, a inventarelor documentelor); lansarea comenzii de copiere, al cărei termen de executare putea fi cuprins între o lună și șase luni, achitarea costului de către Ambasada României la Moscova prin virament din contul special deschis pentru Arhivele Statului și, în final, trimiterea în țară prin curier diplomatic a copiilor microfilmate sau xerografiate.

Eternele probleme financiare ale Arhivelor Statului, raportate la costurile ridicate pentru executarea reproducerilor, practicate de partea rusă⁴⁹ (de la 25 de cenți pe fila de document/20-25 de cenți cu hârtie proprie – la 3,36 dolari fila), au bulversat investigațiile românilor la Moscova. Prin *Hotărârea de Guvern* nr.

⁴⁸ Arhivele Naționale. *Raportul* nr. 3642/29.04.1992 al Direcției Generale a Arhivelor Statului privind vizita delegației Direcției Generale a Arhivelor Statului la Moscova (17-24 aprilie 1992).

⁴⁹ Arhivele Naționale. *Raportul* nr. 4287/23.12.1992 al Direcției Generale a Arhivelor Statului privind deplasarea delegației Direcției Generale a Arhivelor Statului la Moscova în perioada 29.11. – 13.12.1992; *Raportul* nr. 421991/21.06.1995 al delegației Arhivelor Statului care a efectuat în perioada 14 mai – 11 iunie 1995 cercetări documentare în arhivele din Moscova; *Nota* nr. 15/7183/17.11.1992 a Ministerului Afacerilor Externe – Direcția Culturală către Direcția Generală a Arhivelor Statului; nota intitulată *Stadiul acțiunilor întreprinse de Direcția Generală a Arhivelor Statului pentru depistarea în arhivele rusești și aducerea în țară a documentelor referitoare la istoria poporului român*, întocmită de Direcția Generală a Arhivelor Statului în anul 1993.

717/10.11.1992, din bugetul de stat al Ministerului de Interne a fost alocată pentru Arhivele Statului, „pentru acoperirea cheltuielilor de diurnă, cazare și transport ale delegațiilor și pentru executarea copiilor de documente”, suma de 41 de milioane de lei, respectiv 45.008 de dolari, deși la început se ceruseră 100.000 de dolari. Cu ocazia primelor două expediții arhivistice și a comenziilor făcute, din această sumă de bani s-au cheltuit 17.472.700 lei, rămânând disponibili 23.527.300 de lei (jumătate din totalul inițial), iar un alt fond bănesc nu a mai fost obținut.⁵⁰ Patru ani mai târziu, în 1997, plățile efectuate se ridicau la 38.666.85 de dolari, iar la Ambasada României din Moscova a rămas un sold în valoare de numai 6.341,15 dolari.⁵¹

Scurtul episod de avans în plan bilateral din 1990-1992 a fost urmat de intervale nefârșite de modulații și recul, tributare metehnelor de sorginte comunistă și amprentate de povara unui trecut comun mai mult litigios decât afabil. Începutul rupturii româno-ruse, consolidate de optica diferită a părților asupra subiectelor-problemă, s-a produs – oricât de neobișnuit ar părea – în timpul guvernării Partidului Democrației Sociale Române din anii 1992-1996, prin ancorarea europeană a politicii externe a țării. Împotrivindu-se politicii SUA și, parțial, celei vest-europene, nici Elțin, nici mai târziu Putin n-au încercat să influențeze cursul proeuropean al țărilor din Europa Centrală și de Est prin tratative directe cu ele. În consecință, în interludiul marcat de guvernarea Convenției Democratice Române (1992-1996), traseul raporturilor bilaterale a fost dominat de voința programată a protagoniștilor de a menține climatul completamente blocat. În martie 1993, la Moscova au avut loc negocieri între delegații români și ruși ai Arhivelor în prezența consilierului cultural al ambasadei române, în cadrul căroră partea română a luat act de nuanțarea poziției favorabile a părții ruse cu privire la restituirea arhivelor confiscate după 23 august 1944. Discuțiile au dezvăluit că în anul 1958 României i-au fost restituite fondurile „Cabinetul Militar al lui I. Antonescu”, „Marele Stat Major al Armatei”, plus altele în 1962, însumând 33.500 de documente, și că fragmentele de fonduri reținute în URSS au fost microfilmate cu acordul Guvernului României de atunci.⁵² La rândul lui, șeful delegației române, Marcel Ciucă, a confirmat că unele dintre documentele solicitate pentru copiere la arhiva KOMINTERN au fost microfilmate în anii '60 pentru CC al PCR, dar a precizat că „o parte din aceste microfilme s-au distrus în timpul evenimentelor din decembrie 1989 (sic!), iar cele care s-au păstrat au fost foarte prost executate.”⁵³ Negocierile au eșuat din cauză că partea română nu a fost de acord să achite copierea de către ruși a documentelor românești ce urmau să fie restituite.

⁵⁰ Arhivele Naționale. *Nota* nr. 186.811/12.08.1993 a Ministerului de Interne – Direcția Financiară și Contabilitate, *privind justificarea sumelor cheltuite de Direcția Generală a Arhivelor Statului pentru obținerea de copii ale documentelor referitoare la istoria României aflate în arhivele ruse.*

⁵¹ Arhivele Naționale. *Nota* nr. 181.174/24.06.1997 a Ministerului de Interne – Direcția Financiară și Contabilitate către Arhivele Naționale.

⁵² Arhivele Naționale. *Raportul* nr. 14027/24.06.2003 al Arhivelor Naționale *cu privire la deplasarea unei delegații la Moscova în vederea efectuării de cercetări documentare în arhive în perioada 9-23 iunie 2003; Raportul* nr. 1.010.244/07.12.2004 al Arhivelor Naționale *cu privire la deplasarea unei delegații la Moscova în vederea efectuării de cercetări documentare în arhive* (22 noiembrie – 6 decembrie 2004).

⁵³ *Ibidem.*

Atitudine legitimă, în opinia noastră, având în vedere că astfel România ar fi fost obligată să achite copierea de două ori a documentelor proprii, iar nu în puține cazuri chiar de trei ori, deoarece unele fuseseră copiate și aduse în țară în anii '50-'60. În opinia lui M. Ciucă, era vorba de fragmentele unor fonduri arhivistice – mai precis de 260 de dosare din fondurile „Consiliul de Miniștri al României”, „Marele Stat Major al Armatei”, „Cabinetul Militar al lui I. Antonescu”, „Corpul III al Armatei”, „Reprezentanțele diplomatice ale României în străinătate” –, precum și de încă șase fonduri arhivistice neprecizate.⁵⁴ Ultima comandă de reproducere documentare din Arhivele rusești (din octombrie 1997) a fost succedată de o pauză de șapte ani în colaborarea dintre Arhivele Naționale și ROSARHIV. Deplasarea care trebuia să aibă loc la Moscova în vara anului 1997 a fost anulată de către ruși sub pretextul unor „dificultăți financiare deosebite”, care „nu permit suportarea cheltuielilor de cazare ale delegaților români.”⁵⁵

Unele avansuri în plan bilateral s-au înregistrat în perioada 2001-2004, când Partidul Social-Democrat revine la conducerea politică a României, culminând cu episodul semnării *Tratatului privind relațiile prietenești și de cooperare dintre România și Federația Rusă*, la 4 iulie 2004. Cele două părți au considerat atunci un succes plasarea dincolo de litera tratatului problemele complicate ale interpretării faptelor istorice din trecut – Pactul Molotov-Ribbentrop și tezaurul românesc –, amintind despre ele doar în *Declarația comună a miniștrilor Afacerilor Externe*, totuși un act fără putere juridică. Repornirea mecanismului de cooperare bilaterală în sfera Arhivelor s-a încercat prin semnarea la Moscova, la 21 februarie 2002, a *Acordului de colaborare arhivistică între Arhivele Naționale și Serviciul Federal de Arhivă al Rusiei*.⁵⁶ Lectura textului confirmă însă regresul din relațiile bilaterale româno-ruse. Redactat în doar opt articole (față de cele douăsprezece ale acordului din 1992), și acestea fiind doar reluări într-o formă simplificată ale prevederilor anterioare, tratatul nu a fost însoțit de un *Protocol* referitor la condițiile în care se va realiza colaborarea pe mai departe dintre Serviciul Federal de Arhivă și Arhivele Naționale; de asemenea, nu mai conține angajamentul reciproc stipulat în articolul 6 al actului din 1992 cu privire la restituirea documentelor asupra cărora se va stabili dreptul de proprietate al celeilalte țări. Întrucât Serviciul Federal de Arhivă nu și-a trimis niciodată cercetători în Arhivele românești, conform principului reciprocității prevăzut de acordul din 1992, Arhivele Naționale, în temeiul articolului 4 al noului acord, au decis să continue investigarea arhivelor rusești și efectuarea de reproduceri, chiar în condițiile deplasării delegațiilor pe cheltuiala proprie.⁵⁷

În lipsa deschiderii accesului la arhivele contemporane, manifestată de către autoritățile ruse pe parcursul anilor '90, în perioada 2003-2004 ultimele două delegații de arhiviști români au făcut depistări și microfilmări ale unor documente medievale și moderne din Arhiva Rusă de Stat a Actelor Vechi integral cu cheltuiala

⁵⁴ *Ibidem*.

⁵⁵ Arhivele Naționale. *Infograma* nr. 1711/20.05.1997 a Ambasadei României la Moscova cu privire la colaborarea româno-rusă în domeniul arhivelor, către Ministerul Afacerilor Externe – Direcția Informatică.

⁵⁶ „Monitorul Oficial” nr. 513 din 16 iulie 2002, partea I, p. 2.

⁵⁷ *Ibidem*.

României, având la dispoziție suma de 6.341 de dolari, rămasă din cea alocată în 1992.⁵⁸ Exceptând vizita lui I. Scurtu la Moscova din 1992 și pe aceea a lui C.M. Lungu din 2002, ambele ocazionate de semnarea acordurilor de colaborare, niciun alt director general al Arhivelor Naționale n-a mai mers în Rusia, după cum nici un înalt oficial al ROSARHIV nu a venit la București. Nu și-au găsit aplicabilitate nici prevederile din ambele acorduri privind colaborarea bilaterală: stagiatură arhivistică la Moscova, respectiv la București, întâlniri regionale ale specialiștilor-arhiviști, schimb de ediții de documente și literatură arhivistică, elaborarea în comun a unor ediții de documente. Barierele lingvistice și psihologice, prejudecățile au obstrucționat evoluția firească și normală a relațiilor dintre instituțiile noastre, alimentate, în perioada guvernării democrat-liberale, de vectorul politic. Campania electorală a lui Traian Băsescu pentru alegerile parlamentare din 2004, presărată cu invocarea paralelismelor dintre candidatura sa și aceea a favoritului mass-media occidentale, Viktor Iușcenko, apoi câștigarea alegerilor și asumarea deschisă de către Traian Băsescu a rolului de lider subregional și de principal aliat al SUA în sud-estul Europei, materializată prin lansarea inițiativelor de genul „Axa Washington – Londra – București”, amplasarea primelor baze militare americane pe teritoriul României, ulterior, în zilele noastre, a scutului antirachetă, sprijinirea „revoluțiilor portocalii” și a aspirațiilor pro-NATO ale Ucrainei și Georgiei, implicarea activă în schimbarea formatului de cooperare regională a țărilor din bazinul Mării Negre, situarea pe o poziție oponentă planurilor energetice europene ale Rusiei după aderarea țării la Uniunea Europeană în 2007, în sfârșit, declarațiile publice ale lui T. Băsescu, apreciate la Moscova drept neprietenoase ori de-a dreptul belicoase⁵⁹, toate acestea au reușit performanța de a paraliza treptat orice punte de comunicare cu Federația Rusă. În consecință, în condițiile în care atât de multe probleme marchează astăzi relațiile bilaterale, care au atins cel mai de jos punct din 1992 încoace, este foarte dificil, dacă nu imposibil de purtat o discuție serioasă despre identificarea unor „convergențe” în interesele culturale și științifice ale celor două țări, știut fiind încă din antichitate că, în mod regretabil, *Inter arma silent musae*.

IV. ROSARHIV astăzi. Perspectivele relansării relațiilor arhivistice ruso-române

În conformitate cu *Hotărârea Guvernului Federației Ruse* nr. 290/17.06.2004, Agenția Federală de Arhivă a Federației Ruse (ROSARHIV) este un organ federal al puterii executive, aflat în competența Ministerului Culturii al

⁵⁸ Arhivele Naționale, *Raportul* nr. 14027/24.06.2003 al Arhivelor Naționale *cu privire la deplasarea unei delegații la Moscova în vederea efectuării de cercetări documentare în arhive în perioada 9-23 iunie 2003*; *Raportul* nr. 1.010.244/07.12.2004 al Arhivelor Naționale *cu privire la deplasarea unei delegații la Moscova în vederea efectuării de cercetări documentare în arhive* (22 noiembrie – 6 decembrie 2004).

⁵⁹ V.B. Kirillov, I.S. Putintsev, *Отношения России и Румынии после 1989 года в контексте внешнеполитических приоритетов двух стран* (Relațiile dintre Rusia și România după anul 1989, în contextul priorităților de politică externă ale celor două țări), în „Вестник МГИМО-Университета”, nr. 2 (2012), p. 13-23 (http://www.mgimo.ru/files/223657/kirillov_putintsev_rom-ross.pdf).

Federației Ruse, având atribuții și prerogative în acordarea serviciilor publice și în administrarea proprietății federale din sfera Arhivelor.⁶⁰ Sub termenul generic de *ROSARHIV*, de-a lungul timpului au fost desemnate: Comitetul pentru Problemele Arhivelor de pe lângă Consiliul de Miniștri al Republicii Sovietice Socialiste Federative Ruse, ROSKOMARHIV (noiembrie 1990 – noiembrie 1991), Comitetul pentru Problemele Arhivelor de pe lângă Guvernul Federației Ruse, ROSKOMARHIV (septembrie 1991 – decembrie 1992), Serviciul de Stat de Arhivă al Rusiei, ROSARHIV (septembrie/decembrie 1992 – august 1996), Serviciul Federal de Arhivă al Rusiei, ROSARHIV (august 1996 – martie 2004), Agenția Federală de Arhivă, ROSARHIV (martie 2004 – prezent).⁶¹

În îndeplinirea competențelor sale, Agenția Federală de Arhivă a Federației Ruse cooperează cu organele federale ale puterii executive, cu organele puterii executive ale subiecților Federației Ruse, ale autoadministrării locale, cu instituțiile obștești și cu alte organizații. Principalele sarcini ale agenției vizează acordarea serviciilor publice, asigurarea de către stat a evidenței documentelor din Fondul Arhivistic al Federației Ruse, ținerea Registrului de Stat al documentelor unicat din Fondul Arhivistic al Federației Ruse, supravegherea respectării normelor privind păstrarea, completarea, evidența și folosirea documentelor de arhivă. În subordinea ei nemijlocită se află cincisprezece instituții de arhivă ale statului (în continuare: Arhive), Institutul Rus de Cercetări în Științele Documentării și Arhivistică (Всероссийский научно-исследовательский институт документоведения и архивного дела: ВНИИДАД), precum și o organizație tehnico-logistică. În exercitarea atribuțiilor sale, Agenția Federală de Arhivă coordonează activitatea „consiliilor științifico-metodice” ale Arhivelor din cele nouă districte federale, de asemenea, poate să acorde asistență metodică organelor administrațiilor arhivistice ale subiecților Federației Ruse, Arhivelor statului și Arhivelor municipale.

Potrivit prevederilor *Constituției* Federației Ruse, documentele se află în administrarea comună a Federației Ruse și a subiecților – unități teritoriale de rang superior – ale federației.⁶² *Legea federală privind arhivele în Federația Rusă* din 22 octombrie 2004 reglementează principiile privind păstrarea, completarea, evidența și folosirea documentelor din Fondul Arhivistic al Federației Ruse și a celorlalte documente de arhivă, indiferent de forma lor de proprietate, precum și relațiile implicate în procesul de management arhivistic în interesul cetățenilor, societății și statului. Baza metodologică de desfășurare a activităților din arhive (exceptând arhivele persoanelor particulare) este alcătuită din *Normele de organizare, păstrare, completare, întocmire a evidenței și de folosire a documentelor Fondului Arhivistic al Federației Ruse, ale documentelor din arhivele de stat și municipale, muzee, biblioteci, organizații ale Academiei Ruse de Științe*, aprobate prin *Ordinul* Ministerului Culturii din 18 ianuarie 2007. Fondul Arhivistic al Federației Ruse

⁶⁰ <http://archives.ru/about.shtml>.

⁶¹ <http://archives.ru/rosarhiv/history.shtml>.

⁶² Potrivit art. 65 al *Constituției* din 1993 a Federației Ruse, Rusia este stat federal compus din subiecți cu drepturi egale: 22 de republici, 9 districte, 46 de regiuni, 3 orașe de însemnătate federală, o regiune autonomă, 4 circumscripții autonome.

numără mai mult de 609 de milioane de unități arhivistice, constituite începând din secolul al XI-lea până în zilele noastre, cuprinzând:

„totalitatea documentelor create în timp și îmbogățită permanent, reflectând viața materială și spirituală a societății, având importanță istorică, științifică, socială, politică, economică, culturală, reprezentând o parte integrantă a moștenirii istorico-culturale a popoarelor Federației Ruse și conținând date necesare pentru asigurarea suveranității de stat și securității naționale a Rusiei, politicii ei externe, funcționării eficiente a tuturor structurilor statului, dezvoltării științei și culturii naționale.”⁶³

Organele federale ale puterii executive cu competențe în domeniul arhivistic sunt: Ministerul Culturii din Federația Rusă, Serviciul Federal pentru Supravegherea respectării legii în Protejarea Moștenirii culturale și Agenția Federală de Arhivă a Federației Ruse. Cele cincisprezece instituții federale de arhivă reprezintă, totodată, centre de informare științifică și culturală de importanță națională și internațională, care păstrează împreună peste 42,5 milioane de unități arhivistice.⁶⁴ Șase din ele fac parte, prin *Decrete* ale Președintelui Federației Ruse, din „Corpusul Public al Obiectelor deosebit de valoroase din Moștenirea culturală a Popoarelor Federației Ruse”. Legislația actuală a Federației Ruse garantează unui număr de nouăsprezece organe executive federale și organizații de importanță federală - inclusiv Academiiilor de Științe cu statut de instituții ale statului - dreptul de a păstra și depozita documente care fac parte din Fondul Arhivistic al Federației Ruse aflate în proprietate federală; de asemenea, documente aparținând Fondului Arhivistic național sunt gestionate, potrivit legii, de: 199 de Arhive ale statului și centre de păstrare ale documentației, 34 de Arhive ale subiecților federației (dintr-un număr total de 95 de regiuni), cu

⁶³ <http://archives.ru/about.shtml>.

⁶⁴ Arhiva de Stat a Federației Ruse (Государственный архив Российской Федерации: ГАРФ), Arhiva Rusă de Stat a Actelor Vechi (Российский государственный архив древних актов: РГАДА), Arhiva Rusă de Stat Istorică din Sankt-Petersburg (Российский государственный исторический архив: РГИА), Arhiva Rusă de Stat Istoric-Militară (Российский государственный военно-исторический архив: РГВИА), Arhiva Rusă de Stat a Flotei Militare-Maritime (Российский государственный архив военно-морского флота: РГА ВМФ), Arhiva Rusă de Stat Economică (Российский государственный архив экономики: РГЭ), Arhiva Rusă de Stat pentru Literatură și Artă (Российский государственный архив литературы и искусства: РГАЛИ), Arhiva Rusă de Stat Militară (Российский государственный военный архив: РГВА), Arhiva Rusă de Stat Istorică a Orientului Îndepărtat (Российский государственный исторический архив Дальнего Востока: РГИАДВ), Arhiva Rusă de Stat a Documentației Științifico-tehnice (Российский государственный архив научно-технической документации: РГАНТД), Filiala Arhivei Ruse de Stat a Documentației Științifico-Tehnice din orașul Samara (Филиал Российского государственного архива научно-технической документации: РГАНТД в г. Самаре), Arhiva Rusă de Stat a Fono-documentelor (Российский государственный архив фонодокументов: РГАФД), Arhiva Rusă de Stat a Documentelor cinematografice și fotografice (Российский государственный архив кинофотодокументов: РГАКФД), Arhiva Rusă de Stat a Istoriei Social-Politice (Российский государственный архив социально-политической истории: РГАСПИ), Arhiva Rusă de Stat a Istoriei Recente (Российский государственный архив новейшей истории: РГАНИ).

statut de Arhivă de Stat, 2.357 de Arhive municipale, precum și de aproximativ 126.000 de foruri de Arhivă proprii instituțiilor și organizațiilor statului și organizațiilor nonguvernamentale.

O componentă importantă a activității Agenției Federale de Arhivă e alcătuită de relațiile sale internaționale, al căror scop este dublu: popularizarea fondurilor și a colecțiilor arhivistice și repatrierea documentelor emigrației ruse, precum și a documentelor privind istoria Rusiei și a poporului rus aflate în arhivele străine, sub formă de originale sau copii. La începutul anului trecut, ROSARHIV avea încheiate patruzeci și opt de acorduri de colaborare cu tot atâtea administrații naționale de profil din Europa și Asia și era implicată în *Planuri de acțiuni comune* cu o serie de state. Pornind de la interesul deosebit acordat arhivelor rusești existente în Franța și luând în considerare legăturile vechi ce unesc Rusia și Franța, prezintă interes dimensiunea relațiilor din ultimii ani dintre cele două țări. La 14 martie 2013, locțiitorul conducătorului Agenției Federale de Arhivă, V.P. Tarasov, și Hervé Lemoine, directorul Serviciului interdepartamental al Arhivelor Franței, au semnat *Planul de acțiuni comune ale Agenției Federale de Arhivă și ale Serviciului interdepartamental al Arhivelor Franței pe perioada 2013-2015*. Documentul ilustrează intențiile de colaborare punctuală pe mai multe paliere: desfășurarea unor expoziții documentare pe teme de interes comun – intitulate „Epoca marilor rupturi. Relații ruso-franceze în documentele de la sfârșitul secolului al XVIII-lea – începutul secolului al XIX-lea”, „Primul război mondial în documente de arhivă” –, elaborarea culegerii de documente „Epopoea fotografică a Marelui război”, prilejuită de centenarul declanșării primului război mondial, continuarea schimbului de experiență între arhiviștii ruși și cei francezi în cadrul programelor de stagii de scurtă durată în Arhivele din Moscova și Paris, organizarea în anul viitor a unui seminar pe probleme de păstrare a documentelor în format electronic, schimbul de surse de informare științifică și metodologică referitoare la practica arhivistică, organizarea arhivelor, pregătirea specialiștilor, schimb de copii de documente privind istoria celor două țări (partea rusă fiind interesată în mod special de reconstituirea listei combatanților din cadrul Corpului expediționar rus, căzuți în luptele din primul război mondial și înmormântați în Franța în 1914-1918), întocmirea *Îndrumătorului documentelor despre Rusia păstrate în Arhivele franceze*.⁶⁵ În același registru al fructuoasei cooperări bilaterale ruso-franceze se înscriu și: *Protocolul de colaborare tripartită* încheiat între Universitatea Rusă de Stat Umanistă, Direcția Arhivelor Franței și École Nationale des Chartes (1 ianuarie 2013)⁶⁶, *Acordul de colaborare* dintre Universitatea Rusă de Stat Umanistă și École Nationale des Chartes (14 iunie 2007)⁶⁷ sau *Convenția de colaborare* dintre École Nationale des Chartes și șapte biblioteci din Federația Rusă (22 mai 2007)⁶⁸.

⁶⁵ <http://archives.ru/international/plan/france-2013-2015.shtml>.

⁶⁶ http://www.enc.sorbonne.fr/sites/default/files/protocole_tripartite_version_russe_0.pdf.

⁶⁷ http://www.enc.sorbonne.fr/sites/default/files/accord_bilateral_RGGU_ENC_version_russe_0.pdf.

⁶⁸ http://www.enc.sorbonne.fr/sites/default/files/convention_ENC_bibliotheques_russes_version_ru_2007_0.pdf.

Oficiali superiori ai ROSARHIV participă cu regularitate la congresele și sesiunile Adunării Generale a Consiliului Internațional al Arhivelor (ICA) – organizație profesională internațională, neutră, nonguvernamentală, care contribuie la păstrarea, conservarea, dezvoltarea și folosirea moștenirii arhivistice mondiale și reunește în rândurile sale administrații naționale de arhivă, asociații profesionale ale arhiviștilor, arhive regionale și locale, arhive ale unor organizații din peste 190 de țări și cooperează cu organisme interguvernamentale (precum UNESCO și Consiliul Europei) – și la întrunirile anuale ale statelor-membre ale secției sale din Europa răsăriteană și din Asia⁶⁹, numită *EURASICA*. Agenția Federală de Arhivă a Federației Ruse are reprezentanți în toate grupurile de experți ale consiliului, în Comisia pentru Programul ICA, precum și în cel mai recent proiect girat de către acesta, Programul UNESCO intitulat „Memory of The World”, centrat pe valorificarea soluțiilor oferite de tehnologiile digitale în scopul prezervării patrimoniului cultural al umanității și al garantării accesului egal pentru toți utilizatorii la valorile istorico-documentare ale omenirii. Nu în ultimul rând, arhiviștii ruși sunt reprezentați în colegiul de redacție al periodicului ICA, revista „Comma”, care și-a ținut una dintre ședințele de anul trecut la Moscova (precizăm că numărul din 2002 a fost dedicat exclusiv arhivelor rusești).

ROSARHIV are o prezență activă în cadrul *EURASICA*, al cărei element fundamental e reprezentat de administrațiile Arhivelor fostelor state sovietice. Principalele scopuri ale acestei secții a ICA – instituită prin *Hotărârea* adoptată în cadrul celei de-a XIV-a Adunări Generale a ICA din anul 2000 – au drept obiective stabilirea, menținerea și dezvoltarea legăturilor dintre Arhivele din regiune, precum și dintre toate instituțiile și organizațiile implicate în gestionarea documentelor, lărgirea accesului la fondurile deținute și diseminarea informațiilor cu privire la ele în vederea stimulării folosirii lor științifice.⁷⁰ Rolul-cheie interpretat de ROSARHIV în sistemul arhivistic post-sovietic este inspirat nu atât de comunitatea unui trecut istoric nu foarte îndepărtat, cât, mai degrabă, este legitimarea *leadership*-ului provenit din recunoașterea internațională a competenței și prestigiului arhivisticii rusești din ultimii cincisprezece – douăzeci de ani, fie și dacă ne gândim doar la vasta experiență teoretică și practică acumulată în decursul implementării proiectelor de digitalizare și de accesibilizare a documentelor Internaționalei a III-a, ori a arhivelor organismelor internaționale la care Uniunea Sovietică și țările fostului bloc socialist au luat parte. În prezent, funcțiile de instruire în implementarea celor mai noi tehnologii informaționale și în perfecționarea profesională a arhiviștilor din statele-membre ale *EURASICA* și nu numai constituie aproape un mandat permanent încredințat de ICA Institutului Rus de Cercetări în Științele Documentării și Arhivisticii (Всероссийский научно-исследовательский институт документоведения и архивного дела: ВНИИДАД) de la Moscova.⁷¹

⁶⁹ Armenia, Belarus, Georgia, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Moldova, Mongolia, Federația Rusă, Ucraina.

⁷⁰ Vezi *Statutul EURASICA*, adoptat la cea dintâi Conferință Generală a sa din 6 decembrie 2000 (<http://archives.ru/international/eurasica/charter.shtml>).

⁷¹ http://www.vniidad.ru/index.php?option=com_content&view=article&id=1153&Itemid=779.

În pas cu activitățile din cadrul ICA, ROSARHIV continuă politica inaugurată în anii '90: de dezvoltare a cooperării reciproc avantajoase cu administrațiile naționale de arhivă în problemele de interes comun – schimbul de experiență profesională, valorificarea patrimoniului documentar, restituirea arhivelor, completarea fondului ROSSIKA ș.a. Înțelegerile bilaterale directe încheiate cu Agenția Federală de Arhivă de către instituțiile corespondente dintr-o serie întreagă de țări (ca, de exemplu: Olanda, Franța, Italia, Austria, Germania, Polonia, Țările Baltice, Ungaria) au condus la un real progres în chestiunea retrocedării documentelor confiscate de URSS în anii celui de-al doilea război mondial, nici pe departe încheiată, și, mai important, au contribuit la o mai bună cunoaștere și apropiere plurivalentă, înlesnind anevoiosul proces de reconciliere istorică între popoarele cândva inamice. Abordarea pragmatică a relațiilor bilaterale germano-ruse, polono-ruse ori maghiaro-ruse este un exemplu de urmat în atingerea imperativului edificării unor raporturi întemeiate pe rațiune, dialog, respect și încredere. De mai bine de zece ani, state ca Germania, Ungaria, Polonia, China ori Mongolia și-au creat adevărate „misiuni arhivistice permanente” pe lângă ambasadere și centrele lor culturale din capitala Rusiei. Experți-istorici și arhiviști promovează investigații sistematice în arhivele, muzeele și bibliotecile rusești, copiază documentele privind istoria țărilor lor, publică rezultatele cercetărilor în ediții bilingve și le fac cunoscute publicului larg prin intermediul expozițiilor istorico-documentare comune. Cea dintâi ședință a Comisiei Comune Ruso-Ungare de colaborare în domeniul arhivelor a avut loc acum zece ani, la sfârșitul lui 2003, pe fondul unor contacte deja stabilite și al interesului crescând al Arhivelor Ungariei, manifestat față de problema indexării informațiilor documentare pe suport electronic. În anul următor, la Moscova se aflau deja „arhiviști-stipendiați” și un delegat al Institutului Arhivistic de pe lângă *Centrul Cultural, Științific și de Informare al Republicii Ungare* la Moscova, cu toții angrenați într-o adevărată campanie de copiere a documentelor ungurești din arhivele rusești; tot atunci, ROSARHIV a predat delegatului maghiar o listă cu documentele referitoare la Ungaria, deținute de către Arhiva Rusă de Stat Istoric-Militară și Arhiva Rusă de Stat Economică, precum și un microfilm cu documentele existente în Arhiva de Stat a Federației Ruse, executat în virtutea prevederilor acordului încheiat cu Institutul Arhivistic.⁷² Din 2003 și până în prezent au avut loc șapte ședințe ale comisiei mixte ruso-ungare de colaborare în domeniul arhivelor, în urma cărora au rezultat câteva volume valoroase și expoziții de documente.⁷³

Concluzii: Impulsionarea relațiilor bilaterale

După hiatusul de fix zece ani din relațiile arhivistice ruso-române. Arhivele Naționale ale României ar dobândi un real avantaj prin conceperea unei strategii care să conducă la o schimbare majoră și de fond în planul raporturilor bilaterale. Este paradoxal că instituția noastră, care se constituie în unică autoritate cu atribuții de

⁷² <http://www.rusarchives.ru/news/hungary1203.shtml>.

⁷³ <http://archives.ru/international/commissions/hungary.shtml>.

nivel național în materie de arhive (conform propriului nou *Proiect de lege*⁷⁴) se situează în afara proiectelor și dezbaterilor pe teme istorico-arhivistice care proliferază chiar în România, cu participarea reprezentanților ROSARHIV. Amintim aici doar colaborările durabile – materializate prin cercetări în Arhivele ruse, apoi editarea în comun a unor volume de documente – dintre Institutul Diplomatic Român⁷⁵, Academia Română (Institutul de Istorie „Nicolae Iorga”, Institutul Național pentru Studiul Totalitarismului⁷⁶), Biblioteca Metropolitană⁷⁷ și ROSARHIV, cu concursul Ministerului Afacerilor Externe al Federației Ruse, prin Ambasada Federației Ruse la București și Agenția Federală pentru Afacerile Comunității Statelor Independente, ale Compatrioților care locuiesc peste hotare, precum și pentru Probleme de Colaborare umanitară (*Rossotrudnicestvo*).⁷⁸ În plus, instituția ar da un semn oportun de receptivitate la necesitățile de informare științifică ale istoricilor, gestionând relațiile cu Agenția Federală de Arhivă într-o manieră altfel decât conjuncturală, pe alocuri maniheistă și lipsită de conținut.

Întâi de toate, un progres remarcabil constă în deblocarea comunicării interinstituționale, înghețate începând din anul 2002. Stabilirea contactului direct, reistaurarea dialogului într-un climat de respect și încredere reciprocă ar crea premisele necesare pentru întâlnirile „la vârf”, destinate recapitulării relațiilor și identificării oportunităților de dezvoltare a lor; startul acestora nu poate ocoli, cu certitudine, negocierea unui nou *acord de colaborare* care să-l resusciteze pe cel semnat în anul 2002, dovedit anacronic și inaplicabil.

Proiectele profesionale și științifice consacrabile deblocării relațiilor bilaterale dintre Arhivele Naționale și Agenția Federală de Arhivă și, totodată, impulsivării colaborării dintre cele două instituții de arhivă, ar viza două direcții generale, și anume:

I. Susținerea interesului major al Federației Ruse, manifestat prin *Proiectul „Rossika”*, față de identificarea în arhivele, muzeele și bibliotecile din România a mărturiilor documentar-istorice privind istoria Rusiei și a poporului rus.

În scopul realizării acestui obiectiv, acțiunile oportune sunt:

- activitatea sistematică de depistare în fondurile și colecțiile Arhivelor Naționale și, în paralel, în cele deținute de muzeele și bibliotecile din țară, a documentelor referitoare la: populația de origine rusă stabilită definitiv în România; documentele unor comunități ruse, ale unor instituții și organizații țariste și

⁷⁴ Vezi *Expunerea de motive la Proiectul de Lege a arhivelor*

(http://www.arhivelenationale.ro/images/custom/image/Pdf-uri/Proiectul_Legii_Arhivelor.pdf).

⁷⁵ <http://www.idr.ro/Prizonierii-de-razboi-romani-in-Uniunea-Sovietica.-Documente-%281941-1956%29.html>.

⁷⁶ <http://centruldestudiirusesisovietice.blogspot.ro/>.

⁷⁷ La simpozionul organizat de Biblioteca Metropolitană cu prilejul „Zilelor Bucureștilor” (septembrie 2009) a participat în calitate de invitat dl A.R. Sokolov, directorul uneia dintre cele mai importante instituții de arhivă din Federația Rusă: Arhiva Rusă de Stat Istorică din Sankt-Petersburg; cu această ocazie, cele două instituții au semnat un acord de colaborare, în baza căruia în anul 2010 a fost editat volumul de documente *Istoria României în fondurile Arhivei Ruse de Stat Istoric din Sankt-Petersburg*.

⁷⁸ <http://www.rs.gov.ru/about> și <http://rou.rs.gov.ru/>.

albgardiste; arhive personale ajunse în România în timpul revoluției din 1917 sau în anii războiului civil din 1918-1920; prizonierii Armatei Roșii sau mormintele și gropile comune ale soldaților sovietici de pe teritoriul României în perioada 1941-1944 și ulterior;

- executarea de copii (microfilmate) după documentele de interes pentru partea rusă, depistate în depozitele Arhivelor Naționale.

II. Continuarea activității începute în anii '90 pentru identificarea în arhivele, muzeele și bibliotecile din Federația Rusă a fondurilor și colecțiilor arhivistice și a documentelor provenite din România, precum și a documentelor privind istoria românilor aflate în fondurile și colecțiile din arhivele, muzeele și bibliotecile din Federația Rusă. Renegocierea condițiilor de restituire a lor și, între timp, valorificarea științifică a acestora prin acțiuni și manifestări organizate de Arhivele Naționale în colaborare cu Agenția Federală de Arhivă.

În acest scop, având în vedere că activitatea *Comisiei Mixte Româno-Ruse pentru studierea problemelor izvorâte din istoria relațiilor bilaterale, inclusiv problema Tezaurului României* nu a înregistrat rezultate notabile în atingerea obiectivelor planificate, iar *Comisia comună a istoricilor români și ruși* și-a încetat practic activitatea (rezumată la trei ședințe în decurs de zece ani și compusă majoritar din membri necunoscători ai limbii ruse, așadar care nu au cercetat arhivele rusești), sunt recomandabile:

- inițierea dialogului direct și activ cu Agenția Federală de Arhivă în vederea înființării unui *Grup de lucru româno-rus de colaborare în domeniul Arhivelor*, cu preocupări principale legate de schimbul de informații de interes reciproc, de dezbateră problemelor comune (cum ar fi: probleme de legislație arhivistică – cu precădere aspectul desecretizării documentelor; implementarea tehnologiilor informaționale și realizarea de proiecte electronice; perfecționarea arhivistică; păstrarea și conservarea documentelor în format electronic, domeniu în care experiența rusă este avansată), editarea în comun a unor volume de documente, organizarea unor expoziții de documente (itinerante sau virtuale);

- crearea unui *Centru de cercetare și documentare român la Moscova* (pe lângă Ambasada României la Moscova sau Institutul Cultural Român din capitala Federației Ruse), compus din experți pe problemele spațiului rus din M.A.E., Academia Română, Arhivele Naționale, cu obiective precise privind depistarea și copierea documentelor românești și a documentelor de interes pentru istoria țării (după modelul colaborării de succes dintre ROSARHIV și administrațiile de stat de arhivă din Ungaria, Germania, Polonia);

- efectuarea schimbului reciproc de copii între Agenția Federală de Arhivă și Arhivele Naționale, precum și punerea la dispoziția Arhivelor Naționale, contra cost, a copiilor documentelor esențiale pentru istoria României, aflate în arhivele federale;

- inițierea unor proiecte concrete (volume de documente, expoziții documentare la București și la Moscova; un exemplu de expoziție istorico-documentară: „Anul Rusiei în România”/„Anul României în Rusia”), realizabile cu sprijinul și în interesul Arhivelor Naționale ale României.

Ceterum censeo...

The Archival Russian-Romanian Relations from 1990 to 2014
(abstract)

This study uses the considerable documentary evidence recorded in the National Archives of Romania regarding the efforts of Romanian officials during the early 1990's to reinitiate the institutional collaboration with the Federal Archival Agency of the Russian Federation (ROSARHIV). Premising that no other neighbouring country holds as many Romanian vestiges as the archives, libraries and museums in Russia, my research endeavours gradually unveil the relations established during the past quarter century between the National Archives of Romania and ROSARHIV, placing them in the sinuous context of the political affairs conducted by the two countries.

The dialogue between the Romanian and Russian archivists had an auspicious start in the first years of the pro-Soviet regime of the National Salvation Front, in unison with the democratization and openness displayed by the Soviet state/Russian Federation. The impetuous dynamics of the bilateral contacts in 1990-1991 had an impact on the archival field as well.

The political connections got increasingly complicated, concurrently with the strengthening of the conservative forces in Moscow and with the aligning of the Romanian strategy to NATO and EU, the result being the archival restriction. Old and sensitive matters have been rediscovered: the nonratification of the Romanian-Soviet Treaty from April 1991, the situation in the Republic of Moldova, the issue of the Romanian treasure evacuated to Moscow, the condemnation of the Ribbentrop-Molotov Pact, archives retrocessions. Linguistic barriers, prejudices, reluctance and fluctuations of the Archives decisional factors obstructed the expected evolution of the relations between the archivists' forums, making necessary the unlocking of the interinstitutional communication, frozen since 2002.

Desprăfuirea: o Cenușăreasă a arhivisticii românești?

Mircea Stănescu

Keywords: *Dusting, Romanian Archives*

1. Teoria

Praful este un agent de degradare a colecțiilor patrimoniale care se manifestă prin murdărirea și uzarea suprafețelor. Compoziția sa poate fi de natură diversă: viruși, fum, bacterii, spori de ciuperci, cenușă, praf de ciment, pulbere de polen sau industrială.¹ Combinat cu condițiile improprie de microclimat din depozite, el poate crea condițiile pentru atacuri chimice și biologice asupra suportului arhivistic.

În literatura de specialitate se disting două tipuri de intervenție:

- 1) *Preventivă*, adică întreținerea curentă a fondurilor arhivistice;
- 2) *Curativă*, în caz de catastrofă, și în special a apariției mucegaului.²

Normele noastre naționale prevăd și ele ceva similar. Astfel, între condițiile de păstrare și conservare ale documentelor găsim la art. 154 o prevedere expresă:

În depozitele de arhivă se asigură condițiile necesare pentru păstrarea corespunzătoare a documentelor și pentru protecția lor față de acțiunea agenților de deteriorare: praf [subl. n.], lumină solară, solicitări la uzură mecanică, variații de temperatură și umiditate, temperaturi excesive, surse de infecții sau întreținere a agenților biologici (ciuperci, insecte, rozătoare), pericol de foc, inundații sau infiltrații de apă etc.³

La fel, cheștiunea este reluată în art. 82 din instrucțiunile pentru creatori:

Documentele de arhivă se păstrează în depozite construite special sau în încăperi amenajate în acest scop, cu asigurarea condițiilor necesare pentru păstrarea corespunzătoare a documentelor și pentru protecția lor față de acțiunea agenților de deteriorare: praf [subl. n.], lumina solară, solicitări la uzura mecanică, variații de temperatură și umiditate, temperaturi excesive, surse de

¹ Pentru definirea tehnică a particulelor de praf. a se vedea Brigitte Leclerc, *Quelques notions de base sur les caractéristiques des particules solides*, "Actualités de la conservation" n° 5, BnF, octombrie 1997, p. 1; *Cours PIAF*, Module 8, Section 3, la adresa: <http://www.piaf-archives.org/espace-formation/mod/resource/view.php?id=51>. În fine, în contextul asigurării condițiilor de microclimat, a se vedea și *Abrégé d'archivistique. Principes et pratiques du métier d'archiviste*, Association des archivistes français, 2012, p. 240.

² Emilie Dreyfus, Amandine Jacquet, *Dépoussiérer les collections patrimoniales*, Fiche pratique, 2008-2013, p. 1, la adresa: <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/1823-depoussiérer-les-collections-patrimoniales.pdf>.

³ [3] *Norme Tehnice privind desfășurarea activităților în Arhivele Naționale*, 1996, p. 74.

*infecție sau întreținere a agenților biologici, pericol de foc, inundații sau infiltrații de apă.*⁴

2. Experiența națională

Normele naționale prevăd și ele, fără a-l formula însă expres, acest caracter *preventiv* al desprăfuirii. Astfel, pe lângă "menținerea ordinii și curăteniei", verificarea temperaturii și a umidității relative, aerisire⁵, există câteva prevederi exprese:

- înlăturarea prafului de pe mijloacele de protecție (măști, cutii), de pe mijloacele de depozitare (rafturi, dulapuri, rastele etc.) și de pe părțile componente ale încăperii (pereți, ferestre, uși, elemente de încălzire) se face lunar [subl. n.; "lunar" este subl. în text] [...]

- documentele preluate de instituțiile administrației de stat, societățile comerciale și persoane fizice vor fi dezinfectate și desprăfuite înaintea introducerii lor în depozite [subl. n.]. În cazul când aceste operații nu pot fi făcute imediat, documentele se depozitează provizoriu într-o încăpere de tranzit [subl. n.].

*Activitățile de întreținere, igienă și conservare curente se consemnează într-un caiet de depozit, iar măsurile de asigurare materială și financiară a acestor activități se planifică și se execută potrivit reglementărilor existente, la propunerea șefilor direcțiilor județene și ai serviciilor deținătoare de arhivă.*⁶

La fel, în instrucțiunile pentru creatori:

În depozitele de arhivă se vor asigura curățenia și ordinea interioară, pentru a se evita insalubritatea acestora sau instalarea de focare biologice (rozătoare, insecte, mușegai); [...]

*Înlăturarea agenților dăunători se face prin desprăfuire [subl. n.], curățire mecanică, dezinsecție și deratizare. Desprăfuirea documentelor se face cu peni [sic!] moi sau tampoane, iar absorbția prafului rezultat, cu aspiratoare electrice [subl. n.]. Dezinsecția, dezinsecția și deratizarea depozitelor de arhivă se fac ori de câte ori este nevoie și cel puțin o dată la 5 ani.*⁷

Totodată, normele și instrucțiunile naționale prevăd, fără a-l formula expres, ci doar succint, și caracterul *curativ* al intervenției:

- se vor efectua sondaje lunare asupra stării de conservare a documentelor, mai ales în zonele întunecoase și reci ale depozitelor. În cazul identificării unor

⁴ Instrucțiuni privind activitatea de arhivă la creatorii și deținătorii de documente, 1996, p. 11, la adresa: <http://mefc.ase.ro/Media/Default/docs/Instrucțiuni%20creatorii%20arhiva.pdf>.

⁵ Norme Tehnice, p. 74.

⁶ Ibidem, p. 75.

⁷ Instrucțiuni, p. 12.

focare de degradare, documentele respective vor fi izolate într-o cameră separată, până la intervenția unui specialist [subl. n.].⁸

În cazul semnalării pericolului de degradare a documentelor se iau măsuri de înlăturare a acestuia, cerându-se, în cazurile deosebite, sprijinul Arhivelor Naționale [subl. n.].⁹

3. Practicile în uz

Pentru a le investiga, am redactat o întrebare, pe care am adresat-o unui număr de opt arhiviști de pe întreg cuprinsul țării. Iat-o: **Vă rog, explicați pe scurt ce înțelegeți prin operațiunea arhivistică numită desprăfuire și în ce constă ea, practic, din experiența dvs.** Am adăugat o precizare: *Răspunsul dvs. îmi este necesar pentru redactarea referatului profesional, iar prelucrarea informațiilor, la fel ca citarea, vor fi anonimizate.*

Pentru că nu sunt lungi, vom cita aceste răspunsuri integral, și exact în ordinea în care le-am primit (adică una aleatorie).

1) E.N. (București, Aparatul Central):

Desprăfuirea este operațiunea arhivistică din punctul de vedere al igienei și întreținerii în cele mai bune condiții de păstrare și conservare a documentelor din depozitele proprii.

Practic, prin desprăfuire se înțelege îndepărtarea prafului de pe documente, cutii de arhivă, mape de protecție, suluri etc. și de pe polițe, dulapuri, rastele din depozit, ca și de pe părțile componente ale depozitului respectiv, de pe ferestre, uși, calorifere, pereți, cel puțin o dată pe lună.

Deoarece nu mai există (au existat prin anii 1960) mijloace performante de desprăfuire (aspiratoare cu perii adecvate), omologate și avizate prin normele tehnice proprii, această operațiune a avut loc în perioada 2005-2006 prin mijloace "clasice", și anume: cu găleata cu apă, cârpe și mănuși de protecție; urcând pe scările din depozite, nu tocmai stabile, la o înălțime de aproximativ 6 m, cu găleata de 10 l de apă, iar apa se schimba după maxim 2 m.l. șterși. Nu cunosc dacă au avut loc desprăfuiri și la alte depozite prin aceleași metode "clasice", însă biroul nostru a făcut această desprăfuire la toate depozitele din Aparatul Central, respectiv s-au desprăfuit aproximativ 10.000 de m.l. de arhivă, operațiunea făcând parte din planul de muncă al arhivarului/arhivistului, ca una distinctă.

Prin serviciile de igienizare se obține un rezultat foarte bun, iar riscurile asupra sănătății persoanelor ce manipulează documentele sunt reduse. Însă după această desprăfuire știu că unii dintre colegi au avut probleme de sănătate, dată fiind metoda "clasică" de îndepărtare a prafului, și nu de absorbție a acestuia.

Tot legat de desprăfuire, conform normelor altor instituții, ale bibliotecilor, de exemplu, această operațiune trebuie să aibă loc periodic, într-un spațiu din afara depozitului.

⁸ *Norme Tehnice*, p. 75.

⁹ *Instrucțiuni*, p. 12.

Problema păstrării și conservării este destul de complexă, deoarece sunt numeroase aspectele care trebuie avute în vedere, iar măsurile optime sunt dificil de respectat în totalitate. Astfel, se realizează mai degrabă un compromis între dorința de a păstra și conserva perfect documentele, și posibilitățile oferite de tehnologia zilelor noastre.

Sperăm ca viitorul să permită găsirea celor mai bune soluții pentru această operațiune.

Mai întâi, a fost indicată absența aparatului necesare, fapt care transformă operațiunea într-una de tip casnic. Apoi, a fost indicată necesitatea ei principală – reducerea riscurilor afectării sănătății personalului de arhivă –, dar, totodată, și faptul că atâta vreme cât se desfășoară în condiții inacceptabile, se poate transforma ea însăși într-o cauză a îmbolnăvirilor. În continuare, au fost indicate standardele în domeniu și maniera în care ar fi de făcut. În fine, semn că arhiviștii sunt persoane practice (dacă mai era nevoie de demonstrat), s-a spus și că această operațiune este un compromis între dezideratul normelor și tehnologia accesibilă.

2) A.R. (Banat):

Când m-am angajat la arhive, în anul 1994, cum n-aveau nevoie de ingineri, am funcționat mai întâi ca referent, și una din sarcinile de bază era operațiunea de desprăfuire.

Din experiența mea, îți pot spune sincer, scurt și cuprinzător ce făceam practic:

a) Polița: luam rafturile la rând, goleam un metru liniar de arhivă de pe prima poliță și o ștergeam cu cârpa umedă;

b) Cutia de protecție: cum nu aveam la dispoziție un aspirator, foloseam doar cârpa moale și uscată pentru ștergerea cutiilor, întâi la exterior și apoi la interior, pentru înlăturarea prafului și, mai ales, a "franjurilor" – hârtia coaptă și mărunțită (efect al biodegradării documentelor);

c) Dosarele/registrele: pentru acestea, desprăfuirea consta doar în ștergerea copertei exterioare, tot cu cârpa uscată.

Regăsim aceeași manieră de a proceda ca cea deja indicată, la care iau parte atât arhiviștii, cât și arhivarii.

3) R.A. (Transilvania):

Desprăfuirea, la noi, e o operațiune în care se ia un aspirator de mână, mic, cu baterii, și se aspiră întâi cutiile din depozit. Apoi, cu o cârpă umezită, se șterg cutiile și polițele.

Operațiunea se execută de doamna care se ocupă cu curățenia, și este în fișa postului. Fiecare administrator de depozit planifică activitatea și urmărește modul de desfășurare. Aerisirea depozitelor și urmărirea temperaturii la nivel de depozit este sarcina responsabililor de depozit. Cu ocazia verificării existentului se poate constata și cantitatea de praf.

Noi nu avem preluări, dar în cazul preluărilor desprăfuirea se face înainte de a se introduce dosarele în cutii; se șterg cu o cârpă uscată, de această dată. Doar cutiile pot fi șterse cu cârpa umedă. Tocmai de aceea desprăfuirea se face la noi în sezonul cald, pentru reglarea umidității relative.

Precizare importantă: în acest caz, operațiunea este făcută nu de către personalul de arhivă, ci de persoana însărcinată cu curățenia, acțiune la care desprăfuirea este redusă, iar arhiviștii și arhivarii intervin doar în cazul preluării de documente.

4) N.I. (Transilvania):

*La noi [desprăfuirea] se face așa cum prevede art. 99 din Instrucțiuni.
Da, chiar se face.*

Avem noroc că avem un aspirator performant care merge. Mai greu cu lavetele.

Un aspirator destul de mare, Philips FC 6843.

Aceeași manieră “casnică” de lucru beneficiază, de această dată, de un aparat mai mare, care este însă la fel de casnic.

5) Loredana Dascăl (București, Aparatul Central, BAMFPC):¹⁰

Desprăfuirea nu intră în categoria operațiunilor arhivistice, care au o importantă componentă intelectuală și vizează prelucrarea (procesarea) fondurilor/colecțiilor/documentelor, pornind de la sistematizare, fondare, ordonare, inventariere, verificarea existentului etc. Desprăfuirea este o măsură de întreținere și igienă a documentelor [subl. în text], care ține de păstrarea și conservarea documentelor, în consecință de compartimentul de resort și de calificările personalului acestuia. Așadar, ea nu implică sfera de competență a arhivistului decât în măsura în care acesta semnalează oportunitatea și stringența acestei măsuri [subl. în text], în calitatea sa de responsabil al unui depozit.

În ceea ce se aplică Arhivelor românești¹¹, este important de semnalat problema urgentă a mijloacelor și măsurilor de desprăfuire. În mentalitatea arhivistului român, noțiunea de praf arhivistic este aproape compatibilă cu depozitul de arhivă și oarecum romantică, acesta fiind poate și motivul pentru care aparatura tehnică modernă pentru desprăfuire nu este încă o prioritate de achiziție instituțională. Soluția desprăfuirii manuale este una la fel de păguboasă pentru documente ca aceea a ignorării acestui teribil agent de deteriorare, întrucât ea nu face decât să agite praful (implicit: sumedenia de agenți patologici conținuți) în aceeași încăpere și, finalmente, să-l așeze în locul din care a fost deplasat. Paranteză: sistematizările și transferurile de documente trebuie neapărat acompaniate de atente activități de desprăfuire (în comportamentul reflex al

¹⁰ Colega noastră de la Biroul de Arhive Medievale a ținut ca numele să-i fie trecut în clar, dorință pe care am respectat-o.

¹¹ În continuare, citează din *Raportul de stagiu STIA 2013* (Stage technique international d'archives), aflat în manuscris.

arhiviștilor atenția se concentrează mai degrabă asupra precauțiilor de a nu deranja praful). Arhivele franceze dețin săli speciale de triere, de desprăfuire (cu centrale cu filtre fine de aspirație), de umidificare sau uscare a documentelor, prevăzute pentru a preveni contactul direct al documentelor contaminate/contaminabile (astfel de spații sunt o stringență în Arhivele românești).

Ținând cont că o serie de activități¹² – verificarea zilnică a instalațiilor electrice, sondajele lunare asupra stării de conservare a documentelor în vederea identificării focarelor de degradare, înlăturarea lunară a prafului de pe mijloacele de protecție, de pe mijloacele de depozitare și de pe părțile componente ale încăperii [Notă: Menționez că soluția desprăfuirii manuale este total contraindicată de reglementările arhivistice internaționale.] – sunt imposibil de realizat de către responsabilii de depozit, întrucât presupun cunoștințe, tehnică, echipament și îndemnări specifice, desemnarea de personal și atribuirea adecvată a acestor activități și responsabilități devine o necesitate.

Față de cele semnalate, consider oportună implementarea teoretică și practică a unui regim de conservare preventivă a documentelor – ca palier al specialității conservare-restaurare, implicarea activă a compartimentului de resort în problematica depozitelor de arhivă, efectuarea periodică a prelevărilor de probe microbiologice și bacteriene în vederea depistării agenților biologici și, deopotrivă, asigurarea mijloacelor necesare pentru optimizarea condițiilor de păstrare și conservare a documentelor.

După ce anterior am redat o situație în care desprăfuirea era redusă la curățenie, regăsim teoretizată această versiune radicală: ea nu este o operațiune arhivistică, dată fiind absența caracterului său intelectual, ci o simplă măsură de igienă și întreținere. Nu cade deci în sarcina personalului de arhivă (arhiviști, arhivari), ci a celui de la departamentul de păstrare și conservare a documentelor. În consecință, nu este în nici un fel treaba arhivistului să se ocupe de ea. Este deplănsă apoi absența tehnologiei aferente și sunt indicate standardele în domeniu, în vreme ce curățarea manuală a prafului este echivalată cu ignorarea lui. În fine, noțiunea de “desprăfuire” este scoasă din câmpul arhivisticii alături de întreg domeniul conservare-restaurare.

6) A.U. (Moldova):

Teoretic, desprăfuirea este operațiunea arhivistică de eliminare a prafului de pe documente cu perii moi, prin suflare (aspirare) cu aspiratorul și ștergere cu cârpe moi și uscate, fără a le deteriora.

Practic, operațiunea de desprăfuire se desfășoară prin “scuturarea”, “baterea” u.a. în aer liber și ștergerea mijloacelor de protecție (cutii, mape) cu cârpe uscate.

Din păcate, nu este sigura operațiune care nu se desfășoară așa cum ar trebui, deși instituția noastră este cea care stabilește normele de lucru. Lipsa dotărilor tehnice constituie o problemă.

¹² În fine, citează din *Referat privind condițiile de păstrare-conservare în depozitul I B*, 30 decembrie 2013, redactat pentru necesitățile Biroului său.

Pe scurt, o descriere la fel de nudă a realității.

7) E.L. (Moldova):

În depozitele noastre de documente, desprăfuire generală s-a făcut doar o singură dată (din 1999, de când sunt angajat), după următorul tipic:

Prin 2004, cred, femeia de serviciu avea o găleată cu apă (pe care nu o schimba prea des) și o cârpă; uda cârpa și trecea cu cârpa umedă peste cutii! Desprăfuiă câțiva metri pe zi (până în 30 de metri), însă în următoarele zile praful se așternea din nou de unde fusese șters.

Desprăfuiri parțiale am făcut eu în depozitul nr. 6 și ... în bibliotecă, prin ștergerea prafului cu o cârpă umedă – cârpa era înmuiată de 3-4 ori doar într-o apă, după care schimbam apa și ștergeam din nou praful de pe cutiile și polițele șterse anterior –, când am sistematizat câteva dintre fondurile arhivistice/de carte din aceste depozite.

Ca o aberație, rețin că prin 2005-2006, șeful de atunci a luat inițiativa de a schimba cutiile mari de la un fond cu cutii mici. Cum acestea din urmă erau neîncăpătoare pentru formatul documentelor, arhivarii au lăsat deschisă partea din spate a cutiilor, așa încât praful a ajuns de pe cutii în cutii (pe documente), iar gândacilor li s-a permis să circule liber de la o cutie la alta. (Până atunci nu aveam invazia de gândaci cu care ne confruntăm astăzi, căci niciun gândac nu trecea prin cutia tratată chimic).

Sunt descrise aici complicațiile generate de dificultatea de a desprăfui depozitele, combinată cu decizii nefericite.

8) N.A. (Muntenia):

Desprăfuirea se face cu scopul asigurării curățirii documentelor, prin înlăturarea prafului, hârtiei mărunțite și a efectelor biodeteriorării documentelor din arhivă. Desprăfuirea se face cu perii moi, prin suflare, aspirare (cu aspiratorul), ștergere (cu cârpe moi și uscate), fără a se deteriora documentele.

Ca angajat al Arhivelor Naționale, nu am realizat efectiv (în mod organizat și conform definiției) desprăfuirea arhivei. Știu că se raportează această activitate când se preiau noi fonduri. În situația respectivă, verific dosarele fizic și din punctul de vedere al conținutului, iar faptul că le manevrez individual cred că înseamnă desprăfuire. Desprăfuire mai raportează și referenții odată cu verificarea existentului cu inventarul (tot legat de faptul că manevrează dosarele).

În fapt, și din păcate, realizez zilnic desprăfuire cu plămâni când prelucrez arhivistic fondurile. Și asta, cu siguranță, are consecințe mari asupra sănătății. În urmă cu aproximativ cinci ani ștergeam cutiile de arhivă pe exterior cu cârpe umede. Acțiunea se desfășura când se făcea curățenie generală (inclusiv în depozite), și o realizam împreună cu îngrijitoarea. Acum, nemaivând îngrijitor, nu știu să se mai fi realizat desprăfuirea cutiilor, iar a dosarelor nici atât.

Lipsa unor instrumente profesionale de aspirare a hârtiei ar putea fi una dintre cauze. Apoi timpul scurt, numărul mic al angajaților raportat la

multitudinea activităților etc. Fac precizarea că lucrez în Arhivele Naționale de șase ani.

Este indicat caracterul aleatoriu al acțiunii. Date fiind dificultățile pe care le presupune – cronică lipsă de personal, a dotărilor tehnice (în afară de cunoscutele halate, mănuși și măști) –, desprăfuirea este o activitate care mai degrabă se raportează decât se face efectiv.

4. Standardele și codul de bune practici

În studiul de față ne vom concentra asupra principiilor, iar nu a modului de lucru efectiv, care poate fi regăsit în toate normele și manualele de lucru.¹³

Să spunem, mai întâi, în clar: atâta vreme cât se aplică instituțiilor de arhivă (deși nu numai lor), desprăfuirea este o operațiune arhivistică. Aceasta înseamnă că are, așa cum am sugerat mai sus, atât o dimensiune teoretică (intelectuală), cât și una practică. Ea este deci integrată teoriilor și practicilor arhivistice, și face parte din domeniul numit Păstrare și Conservare. Fiind, înainte de toate, o operațiune intelectuală, ea presupune o analiză și se planifică.

Ca operațiune tehnică, de astă dată, este de două tipuri:

1) *Manuală*, și se realizează cu perii moi, textile care nu lasă fibre sau pensule. La fel ca măturarea, ea are inconvenientul de a răspândi (lăsa) praful în spațiul ambiental.



Arhivele Naționale ale Franței
Desprăfuirea manuală
©2014 Mircea Stănescu

¹³ Iată un exemplu oarecum la întâmplare. Cf. Céline Pérard, *Le dépoussiérage*, Bibliothèque Nationale de France, Direction des services et des réseaux – Département de la conservation, mai 2003, la adresa : <http://www.bnf.fr/documents/depoussierage.pdf>.

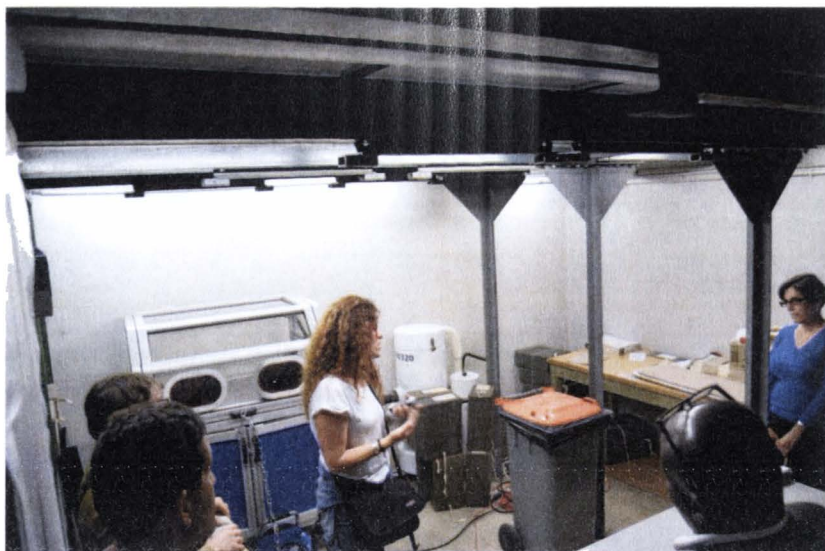
2) *Mecanică*, se face cu ajutorul unui aspirator cu filtrare completă, care respectă normele HEPA (*High Efficiency Particulate Air filter*), prevăzut cu un variator de putere, pentru a nu distruge suportul documentului. Spre deosebire de aparatele de acest tip, care rețin complet praful, aspiratoarele casnice împrăștie microparticulele în aerul înconjurător.¹⁴ Cel mai utilizat este aspiratorul portativ, care se pune în spate ca un rucsac.



Arhivele Naționale ale Franței
Aspiratorul portativ
©2014 Mircea Stănescu

Operațiunea se realizează, în mod obligatoriu, într-un alt loc decât depozitul de arhivă. Unele instituții de arhivă sunt dotate cu posturi de desprăfuire legate la centrale de aspirare, care scot aerul în afara clădirii.

¹⁴ E. Dreyfus, A. Jacquet, *op. cit.*, p. 1; Anne Marteyn, Marc Fauchoux, *Dépoussiérage: mode d'emploi*, "Actualités de la conservation", no. 4, juillet 1997, pp. 3-4, la adresa : http://multimedia.bnf.fr/actus_conservation/cn_act_num04_art2.htm.



Arhivele Naționale ale Franței

Post de aspirare

©2014 Mircea Stănescu

Ca activitate preventivă, desprăfuirea trebuie făcută cel puțin o dată la trei ani. Ea trebuie însoțită de asigurarea unor condiții de păstrare controlabile.¹⁵

Astfel, locurile de depozitare a documentelor și căile lor de aerisire trebuie curățate periodic și sistematic; la fel, în caz de urgență sau atunci când au loc lucrări în încăperile și depozitele de arhivă. În fine, înainte de a fi trimis în depozit, orice document trebuie desprăfuit.

Ațiunea poate fi făcută fie de personalul intern, fie de o firmă specializată. În primul caz, este nevoie de mai multe resurse: timp, oameni pregătiți în acest scop (tehnicieni), aspiratoare și încăperi specifice; în al doilea caz sunt necesari banii.

Astfel, desprăfuirea nu este doar o activitate de păstrare a documentelor de arhivă, ci și un act de igienă și prevenire. Iar faptul este valabil atât pentru fondurile arhivistice, cât și – poate mai ales – pentru personalul de arhivă.

Insistăm asupra faptului că această operațiune este diferită de curățenia obișnuită. Personalul care o execută trebuie să fie protejat cu: măști igienice, mănuși (de bumbac sau latex) și combinezoane.

Pentru a fi eficace, desprăfuirea se asociază altor măsuri preventive, precum controlul microclimatului sau circulația aerului, tocmai pentru a evita intervențiile curative, care sunt dificile și costisitoare (dezinfecție, dezinsecție, ștergere, curățare profundă) asupra documentelor care sunt deja afectate și fragile.

Particulele de praf pot influența negativ sănătatea omului. Astfel, particulele cuprinse între 0,5 și 5 μm sunt cele mai dăunătoare pentru plămâni. Pe de altă parte, particulele de tip viu, indiferent de puterea lor patogenă, pot, chiar în situația în care

¹⁵ E. Dreyfus, A. Jacquet, *op. cit.*, p. 1; A. Marteyn, M. Fauchoux, *op. cit.*, pp. 1-2.

au murit, cauza boli, dată fiind capacitatea lor alergică sau toxinele pe care le produc.¹⁶

5. Atenuarea practicilor curente

Ne vom întoarce acum la realitatea noastră imediată. Astfel, vom spune că, poate mai mult decât alte structuri ale administrației, Arhivele nu doar că nu trăiesc într-o lume ideală, ci nu se mișcă nici măcar într-una “normală”, previzibilă. Este vorba, desigur, despre normele arhivistice, în afara cărora ele sunt de multă vreme.

Dată fiind situația de decalaj între norme și practici – ale cărei surse nu ne propunem să le investigăm aici, și care de altfel reprezintă, păstrând proporțiile, o problemă a arhivelor din toată lumea –, vom vorbi nu atât despre norme și aplicarea lor (sau imposibilitatea punerii lor în practică), ci despre atenuarea practicilor noastre curente.

Astfel, vom porni de la un dat, și anume că: este mai bine să faci ceva decât nimic. Prin urmare, arhiviștii români, atunci când fac, chiar asta fac: mătură, șterg rafturile, cutiile și dosarele cu materiale textile puțin umede sau antistatice. Iar când nu o fac ei înșiși, o face persoana însărcinată cu curățenia. Uneori, ei curăță dosarele și obiectele cu pensule, perii moi sau cârpe de bumbac uscate.

Camerele de desprăfuire, la fel ca și aspiratoarele cu filtre HEPA, lipsesc cu desăvârșire, iar posturile de aspirare par de domeniul *science fiction*. Prin urmare, este necesar ca această operațiune să se facă în exteriorul clădirii. Iată, spre exemplu, cum am procedat înaintea prelucrării dosarelor aflate în plan.



¹⁶ B. Leclerc, *op. cit.*, p. 2.



Această versiune atenuată de desprăfuire are ca dezavantaje:

1) Dat fiind că nu este realizată cu un aspirator cu absorbție completă, ci cu unul casnic, adus de acasă, particulele de praf nu sunt extrase metodic, iar dosarul poate fi deteriorat, căci variatorul de putere lipsește.

2) Ea nu este integrată unei suite de acțiuni periodice și sistematice, fiind o excepție. Prin urmare, cutiile și dosarele sunt trimise apoi în depozite care sunt desprăfuite aleatoriu.

Exceptând faptul că arhivistul este mai bine protejat în timpul desfășurării ei, singurul avantaj este că, fiind făcută înainte de prelucrarea arhivistică, limitează cantitatea de praf pe care acesta o inhalează ulterior. Prin urmare, fie și numai pentru acest motiv, ea trebuie făcută.

6. Concluzii

Întorcându-ne la întrebarea de început, vom spune că dacă desprăfuirea este, într-adevăr, în context românesc, o Cenușăreasă, ea nu-și va găsi probabil vreodată nici Zâna-cea-Bună și nici - cu atât mai puțin - Prințul. Sau, în alți termeni, este iluzoriu să așteptăm ca situația să se schimbe rapid și radical, prin urmare, mai rațională este continuarea atenuării practicilor curente.

Astfel, ceea ce s-ar putea face cu sorți de izbândă ar fi ca:

1) Arhivele însele să reflecteze la această situație ca la o problemă căreia să caute a-i găsi și soluțiile;

2) Arhivistul (lucrătorul de arhivă), adică omul, să fie pus pe primul plan – și aici vom spune ceva neintuitiv: înaintea Arhivei însăși –, ceea ce înseamnă că sănătatea sa trebuie să prevaleze în orice acțiune;

3) Alocarea sau, după caz, degajarea pentru fiecare unitate de arhivă a unei încăperi pentru desprăfuire;

4) Realizarea unui plan minim de investiții în tehnică de desprăfuire conformă cu standardele în domeniu.

București, 31 august 2015.

Dusting: a Cinderella of Romanian Archivistics?

(abstract)

This study presents the theory behind the topic of dusting and continues with the Romanian experience. To investigate the latter I addressed a question to eight archivists throughout the country: *what is dusting and how do you do it in your archive?* Their answers are fully presented. Then I review then the standards of good practice and I show an example of how to change the current practice based on some realistic recommendations.

“Memoria neamului românesc”, hrană pentru gândacul de pâine

Marina-Adelina Marian

Keywords: *Archives, Conservation, Xylophagous Insects Attack*

Parte integrantă a patrimoniului spiritual național, tezaurul documentar aflat în păstrare în depozitele noastre, din care fac parte importante fonduri, ca de exemplu: Visteria Moldovei, unde se află Catagrafiile Moldovei, Secretariatul de Stat, de aceeași valoare istorică, sau importante colecții, precum cea intitulată Manuscrise sau Documente, unde se pot găsi mărturii emaneate din cancelariile lui Alexandru cel Bun, Ștefan cel Mare, Petru Rareș, Alexandru Lăpușeanu, Vasile Lupu, Dimitrie Cantemir ș.a., necesită, tocmai datorită caracterului fragil pe care-l are, a fi protejat de acțiunea factorilor dăunători.

Pierderile imense cauzate de-a lungul anilor de războaie, calamități naturale, acțiunea microorganismelor, favorizată de o depozitare necorespunzătoare au determinat creșterea preocupărilor și strădaniilor valoroșilor noștri înaintași pentru protejarea acestor mărturii ale trecutului, înfruntând vicisitudinile vremurilor și luptându-se cu nepăsarea autorităților statului.

În acest context, ca un remember al strădaniilor marilor arhiviști de odinioară, de a păstra “cu sfințenie acest sanctuar al drepturilor compatrioților”¹, cum frumos spunea Gh. Asachi, răsfoim câteva file de istorie, apelând la memoria documentelor și prezentăm în continuare câteva aspecte sugestive în acest sens.

Primul arhivist al statului, Gh. Asachi, numit în această funcție la 1 ianuarie 1832, a avut de luptat cu mentalitățile conservatoare, cu opoziția înaltului cler și a boierimii, atunci când s-a pus problema adunării materialelor arhivistice și în special a actelor private. De la bun început, el a acționat pentru organizarea Arhivelor Statului, ca o instituție de sine stătătoare și nu ca o secție a Înalțului Divan.

Astfel, adresează prima sa lucrare, la 7 ianuarie 1832, direct Sfatului Administrativ al Principatului Moldovei, arătând că:

cinstitul Sfat având în privire trebuința grăbitoare întru aşăzarea și regularisirea acturilor aflătoare acum pe la deosăbite presudsfiu rog să binevoiască a rândui o casă încăpătoare și sigură, pentru care dacă vreo mai bună închipuire întru aciasta ar lipsi apoi socotesc că până la zidire unu înadins binale rânduie prin reglement s-ar pute întrebuința cu chip provizornic un gherghir ce să găsești supt Gimnazia Vasiliană din ograda bisericii Sfinților Trei Ierarhi, carele și fiind

¹ *Cererea de demisie a lui Gh. Asachi din funcția de arhivist al statului adresată lui Grigore Ghica, domnul Moldovei, la data de 27 septembrie 1849 (Gheorghe Ungureanu, Figuri de arhiviști români, Gheorghe Asachi, 1788-1869. Documente, București, 1969, p. 217-218; doc. nr. 156).*

încăpători rămâne ca cinstitul Sfat, socotind această propunere, să dei ace din partea sa hotărâre, precum însăși va încuviința.²

Mai cere și personal de serviciu, mobilier de birou și dulapuri pentru păstrarea arhivei.

În 13 ianuarie 1832, primește răspuns de la Sfatul Administrativ:

cum că pentru trebuință ci urmează întru aşăzaria și răgularisărea acturilor aflătoare acum pe la osăbite presudsii Sfatul se unește cu socotița propusă de dumneata de a se întrebuiința vremelnicești un gherghir că să găsește supt Ghimnaziea Vasiliiană din ograda Bisericii Sfântilor Ierarhi, dacă însă gherghirul va fi sigur căci acia siguranție rămâne în răspunderea dumatile.³

Lupta pentru un local special, așa după cum era prevăzut în instrucția pentru Arhivistul Statului, ca "o singură boltită zidire și îngrădită cu gratii de fier, cu obloane de fier și cu uși de fier și cu păzirea unui jandarmur zi și noapte cu toată privighere, siguranție și îngrijire de a nu să primăjdui, supt răspunderea arhivistului supt a căruie ascultare va fi un secretar și doi scriitori"⁴ a început încă de la înființare.

Prima și cea mai urgentă problemă pe care o avea de rezolvat noul Arhivist al Statului, Vasile Alecsandri, era găsirea unui local corespunzător pentru depozitarea și păstrarea în bune condiții a arhivelor.

La nenumăratele rapoarte ale sale, autoritățile hotărâsc să se pună la dispoziția Arhivelor o casă în curtea M-rei Golia, total necorespunzătoare. Deoarece egumenul mănăstirii nu vrea să renunțe la această clădire, Alecsandri, într-un nou raport, în care insistă pentru urgentarea găsirii unui local, ironizează atitudinea călugărilor greci, zicând că "rămîne recunoscător egumenului M-rei Golia, carele apărând baștele acestei m-ri de năvălirea arhivei, le-au ferit totodată și pe acestea de a fi închise în bolți umede, întunecoase, neîncăpătoare și menite din învechime a sluji de temnițe pentru nebuni și de chilii pentru călugări."⁵

În același raport din 3 iulie 1850, Vasile Alecsandri informează Departamentul Justiției că a vizitat mănăstirile Cetățuia. Galata și Frumoasa, în căutarea unui local pentru arhivă și că a descoperit:

câteva bolți în vechiul palat a lui Ghica Vodă fiind însă că acest locaș domnesc au fost prefăcut de către călugări în șură și în găinărie, de neapărată trebuință este ca Departamentul Lucrărilor Publice să se însărcineze cu dregerea numitului fost palat și să-l aducă în starea cuvenită unui local menit a cuprinde în sinul lui documentele țării.⁶

² Serviciul Județean Iași al Arhivelor Naționale, *Arhiva de cancelarie*, ds. 3/1832, f. 1.

³ *Ibidem*, f. 15.

⁴ *Ibidem*, f. 4.

⁵ Gheorghe Ungureanu, *Din activitatea lui Vasile Alecsandri ca arhivist al Statului. Miscelanea*, "Revista Arhivelor", nr. 2/1964, p. 274 - 275, doc. nr. II.

⁶ *Ibidem*.

Pentru a îmbunătăți situația precară în care se afla arhiva, în anul 1851 elaborează un proiect pentru organizarea Arhivei Statului, în care arată ocârmuirii că "arhiva cere a fi așezată într-un local trainic, încăpător și ferit de toate primejdiile ce i-ar putea aduce stricăciune, precum umezeală, colbăitul, focul și celelalte."⁷

Sucursala din Iași, abia așezată în anul 1863 în Palatul Administrativ, a fost nevoită să-și continue strămutările de până atunci. Încăperile palatului fiind necesare pentru celelalte servicii instalate acolo, o parte a depozitelor a fost mutată în anul 1865 la mănăstirea Frumoasa, altă parte la mănăstirea Cetățuia, unde conform raportului șefului sucursalei către Direcția Generală:

deși s'ar găsi încăperi pentru așezarea arhivei pentru acte, sunt așa stricăciuni și putrezilii, unile fiindu beciure umezoase, nepodite pe josu, altile, cu acoperământul, vecin, putredu și uluce sparte ce descoperitu-se din cauza uraganului ce au fostu, cu lipsa de ferești cu totul și uși înalte defecte.⁸

Apoi, în 1865-1866, toată arhiva s-a mutat în casele din Beilic, închiriate de Avram Ițic Cauffman, case „cuprinzătoare de șasse bolți la uliță fiecare cu doi odăi, precum și șasse în lăuntru ogrădii numai de câte o odaie.”⁹ Acolo, arhiva a rămas până în anul 1871, când a fost așezată iarăși în Palatul Administrativ. Dar în urma incendiului din 1880 de la palat, ea a trebuit să se mute din nou, parte la Trei Ierarhi, parte în niște dependințe ale unei case din apropiere, apoi în niște bolte închiriate în Beilic.

În referatul din 22 ianuarie 1880 trimis către Direcția Arhivelor Statului, Gh. Tăutu, cerând sprijin pentru obținerea unui local corespunzător pentru depozitarea documentelor descrie totodată și situația arhivei în urma incendiului, astfel:

Precum v-am referat prin no. 7 și 8 – dosarele sunt scoase din palat dar aruncate în una cameră de la Școala din Trei Ierarhi iar parte în bucătăria și spălătoria caselor Dnei Catargiu, strada Sântul Athanasie; local ce poate servi numai spre a fi apărate de ploi și zăpadă. Mobilierul și rafturile au rămas parte în camerele ce au fost ocupate cu Archiva, iar parte scoase afară în curtea palatului dar sdrobite ast-fel, încât unele nu mai pot servi pentru depozite. Tot ast-feliu furia incendiului a făcut a se scoate și depozitele în disordine încât cu ruperea sforilor de la pachete, a etichetelor de la dosare a ajuns în o complicațiune prea mare. (...)

Vă rog dar Dle Director, bine-voiți a regula cele ce veți crede de cuviință, fiind că a mai sta depozitele în starea actuală e peste puțină, ne având nici ușa siguranță mai ales că cele din bucătăriile dela casele Catargiu sunt fără încuietori și santinelă, iar cele dela Trei Ierarhi decidă a se scoate afară fiind-că stau întru un clas care e cerut imperios pentru învățământul copiilor.¹⁰

⁷ *Ibidem*, p. 276 - 278, doc. nr. IV.

⁸ SJAN Iași, *Arhiva de cancelarie*, ds. 12/1865, f. 20.

⁹ *Idem*, ds. 9/1868, f. 25.

¹⁰ *Idem*, ds. 2/1880, f. 2.

Într-o altă adresă, trimisă de data aceasta Prefecturii județului Iași, în februarie 1880, Gh. Tăutu cere securizarea depozitului de arhivă arătând că:

Localul din ograda casierii generale în care este depusă o parte considerabilă din depourile acestui serviciu, având unile din uși fără încuietori... și altele cu încuietori forte slabe iar ferestrele fără gratii și cu mai multe geamuri sparte, iau îndrăsneala a vă ruga se binevoiți a interveni către autoritățile militare ca să se sporiscă santinela casierii.¹¹

În anul 1883, în urma ordinului Ministerului Cultelor și Instrucțiunii Publice, sucursala se va "permuta în noul său local destinat în Palatul Administrativ"¹² ce a fost reparat în urma incendiului din anul 1880. Aici a urmat o serie lungă de adrese de corespondență, atât cu Prefectura Județului Iași, Direcția Generală a Arhivelor, cât și cu ministerul în privința localului ce era neîncăpător, fără însă a se satisface cerințele impuse de necesitățile stringente ale arhivei.

În adresa din 22 ianuarie 1883 înaintată Prefecturii Iași, Gh. Tăutu, șeful sucursalei, intrigat de atitudinea intendentului, subliniază că:

este imposibil a să grămădi numai cât în trei odăi un considerabil număr de rafturi și dossare. Respectuos dar vă rog să bine voiiți de urgență a ordona ca în locul camerelor menționate mai sus să se dea pentru așăzarea deposetelor camerilor no 7 și 8 ce actualmente să ocupă una de către D. Intendent (pe lângă alte două) iaruna de servitorul palatului, căci ar fi chiar ridicul ca D. Intendent și servitorii să ocupe cele mai spațioase localuri, și actele Statului să naibă loc.¹³

În februarie, același an, Gh. Tăutu, revine cu o altă adresă la Prefectură:

Repet această rugămintă d-le Prefect pe considerente că nu mai am loc unde să transport un mare număr de dosare, din localul din Beilic, și n'am loc de a aranja în ordinea cuvenită dosarele adusă în palat până în prezent și înfine n'au loc să se așeze rafturile care stau prin salele palatului și cele de afară espusă de a să perde fiind fără nici o pază. Căci e injust d-le Prefect că atât rafturile cele nouă, pentru care statul a cheltuit chiar acum 2000 franci, precum și cele vechi ce stau afară să fie luate de toți nevoeșii, care nedespunând de lemne, le fură... E trist d-le Prefect, ca actele țării să stei în crămăzi, putrezind iar d. Intendent să ocupe atâtea camere spațioase, fără a avea ce pune în ele.¹⁴

Nerezolvându-se problema localului, cu amărăciune, șeful Sucursalei Iași, îi scrie directorului Direcției Arhivelor în iunie 1883 "nici odată acest nenorocit serviciu, nu va ajunge a să stabili în palat, ci umilit de caprițiul unei persoane va

¹¹ *Ibidem*, f. 6.

¹² *Ibidem*, f. 91.

¹³ *Idem*, ds. 6/1882, f. 29.

¹⁴ *Ibidem*, f. 22.

rămâne mort și fără considerație iar actele țării, peste puțin timp, distrusă – putrezând în grămezi"¹⁵.

Peste ani, urmează un alt episod dramatic al arhivelor ieșene: evacuarea, în timpul războiului, la adăpost în sudul țării, lângă Pitești. În adresa din 27 mai 1942 a directorului regional Gh. Ungureanu către comandantul Cercului de recrutare Iași, se arată că: "s'au evacuat (...) 2269 lăzi cu documente, arhive diferite, stampe, hărți, peceți, medalii și bani vechi, manuscripte etc. (...) Aceste lăzi au fost evacuate în 21 vagoane la Bascov (Pitești) încă din luna Martie 1941."¹⁶

Într-o altă adresă, de data aceasta către Ministrul Culturii Naționale, același Gh. Ungureanu spune:

La Bascov (Argeș), locul sortit bejeniei lor, în condițiuni din cele mai proaste de conservare, au stat mai bine de un an. (...) Desigur din toată această operație – împachetatul, dusul, adusul și despachetatul – au rezultat și oarecari stricăciuni arhivei evacuate, cum ar fi de exemplu unele dosare putrede, etichete rupte – așa că grija noastră cea mai mare este acum de a da tuturor acestora pe care bejenia le-a făcut să sufere, o îngrijire deosebită.¹⁷

Incendiul petrecut în anul 1942 la Mitropolia Iași, a atras atenția asupra pericolului la care este supusă "clădirea care adăpostește întregul tezaur arhivistic moldovenesc"¹⁸, fapt ce l-a determinat pe Gh. Ungureanu, directorul regional, să ia legătura cu comandantul pompierilor din Iași pentru a verifica clădirea și a stabili măsurile necesare împotriva incendiilor.

Nenorocirile nu ocolesc arhivele ieșene; evacuarea în Gorj, în sudul țării, este o altă perioadă de restriște. Din cele 19 vagoane încărcate cu arhive, două au fost incendiate și distruse în triajul C.F.R. București-Nord, de bombardamentul avioanelor, conform celor raportate către directorul general, în octombrie 1944: „Am evacuat din Iași, în împrejurări cunoscute, 19 vagoane din care au ajuns aici numai 16; două le-am găsit arse în București Triaj și unul nevenit până acum; încă sperăm să-l mai găsim. (...) Odată cu materialul arhivistic s'a evacuat și o parte din mobilierul instituției, birourile (...)”¹⁹

Din raportul din iulie 1945, înaintat către minister, în care Gheorghe Ungureanu arată că este imposibil a întocmi inventarul cerut pe anul 1944/1945, reiese situația în care se afla arhiva și efortul depus pentru salvarea ei:

La 23 Martie 1944 am fost plecat din Iași fiind evacuați, reușind în condiții extrem de grele să evacuăm 13 vagoane cu lăzi conținând arhivele și documentele cele mai importante. Din aste 13 vagoane am pierdut 2 care au fost distruse de bombardament în gara București Triaj. Din mobilier nu am putut lua atunci decât casa de fier, un birou și câteva obiecte de birou. (...) Întorcându-mă

¹⁵ *Ibidem*, f. 59.

¹⁶ *Idem*, dosar 7/1942, f. 255.

¹⁷ *Ibidem*, f. 68.

¹⁸ *Idem*, dosar 6/1942, f. 151.

¹⁹ *Idem*, dosar 4/1944, f. 23.

din nou la Iași la 21 Mai 1944, din proprie inițiativă și fără ca Ministrul să-mi recunoască măcar cheltuielile făcute din banii mei, am reușit să mai salvez încă 6 vagoane din care ultimul a fost încărcat în gara Vaslui deoarece la Iași nu mai era posibil după bombardamentul din 5/6 Iunie și 6/7.”²⁰

Iată o imagine a clădirii de după bombardament, făcută de către Gheorghe Ungureanu în același raport:

În martie 1945, când m-am întors la Iași pentru a vedea la fața locului posibilitățile de refacere, am găsit o situație mult mai rea decât aceia pe care am lăsat-o după arderea clădirii; porțile de la sobe, încuietorile de la uși, ferestrele, țevile de la apă, furate, iar parte din mobilierul pe care nu l-am putut lua, luat de diferiți, din care o parte din birouri, mese au fost identificate de mine la legiunea de jandarmi, care le luase dând în schimb un ban.

Am raportat cele întâmplate și am cerut bani pentru refacerea unui acoperiș care să protejeze restul clădirii rămase bun, dar până azi nu am primit nimic și ploaia a stricat și mai rău.²¹

La stăruința și eforturile arhiviștilor, s-au început totuși în anul 1945 lucrările de reparații ale imobilului, care s-au terminat în 1954 când a fost dat în întregime spre folosință.

Abia în 1947 au fost aduse din evacuare ultimele vagoane cu arhive și așezate treptat în clădirea refăcută. Aici documentele vor poposi până în anul 1977, când își vor găsi în sfârșit locul într-o nouă construcție ridicată pe colina Copoului, în care se află și astăzi.

Aceste fragmente, decupate din paginile de istorie, derulate succint, ne vorbesc atât despre distrugerile mari la care au fost supuse arhivele în trecut cât și despre efortul înaintașilor pentru protejarea documentului și aducerea lui peste timp în depozitele de astăzi, chiar dacă, unele, afectate de diverse boli, căpătate în vâltoarea vremurilor și de multe ori, din cauza nepăsării autorităților.

Azi, problema conservării materialului cultural strâns în arhive prin grija și deosebita pasiune a generațiilor trecute se supune atenției, deopotrivă conservatorilor, restauratorilor, arhiviștilor.

Conservarea colecțiilor și fondurilor de arhivă presupune crearea și menținerea unui ambient corespunzător, în funcție de normele de conservare și igienizare a fondului general de documente precum și a spațiilor adaptate la specificul fiecărei instituții: amplasamentul și mărimea localului, salubritatea acestuia, dotările, structura și valoarea colecțiilor.

În activitatea de conservare a documentelor se utilizează două concepte moderne de investigații și intervenții: conservarea preventivă (ansamblul activităților care se aplică pentru prevenirea apariției și răspândirii degradărilor) și conservarea activă (un domeniu al conservării care se ocupă cu tratarea și eradicarea

²⁰ *Idem*, dosar 3/1945, f. 3.

²¹ *Ibidem*.

degradărilor).²² Aceste două concepte sunt instrumente de lucru utile, care se completează fără să se excludă, mai ales în condițiile prezenței unui complex de degradare cu mai mulți factori.

Conservarea preventivă implică un microclimat constant în spațiile de depozitare, mobilier adecvat, manipulare și transport în condiții de deplină securitate, măsuri igienice și profilactice în spațiile arhivă. Conservarea poate include și activități curative minore menite să prelungească existența documentului, respectiv să evite intervențiile ulterioare profunde.

Conservarea activă reprezintă ansamblul de intervenții efectuate în structura morfologică a documentului, în vederea stopării și eradicării complexului de factori de degradare identificați: factori fizici, factori mecanici, factori chimici, factori biologici (fungici și entomologici).²³

Nenumăratele feluri de fibre, de țesături, de procedee de fabricație a materialelor din care se făuresc documentele cât și diferiți agenți distrugători determină eterogenitatea bolilor pentru al căror studiu nu poate fi socotită îndestulătoare numai opera chimistului sau a biologului. Este nevoie de o conlucrare permanentă între tehnicieni și oameni de știință pentru a vindeca documentele de bolile pricinuite nu numai de degenerarea firească a materialelor acestora, de cusururile de fabricație, ci și de cele provocate de microorganisme, insecte, accidente nedorite (incendiile, inundațiile) sau calamități naturale.

În lucrarea de față ne propunem să prezentăm câteva aspecte privind atacul biotic al insectelor asupra unor registre și condici din diferite fonduri arhivistice păstrate în depozitele noastre.

Hârtia, ca suport de scriere, poate fi ușor atacată de agenți biologici ca: microorganisme (bacterii, ciuperci), diferite insecte și rozătoare, tocmai datorită faptului că materialul folosit pentru fabricare este celuloza, o polizaharidă cu grad mare de polimerizare²⁴, ce face parte din grupa hidraților de carbon și care constituie o bună parte din baza nutritivă a acestora.

Insectele, animale nevertebrate ce fac parte din încrengătura Arthropoda²⁵, distrug documentele fie ronțâind/devorând suportul și cleiurile, cu care se hrănesc, fie pătându-le cu dejecții. Ele s-au adaptat la o hrană de bază formată din alimente incomplete dar care se află în cantități mari. Asemenea alimente pot fi: lemnul, (în speță celuloza și lignina), cheratina (lâna, părul penele etc.), pasta de făină și amidonul, pielea tăbăcită și pergamentul, cleiul de oase.

O mare parte a acestor insecte pot să ducă o astfel de viață datorită unei perfecte simbioze cu o serie de microorganisme, în special cu anumite specii de ciuperci, bacterii și chiar protozoare localizate în tubul lor digestiv și care participă la

²² Irina Crina Anca Sandu, Ion Sandu, Paula Popoiu, Antonia van Saanen, *Aspecte metodologice privind conservarea științifică a patrimoniului cultural*, Iași, 2001, p. 20.

²³ Ion Sandu, *Nomenclatorul conservării patrimoniului cultural*, Iași, 2004, p. 24.

²⁴ Ion Sandu, Irina Crina Anca Sandu, *Chimia Conservării Cărilor Vechi, Chimismul Proceselor și Studiul Materialelor*, vol. I, Iași, 1998, p. 175.

²⁵ Florea Oprea, *Biologie pentru Conservarea și Restaurarea Patrimoniului Cultural*, București, 2006, p. 316.

metabolizarea alimentației primare pe care o face accesibilă spre a fi absorbită de sistemul digestiv al insectei.²⁶

În afară de efectele cantitative și calitative de degradare, induse atât direct, prin hrănire (înțepături, galerii de hrănire, orificii de zbor) cât și indirect, prin resturi de hrănire, enzime și excremente post-metabolice nocive, cu un PH foarte nociv, infestarea cu insecte produce consecințe, mai puțin evidente la prima vedere, care pot afecta în timp starea de sănătate a personalului și utilizatorilor.

Numărul foarte mare de insecte determină dificultăți însemnate în clasificarea lor. Clasificarea științifică stabilește pentru insecte, rangul de clasă în încrengătura Arthropoda. Clasa Insecta cuprinde peste 30 de ordine, care conțin la rândul lor, numeroase familii cu și mai numeroase genuri și specii, ultimele ajungând la peste un milion.

Ordinile de insecte care prezintă interes pentru protecția documentelor sunt în număr de șapte: Blattoidea, Hymenoptera, Thysanura, Coleoptera, Lepidoptera, Isoptera, Corrodentia.²⁷

În două din depozitele noastre s-a identificat prin analize anatomo-morfologice prezența gândacului pâinii (*Stegobium paniceum*), un biodeteriogen de profunzime, din Ordinul Coleoptera, familia Anobiidae.

Acest diagnostic a fost stabilit în anul 2011, cu sprijinul și implicarea specialiștilor din cadrul Laboratorului Central de Conservare - Restaurare al Arhivelor Naționale ale României și confirmat ulterior, atât de Centrul de Cercetare și Conservare - Restaurare din cadrul C.M.N. "Moldova" din Iași cât și de SC MIOR SRL - firmă de dezinsecție, prin reprezentanții lor, în anul 2013, care și întocmesc în acest sens rapoarte specifice. Aceștia au fost invitați de conducerea SJAN Iași pentru a conlucra la identificarea unei soluții eficiente de combatere a insectelor, de blocare/oprire a acțiunii de degradare.

Stegobium paniceum, numit popular și *gândacul de pâine*, trăiește pe seama pâinii uscate, a pastelor de făină uscată, a produselor amidonoase dar și pe cărți vechi unde sapă galerii în blocul de file și trece adesea și în scoarța de legătură, inclusiv în regiunea cotorului.

Adultul, cu o lungime a corpului de 2,0 până la 6,0 mm, are corpul ovoid, scurt, de culoare galben-brună până la castaniu deschis, cu elitrele puțin roșcate (foto 1). Elitrele sunt rotunde și acoperite cu peri rari, cenușii-gălbui, mai lungi și mai denși pe laturi și către vârfuri.

²⁶ Apud G. Zarnea, V, p. 312, din Florea Oprea, *op. cit.*, p. 322.

²⁷ Florea Oprea, *op. cit.*, p. 323.



Foto 1. Adultul speciei *Stegobium paniceum*

Larva are corpul curbat, de culoare albă sau ușor gălbuie, acoperit de peri fini, aurii și foarte denși, mai lungi în regiunea capului (foto 2).²⁸

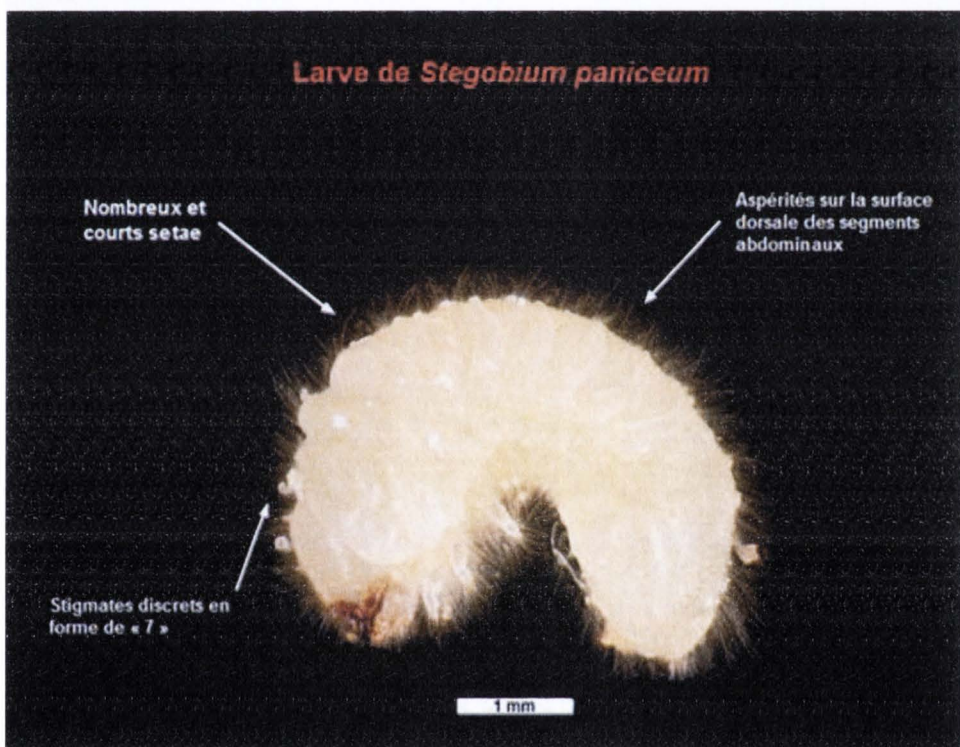


Foto 2. Larva speciei *Stegobium paniceum*

²⁸ http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Stegobium_paniceum-fr.png?uselang=ro
autor: Simon Hinkley & Ken Walker (Musée Victoria - Melbourne - Australie)

Oul este de formă ovală, mai mult sau mai puțin regulată. Una dintre extremități este netedă iar cealaltă rugoasă, acoperită cu granulații. La început este albă, mai mult sau mai puțin translucidă, apoi alb strălucitor, opac; ulterior se distinge prin transparența corionului, ochii larvei de culoare neagră și mandibulele. Lungimea oului este de 0,2-0,3 mm.

Pupa (nimfa - reprezintă un stadiu biologic imobil de trecere a larvelor spre insecta matură, de acumulări calitative prin care se definitivează caracterele anatomo-morfologice specifice unei insecte adulte) este liberă, de culoare albicioasă, cu lungimea de 1,5-2,5 mm. În cursul dezvoltării sale, larva trece prin 4-6 stadii. La maturitate își construiește un cocon în care are loc transformarea ei în pupă (nimfă), uneori și în afara coconului. După apariția adultului, rămâne în cocon pe o perioadă de timp variabilă.

Dezvoltarea acestei insecte are loc la temperaturi cuprinse între 15 și 35°C și umidități relative de 30 și 80%, iar optimul de dezvoltare se situează la 30°C și 80-95% umiditate relativă. În aceste condiții, ciclul biologic durează aproximativ 40 de zile. Insecta prezintă o mare rezistență față de temperaturile scăzute, ouăle rămânând viabile la temperaturi de -5°C, însă temperaturile mai scăzute de -10°C sunt letale pentru adulți.²⁹

Pentru a stabili amploarea atacului asupra documentelor din depozitul nr. 6, vădit activ prin aria mare pe care erau prezente insectele, atât vii cât și moarte, ajunse prin zborul de împerechere pe culoarul dintre rafturi, pe cutii, pe pervazul ferestrelor, s-a procedat la verificarea cu minuțiozitate și analizarea fiecărei u.a. din toate cutiile de păstrare în care erau introduse documente aparținând unui număr de 36 de fonduri.

În timpul verificărilor, s-a constatat că atacul era localizat în cea mai mare parte la nivelul materialului cartonat al scoarțelor și cotorului care prezenta numeroase galerii pline cu praf de cari, asemănător rumegușului, exuvii larvare, șanțuri și orificii de zbor ce mergeau uneori până în profunzimea filelor.

Ațiunea s-a desfășurat pe parcursul lunii ianuarie 2012, la finalul căreia s-a constatat că au fost afectate 2889 de registre, reprezentând 2,72 % din u.a. ale fondurilor. Statistica efectuată a evidențiat faptul că cel mai puțin afectat a fost fondul *Epitropia Generală a Casei Spitalelor*, într-un procent de 0,05% iar cel mai amplu atac a fost asupra fondului *Visteria Moldovei*, fiind biodegradate 16,27% din totalul documentelor.

Deoarece până la data constatării atacului nu a fost surprins niciun moment care să probeze viabilitatea insectei, nu s-a observat niciun individ viu (larvă sau adult) este dificil a se stabili momentul infestării, deși galeriile săpate în blocul de file și multitudinea orificiilor de zbor sugerează vechimea acestuia (foto 1-2).

²⁹ Vasile A. Deac, *Fauna de insecte din biblioteci, arhive și muzee*, Oradea, 2013, p. 94.

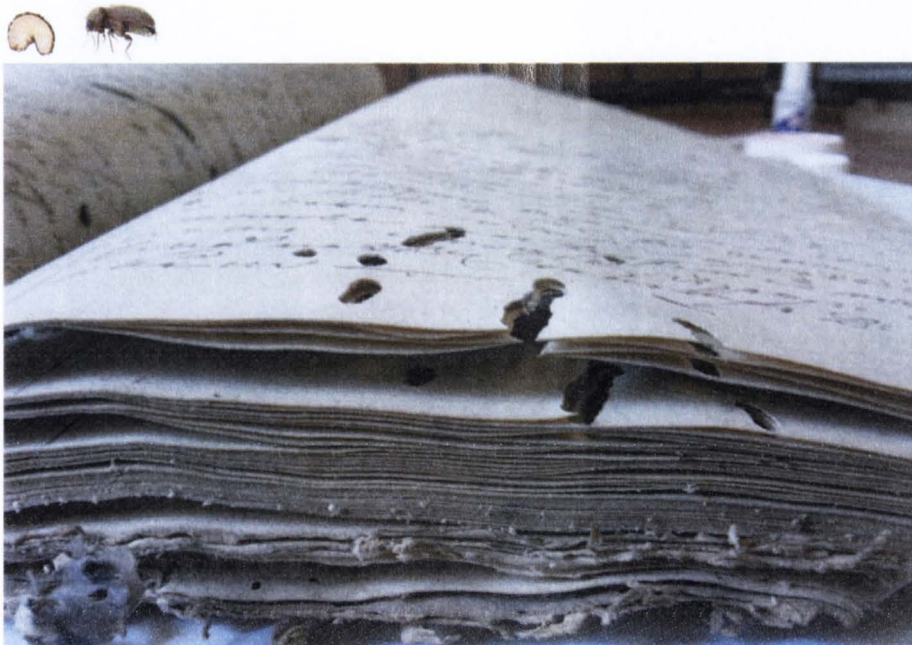


Foto 1. Nivel de biodegradare produs în structura blocului de file de Gândacul de pâine



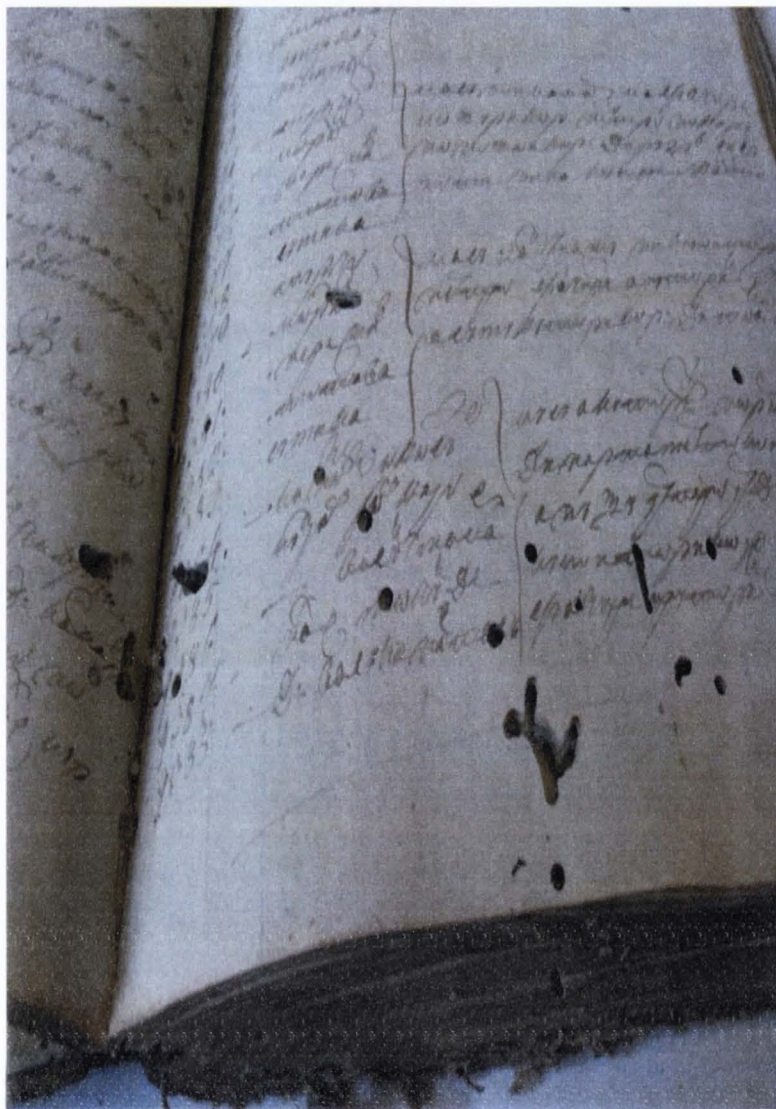


Foto 2. Registru atacat de *Stegobim paniceum*. Galerii de atac (hrănire) și găuri de zbor răspândite pe suportul de hârtie, purtător de informație

Precizăm că în toate depozitele de arhivă, permanent s-a asigurat ordinea, curătenia și igiena generală constând în: deratizări preventive și dezinsecții de rutină, neintroducerea niciunei categorii de deșeuri, inclusiv a celor alimentare; introducerea documentelor în cămăși de protecție și păstrarea lor în cutii din carton special, inert din punct de vedere chimic, compatibil cu proprietățile fizico-chimice ale documentelor, curățarea periodică a spațiilor de depozitare, cu aspiratoare, pentru eliminarea prafului; monitorizarea și înregistrarea permanentă a parametrilor de microclimat; în lipsa unei instalații de climatizare s-au aerisit zilnic depozitele, evitând curentul atunci când condițiile atmosferice o permiteau, în încercarea de a menține un microclimat corespunzător pentru conservarea documentelor, lucru rar întâmplat atunci când temperatura aerului exterior atingea în lunile de vară temperaturi de peste 35° și iarna sub 0°.

Din momentul stabilirii formei de atac, deși a fost efectuată dezinsecția depozitelor cu substanțe specifice, activitatea insectelor nu a încetat, atacul arătându-și virulența, la fel, în fiecare an, în lunile iunie, iulie, august, când temperatura aerului exterior ajungea și la peste 35° iar în interior atingea valori de 28°.

Investigațiile făcute asupra procesului de biodeteriorare produs de insecte au dus la formularea unor anumite soluții pentru eradicarea atacului.

Prezentăm în continuare tratamentele și intervențiile stabilite de experții de la Laboratorul Central de Restaurare-Conservare din cadrul ANR, Centrul de Cercetare și Conservare din cadrul C.M.N. „Moldova” Iași cât și de la firma de dezinsecție din Iași., pentru combaterea atacului insectei xilofage, *Stegobium paniceum*:

I. Tratarea cu „ceață uscată” în cameră etanșă a documentelor infestate, concomitent cu igienizarea depozitelor și dezinsecția lor. Această operațiune presupune crearea unui spațiu cu rafturi, o cameră etanșă în care documentele se amplasează deschise și generarea ceții uscate sub control profesionist.

Firma de dezinsecție și-a arătat disponibilitatea de a efectua un tratament pentru un singur lot de documente, într-o cameră pusă la dispoziție de SJAN Iași, dar până în prezent nu s-a concretizat încă. Toate costurile privind operațiunea, în cazul în care s-ar efectua tratamentul, cad în sarcina firmei de dezinsecție, la angajamentul acesteia. Din păcate, reprezentantul firmei apreciază o rată de reușită a operațiunii de 80-90%.

Au fost enunțate și alte metode de combatere a insectei, dar fără aplicabilitate în arhive ca de exemplu tratamentul cu raze gamma. Folosirea acestui tratament ar putea fi o opțiune, dată fiind imposibilitatea eradicării atacului biologic prin metode clasice, din cauza volumului uriaș de documente dispuse încasetaț pe rafturi, dar din experiențele efectuate de cercetători s-a constatat că după tratament se produce o ușoară friabilizare a hârtiei, manifestată printr-o slabă scădere a rezistenței hârtiei la proba de îndoire.³⁰ S-a concluzionat de asemenea că niciun tratament chimic permis de legile în vigoare nu ar eradica decât la suprafață atacul insectelor deja instalate.

³⁰ J. Păun, F. Oprea, I. Goldhaar, *Folosirea radiațiilor gama pentru dezinsecția documentelor de arhivă*, în "Revista Arhivelor", nr. 1/1978, p. 79.

II. Identificarea tuturor u.a. atacate de insecte, urmată apoi de procedeul de desprindere a scoarțelor fără desfacerea cusăturii blocului unității arhivistice și recuperarea învelitorii de piele (dacă este posibil) și a etichetelor; curățarea mecanică și aspirarea resturilor de pastă de făină, a insectelor moarte și a reziduurilor rămase în blocul de file; introducerea în cămașă de protecție a unității arhivistice și a ceea ce s-a recuperat din învelitoarea veche.

Analiza efectuată asupra posibilităților de acțiune pentru realizarea acestui obiectiv a reliefat că problema atacului de insecte se poate aborda în trei feluri. Prezentăm în continuare câteva argumente pro și contra acestor soluții, fără a avea pretenția că le-am epuizat pe toate.

Cazul A. *Tratarea cu „ceafă uscată” în cameră etanșă*

- Salvarea de la distrugere a documentelor create într-o perioadă istorică ce nu poate fi ignorată;
- Păstrarea sănătății, atât a personalului de specialitate, cât și a consumatorilor de informație;
- Oprirea răspândirii insectelor, într-un timp relativ scurt, în cazul în care în încăperea pentru dezinsecție se introduc mai multe documente (procedeu rapid);
- Continuarea activităților curente în cadrul laboratorului de restaurare și atelierului de legătorie;
- Principiul raportării la forma inițială a obiectului nu ridică nici un fel de probleme.

Dezavantajele acestei acțiuni sunt:

- Riscul de a se folosi substanțe incompatibile cu structura hârtiei, de a nu fi penetrante și eficiente;
- Greutăți financiare pentru finalizarea operațiunii, în cazul în care se va începe tratamentul pe primul lot de documente sau chiar imposibilitatea ducerii la bun sfârșit a tratamentului;
- Dificultăți logistice pentru punerea la dispoziție a spațiului necesar atât pentru camera etanșă cât și pentru o altă încăpere, în care vor fi depozitate, pe rând, documentele tratate, înainte de a fi reintroduse în depozitele, evident, dezinsectate (pentru a limita contaminarea, nu este indicată situația în care se scot din depozite toate documentele afectate și depozitate în alt spațiu);
- Supraîncălcarea fizică, crearea dezordinii prin îngrămădire și îngreunarea accesului la documente, în timpul depozitării tranzitorii a documentelor tratate în alte depozite.

Cazul B. *Desprinderea scoarțelor fără desfacerea cusăturii*

- Salvarea de la distrugere a documentelor create într-o perioadă istorică ce nu poate fi ignorată;
- Păstrarea sănătății personalului de specialitate precum și a consumatorilor de informație;
- Oprirea răspândirii insectelor, dar într-un timp relativ mai mare;

Respectarea acestei opțiuni atrage după sine:

- Supraîncărcarea cu sarcini a personalului de la laboratorul de restaurare, atelierul de legătorie și depozitele implicate, cu încetinirea celorlalte activități și posibile repercusiuni asupra deservirii cercetătorilor la Sala de studiu;
- Analiza asupra posibilităților tehnice de lucru, în vederea respectării principiului raportării la forma inițială a documentului.
- Dificultăți logistice pentru punerea la dispoziție a spațiului necesar pentru camera în care vor fi depozitate, pe rând, documentele tratate, înainte de a fi reintroduse în depozitele, evident, dezinsectate (pentru a limita contaminarea, nu este indicată situația în care se scot din depozite toate documentele afectate și depozitate în alt spațiu);
- Supraîncărcarea fizică, crearea dezordinii prin îngrămădire și îngreunarea accesului la documente, în timpul depozitării tranzitorii a documentelor tratate, în alte depozite.

Cazul C. *Acceptarea situației de fapt - Situație de neacceptat*

Există certitudinea, dacă am manifesta această pasivitate, ca documentele să se distrugă. Totodată, se creează posibilitatea ca atacul să se extindă și la celelalte documente neafectate până acum.

Fiecare din cele două moduri de acțiune menționate mai sus prezintă anumite avantaje și dezavantaje în aplicare. De aceea, se impune ca la alegerea unuia sau altuia să se studieze cu temeinicie avantajele și dezavantajele.

Cercetările desfășurate timp de mai multe decenii, dar în mod special investigațiile recente, au îmbogățit practica de combatere a insectelor cu noi metode.³¹

Exemplificăm aceste metode, culese din literatura de specialitate:

- Capturarea și eliminarea mecanică a agenților dăunători – operațiune pe care o desfășurăm și noi, dar care este insuficientă pentru oprirea atacului;
- Modificarea atmosferei, în incinte speciale prin: reducerea proporției de oxigen/atmosfera cu dioxid de carbon/atmosfera cu azot;
- Temperaturile excesive, în aparate speciale;
- Reducerea presiunii aerului (vacuum);
- Atmosfera intoxicată;

Starea documentelor nu rămâne statică, ea are tendința să se deterioreze prin combinarea mai multor factori: utilizarea intensivă, neglijentă, defectuoasă, condiții înconjurătoare inadecvate. La aceasta se adaugă scurta durabilitate a materialelor moderne: hârtie, legături mecanice, etc. În general, vorbim de un efect cumulativ al factorilor de mediu. Astfel, temperatura ridicată, umiditatea crescută și mediul acid determină apariția atacului microorganismelor (ciuperci, bacterii) și insectelor xilofage, care conduc la o multitudine de efecte distructive. Pentru înlăturarea acestora se folosesc tratamente cu bactericide, fungicide și insecticide. Alegerea

³¹ Florea Oprea, *op.cit.*, p. 471.

nejudicioasă a acestora din urmă (incompatibilitate cu suportul celulozic) poate conduce la apariția altor efecte distructive.

Problema prezervării și a conservării este destul de complexă, deoarece sunt numeroase aspectele care trebuie avute în vedere și măsurile optime sunt dificil de respectat întru totul; într-adevăr, nu există nici o măsură care să poată salva pentru totdeauna un document. Se realizează, mai degrabă, un compromis între dorința de a-l conserva perfect și posibilitățile oferite de tehnologia zilelor noastre, sperând ca viitorul să permită găsirea celor mai bune soluții pentru salvarea vieții unui document pentru un timp cât mai îndelungat.

Prezentarea acestor idei s-a făcut din dorința de a releva una din problemele concrete și grave cu care ne confruntăm. Esențial, în cazul nostru este depășirea impasului în care ne aflăm, găsirea tuturor resurselor necesare, pentru a evita „amnezia colectivă” a generațiilor viitoare, ținând cont de starea alarmantă în care a ajuns o parte a memoriei documentare.

“Romanian People’s Memory”, Food for the Bread Beetle (abstract)

This article presents a few aspects concerning the obscure periods that the Iasi archives have witnessed, with severe consequences upon the preservation of documents. It claims that the cellulosic support is a powerful food chain representing the nutritional base for different microorganisms (bacteria, actinomyces, yeasts, fungi) and some xylophagous insects. In this regard the essential characteristics of the insects from the Coleoptera class, Anobiidae family, are presented, and information regarding their attack against documents as well as the need to find curative methods of active preservation with efficient application parameters.

Prezervarea Colecției de documente fotografice a Arhivelor Naționale. Studiu de caz: Colecția de clișee pe sticlă

Nicoleta Bolintiş

Keywords: *Photography, Photographic Plates, Preservation*



Cu o istorie de aproape două sute de ani, fotografia a fost martorul cel mai fidel al marilor transformări ale lumii moderne. Fotografia, „desenul cu ajutorul luminii”, a apărut în primele decenii ale secolului al XIX-lea și a fost rezultatul unor perfecționări de câteva secole ale camerei obscure precum și a studiului sensibilității la lumină a sărurilor de argint.

Fotografia a răspuns nevoii dintotdeauna a oamenilor de a comunica și de a-și memora evenimentele trăite. Față de oricare alt tip de document, documentul fotografic ne oferă avantajul de a immortaliza realitatea într-un mod obiectiv.

Tehnica fotografică cuprinde modalități variate de producere a unor imagini permanente pe suprafețe sensibile prin acțiunea fotochimică a luminii sau a unei alte forme de radiație sau prin tehnici mult mai recente de captare a imaginilor prin mijloace electronice.

Lucrarea de față își propune să prezinte câteva aspecte teoretice și practice privind prezervarea colecției de clișee pe sticlă, în sensul asigurării accesului la informația fotografică existentă pe negativ. Prima parte a lucrării începe cu câteva aspecte teoretice privind termenul de prezervare a documentelor și continuă cu un scurt istoric al fotografiei.

Conținutul studiului constă într-o prezentare generală a Colecției de clișee pe sticlă¹, a caracteristicilor sale specifice (care o deosebesc de celelalte documente purtătoare de informație fotografică), precum și a experimentului de scanare a acestora care asigură accesul la informația existentă pe negativ.

Luând în considerare particularitățile colecției care face obiectul studiului, am abordat și problema condițiilor optime de păstrare și de conservare a clișeelelor pe sticlă care o alcătuiesc. Lucrarea concluzionează cu principii și exemple de digitalizare a colecțiilor de clișee pe sticlă deținute de alte instituții din Europa și nu numai, instituții care au ales scanarea și catalogarea digitală ca formă principală de prezervare a colecțiilor de negative pe sticlă pe care le dețin.

Prezervarea și principiile/strategiile de acces sunt fundamentale pentru protejarea și promovarea tezaurului documentar. Majoritatea instituțiilor deținătoare de documente fotografice din alte țări consideră că principalul scop al prezervării este acela de a asigura protejarea informației de valoare pentru generațiile viitoare.

Arhiviștii americani definesc prezervarea ca fiind un set de activități care asigură prelungirea vieții utilizabile a unui document. Pe de altă parte, se consideră că prezervarea documentelor nu este un scop în sine ci mai degrabă o precondiție pentru accesul la informație, care este ea însăși un drept fundamental democratic.² Activitățile de prezervare sunt de fapt proiectate să minimizeze deteriorarea fizică și chimică a documentului și să prevină pierderea conținutului de informație.³ Prezervarea poate acoperi ansamblul activităților necesare pentru perenizarea accesibilității documentelor fotografice, menținând cât mai bine integritatea lor.

Într-un studiu înaintat UNESCO (intitulat „Memoria omenirii, ghid general de protejare a tezaurului documentar”) prezervarea este definită ca fiind suma totală de pași necesari pentru a asigura accesul permanent la tezaurul documentar, aceasta incluzând și conservarea.⁴ Prin conservare, arhiviștii se referă la acele acțiuni (care implică intervenție tehnică minimă) necesare pentru a preveni eventuala deteriorare a materialului documentar. Conform studiilor I.F.L.A. (International Federation of Library Associations and Institutions), conservarea presupune ansamblul de măsuri care asigură longevitatea unui suport fizic sau a conținutului colecțiilor. Aceste

¹ Colecție care se păstrează în momentul de față în depozitul Biroului Arhive Tehnice și de Înscriere.

² George Boston, Milton Keynes, *Memory of the world programme, safeguarding the documentary heritage, a guide to standards, recommended practices and reference literature related to the preservation of documents of all kinds*, United Kingdom, aprilie 1998, p. 4
<http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001126/112676eo.pdf> (accesat la 11.06.2014).

³ Edward Adcock, P., with the assistance of Varlamoff, Marie-Thérèse and Kremp, Virginie, *Principles for the care and handling of library material*, International Federation of Library Associations and Institutions Core Programme on Preservation and Conservation And Council on Library and Information Resources, IFLA-PAC 1998, p. 17
http://www.unigre.it/archivioimg/Immagini_blog/ifla_en.pdf (accesat la 11.06.2014).

⁴ Ray Edmondson, *Memory of the world, general guidelines to safeguard documentary heritage*, revised edition 2002, prepared for UNESCO, Information Society Division, United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, p. 12
<http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001256/125637e.pdf> (accesat la 13.06.2014).

măsurii preventive împiedică, sau mai degrabă întrerup procesul de deteriorare a documentelor. Din acest punct de vedere, conceptul de conservare include prezervarea și tratamentele de conservare.

Conservarea documentelor, în cazul de față a fotografiilor (indiferent de suportul pe care sunt păstrate), nu trebuie privită neapărat ca un scop în sine, ci ca o condiție pentru a se asigura un acces permanent la informația documentar istorică pe care acestea o poartă. Conservarea poate îngloba păstrarea și restaurarea unui suport, reconstituirea unei versiuni definitive, copierea și prelucrarea conținutului documentului, întreținerea suporturilor în condiții de stocare corespunzătoare.

Majoritatea studiilor arhivistice nu fac o deosebire clară între termenul de prezervare și acela de conservare însă ambele ar trebui să facă parte din ansamblul de măsuri preventive care privesc protejarea documentelor și a conținutului lor, asigurarea accesibilității la acestea, fără a le supune vreunui tratament fizic sau chimic care le poate afecta originalitatea.

Este tot mai des întâlnită ideea că prezervarea informațiilor prin digitalizare reprezintă una din exigențele comunicării documentelor, indiferent de suport, fiind în fapt, o garanție a accesului la acestea.⁵ Trebuie precizat însă că prezervarea digitală generează provocări de o natură fundamental diferită, care se adaugă problemelor de prezervare tradițională. Prezervarea documentelor digitale nu se referă doar la acele înșirui de biți care formează documentul, sau numai la detaliile rezoluției, fiind de asemenea necesară și citirea, descifrarea, interpretarea biților pentru ca documentul să fie protejat și să poată fi folosit. Prin prezervare digitală se înțelege planificare, alocare de resurse, aplicarea metodelor de prezervare și a tehnologiilor necesare pentru ca informația electronică să fie continuarea pe linie valorică a documentului original.

Conceptul de prezervare digitală înglobează materialul care își începe viața în forma digitală dar și materialul convertit de la mediul tradițional cel digital.⁶ Orice proiect de digitalizare este un potențial proiect de prezervare. În practică, proiectele de digitalizare includ sarcini care țin de conservare și managementul prezervării, munca de prezervare putând profita astfel de resursele alocate digitalizării. Cu alte cuvinte prezervarea ar trebui să fie parte a procesului de digitalizare. Mai mult decât atât, materialele care urmează să fie digitalizate sunt scoase din suportul lor, acesta fiind un bun prilej de a le restaura acolo unde este cazul, și de a revizui condițiile de păstrare.⁷

⁵ Cătălin Aurelian Popescu, *Prezervarea și conservarea patrimoniului documentar național, concept și dinamică*, Teză de doctorat-rezumant, București, 2008, p. 4 <http://www.unibuc.ro/studies/Doctorate2009Martie/PopescuAurelianCatalin/Prezervarea/Conservarea/Patrimoniului/Documentar/National./Concept/Dinamica/Rezumat/teza/Popescu.pdf> (accesat la 30.06.2014).

⁶ Cătălin Aurelian Popescu, *Prezervarea digitală ca o provocare a prezentului și o necesitate a viitorului*, Biblioteca Centrală Universitară București, Laboratorul de Patologie și Restaurare a Cărții, 2007, p. 129, <http://www.lisr.ro/6-popescuau.pdf>, (accesat la 30.06.2014).

⁷ Pieter J.D. Drenth, Yola de Lusenet, *Preservation and access: two concepts, one goal in the work of the European Commission on Preservation and Access (ECPA)*, p. 5, http://www.iada-home.org/ta99_217.pdf (accesat la 18.06.2014).

Scurtă istorie a fotografiei



Arta fotografică a cunoscut o evoluție care se întinde pe parcursul unui veac și jumătate. Încă din secolul al XVII-lea se fac primele cercetări în a fixa imaginea unui obiect pe un suport, folosindu-se în acest sens clorura de argint, praful de cretă și nitratul de argint, în directă legătură cu lumina solară.

Se consideră că adevăratul descoperitor al fotografiei a fost Joseph Nicéphore Niépce (1765-1833), care a reușit pentru prima dată, prin utilizarea acțiunii luminii, să fixeze imaginea obiectelor exterioare. Din anul 1829, Niépce l-a luat ca partener pe pictorul francez Louis Daguerre și împreună au reușit să dezvolte tehnicile fotografice. Bazându-se pe descoperirile lui Johann Heinrich Schulze (Schulze descoperise că, prin utilizarea de nitrat de argint, el ar putea crea o fotografie alb-negru), ei au făcut fotografii folosind bucăți de cupru placate cu argint. După moartea lui Niépce în anul 1833, Daguerre a continuat să lucreze pentru a îmbunătăți tehnicile fotografice. După doi ani, prin folosirea vaporilor de mercur, a reușit să obțină o imagine pe plăcile expuse, iar în 1839 a prezentat lumii tehnica dagherotipului.

Într-un daghereotip, imaginea se forma într-un amalgam de mercur și argint, pe suprafața plăcii argintate care arăta ca o oglindă. Practic, toate daghereotipurile sunt protejate de deteriorări accidentale fiind închise într-o carcasă cu geam de sticlă. Primul dagherotip, care înfățișa mulaje de ghips aranjate pe pervazul unei ferestre, fusese de fapt realizat cu doi ani înainte.⁸ Daguerre a produs o impresionantă serie de portrete (dagherotipii), însă impedimentul era că după fiecare fotografie se putea realiza o singură copie (anexa nr. 1).

În anul 1830, englezul William Henry Fox Talbot a făcut o descoperire care a permis obținerea unui număr nelimitat de copii pozitive după un negativ fotografic. Renunțând la placa metalică, acesta a început să experimenteze tehnica fotografică cu hârtie impregnată cu nitrați de argint sensibili la lumină. După expunere, imaginea

⁸ <http://www.photohistory-sussex.co.uk/dagprocess.htm> (accesat la 18.06.2014).

era "developată" într-o soluție de acid galic și nitrat de argint, ulterior fiind fixată cu hiposulfat. Negativul rezultat putea fi folosit pentru obținerea a nenumărate pozitive prin simpla expunere la lumină și proiectarea acestora pe hârtie sensibilă. Pana în anul 1841 W.H.F. Talbot și-a perfecționat metoda și a prezentat-o lumii sub numele de "calotipie".

În anul 1847, Abel Niépce de Saint-Victor, un nepot al inventatorului fotografiei, a introdus suportul de sticlă pentru emulsiile fotografice și a realizat prin procedee chimice negativul pe sticlă cu strat de albumină.

Trei ani mai târziu, un sculptor englez, Frederick Scott Archer, a dezvoltat un procedeu prin care imaginea se forma pe o placă de sticlă acoperită cu o emulsie de iodura de argint și combinată cu o substanță vâscoasă numită colodiu. Timpul de expunere era redus la 0,5 secunde, însă placa trebuia folosită umedă, apoi developată pe loc (din acest motiv procedura devenea incomodă).

Apogeul calitativ al negativelor pe sticlă a fost atins în anul 1871 când Richard Leach Maddox, a pus bazele unui procedeu prin care plăcile de sticlă erau deja acoperite cu o emulsie uscată de iodură de argint și gelatină. Metoda permitea tot mai multor amatori să practice fotografia (termen preluat din grecescul *photos*, "lumina", și *graphein*, "a desena").

Câțiva ani mai târziu, Charles Bennet a descoperit o metodă de preparare prin care emulsia devenea de zeci de ori mai sensibilă, reducând timpul de expunere la 1/25 secunde, dând astfel posibilitatea de a fotografia fără trepid.⁹ În anul 1873 se realizează primele plăci cu gelatino-bromură care vor intra în fabricație de serie. În Franța, această descoperire s-a răspândit destul de repede, trecând apoi în mai toate statele europene.

Gaspar Felix Tournachou¹⁰ cunoscut ca fotograf sub numele de Nadar, va fi cel care va fotografia aproape toate personalitățile vremii. Tot el va fotografia Parisul din balon, de la diferite înălțimi, realizând și o panoramă generală de la 400 de metri. În anul 1879 au fost inventate așa zisele plăci uscate (placa de sticlă cu emulsie de gelatină uscată). Aceste plăci aveau avantajul de a putea fi depozitate mai mult timp iar fotografiile nu mai trebuiau să care cu ei camere obscure. De asemenea ei puteau angaja alte persoane care să le dezvolteze fotografiile.¹¹

După anul 1880 procedeul s-a răspândit rapid deoarece plăcile de sticlă au putut fi fabricate și comercializate în serie, permițând dezvoltarea tehnicilor fotografice. Plăcile fotografice sunt de fapt predecesoarele peliculei de celoid, și se foloseau inițial pentru a imprima negativul imaginii înainte de apariția filmului fotografic.

Pe suportul de sticlă era așternută o emulsie (peliculă fină de gelatină) care forma stratul fotosensibil. În acest strat se aflau de fapt cristale microscopice de săruri de argint – clorură sau bromură, cristale care sub acțiunea luminii se disociau

⁹ *Glass plate negatives*. The scream Online: A Magazine for Art, Photography, Literature. Vail, S (Fall/October 2002). Retrieved May 17, 2005. p. 1, <http://www.thescreamonline.com/contents2-4.html> (accesat la 26.06.2014).

¹⁰ http://www.moma.org/collection/artist.php?artist_id=4196 (accesat la 26.06.2014).

¹¹ <http://www.astro.virginia.edu/~rjp0i/museum/photography.html> (accesat la 26.06.2014).

în atomi de argint metalic și atomi de brom sau clor. Cu cât era mai subțire stratul de gelatină, cu atât creștea sensibilitatea filmului, și scădea contrastul.

Toate suporturile de imagine aveau un ultim strat superficial de gelatină mai dură, care proteja suprafața clișeului de vătămări. Pe aceste plăci uscate puteau fi obținute imagini în negativ sau pozitiv. Alte imagini au fost imprimate pe celuloid, sau, mai târziu, pe acetat și nitrat de celuloză, care aveau și avantajul că nu erau inflamabile. Fotografia a devenit și mai accesibilă când inventatorul George Eastman (1854-1932) a înlocuit plăcile de sticlă cu film. Experimentele sale au culminat cu inventarea rolei de film flexibile, acoperite cu o emulsie fotosensibilă, care permitea realizarea unui număr mai mare de fotografii fără reîncărcare.

Odată cu apariția primului aparat de fotografiat Kodak, ușor de manevrat, fotografia a ajuns un adevărat hobby pentru mulți. Marele succes al fotografiei la public a avut loc în perioada interbelică, odată cu apariția aparatului de foto Leica (1925) care utiliza un film negativ de 35 mm cu clișeu 24×36 mm, format care a devenit până azi standardul utilizat în practica fotografică, atât de amatori cât și de profesioniști.

Românii au aflat de apariția fotografiei încă din anul 1839, prin intermediul publicațiilor "Albina românească"¹² și "Contorul de avis", care prezentau cu lux de amănunte noua invenție. Între anii 1845 și 1852 își deschideau deja ateliere foto, pe Podul Mogoșoaiei, I. Pohlman (în fața consulatului rus) și Friedrich Binderi (în zona ocupată azi de Casa Capșa). Pohlman se recomanda "onoratului public al Capitalei cu întocmirea tuturor chipurilor daguerotyp în culoare și negru în format mare și mic, cu prețul de 1-2 galbeni."¹³

Primul aparat fotografic cunoscut și utilizat în România se consideră a fi cel care a aparținut Colegiului Sfântul Sava din București, achiziționat în anul 1840 la îndemnul directorului Eforiei Școlilor la acea vreme, Petrache Poenaru. În primăvara anului 1843 este semnalat și primul atelier fotografic, condus de Wilhelmina Priz. Aceasta își instalase atelierul pe Podul Mogoșoaiei (Calea Victoriei), în apropierea Palatului domnesc, făcând cunoscut publicului - prin "Vestitorul românesc" - că "face portreturi tagerotipii (dagherotipii) cu un preț foarte cuviincios."¹⁴

Numărul fotografiilor din capitală a crescut an de an, astfel încât se presupune că în anul 1859 funcționau cinci ateliere deținute de W. Wollenteit, Beilig, Otto și Jean Beillig, Zipser și Fritz, J. Marie, precum și un număr necunoscut de fotografi ambulanți. Carol Pop de Szathmary este considerat a fi părintele fotografiei din România, el fiind și primul fotograf de război. Acestuia i-au succedat fotografi celebri precum Franz Duschek, A.E. Reiser, Franz Mandy, Gustav Waber, Iosif

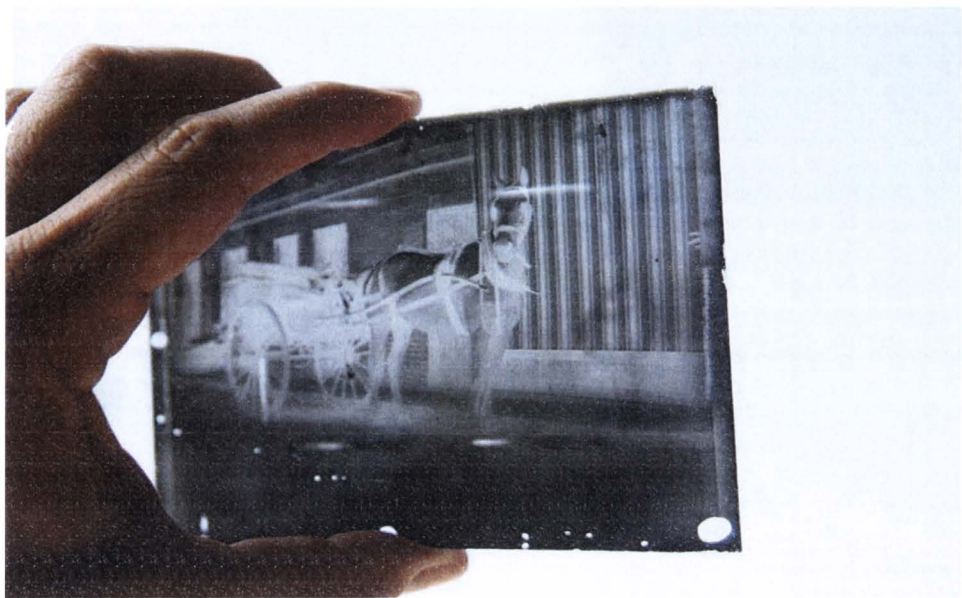
¹² *Telegraphul de Bucuresci. Seria 1, 01, nr. 0183, 16 noiembrie 1871*- Biblioteca digitală a Bucureștilor, (<https://www.digibuc.ro/colectii/telegraphul-de-bucuresci-seria-1-17-nr-4084-23-ianuarie-1886-b000061165>) (accesat la 27.06.2014).

¹³ Marian Petcu, *Istoria publicității românești*, Universitatea din București- Facultatea de Jurnalism, Disciplina- Istoria Presei Române, Editura Polirom, 2000, p. 5.

¹⁴ Ionel Zănescu, Expoziția "Aparate și tehnică fotografică", capitol http://www.revistamuzeelor.ro/arhpdf/2006_02_05.pdf, (accesat la 27.06.2014).

Berman, Friedrich Schiller, Berta Engels, Andreas Reiser, Iulia Herter, Ludwig Angerer, Franz Mandy, M. Schwartz, I Tiedce, Jean Gagel, S. Baumstein, Eduard Feldman, T. S. Fachirov, M. Donner, Wagner Carol și alții.

Sfârșitul secolului al XIX-lea marchează în România apariția a ceea ce se poate numi „fotografia de amator”, practică de persoane din cele mai diverse profesii, aparținând totuși unor categorii sociale ceva mai favorizate. Este și perioada în care apar primele asociații sau cluburi fotografice, cu preocupări la început orientate spre fotografia de peisaj (numită acum “fotografie de călătorie”) și apoi, treptat și diversificat, spre genurile consacrate ale artei fotografice: eseu, portret, reportaj, peisaj sau scenă de gen.



Clișeele pe sticlă

Clișeele pe sticlă care se păstrează în depozitul Biroului Arhive Tehnice și de Înregistrare au fost preluate de către Direcția Arhivelor Statului în anul 1973 de la fosta Agenție Rador/Agerpres pe baza unor procese verbale de predare primire, fără alte forme de evidență.

Colecția clișee pe sticlă s-a constituit în anul 2002, prin preluarea de către Serviciul Arhive Tehnice și de Înregistrare a acestor documente fotografice de la Serviciul Arhive Feudale, Personale și Colecții. În momentul de față colecția clișee pe sticlă ocupă în depozitul Biroului Arhive Tehnice și de Înregistrare cca. 36 metri liniari (m.l.).

Clișeele sunt păstrate în cutii de carton de diferite dimensiuni, numerotate succesiv, fiecare cutie conținând între 14 și 29 plăci/imagini negative cu conținut diferit. Cutiile în care se păstrează clișeele nu ne oferă date despre autorul fotografiei, atelierul în care au fost executate sau conținutul imaginilor, însă sunt deosebite prin

grafica, originalitatea și de ce nu proveniența lor. Spre exemplu, unele cutii în care sunt păstrate clișeele pe sticlă provin din atelierele renumite precum Lumierre sau Agfa Berlin (anexa nr. 2).

O măsură care se recomandă pentru a încetini procesul de deteriorare ar fi aceea a relocării clișeeilor din plicurile originale (plicul clasic putând afecta emulsia fotografică, prin frecare la introducerea/scoaterea clișeului) în plicuri speciale care se deschid din cele patru părți (anexa nr. 3).

Imaginile fotografice din Colecția de clișee pe sticlă, în marea lor majoritate, au ca suport material sticlă subțire de 1-1,2, și 2 mm, format 6×9 cm, 9×12 cm, 13×18 cm și 18×24 cm. Cel mai probabil clișeele au fost grupate în cutii doar în vederea păstrării deoarece acestea nu ne indică o ordonare pe un anumit criteriu. O bună parte din clișeele pe sticlă sunt păstrate în plicuri (câte un clișeu în plic) sau în pachete cu număr variabil de plăci (1-29 buc).

Principalul argument în favoarea digitalizării acestei colecții este strâns legat de problema lipsei posibilității de acces la informația fotografică existentă pe clișeele de sticlă. Un argument în plus pentru scanarea negativelor pe sticlă este posibila deteriorare a plăcuțelor foto până la pierderea informației fotografice.

Așadar, o evidență care să ofere o descriere minimală a conținutului acestora este mai mult decât necesară. În încercarea de a realiza câteva fotografii-martor prin scanare (ca experiment) am avut nevoie de un scanner cu adaptor de transparență (am utilizat Canon 9950F).

Scanarea propriu zisă a fost o provocare deoarece nu aveam cunoștințe și informații concrete despre procedeul particular de scanare aplicabil negativelor pe sticlă. Clișeele pe sticlă, alese aleatoriu, au fost scanate la o rezoluție de 1200 dpi și 16 bit Greyscale mode, imaginile digitale rezultate în urma scanării fiind salvate în format .TIFF (Tagged Image File Format).

Am ales salvarea marginilor în acest format deoarece calitatea imaginii digitale în TIFF este foarte bună. Mai mult decât atât, fișierele .TIFF pot suferi prelucrări repetate, fără alterarea calității, deoarece informația este stocată fără comprimare și fără pierderi.

Deși scannerul folosit în experimentul de scanare al clișeeilor pe sticlă permite folosirea unei rezoluții de până la 4800 dpi, nu am folosit rezoluția maximă deoarece cu cât setăm o rezoluție mai mare, cu atât formatul în care se salvează imaginea ocupă mai mult spațiu (de exemplu o imagine negativă de dimensiunea 6x12, scanată la o rezoluție de 4800 dpi și salvată în format .TIFF, ar ocupa 226,99 MB).

Pentru imaginile care necesitau o minimă prelucrare am utilizat Adobe Photoshop însă am considerat necesar să păstrez o imagine „master” (master digital) neprelucrată, luând în calcul posibilitatea ca aceasta să poată fi ulterior copiată și prelucrată la un nivel superior de către un viitor utilizator.

Masterul digital este de fapt folder-ul care va fi arhivat, acesta reprezentând cel mai bun folder digitizat. Principalul motiv de creare a folderului master ține de

longevitate și calitate. Derivatele din acest folder sunt pentru utilizare curentă/zilnică¹⁵.

Un alt aspect ar fi acela că majoritatea scannerelor au incorporat un software care permite rețușarea zgârieturilor și estomparea urmelor de praf existente pe imagine (grain correction). Se recomandă însă să nu folosim această opțiune în timpul scanării negativelor pe sticlă deoarece particulele din care este formată pelicula de negativ poate fi interpretată ca fiind praf, și în consecință scannerul poate aplica modificări nepotrivite, alterând imaginea originală. De asemenea este preferabil ca setările care țin de decuparea imaginii digitale să fie stabilite de la început.

În urma scanării a cca. 50 clișee pe sticlă am constatat că imaginile digitale rezultate nu au nicio legătură între ele, într-o cutie regăsindu-se imagini cu subiecte diferite, din diverse domenii, reprezentând persoane în diferite ipostaze și locuri, acestea neputând fi cu ușurință descrise și încadrate cronologic (anexele nr. 4-7). Deoarece descrierea conținutului de imagine al clișeelelor pe sticlă este un proces anevoios și de durată, ar trebui să o privim ca pe o opțiune deschisă permanent unor intervenții ulterioare.

Atipică în experimentul de scanare a fost prezența dagherotipiilor deoarece frecvența acestora în cadrul colecției de clișee pe sticlă este destul redusă. Fiecare dagherotipie este unică în sensul că aceasta nu putea fi copiată/multiplicată. (anexa nr. 8).

Scanarea plăcuțelor de sticlă este cu atât mai necesară cu cât încă de la primele clișee scanate s-a putut observa că unele dintre acestea sunt deja degradate sau pe cale de a se degrada (anexele nr. 9-10). Elementele vizibile de degradare sunt exfolierea peliculei de gelatină (a negativului mai precis), spargerea sticlei-suport al negativului, voalarea imaginii până la un nivel la care nu mai poate fi dezvoltată/pozitivată. Deoarece fiecare procedeu fotografic are caracteristici unice de deteriorare și fiecare proces de degradare este accelerat de anumiți factori, clișeele pe sticlă necesită o atenție aparte din punct de vedere al păstrării.¹⁶ Păstrarea corespunzătoare a negativelor pe sticlă începe cu stabilirea nivelului de umiditate și temperatură din depozitul în care sunt păstrate. Este bine cunoscut că o temperatură mai scăzută poate încetini reacțiile chimice care produc degradarea.

Unele studii arată că în mediul în care sunt depozitate negative pe sticlă ar trebui să fie „mai puțin de 65 grade Fahrenheit cu minimă fluctuație de 2 grade+/-, și o umiditate relativă de 30% RH.”¹⁷

¹⁵ James M Rely, Franziska S Frey, *Digital imaging for photographic collections*, Foundations for Technical Standards, Image Permanence Institute, Rochester Institute of Technology, 1999, p. 9. <http://www.ica.org/?lid=5744&bid=744>, (accesat la 30.06.2014).

¹⁶ *The preservation and restoration of photographic material in archives and libraries: a RAMP study with guidelines*, Paris, 1984, p. 13, <http://unesdoc.unesco.org/images/0005/000586/058641e.pdf> (accesat la 01.07.2014).

¹⁷ <http://archivesoutside.records.nsw.gov.au/conservation-tip-no-4-a-method-of-rehousing-glass-plate-negatives/> (accesat la 01.07.2014).

Pentru păstrarea cât mai îndelungată a negativelor pe sticlă se recomandă de asemenea următoarele măsuri: eliminarea reziduurilor de orice natură în procesul de dezvoltare sau de scanare; folosirea unui dezumidificator sau păstrarea negativelor pe sticlă în dulapuri etanșe prevăzute cu silicagel; menținerea aerului curat în depozit: lipsit de oxizi de azot, bioxid de sulf, amoniac etc.; separarea negativelor pe sticlă de negativele cu suport nitrocelulozic¹⁸ (deoarece acestea se descompun și emit oxizi de azot care se combină cu umiditatea din film și aer formând acid azotic).

Se recomandă de asemenea păstrarea clișeeilor pe sticlă în plicuri deoarece astfel se elimină riscul interacțiunii chimice dintre emulsie și adezivi, dar și scanarea acestora cu un scanner dotat cu adaptor de transparență pentru film și diapozitive, apoi transferarea pe CD (în acest caz stocarea pe CD /DVD).

Un alt studiu privind prezervarea negativelor pe sticlă, ne sugerează ca pe fiecare cutie în care sunt păstrate negative pe sticlă să se regăsească și inscripția "Atenție! Negative pe sticlă fragile."¹⁹ Fiecare fotograf a dezvoltat propriile metode și formule de tratamente post procesare, dezvoltare și fixare a imaginii. Mai mult decât atât, aceștia aveau la dispoziție numeroase tipuri de sticlă pe care imortalizau imaginea.

Aceste variații de metode și materiale, combinate cu erorile făcute de fotograf în ceea ce privește conservarea plăcilor, ridică acum numeroase probleme în prezervarea acestora. Este cunoscut faptul că negativele pe sticlă sunt vulnerabile la numeroși factori externi cum ar fi: căldura, apa, temperaturi mari sau prea scăzute, umiditate, alți poluanți.

Trebuie de asemenea avut în vedere faptul că efectele factorilor de degradare apar în timp. După anii 1990 Arhivele Naționale din Statele Unite au demonstrat că și sticla se poate autodeteriora, aceasta însemnând că își poate schimba structura chimică sub acțiunea factorilor externi.

Majoritatea instituțiilor care păstrează colecții de negative pe sticlă au ajuns la concluzia că un program de digitalizare este absolut necesar, etapele și obiectivele unui astfel de program fiind următoarele²⁰:

- Evaluarea numărului negativelor, a mărimii lor și a condițiilor de păstrare în general.
- Estimarea numărului de plăci deteriorate, care necesită un tratament special.
- Examinarea secvențială a fiecărei plăci și stabilirea gradului de deteriorare.

¹⁸ Joseph H. Ladd, *Northeast Document Conservation Center (February 1999). Technical leaflet: care of photographs*. Retrieved May 15, 2005, Towler J.(1864). The silver sunbeam. New York, p.1, <http://nedcc.org/leaflets/phocar.htm>. (accesat la 01.07.2014).

¹⁹ *United States National Archives and Records Administration (June 18, 2001): How do I move glass plate negatives?* Retrieved May 15, 2005, p. 1, http://archives.gov/preservation/move/glass_plate_negatives.html, (accesat la 01.07.2014).

²⁰ Constance McCabe, *Preservation of 19th century negatives in the national archives*, Journal of the American Institute for Conservation, 1991, vol 30, p.41-73, <http://cool.conservation-us.org/coolaic/jaic/articles/jaic30-01-005.html>, (accesat la 01.07.2014).

- Separarea plăcilor deteriorate de celelalte și relocarea acestora.
- Developarea sau scanarea negativelor pe sticlă ținând cont de caracteristicile acestora (suport, dimensiuni, grad de deteriorare).
- Folosirea pentru cercetare și descriere doar a duplicatelor.

Aceleași programe, inițiate de instituții păstrătoare de documente fotografice, aduc argumente care încurajează digitalizarea acestora, după cum urmează:

- Diseminarea patrimoniului cultural mondial și oferirea posibilității generațiilor următoare să admire aceste moșteniri.
- Prezervarea moștenirii patrimoniului cultural prin noile mijloace ale tehnologiei informării și comunicării.
- Prezervarea documentului original, pentru a readuce în circulație documente care sunt de altfel dificil ori chiar imposibil de consultat, datorită vechimii sau unicității lor.
- Posibilitatea accesării și consultării acestor materiale rapid, simultan, de la distanță, la orice oră din zi, asigurând un acces al publicului largit considerabil.
- Crearea unor baze de date care să reprezinte noduri de comunicație și de informare culturală.
- Producerea unor imagini care pot fi apoi reproduse ori de câte ori este nevoie fără pierderea calității originalului, imaginile digitizate rămânând intacte în urma utilizării lor.

Principii internaționale de digitalizare a documentelor fotografice²¹

SEPIA- (Safeguarding European Photographic for Acces), este un program anual inițiat de Uniunea Europeană în cadrul unui proiect cultural. Grupul de lucru SEPIA, condus de Biblioteca Regală din Danemarca, a formulat primul set de orientări în privința scanării documentelor fotografice, încă din anul 2001.

Grupul SEPIA își bazează teoriile asupra digitalizării pe diferitele teste făcute de către membrii grupului, pe cercetările în domeniu publicate de-a lungul timpului, pe proceduri practice de păstrare ale fotografiei. Recomandările făcute de SEPIA se referă la probleme de bază de care ar trebui să țină seama orice persoană implicată într-un program de digitalizare.

Digitalizarea fotografiilor a devenit o practică comună în multe din marile instituții ale lumii. Acest procedeu ne furnizează o oportunitate excelentă de a propaga/răspândi imaginile istorice la scară largă și de a facilita accesul la colecții.

²¹ *Preservation issues in digitizing historical photographs*, une publication SEPIA, 2000, SEPIA (Safeguarding European Photographic Images for Access), p. 7, <http://www.ica.org/?lid=5668&bid=744>, (accesat la 01.07.2014).

În timpul procesului de digitalizare trebuie avute în vedere aspecte care să prevină deteriorarea originalelor și să ne asigure că toate cerințele prezervării sunt îndeplinite.

Principii propuse de SEPIA pentru digitalizarea fotografiilor istorice:

- Fotografiile sunt o parte esențială a tezaurului nostru cultural. Ele trebuie prețuite pentru ceea ce spun despre trecut dar și pentru valoarea lor documentară și cea artistică.

- Digitalizarea colecțiilor fotografice ar trebui încurajată pentru a facilita accesul la acestea.

- Digitalizarea este cu atât mai urgentă cu cât anumite tipuri de fotografii se pot deteriora.

- Deteriorarea acestora, cauzată de folosirea/mânuierea originalelor, poate fi limitată prin utilizarea copiilor digitale.

- Digitalizarea este o unealtă și nu o finalitate în sine.

- Selectarea materialelor fotografice pentru digitalizare ar trebui să se bazeze pe o înțelegere a naturii (și a potențialei folosiri) a colecției.

- Un proiect digital începe înaintea scanării primei imagini. Eforturile făcute pentru a defini scopurile, prioritățile, cerințele de ordin tehnic, procedurile de digitalizare, sunt esențiale pentru un procedeu de lucru eficient și un rezultat care să corespundă așteptărilor.

- Digitalizarea colecțiilor fotografice diferă fundamental de digitalizarea unui text.

- Crearea unei imagini digitale cere o expertiză fotografică și o judecată etică. Chiar și cu cel mai bun echipament, capturarea esenței fotografiilor în format digital este o activitate sofisticată; aceasta nu ar trebui niciodată să fie considerată o muncă de rutină și nu poate fi asimilată (spre exemplu) producerii de fotocopii.

- Imaginile digitale ale fotografiilor constituie colecții active care necesită întreținere regulată.

- Măsurile de precauție privind upgradarea colecțiilor digitale pentru a ține pasul cu schimbările de infrastructură ale computerului ar trebui decise încă de la începutul proiectului. Acest lucru este necesar pentru a se evita ca respectivele digitale create cu costuri considerabile să devină inaccesibile în timp.

- Digitalizarea fotografiilor nu ar trebui să fie responsabilitatea unui singur departament dintr-o instituție.

- Un bun proiect de digitalizare este conceput ca o muncă în echipă, combinând expertiza pe imagine, managementul colecției, tehnologia informației, conservarea, metodele de descriere și strategiile de prezervare.

- În orice proiect de digitalizare a fotografiilor, numărul specialiștilor în prezervarea fotografiilor este esențială. Ei ar trebui consultați în ceea ce privește integrarea măsurilor de prezervare în derularea operațiunilor, în ceea ce privește mânuierea materialelor fragile și a echipamentului folosit pentru a evita deteriorarea originalelor.

- Specialiștii în prezervare prin digitalizare ar trebui instruiți astfel încât să poată oferi consultanță în privința strategiilor de management a bunurilor digitale, care sunt în concordanță cu politica de prezervare a instituției.
- Arhivele trebuie să arate un puternic interes în dezvoltarea standardelor internaționale pe baza cărora se construiește strategia de prezervare a colecțiilor digitale.
- Avantajele digitalizării pot fi multiple: datele digitale reprezintă o descriere simbolică a originalelor (putem compara aceasta cu inventarea scrisului); informația digitală poate fi copiată fără pierderi; posibilitatea distribuirii active a imaginilor digitale.

Exemple internaționale de prezervare/digitalizare a clișeelelor (negativelor) pe sticlă

Biblioteca Națională din Australia se confruntă cu o dilemă în ceea ce privește asigurarea accesului publicului la negativele pe sticlă și asigurarea prezervării acestora.

Unii arhiviști de la Biblioteca Națională din Australia au argumentat că: “Cel mai important aspect al prezervării negativelor pe sticlă este să ne asigurăm că imaginea este păstrată și accesibilă.”²² Alți specialiști de la această instituție au ajuns la concluzia că pentru a atinge ambele scopuri, de acces și de prezervare, negativele pe sticlă ar trebui *reformate*.

Prin reformatare se referă la crearea de copii negative pentru accesul publicului la document, minimizând astfel nevoia de a vedea originalele, care pot fi atunci depozitate în condiții optime (vacuum etc.). În mod tradițional, negativele pe sticlă au fost duplicate prin printare/developare. Astăzi noile standarde în tehnologia digitală s-au dezvoltat într-atât încât reformatarea digitală a colecțiilor de negative pe sticlă este obținută prin scanarea negativelor originale.

Public Record Office păstrează și documente fotografice aparținând arhivelor naționale din Anglia, Țara Galilor și Regatul Unit, din anul 1086 până în prezent. În anul 1997 *Public Record Office* a demarat un proiect de digitalizare pentru o colecție de cca. 10.000 clișee foto pe sticlă care nu erau descrise și catalogate.

Principalul obiectiv al digitalizării a fost nevoia de acces la informația fotografică și totodată salvarea acesteia de la deteriorare. În primul rând plăcile au fost mutate în suporturi speciale și li s-a dat un număr de referință. Imaginile au fost ulterior scanate la o rezoluție de 300 dpi, și 256 greyscale. A fost aleasă scanarea acestora în format .GIF considerându-se că acesta oferă o mai bună calitate a imaginii decât formatul .JPG sau .TIFF. Arhivarea și informația de referință despre original au fost înregistrate într-un raport care a fost atașat imaginii de bază.

²² *National Library of Australia (July 2, 1996). The big picture: rehousing the library's glass negative collection.* Retrieved May 17, 2005, p. 2, <http://www.nla.gov.au.pres/conver/070296.html> (accesat la 08.07.2014).

Negativele deja scanate au fost salvate și ca pozitive dar în unele cazuri și ca detalii ale originalului.

Editarea imaginii, în sensul ajustării contrastului și luminozității, au fost executate în așa fel încât să nu afecteze autenticitatea originalului. Ulterior scanării a fost realizat un conținut de imagine adăugându-se cuvinte cheie pentru a facilita regăsirea informației. Toate imaginile scanate au fost transpuse pe CD sau stocate în rețea (network). Nu s-a folosit nici un fel de ghid în ceea ce privește descrierea imaginilor. Acest proiect de digitalizare a durat aproape doi ani și jumătate, timp în care au fost digitalizate 4000 de negative pe sticlă. Transpunerea negativelor scanate în pozitive face posibilă descrierea imaginilor, dar nu în toate cazurile. Principalul obstacol din proiectul de digitalizare inițiat de această instituție a fost descrierea tuturor imaginilor scanate. În multe cazuri imaginea nu a putut fi încadrată într-o anumită temă și descrisă.²³

Royal Library of Denmark deține cca. 8 milioane fotografii printre care dagherotipii și clișee pe sticlă obișnuite. În anul 1993 s-a demarat un proces de digitalizare a acestora din următoarele considerente: pentru a se îmbunătăți accesul la imagine prin stabilirea unei imagini de bază; crearea unei baze de date; reducerea uzurii originalelor. Principala problemă de la care a pornit acest proiect a fost uzura originalelor.

În urma unui studiu realizat de această instituție s-a constatat că pentru a găsi 3-5 imagini, un utilizator trebuie să „frunzărească” cca. 300 de originale. În anul 1998 *Royal Library of Denmark* digitalizase cca. 40.000 de imagini din care doar 30.000 erau descrise.²⁴

British Libray of United Kingdom este de asemenea implicată într-un proces de digitalizare a propriei colecții de fotografii care constă în cca. 400.000 de elemente. Această instituție propune ca pe lângă salvarea informației fotografice prin digitalizare, fotografiile (cu precădere plăcile de sticlă) să fie păstrate în încăperi speciale, în vid/lipsa oxigenului.²⁵

Stadt und Universitätsbibliothek Frankfurt păstrează o colecție de fotografii de cca. 55.000 elemente din perioada 1882-1943. Proiectul de microfilmare și digitalizare a fotografiilor clasice și a clișeeilor pe sticlă a început în anul 1997 și a fost finalizat în 1999. Imaginile digitale care acum sunt accesibile publicului larg au fost încărcate într-o bază de date numită „Image Finder Archive Database”. Cum aproape o treime din elementele colecției nu aveau descriere, li s-a permis studenților să lucreze part-time la catalogare.

O altă soluție pentru finalizarea descrierilor a fost aceea ca imaginile scanate să fie urcate în rețea pe internet, chiar dacă acestea nu aveau o descriere

²³ Edwin, Klijn & Yola de Lusenet, *In the picture: preservation and digitisation of European photographic collections*, European Commission on Preservation and Access 2000, Amsterdam, p. 14-15

<http://www.ica.org/5682/paag-resources/in-the-picture-preservation-and-digitisation-of-european-photographic-collections.html>, (accesat la 17.07.2014).

²⁴ *Ibidem*, p. 28, (accesat la 17.07.2014).

²⁵ *Ibidem*, p. 33, (accesat la 17.07.2014).

adecvată/completă, oferind astfel utilizatorilor oportunitatea de a comenta și adăuga informații. Acest site este zilnic consultat de studenți, cercetători, oameni de știință din toată lumea, care o completează cu noi informații. Trebuie menționat de asemenea că această instituție își protejează originalele atât prin digitalizare cât și prin prețurile mari pe care le solicită pentru cercetarea sau copierea acestora. De exemplu o simplă copie a unei fotografii costă un cercetător cca. 500 mărci/250 euro.²⁶

Médiathèque de Architecture et du Patrimoine Paris: Colecția de negative pe sticlă (negativele în general) aparținând acestei instituții este păstrată de *Arhivele Fotografice Fort Saint Cyr, Saint Quentin en Yveline*, iar partea printată la *Bibliothèque du Patrimoine*. La Saint Cyr negativele pe sticlă sunt digitalizate folosind un scanner platformă. S-a ales un scanner și nu o cameră foto pentru a limita deteriorarea fotografiei, respectiv a negativului. Argumentul principal a fost acela că timpul de expunere a fiecărei părți de negativ este mai scurt (în sensul în care lumina trece rapid peste imagine).

Procedeul de scanare a imaginilor a implicat de asemenea curățarea și reambalarea clișeele acolo unde era necesar. Pentru conversia din negativ în pozitiv s-a folosit programul Photoshop. Toate scanările au fost stocate pe CD și copiile de pe acestea trimise la Ministerul Culturii²⁷.

Deutsches Filminstitut. Aici, digitalizarea clișeele pe sticlă și a fotografiilor este strâns legată de cerințele cercetătorilor sau de anumite proiecte de film. Ori de câte ori un cercetător cere o copie, poate opta pentru o copie digitală (tif, jpg, gif), iar o versiune .tif a aceleiași imagini este salvată și pentru uz intern. Ulterior copiile foto sunt transpuse pe CD. La această instituție procesul de digitalizare se află la început, până în momentul de față fiind digitalizate cca. 500 de elemente foto dintr-un total de 1,5 milioane elemente purtătoare de informație fotografică.²⁸

Creșterea accesibilității la colecții prin digitalizare poate avea o influență favorabilă asupra prezervării în sensul în care mai mulți utilizatori se familiarizează cu materialele păstrate de arhive și biblioteci și manifestă mai multă grijă față de utilizarea lor pe viitor.

Digitalizarea documentelor fotografice este un pas important atât în asigurarea accesului la informația documentar-istorică cât și în prezervarea acestora. Digitalizarea poate fi așadar considerată o măsură preventivă.

Cele mai frecvente argumente pro digitalizare sunt: asigurarea accesului la informația documentar-istorică dintr-o colecție, accesul de la distanță, posibilitatea de a copia documentele, protejarea originalului. Realitatea ne demonstrează însă că acestea sunt argumente pentru digitalizare dar nu și pentru prezervare, în sensul în care adesea materialele selectate pentru digitalizare nu sunt acelea care sunt în pericol de degradare, sau sunt acelea care au fost microfilmate inițial pentru că sunt solicitate în mod frecvent. În astfel de situații digitalizarea îmbunătățește într-adevăr

²⁶ *Ibidem*, p. 38, (accesat la 17.07.2014).

²⁷ *Ibidem*, p. 44-45, (accesat la 17.07.2014).

²⁸ *Ibidem*, p. 50-51, (accesat la 17.07.2014).

accesul la documente importante dar nu contribuie în mod semnificativ la prezervarea întregii colecții.²⁹

Rolul digitalizării în câștigarea suportului publicului pentru prezervare poate fi unul important și se poate compara cu efectul creat de diseminarea la scară largă a reproducerilor de pe operele de artă, fapt care a familiarizat mulți oameni cu propriul tezaur cultural. Digitalizarea clișeeilor pe sticlă este un proces care presupune provocări specifice, dar care le asigură longevitatea și accesibilitatea.

Pe de altă parte, provocările majore constau în crearea unor condiții propice de păstrare, înțelegerea tehnicilor corecte de mănuire a acestor fotografii pe suport specific și digitalizarea/valorificarea informației fotografice pe care acestea o conțin. Dacă aceste condiții sunt îndeplinite, viața clișeeilor pe sticlă poate fi prelungită și generații de utilizatori pot beneficia de pe urma informațiilor păstrate pe negativ.

Preservation of Photography Collection at the National Archives. Case Study: Photographic Plates Collection (abstract)

This article aims to present a few theoretical and practical aspects concerning the preservation of the photographic plates collection and to make the information stored on them available. First part starts with the definition of the field and a short history of photography. The main content is a general presentation of the Photographic Plates Collection, of its characteristics as well as a description of the scanning attempt that allows us to access their information. Further, I also addressed the issue of optimal storage conditions and presented a few principles and examples from other European and non-European institutions.

²⁹ Yola De Lusenet, *Keeping things that work. Preservation aspects of digitization*, European Commission on Preservation and Access, 2004, p.3, <http://www.ica.org/5739/ressources-de-paag/keeping-things-that-work-preservation-aspects-of-digitization.html> (accesat la 21.07.2014).

Din istoria Consiliului Național al Femeilor Române și a mișcării feministe

Monica Negru

Keywords: *National Council of Romanian Women; International Council of Women (CIW); Feminist Movement; Women's Rights; Permanent Commissions; Holidays Colony; Minorities*

Mișcarea feministă a fost un fenomen social de anvergură, un fenomen universal, variantele naționale fiind de mare diversitate și originalitate. Începuturile mișcării feministe în România datează de la mijlocul secolului al XIX-lea, la declanșarea ei contribuind revoluția pașoptistă,¹ decretul privind obligativitatea învățământului primar din 1864, fetele având acces la învățământul secundar și la cel universitar. Dar, comparând feminismul românesc cu cel din Europa apuseană, remarcăm totuși moderația revendicărilor și progresul lent al mișcării. Este vorba în primul rând de o mișcare de idei, propagată prin intermediul presei, care a avut meritul de a dinamiza o societate în general patriarhală, reticentă la problematici de asemenea factură.²

Condițiile naționale au determinat femeile române din Transilvania să lupte în primul rând pentru emancipare națională, în timp ce în Vechiul Regat inițial s-a promovat obiectivul culturalizării femeii, apoi s-a evoluat spre un program mai amplu privind situația economică a acesteia, drepturile civile și politice. În primii ani interbelici, mișcare feministă din România a cunoscut un proces de dezvoltare. În Basarabia, mișcarea feministă a pornit din jurul Ligii Femeilor Basarabene, fondată la 1917, sub președinția Elenei Alistair, iar în Transilvania, reuniunile de femei s-au concentrat, după război, în cadrul Uniunii Femeilor Române.³

Feminismul românesc interbelic, chiar feminismul balcanic, s-au studiat foarte puțin în Occident, dar și în România. Una dintre lucrările contemporane despre istoria feminismului românesc: *Femeia. Studiu social*, a fost scrisă de Maria C. Buțureanu, publicată în anul 1921. Autoarea prezintă o istorie a feminismului internațional, precum și a feministelor române: Ralu, fata lui Vodă Caragea, Dora d'Istria, Matilda Cugler-Poni, Sofia Cocea, Elena Cuza, Ana dr. Davila, Comelia Emilian. "Nevoia economică sau celibatul" sunt considerate cauzele generatoare de feminism, iar "fanatismul religios sau lipsa totală de cultură" sunt stăvilare.⁴

¹ Simona Stiger, *Pagini de feminism universal*, Arad, 2002, p. 43; *Idem*, *Asociaționism și emancipare până la primul război mondial*, Arad, 2001, p. 3.

² S. Stiger, *Pagini...*, p. 51.

³ Ghizela Cosma, Virgiliu Țârău (coordonatori), *Condiția femeii în România în secolul XX. Studii de caz*, Cluj-Napoca, 2002, p. 82.

⁴ Maria C. Buțureanu, *Femeia. Studiu social*, București, 1921, p. 217-235.

Feministele active proveneau din rândurile aristocrației, burgheziei, erau femei cu profesii moderne în epocă, precum juriste, profesoare, ziariste, de confesiuni diferite.

O personalitate proeminentă a feminismului românesc și internațional în primele patru decenii ale secolului XX a fost Alexandrina Gr. Cantacuzino. Membră a elitei nobiliare autohtone, cu o vastă cultură și o voință puternică, ea a fost considerată cea mai bună oratoare a Europei.⁵ Fire naționalistă, regalistă și profund religioasă, ea a susținut biserica ortodoxă, a colaborat cu autoritățile religioase.⁶ A fost printre primele feministe din România care a susținut și a luptat pentru emanciparea intelectuală, economică, politică și legislativă a femeilor. Ea a sprijinit și cu fonduri proprii mișcarea de emancipare a femeii române, a finanțat școli de fete, cămine pentru băieți și fete, biblioteci populare.⁷

Unele discursuri și eseuri ale Alexandrinei Cantacuzino au fost publicate în timpul vieții, precum: "Rolul Bisericii Ortodoxe în dezvoltarea neamului românesc" (1921), "Forța morală ca factor social" (1923), "Rostul femeii în viața socială și politică" (1927), "Femeile în fața dreptului de vot" (1929), "Mama" (1929), "Rolul femeii în viața administrativă" (1929), "Impression d'Espagne" (1930), "La Charte de l'enfant" (1932), "Disciplina colectivității prin viața spirituală" (1933), "Misiunea românismului" (1942).

Alexandrina Cantacuzino a făcut parte din numeroase asociații contemporane, care militau pentru îmbunătățirea situației femeii române, ea fiind chiar inițiatoarea și lidera organizațiilor: Societatea Ortodoxă Națională a Femeilor Române (1910), Consiliul Național al Femeilor Române (1921), "Mica Înțelegere Feminină" (1923), "Solidaritatea" (1925), "Auxiliara Română FIDAC" (1926), "Uniunea Intelectuală Română" (1926), "Casa Femeii" (1927).

O altă lideră reprezentativă a mișcării feministe române a fost Calypso C. Botez. Aleasă prima președintă a Consiliului Național al Femeilor Române, membră în comitetele de conducere a "Societății Ortodoxe Naționale a Femeilor Române", a societății "Solidaritatea", a "Uniunii Intelectuale Române", ea a făcut parte din consiliul societății "Gospodăriilor Rurale", a fost membră fondatoare a societății "Amicele Tinerelor Fete". Calypso Botez a fost membră a Institutului Social Român, unde a reușit să înființeze o secție de studii feminine și revista *Arhiva pentru știința și reforma socială*, a fost consilier municipal în București, a înzestrat personal școala nr. 48. A avut și activitate politică, fiind membră a P.N.Ț. Calypso Botez a rămas în cultura română și prin studii literare sau monografii. La o dezbatere organizată în ianuarie 1922 ea a susținut conferința cu titlul *Drepturile femeii în Constituția viitoare*. Pentru Calypso Botez, această problemă a dreptului de vot a femeii era, la români, o urgentă necesitate națională. Acordarea de drepturi politice femeilor nu era o chestiune de inimă, de istorie sau tradiție, ci una de logică și de adecvare la actualitate. Dat fiind că participau la munca generală, femeile trebuiau să

⁵ ANIC, fond *familial Cantacuzino*, ds. 157, f. 20.

⁶ *Rolul bisericii ortodoxe în dezvoltarea neamului românesc*. Conferința principesei Alexandrina Gr. Cantacuzino ținută la 23 octombrie 1921 în Sala Ateneului. Tipografia "Cultura", București.

⁷ Elena Bogdan dr., *Feminismul*, Timișoara, 1926, pp. 73-74.

dețină și capacitatea de a impune legi care să le protejeze și să le asigure controlul asupra produsului muncii lor.

O feministă cu o bogată activitate a fost Zoe Gr. Râmniceanu, aleasă vicepreședintă la Consiliul Național al Femeilor Române, având un rol important și în cadrul organizațiilor: "Societatea Ortodoxă Națională a Femeilor Române", Societatea "Țesătoria. Regina Elisabeta", Societatea "Institutelor din București".⁸ A fost prima femeie aleasă în Comisia Interimară a Capitalei. Neavând urmași, a lăsat un testament cu multe donații, în bani, terenuri și biblioteci pentru aceste asociații feministe și oameni săraci din București.

În ceea ce privește înființarea Consiliului Național al Femeilor Române (CNFR), Alexandrina Cantacuzino menționa ca inițitoare pe Elena Văcărescu, delegata României la Societatea Națiunilor. Într-o întrevedere în 1920, Elena Văcărescu i-a argumentat despre necesitatea unei astfel de organizații, afiliată la Consiliul Internațional al Femeilor (CIF), "căci o mișcare intensă se prefigura printre femei, care putea atinge însăși interesele primordiale ale României".⁹

Statutele CNFR au fost elaborate de către Alexandrina Cantacuzino, Cornelia Emilian și Ecaterina Cerchez, fiind votate în adunarea din 8 iunie 1922.¹⁰ Din *Statute* aflăm că în ziua de 4 iulie 1921, la București, s-a înființat Consiliul Național al Femeilor Române, prima mișcare cetățenească a femeilor române, "federația societăților și a operelor feminine și feministe din România Mare".¹¹ Scopul ei era "de a stabili o legătură de solidaritate între diferite societăți sau opere feminine și feministe, fără deosebire de confesiune, în scopul de a servi în modul cel mai puternic statul, familia și cauza feministă".¹²

Organele conducătoare erau Biroul și Comitetul Executiv. Președinta generală se alegea anual, ca de altfel și o treime din membrii comitetului executiv. Membrele alese și președintele secțiilor permanente formau Biroul CNFR, care împreună cu celelalte membre ex-officio formau Comitetul executiv. Comitetul executiv se întrunea de șase ori pe an, iar în caz de urgență se convoca în ședință extraordinară. Între participanții cu drept de vot figurau președinții secțiilor locale, care urmau a fi constituite în fiecare capitală de județ, pentru a propaga ideea CNFR și a îndeplini scopul acestuia. Aceste secții locale reprezentau federația a patru societăți culturale sau de binefacere din județ, cu minim 20 de membri și doi ani de activitate.

Comisiile permanente erau constituite prin împărțirea activității CNFR, după sistemul de activitate al Consiliului Internațional, pe secțiuni: a finanțelor, presei, protecția copilului, migrației, educației, păcii, agriculturii, legii și poziției legale a

⁸ ANIC, fond *SONFR*, ds. 27/1919, f. 1-2.

⁹ ANIC, fond familial *Cantacuzino*, ds. 183, f. 300, manuscris.

¹⁰ *Ibidem*, f. 301.

¹¹ *Statutul Consiliului Național al Femeilor Române*, București, 1922, în ANR, fond familial *Cantacuzino*, ds. 49, f. 3.

¹² *Ibidem*.

femeii, muncii, igienei, sufragiului, moralei, cinematografiei. Desigur, în adunarea generală aveau drept de vot membrele comitetului executiv și cele fondatoare.¹³

Din comitetul executiv constituit în 29 iunie 1922, făceau parte Calypso Botez – președintă, Alexandrina Cantacuzino, Eugenia de Reuss-Ianculescu și Zoe Râmniceanu – vice-președinte, Elena Meissner, Maria Baiulescu, Cornelia Emilian, Ella Negruzi, Elena Odobescu, Ecaterina Cerchez – membre (*vezi anexa 1*).¹⁴ Alexandrina Cantacuzino a fost aleasă vicepreședintă a CNFR în anul 1921, iar din 1930 a îndeplinit funcția de președintă.

Membre reprezentative, lidere ale comisiilor CNFR, au fost: principesele Ecaterina Caragea și Alexandrina Cantacuzino, Tereza Bally, Maria Radovici, dr. Maria Răzvan-Potecă, Ella Rădulescu, Elena general Stângaciu, Victoria Hurmuzescu, Margareta Atanasiu, Cornelia Emilian, Ecaterina Cerchez, Caliope Dimescu, Maria Mironescu, Wally Alexandrescu, Lucreția amiral Irimescu, Maria general Anastasiu, Ethel Pantazzi, Dora Ștefănescu, Alexandrina Floru ș.a.

CNFR avea numeroase filiale și peste 30 organizații afiliate precum: „Leagănul Sfânta Ecaterina”, „Amicii Tinerelor Fete”, „Uniunea Femeilor Israelite”, „Gruparea Femeilor Române”, „Secția Feminină Română Fidac”¹⁵, „Pâinea zilnică”, „Ghiocelul”, „Asociația creștină”, „Solidaritatea”, „Amicii orbilor”, „Vădulele de război”, „Azilul lehzelor”, „Principesa Maria”, SONFR, „Uniunea Intelectuală Română” ș.a.¹⁶ În *Statute* se preciza că era respectată autonomia fiecărei asociații, dar se urmărea și unirea lor, „întrunirea tuturor societăților de asistență trebuie să influențeze, disciplineze, și legifereze asupra întregii activități feminine...”.¹⁷ CNFR a încercat să coordoneze activitatea tuturor organizațiilor feministe din epocă, colaborând în acest scop cu „Asociația pentru Emanciparea Civilă și Politică a Femeilor Române”, „Federația Femeilor Universitare”, „Societatea Scriitoarelor Române” ș.a.

Fondurile CNFR erau strânse din cotizațiile societăților afiliate, din serbări, donații. Sediul CNFR s-a stabilit în clădirea din Splaiul Independenței nr. 46 (*vezi anexa 2*), care a devenit cartierul central pentru consiliu și pentru Casa Femeii (un centru de asistență socială), localul principal de desfășurare a festivităților și manifestărilor feministe (inițial societatea funcționând la adresa Calea Moșilor nr. 148).

Organul de presă al CNFR a fost *Bulletin du Conseil National des Femmes Roumaines*, editat din anul 1930, în limba română și franceză, care prezenta activitățile consiliului. Buletinul a fost răspândit în străinătate și a fost prețuit.¹⁸

CNFR s-a afiliat la Consiliul Internațional al Femeilor, cu sediul la Londra, chiar din anul 1921. A adoptat idealurile și deviza CIF „Fă altuia ceea ce vrei să și se

¹³ Ghizela Cosma, *Femeile și politica în România. Evoluția dreptului de vot în perioada interbelică*. Cluj-Napoca, 2002, p. 35-36.

¹⁴ *Ibidem*.

¹⁵ ANIC, fond familial Cantacuzino, ds. 222, f. 32, manuscris.

¹⁶ *Idem*, ds. 352, f. 1-5, și ds. 247, f. 2v.

¹⁷ Elena Bogdan dr., *op. cit.*, p. 83.

¹⁸ ANIC, fond familial Cantacuzino, ds. 132, f. 163-183, manuscris.

facă și ție”.¹⁹ CIF avea afiliate, în anul 1926, 54 de asociații feminine de ocrotire socială, cu peste 60 milioane membre de pe toate continentele, iar la congresul asociației din acest an au participat delegate din 45 state.²⁰ CNFR a participat la întrunirile și congresele sale între 1921-1938.

Alexandrina Cantacuzino a fost aleasă vicepreședinta CIF (1925-1936) și organizatoare a Comitetului Arte din 1936. A reprezentat CIF în numeroase ocazii, de exemplu, în 1927 și în 1933 la Liga Națiunilor, în 1936 la Conferința Internațională a Femeilor de la Calcutta - India, ca organizator al Comitetului de Arte.

O altă organizație feministă internațională, care a colaborat cu CNFR, a fost “Alianța Internațională pentru sufragiul femeilor”, cu sediul în New-York, cunoscută drept Chapman Catt. Această organizație avea, înainte de primul război mondial, 15 milioane femei aderente, iar după război, peste 30 milioane. În conducerea acestei societăți erau reprezentante a diferite comitete din numeroase state, care lucrau pentru obținerea de drepturi integrale de către toate femeile din lume.

La 16 mai 1923, la Roma, în contextul unui mare congres feminist al Alianței pentru Sufragiu, Alexandrina Cantacuzino a ținut un discurs prin care a informat audiența cu privire la istoria României și obiectivele feministelor române.²¹ Au participat 1800 delegate din 45 state, 100 de ziariști, 45 dactilografe, 20 de interprete traduceau în franceză, engleză, italiană. Manifestarea era condusă de Anglia și SUA, latinitatea era învinsă – comenta Alexandrina Cantacuzino.²² În acest context s-au pus bazele “Micii Înțelegeri Feminine” (alianță a grupărilor feministe din Cehoslovacia, Polonia, Bulgaria, Iugoslavia, România), din inițiativa Alexandrinei Cantacuzino.

Activitățile CNFR au fost numeroase, originale, iar această organizație a reprezentat în anii '20 un important centru, un for coordonator. S-a angajat în diferite acțiuni pentru îmbunătățirea condiției femeii; astfel, de la întemeiere în anul 1921, CNFR a început campania pentru sufragiul femeilor și diverse lecturi pe probleme sociale, iar în 1922, a inițiat campania împotriva traficului de femei și copii, totodată a înființat Școala pentru Secretare.

Conform documentelor, CNFR și-a început activitatea oficial din anul 1923.²³ La 4 martie 1923 a avut loc prima reuniune publică a asociației, ținută la București. Consiliul a organizat peste 30 de reuniuni publice în perioada 1921-1938, în București și în capitalele departamentelor.²⁴

CNFR a reușit să întemeieze stabilimente școlare, astfel în iulie 1923, Comisia Rurală a inaugurat Școala de horticultură și fermiere, coordonată de un

¹⁹ *Idem*, dosar 49, f. 3.

²⁰ *Idem*, dosar 427, f. 146.

²¹ Alexandrina Gr. Cantacuzino, *Cinsprezece ani de muncă...*, p. 313.

²² *Idem*, *Rostul femeii în viața socială și politică*. Conferință ținută la Asociația feministă din Galați la 6 aprilie 1926. București. 1927. p. 8.

²³ Roxana Lucia Cheschebec, *The “Unholy Marriage” of feminism with Nationalism in Interwar Romania. The Discourse of Princess Alexandrina Cantacuzino*, <http://www.women.it/cyberarchives/files/cheschebec.htm>

²⁴ ANIC, fond familial Cantacuzino, ds. 433, f. 6, ds. 236, f. 1-7, manuscris.

comitet format de Zoe Gr. Râmniceanu, Elena Nanu-Pășcanu, Calypso Botez. A funcționat, la început, pe Șoseaua Kiseleff, pe terenul Primăriei și apoi, în primăvara anului 1926, s-a mutat în Grozăvești, pe strada Splaiul Independenței 333.²⁵ Școala avea ca scop educația fiicelor invalizilor și a orfanilor de război, pregătirea de fermiere, gospodine înzestrate cu cunoștințe de pomicultură, horticultură, de îngrijirea animalelor și contabilitate.

Inițiativele CNFR au obținut recunoaștere internațională, astfel în octombrie 1923, Avril de Sainte-Croix, membră a Ligii Națiunilor, președintă a Consiliului Național al Femeilor din Franța și vice-președintă a CIF a vizitat România, fiind invitată de Alexandrina Cantacuzino. Avril de Sainte-Croix a susținut mișcarea feministă din România și a prezentat la Liga Națiunilor rolul și importanța CNFR – ca instituție promoatoare de acțiuni comune ale femeilor din Orientul Europei.²⁶

Prima adunare generală a CNFR a avut loc în 13 aprilie 1924, la Fundația Carol I. Rolul și importanța acestei societăți au fost evidențiate în discursul Alexandrinei Cantacuzino, care sublinia că organizația “ne pune în legături directe cu opinia publică din lumea întreagă și o poate oricând lumina asupra nevoilor noastre”.²⁷

În anul 1924, societatea a cooperat cu Consiliul Legislativ în vederea integrării în Codul Civil a unor drepturi civile ale femeilor. CNFR a adresat un apel juriștilor cu privire la drepturile civile ale femeilor, revendicând pentru femeia căsătorită să-și poată menține naționalitatea, cercetarea paternității să fie permisă în toate cazurile, să fie suprimat consiliul de familie și regimul dotal prin acceptarea separării de bunuri, astfel încât fiecare soț să dispună de averea sa, femeia căsătorită să aibă capacitate juridică și comercială.²⁸ S-a obținut legea din 24 februarie 1924, prin care femeia căsătorită cu un străin își putea păstra naționalitatea română, iar prin Legea privitoare la ridicarea incapacității femeii măritate din 20 aprilie 1932, soția putea face comerț fără consimțământul soțului, de asemenea a fost suprimată aservirea femeii măritate. Au rămas însă nesoluționate și au continuat să fie obiective ale mișcării feministe alte aspecte ale situației civile ale femeii: recunoașterea de către tată a copilului natural, tutela, regimul dotal, dreptul de moștenire a văduvei.

Feministele din România au fost deosebit de active în anul 1925, atât pe plan național, cât și internațional. Alexandrina Cantacuzino și Ecaterina Cerchez au călătorit pe continentul american, prin Canada și SUA. Au fost primite de membre ale Consiliul Național al Femeilor din Quebec. În mai 1925, la Cleveland, considerat atunci ca cel mai important centru românesc din America, Alexandrina Cantacuzino a ținut o conferință, prezentând activitățile feministelor române. Li s-a făcut o primire entuziastă de către asociațiile românilor din America.²⁹

În SUA, prințesa Cantacuzino a fost invitată și la Casa Albă, prezentată președintelui Coolidge și a vorbit cu doamna Coolidge.³⁰ La congresul CIF de la

²⁵ *Idem*, ds. 176, f. 35-37/64-68.

²⁶ Alexandrina Gr. Cantacuzino, *Cinsprezece ani de muncă...*, p. 99.

²⁷ *Ibidem*, p. 97.

²⁸ *Drepturile femeii în viitorul cod civil*, p. 171-174.

²⁹ *Ibidem*, p. 118.

³⁰ ANIC, fond familial Cantacuzino, ds. 61, f. 16.

Washington (4-6 mai 1925), Alexandrina Cantacuzino a fost aleasă vicepreședintă cu majoritatea voturilor a 30 țări. Candidatura Alexandrinei a fost susținută de feminista franceză Avril de Sainte-Croix, care a sfătuit-o cum să cucerească locuri în comitetul de conducere al Consiliului Internațional (a obținut un loc de vice-președintă și unul de secretară).³¹ La congresul internațional de la Washington s-au dezbătut numeroase și importante probleme: dezarmarea, minoritățile, pactul de agresiune, charta copilului, traficul femeilor și al opiumului, organizarea muncii în fabrici în vederea ocrotirii femeii muncitoare și a copilului, salarii egale la munci egale. Alexandrina Cantacuzino a pledat pentru o legislație internațională a minorităților.

Revenită în țară, prințesa Cantacuzino a adresat un apel, la 30 august 1925, către asociațiile feminine minoritare, cerându-le să participe la o reuniune, într-un oraș din Transilvania sau la București, unde să-și exprime doleanțele privind protecția femeii și copilului, problemele școlare și educative, pe care să încerce să le rezolve împreună cu româncele.³²

În acest context a fost organizat congresul CNFR din anul 1925, un prim congres româno-minoritar al societăților feminine din România.³³ Răspunzând la apelul Alexandrinei Cantacuzino, la 25 octombrie 1925, la București, s-au întrunit 65 de delegate, reprezentând majoritatea organizațiilor femeilor minoritare din Transilvania, Banat și Bucovina, care au hotărât să colaboreze cu CNFR.³⁴ S-a desfășurat prima întrunire a asociațiilor femeilor minoritare din România, când au fost prezentate rapoartele delegatelor: contesa Bethlen, baroneasa Huszar, doamnele Binder, Eschker și dr. Huzar, lidere ale delegațiilor maghiare, saxone, șvabești și ucrainene. Seara a avut loc o recepție la palatul Grigore Cantacuzino, în onoarea delegatelor feminine minoritare, cu participarea maestrul George Enescu și a baritonului George Folescu.³⁵

La întrunirea cu asociațiile feminine minoritare din 26 octombrie, Alexandrina Cantacuzino a ținut un discurs, susținând că măsurile adoptate după război (de exemplu, reforma agrară) nu vizau în special minoritățile, ci pe toți cetățenii, a pledat pentru o apropiere și colaborare bazată pe fapte, nu pe vorbe. A promis că la următoarea reuniune, care trebuia organizată în Transilvania, să răspundă la fiecare problemă ridicată de femeile minoritare. Totodată, s-a ales un comitet româno-minoritar pentru a face legătura între CNFR și societăți minoritare. După masă, Regina Maria a oferit un ceai, la Palatul Regal. Ziarele epocii menționează mulți participanți din elita politică, intelectuală și feministă: d-na și dl. Argetoianu, d-na și dl. profesor N. Iorga, d-na I. G. Duca, Eliza Ion I. C. Brătianu, Simona Lahovary, generalul Averescu cu soția, d-na și dl. general Florescu, Mihai Popovici, Alexandrina Cantacuzino, Calypso Botez, Ella Negruzzi, principesa Calimachi, dl. și d-na Emanoil Dumitrescu, generalul N. Petala, Stelian Popescu ș.a.

³¹ "Timpul", 1 mai 1939 în ANR, fond familial Cantacuzino, ds. 101, f. 433.

³² Conseil National des femmes roumaines. Section de la Paix et des Minorités. *Rapport sur l'activité déployée de 1925 à 1929*. București, 1930, p. 3-4.

³³ "Universul". 24 octombrie 1925 în ANR, fond familial Cantacuzino, ds. 46, f. 13.

³⁴ Alexandrina Gr. Cantacuzino, *Cinsprezece ani de muncă...*, p. 127.

³⁵ "Cuvântul". 29 decembrie 1925. "Viitorul". 28 octombrie 1925 în ANR, fond familial Cantacuzino, ds. 46, f. 15, 19.

Regina Maria s-a întreținut cu fiecare delegată în parte, ele fiindu-i prezentate de Alexandrina Cantacuzino.³⁶

Tot în anul 1925, CNFR s-a remarcat prin realizarea unui amplu proiect de reorganizare teritorial-administrativă cu scopul eliminării centralismului excesiv. Cu prilejul dezbaterilor în jurul reformei administrative, CNFR a elaborat un proiect de reorganizare a administrației teritoriale, pentru a înlesni alegerea femeilor în consiliile locale. Sub semnătura Alexandrinei Cantacuzino au fost publicate propuneri de modificare a legii de unificare administrativă (proiectul Văitoianu). Se cerea ca femeile să fie eligibile și alegătoare în comunele urbane și rurale, cu condiția să fie cunoscătoare de carte.³⁷

La 27 martie 1926 a fost adoptată o nouă lege electorală, care a dat un nou impuls pentru campania sufragistă. CNFR a lansat un manifest program, o primă inițiativă de acest gen în România. Se revendicau nu numai drepturile civile și politice pentru femei, ci și legi de interes general. Manifestul a fost publicat în 100.000 de exemplare și răspândit prin țară.³⁸

Promovând obiective naționale și feministe, CNFR a organizat vizitele în România din partea unor lidere feministe de vază, precum cea a Isabellei d'Aberdeen, marchiză de Temair, președinta Consiliului Internațional al Femeilor, pentru care, în zilele 20-26 mai 1926, s-au desfășurat: reuniunea publică la Fundația Carol I, ședințe, audiență la Regina Maria, recepții la prințesa Alexandrina Cantacuzino, la Ministerul Afacerilor Străine, vizite la Zamora, Peleş, Sinaia.³⁹

Activitatea internațională a CNFR continua în 1926 prin participarea la cel de-al 10-lea congres al Alianței Internaționale a Femeii pentru sufragiu și egalitate în drepturi cetățenești de la Paris (30 mai-6 iunie). Evenimentul s-a desfășurat la amfiteatrul Sorbonei, cu un fast deosebit. Printre problemele dezbătute au fost: egalitatea condițiilor de lucru între bărbați și femei, naționalitatea femeii căsătorite, situația mamei necăsătorite și a copilului său. Au fost 400 de delegate, din 41 de țări, iar din delegația română au făcut parte Elena Meissner, Alexandrina Cantacuzino, Eugenia de Reuss-Ianculescu, Maria Pop, care au ținut discursuri. Alexandrina Cantacuzino ca membră în Comitetul Sufragiului a fost aleasă în Comisia femeii măritate și a obținut recunoașterea dreptului femeii căsătorite de a-și păstra naționalitatea.⁴⁰

O inițiativă personală a Alexandrinei Cantacuzino în favoarea copiilor a fost organizarea unor *colonii de vacanță* în țările europene. La 6 iunie 1926, la Trocadero, la întrunirea pentru pace organizată de Uniunea Franceză pentru Sufragiu, Alexandrina Cantacuzino a propus înființare *colonii de vacanță*. Ea a susținut că în situația existenței a două milioane de orfani de război în lume, dacă se organizează 50 de colonii de vacanță în diferite țări, timp de 2 luni, în jur de 1000 de copii pe colonie, se puneau astfel în contact 50000 de copii de diferite naționalități. Acest

³⁶ *Ibidem*.

³⁷ Ghisela Cosma, *op. cit.*, p. 49.

³⁸ ANIC, fond familial Cantacuzino, ds. 138, f. 72-84.

³⁹ "Universul", 4 noiembrie 1926 în ANR, fond familial Cantacuzino, ds. 427, f. 100-101.

⁴⁰ ANIC, fond familial Cantacuzino, ds. 79, f. 50, "Ziarul nostru", An I, nr. 2, 23 mai 1926, nr. 3, 6 iunie 1926, nr. 4, 7 iunie 1926.

plan necesita un sacrificiu financiar, dar realiza și o organizație educativă internațională.⁴¹ Acest discurs al Alexandrinei Cantacuzino a avut ecou, astfel s-a alcătuit un comitet cu rolul de a înfăptui aceste colonii de vacanță internaționale. În România însă acest demers s-a tot amânat, deși s-a încercat organizarea unei asemenea colonie de vacanță la Techirghiol.⁴²

În iunie 1927, la Geneva, a avut loc reuniunea Comitetului Executiv al comisiilor permanente ale Consiliului Internațional al Femeilor unde s-au prezentat rapoartele țărilor membre, iar delegația română a arătat că în România femeile nu au drept de vot, dar desfășoară o activitate socială care le pregătește în acest sens, CNFR fiind solicitată de autorități să colaboreze la modificarea codului civil. Alexandrina Cantacuzino a ținut un discurs, în care a prezentat eforturile CNFR de a organiza conferințe și concursuri școlare cu scopul de a răspândi cunoștințele despre Societatea Națiunilor.⁴³

În anul 1928, CNFR a organizat celebrarea centenarului nașterii feministei britanice Josephine Butler, adunări publice pentru propaganda sufragiului, lecturi educative. În acest an a început să funcționeze Casa Femeii, un puternic centru de asistență socială, cu multiple activități: conferințe, consultații juridice și medicale gratuite, cantine și adăposturi pentru femei abandonate sau șomere, restaurant cu prețuri reduse, bibliotecă, prăvălii pentru desfacerea articolelor din industria casnică, cursuri de calificare pentru fete.⁴⁴

Feministele române și-au continuat activitatea internațională, astfel CNFR a fost reprezentată de o delegație condusă de Alexandrina Cantacuzino la conferința CIF de la Londra (1928).

O altă realizare a CNFR, beneficiind de colaborarea cu Ministerul Ocrotirii Sociale, a fost înființarea *Școlii de Auxiliare Sociale* în anul 1929, care ulterior și-a schimbat numele în *Școala de Surori de Ocrotire*. Această școală oferea cursuri teoretice și practice, de exemplu practica elevelor de anul I se realiza în spitale, dispensare, leagăne de copii mici, iar cele de anul II lucrau la școli, fabrici, închisoarea Văcărești, casa de nebuni, sau se făceau anchete la domiciliu.⁴⁵

În sfera luptei pentru drepturile politice ale femeilor, în urma repetatelor insistențe și memorii trimise autorităților, prin legea pentru organizarea administrației locale din 3 august 1929, femeile de o anumită condiție (absolvente de învățământ secundar, normal sau profesional, funcționare, văduve de război) primeau drept de vot la alegerile comunale, municipale, județe.⁴⁶ Abia peste o decadă, prin

⁴¹ Alexandrina Gr. Cantacuzino, *Cinsprezece ani de muncă...*, p. 365.

⁴² ANIC, fond *familial Cantacuzino*, dosar 89, f. 62v-64, manuscris.

⁴³ Alexandrina Gr. Cantacuzino, *Cinsprezece ani de muncă...*, p. 387-392; "Ziarul nostru", An II, nr. 4, oct. 1927.

⁴⁴ ANIC, fond *familial Cantacuzino*, dosar 157, f. 21; Lucian Predescu, *Enciclopedia „Cugetarea”*, *Material Românesc, Oameni și înfăptuiri*, Cugetarea – Georgescu Delafras, București, 1940, p. 162; Nicolaescu Madalina, *Cine suntem noi*, Editura Anima, 1996, p. 29.

⁴⁵ *Idem*, dosar 216, f. 43.

⁴⁶ Alexandra Petrescu, *op. cit.*, p. 78.

legea electorală din 1939, femeile primeau drept de vot la alegerile parlamentare, dar ele nu puteau fi candidate.⁴⁷

În perioada 26 mai-7 iunie 1930, Alexandrina Cantacuzino, Ecaterina Cerchez, Margareta Atanasiu, Ella Rădulescu au participat la congresul CIF de la Viena (vezi anexa 3). Congresul a fost o manifestare vastă: feministe din Europa, India, Africa de Sud, Australia, reprezentanți ai Societății Națiunilor, 1100 delegate, 45 consilii. S-a format un nou comitet, marchiza de Aberdeen și Temair a fost realeasă președinta CIF, iar Alexandrina Cantacuzino - vicepreședintă, pentru o nouă perioadă de 3 ani. CNFR, care editase un Buletin privind activitatea sa din ultimii 5 ani, în limba română și franceză, l-a distribuit în cadrul congresului. S-a organizat și o expoziție cu opere feminine, picturi, sculpturi. Unele delegate din Suedia, Anglia, Letonia, Danemarca, Norvegia, SUA, chiar din Peru, au vizitat România, timp de o săptămână, fiind primite la Casa Femeii.⁴⁸

Activând în cadrul Comisiei pentru pace și dezarmare de la Geneva, în septembrie 1931, Alexandrina Cantacuzino a avut "mulțumirea să poată lua cuvântul, fiind prima femeie care a cuvântat în acest for și să obțină un vot unanim al celor 45 state, recunoscând valoarea muncii femeii și importanța ei pentru liniștirea spiritelor și întemeierea adevăratei păci".⁴⁹ CNFR a avut cinstea să vadă pe lidera sa aleasă în Comitetul Internațional al Dezarmării și contribuind într-o largă măsură la toate lucrările acestui comitet. În cuvântările ținute la Geneva n-a încetat a arăta că dezarmarea militară este un fapt secundar, față de dezarmarea morală, care singură poate avea efect, "Dezarmare va să zică încredere și încredere nu poate să fie într-o societate care se pândește cu ură".⁵⁰

La începutul anilor '30, comisiile CNFR au coordonat numeroase activități, astfel Comisia de Literatură a organizat conferințe în cartierele Bucureștiului și a încercat să publice o antologie a autorilor din Balcani. Această comisie a organizat și matinee literare cu participarea Reginei Maria. Comisia de Artă a prezentat expoziții cu produse românești, în special covoare, 12 concerte populare în suburbiile Bucureștiului, care au avut mare succes, în timp ce Margareta Atanasiu, lidera Comisiei Cinematograf, a reprezentat consiliul la primul congres cinematografic organizat de Laura Dreyfus Barney în octombrie 1931, la Roma.⁵¹ Comisia Presă a publicat diverse studii și a obținut o pagină în ziarul "Calendarul", unde edita articole originale sau traduceri din reviste feministe.

Comisia Pacea a trimis reprezentante la Conferința de pace de la Geneva din 1932, pe Alexandrina Cantacuzino și Elena Pribeji, care adunaseră 11000 de petiții semnate de peste 100000 de persoane.⁵² Comisia Pacea a cumpărat și a distribuit prin școli un album ilustrat despre Societatea Națiunilor.⁵³

⁴⁷ Liliiana Popescu, *Politica sexelor*. București. 2004. p. 79.

⁴⁸ "Ziarul nostru". An IV, nr. 5-6, mai-iunie 1930, p. 3; ANR, fond familial Cantacuzino, ds. 132, f. 163-183, manuscris.

⁴⁹ ANIC, fond familial Cantacuzino, ds. 144, vol. II, f. 222.

⁵⁰ *Ibidem*, f. 222-259.

⁵¹ *Ibidem*, f. 222.

⁵² Alexandra Petrescu, *op. cit.*, p. 125.

⁵³ ANIC, fond familial Cantacuzino, ds. 110, f. 59-61.

Alexandrina Cantacuzino a participat la conferința CIF de la Stockholm, la 26 iunie 1933, unde a ținut discursul *Problema șomajului*. Cuvântarea sa a stârnit un mare interes, primind peste 300 scrisori din toate colțurile Suediei, de la tineri și tinere afectate de șomaj. Ea a condus Comisia artelor, care a hotărât să organizeze o expoziție de artă populară și a creat premiul "Solidaritatea artistică". Totodată, a criticat spiritul care a dominat conferința: "... eu voi spune numai că acest congres nu a fost o izbândă feminină cum puteam să o așteptăm, pentru că dorința de a nu nemulțumi anumite cercuri din Germania a făcut că nu ne-am prezentat cu o atitudine hotărâtoare față de loviturile ce primise femeile germane, fostele noastre colaboratoare și cu ele însăși idealul feminist."⁵⁴ În țară, Alexandrina Cantacuzino, Calypso Botez, Izabela Sadoveanu au militat împotriva șomajului, promovând introducerea femeilor în magistratură și poliție.⁵⁵ *Gazeta Femeii* relatează despre numirea a două femei agente auxiliare de poliție, în București.⁵⁶

La 26 noiembrie 1933, în cadrul adunării generale a CNFR, Alexandrina Cantacuzino a prezentat raportul de activitate pe anul 1932-1933, amintind de vizitele liderelor CIF, Germaine Malaterre Sellier și Cécile Brunswick, participarea la congresul de la Stockholm, situația grea a feministelor provocată de nazificarea Germaniei.⁵⁷

În anul 1934, CNFR a asigurat participarea la Conferința de cinematografie de la Roma, apoi la Congresul Montessori tot la Roma, la Conferința de Igienă Morală și Socială de la Budapesta.

La Congresul CIF de la Bruxelles din 1935, CNFR a fost reprezentat de Alexandrina Cantacuzino, Lucreția amiral Irimescu și Ella Rădulescu. În ședința din Palatul Expoziției din Bruxelles, s-a negociat fuziunea între cele două mari asociații, Consiliul Internațional și Alianța pentru sufragiu, care reprezentau împreună 70 milioane de femei, din diverse țări; aceasta pentru o activitate unitară și pentru a se înlătura cheltuielile produse de două asociații aproape similare. Planul a eșuat, fiindcă s-a opus Alianța pentru sufragiu.⁵⁸

Comisia Artei, prin feministele Cornelia Emilian și Wally Alexandrescu, cu ajutorul Consiliului Național Polonez și Asociațiile Profesionale, a organizat participarea României la expozițiile de pictură de la Varșovia. Au participat peste 30 de expozante și au avut un deosebit succes.⁵⁹

CNFR s-a preocupat de participarea la congresul Alianței Internaționale a Femeilor de la Istanbul din 1935. Cu timpul apăruseră însă diverse divergențe între organizațiile feministe din România, astfel Asociația pentru Emanciparea Politică și

⁵⁴ "Gazeta femeilor", An III, Nr. 82-83, 20 decembrie 1933. p. 6; ANR, fond familial *Cantacuzino*, ds. 187, f. 176-204.

⁵⁵ Ghizela Cosma, Virgiliu Târâu (coordonatori). *Condiția femeii în România în secolul XX. Studii de caz*, Cluj-Napoca, 2002, p. 90.

⁵⁶ *Primele femei agente auxiliare de poliție*, în "Gazeta femeii", an II, nr. 27, 1933, p. 3.

⁵⁷ ANIC, fond familial *Cantacuzino*, ds. 187, f. 176-204, manuscris.

⁵⁸ ANIC, fond familial *Cantacuzino*, ds. 209, f. 80-129, manuscris.

⁵⁹ *Ibidem*.

Civilă a Femeilor Române s-a opus alegerii Alexandrinei Cantacuzino în biroul Alianței.⁶⁰

Alexandrina Cantacuzino a participat la conferința CIF de la Calcutta-India (1936), apoi la congresul de la Dubrovnik-Croația (septembrie 1936), unde ea a fost aleasă președintă a Comitetului Artelor, iar baroana Boël - președintă CIF. Delegatele din Norvegia, Anglia, Franța, SUA, cu prilejul acestei reuniuni a CIF, au vizitat România. Feministele au organizat un amplu program pentru a face cunoscute realizările lor, astfel a avut loc o ședință la Casa Femeii, cu expuneri privind activitatea feministă pe plan politic, social și cultural. Alexandrina Cantacuzino a prezidat ședința, iar Ecaterina Cerchez și alte feministe au prezentat realizările Societății Ortodoxe Naționale a Femeilor Române: mausoleul de la Mărășești, catedrala de la Cluj, precum și activitățile societăților "Leagănul Sf. Ecaterina", "Amicele Tinerelor Fete", "Gruparea Femeilor Române", secția feminină a FIDAC, "Uniunea Intelectuală Română". S-au organizat recepții la doamna Bibescu-Darvari, la doamna Cantacuzino, vizite la muzee, banchet oferit de primarul Capitalei, vizite și recepții la Sinaia, la Palatul Regal.⁶¹

La adunarea generală a CNFR din anul 1936, după cuvântarea Alexandrinei Gr. Cantacuzino și raportul secretarei generale (Elena Cerchez), au avut loc dezbateri privind diverse probleme ale comitetelor asociației. Au participat la adunarea generală liderele Casei Femeii (Maria Rădulescu), Școlii de Auxiliare (Maria Oteteleșeanu), Școala Horticolă de Fete (Calipso Dimescu), Comisia Legislativă (Dora Ștefănescu), Comisia Emigrației (Ethel amiral Pantazi), Comisia Literelor și Artelor (Aida Vrioni), Comisia de Igienă Socială (dr. Maria Răzvan Poteca), Comisia Economică (Lucreția amiral Irimescu), Comisia Cinematografului (Margareta Atanasiu), Solidaritatea (Elena Nicolaide).⁶²

În anul 1937, a fost organizată expoziția internațională a femeilor-pictorițe la Paris, iar muzee pariziene au cumpărat tablouri ale artistelor române, de exemplu ale Ceciliei Cuțescu-Storck.⁶³

Comisia Literelor a CNFR, condusă de Aida Vrioni, a instituit în 1937 un concurs literar și a decernat premii de mii de lei pentru romanul *Pământ viu* de Sabin Velica și pentru trei eseuri, premiul "Profesor dr. G. Marinescu" pentru nuvela despre *Jertfa unei mame* de Maria Mătase, premiul "Maria Filotti" pentru două comedii, premiul "Veronica Micle" pentru poezie, premii pentru istorie morală și critică literară.⁶⁴

În anul 1938, a avut loc congresul CIF de la Edinburgh, au participat reprezentante a 49 țări, 1200 delegate, Alexandrina Cantacuzino fiind realeasă vicepreședintă, în absență.⁶⁵ În ziua de 12 iulie 1938, la Adunarea jubiliară a CIF, din

⁶⁰ ANIC, fond *Meissner*, ds. XI/29, vol. II, f. 41-42.

⁶¹ "Gazeta femeilor", an V, nr. 142-143, miercuri 21 octombrie 1936, p. 3.

⁶² ANIC, fond *familial Cantacuzino*, dosar 222, f. 32, manuscris.

⁶³ *Idem*, dosar 236, f. 1-7.

⁶⁴ "Revista Scriitoarelor și Scriitorilor Români", An XII. nr. 3-4. Imprimeria "Curentul" S.A., București, martie-aprilie 1938, p. 31-32.

⁶⁵ ANIC, fond *familial Cantacuzino*, ds. 433, f. 87-89, manuscris, ds. 125.

Edinburgh, prințesa Cantacuzino a susținut eseu: *Contribuția CIF la prietenia internațională*.⁶⁶

CNFR nu a reușit să unifice acțiunile feministe din România. Opiniile președintei CNFR nu erau acceptate de celelalte asociații feministe din țară, în special ideea neparticipării la activitatea partidelor politice. În aceste condiții, Alexandrina Cantacuzino, prezidând o întrunire a CNFR din 1937, a cerut părerea oamenilor politici: țărănistul Gh. Tașcă și liberalul Gh. Brătianu au susținut drepturile politice ale femeilor, dar erau condiții dificile, iar femeile nu au primit drepturi politice integrale.

CNFR a rămas în sfera mișcării feministe internaționale în condițiile instalării regimurilor dictatoriale și după declanșarea celui de-al doilea război mondial. Umanitatea și interesul feministelor europene este demonstrată și de scrisorile descoperite în arhivele din Bruxelles.⁶⁷ Astfel în 1940, Marthe Boël corespunda cu Laura Dreyfus-Barney pe tema arestului la domiciliu al Alexandrinei Cantacuzino. Ethel Pantazzi, vicepreședinta CNFR, într-o scrisoare trimisă baroanei Marthe Boël, președinta CIF, descrie sfârșitul prințesei, abandonată de prieteni și familie din cauza simpatiilor naziste și legionare. La 12 octombrie 1944, Alexandrina Cantacuzino s-a stins, iar surse privind activitățile CNFR nu s-au mai păstrat în contextul instaurării și în România a dictaturii comuniste.

CNFR rămâne în istorie un model de activism feminist din perioada interbelică, prin inițiative remarcabile în diverse domenii, în justiție prin legi în favoarea femeii, în educație prin școli profesionale pentru fete, în artă prin expoziții de covoare, picturi. Totodată, activând în CNFR, profesoare, avocate, doctorițe, scriitoare, chiar și într-o epocă a monopolului masculin, s-au remarcat personalități feminine, precum Alexandrina Cantacuzino, Calypso Botez, Elena Cerchez, Elena Nicolaide, Dora Ștefănescu, Maria Răzvan Poteca, Aida Vrioni.

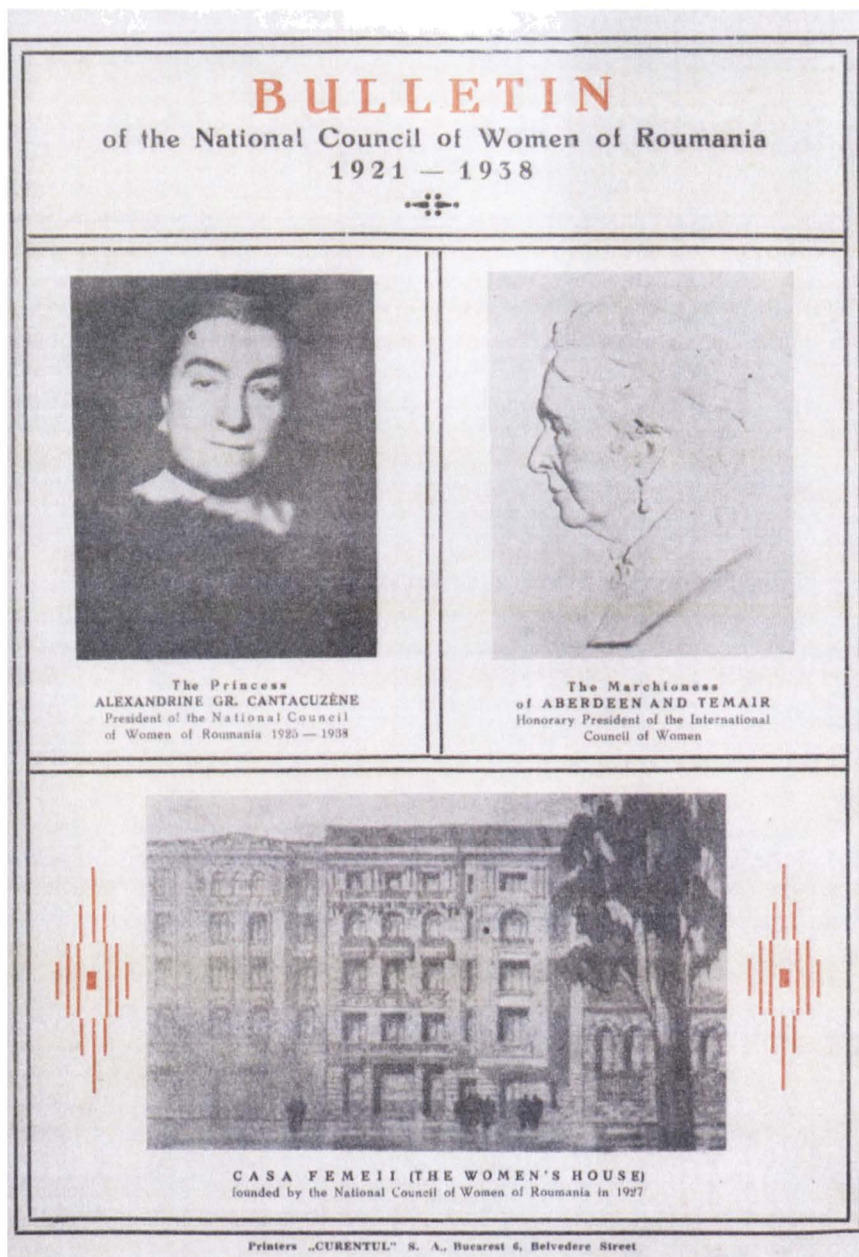
⁶⁶ *Idem*, ds. 95, f. 24v.

⁶⁷ Alexandra Petrescu, *Femeia în imaginarul politic*, București. 2008, p. 65-67.

ANEXA NR. I



ANIC, fond familial Cantacuzino, dosar 160, f. 9.



ANIC, fond *familial Cantacuzino*, dosar 247, f. 1.

ANEXA NR. 3

Adunarea Generală
a Consiliului Național al Femeilor Române
pentru realegerea Comitetului. 15 martie 1931

Doamnelor membre,

Astăzi expiră mandatul de 3 ani pe care l-a avut Comitetul Executiv al Consiliului Național al Femeilor Române.

În momentul unde încetează răspunderea grea ce am avut, suntem datorare să înfățișăm în fața dv. o oglindă vie a activității desfășurate în acest răstimp.

Acum 3 ani, Consiliul Național al Femeilor Române începuse să aibă o serioasă înrăurire, prin faptul că stabilise legături puternice cu toate forurile internaționale din lume. De atunci și până acum, drumul parcurs, lupta dată, rezultatele dobândite, ne îndreptătesc a ne mândri și a avea încredere deplină în forța vie ce reprezintă Consiliul. Voi expune rezultatele dobândite de fiecare comisie.

1) În comisia pentru Sufragiu, s-a obținut dreptul de vot și eligibilitate la comună și județ. Am luat cu toate parte la alegeri și am fost alese membre în Consiliul Municipal.

2) În comisia Legislației am izbutit să fim consultate pentru Reforma Codului Civil și am luat parte timp de 3 luni de zile la discuțiile Codului Civil în tot ce privește drepturile femeii și ale copilului: căsătoria, profesiunea, naționalitatea femeii măritate, cercetarea paternității, asigurarea drepturilor copilului legitim și nelegitim etc.

Am avut mulțumirea să vedem Consiliul Legislativ adoptând mai totdeauna punctul nostru de vedere; din nenorocire înverșunarea luptelor politice n-a permis ca această uriașă muncă depusă de legiștii noștri să fie votată așa cum ni se promisese. Am obținut imediat ca una din problemele legate de însăși ființa femeii ca entitate civică și socială să fie rezolvată.

În chestiunea naționalității femeii măritate, am reușit ca o româncă căsătorită cu un străin să poată să-și păstreze naționalitatea, dacă cere aceasta prin actul de căsătorie.

3) Comisia de morală. Închiderea caselor de toleranță a fost iarăși un succes moral de o deosebită importanță care ne așază pe terenul social, printre țările înaintate. Acum rămâne a înființa *casa de reculegere*, de reeducare, de îndrumare, de ocrotire. Nădăjduim că Serviciul Sanitar al Capitalei, prin dl. Tănăsescu, căruia îi aducem omagiul nostru pentru eforturile ce le face în acest scop, va duce la bun sfârșit realizarea acestei instituții atât de necesară.

4) Comisia Presei a putut pentru prima oară să publice un Buletin în limba franceză, care a fost distribuit congresului din Viena și trimis în toate continentele. Acest Buletin, trebuie s-o spunem, a avut un răsunet deosebit, arătând pe femeia română în plină activitate constructivă și în lumina ce i se cuvine.

5) Comisia Arte și Litere a organizat o serie de concerte populare pe la Atenee, dând astfel un imbold, care este urmat astăzi de toate ateneele. A organizat de asemenea împreună cu Mica Înțelegeră Feminină o expoziție de covoare și cusături românești la Praga, care a avut un răsunet deosebit în toate cercurile din capitala vecină.

6) Comisia păcii a lucrat prin societatea afiliată Fidac, organizând în fiecare an un concurs interșcolar asupra Societății Națiunilor, a ideii de pace și asupra problemelor

minoritare, oferind celor 5 premianți drept premiu. o călătorie la Geneva în timpul cursurilor de vară pentru Societatea Națiunilor.

7) Comisia de igienă, grație muncii devotate a doamnei dr. Răzvan a organizat consultațiile gratuite de la Casa Femeii, care a adus servicii atât de însemnate, mai ales în cursul acestui an.

Un succes deosebit de însemnat a fost înființarea Școlii de Auxiliare Sociale care, cu toate dificultățile întâmpinate, este totuși în al doilea an de funcționare și putem spune că este stabilită pe baze solide. Profesori universitari, medici, specialiști de toate categoriile vin cu un devotament fără preget, să predea cursurile și elevele în număr de 22 fac practică zilnic în diferite instituții și dispensare, iar în cursul verii ele vor merge la țară, unde vor face un studiu științific al satelor noastre. Anul viitor, după un stagiu de 3 luni într-o instituție de ocrotire socială, vom avea primele absolvente, care nădăjduiesc că vor face cîste acestei instituții, de o înaltă menire socială.

Școala horticolă prin decesul directorului d-na Manu-Pășcanu, a primit o grea lovitură. Aducem aici, omagiul nostru regretatei noastre tovarăse și în semn de pioasă amintire vă rog să ne reculegem câteva clipe ...

Noi credem însă că operele nu trebuie să piardă odată cu oamenii care le-au slujit cu devotament; deoarece am făcut tot ce era cu putință ca să menținem școala horticolă, chemată în vremurile noastre a avea un rol atât de însemnat, azi, când de problemele economice și agricole depinde prosperitatea statelor.

După înțelegerea ce am avut cu diferite autorități, nădăjduim că școala va fi sprijinită și va putea funcționa, mai ales dacă se transformă într-o școală de fermiere, cuprinzând pomicultura, viticultura, creșterea păsărilor, lăptăria și punerea în practică a unei agriculturi raționale și intensive.

Școala de secretare este singura asupra căreia îmi este greu a da deslușiri, deoarece colega noastră, doamna Botez, n-a prezentat nici un raport.

Casa Femeii își urmează progresiv dezvoltarea sa; anul acesta pe lângă restaurant, secția bibliotecii și cea medicală au funcționat în condiții satisfăcătoare. Comitetul bibliotecii în special, nu numai a căutat să atragă cititoare, dar a înțeles să <susțină> în parte cheltuielile acestei secțiuni, organizând 2 ceaiuri, care au reușit pe deplin și ne-au permis a plăti abonamentele la ziare și reviste precum și o contribuție Casei Femeii pentru luminat și încălzit. Numărul cititoarelor a fost de 241, în curs de câteva luni numai.

Situația financiară a fost prezentată la Adunarea Generală din decembrie, când s-a încheiat anul.

Acum la depunerea mandatului nostru ținem să se știe că în casă pentru fiecare secție se găsesc sumele următoare:

Consiliul Național	27.000 lei
Mica Înțelegere	23.000 „
Casa Femeii	321.000 „
Secția Arte și Litere	7.000 „

Am plătit contribuția noastră pentru Consiliul Internațional de 8 lire anuale; am plătit asemenea abonamentele noastre la reviste și ziare și în special pentru buletinul Consiliului Internațional. Suntem la zi cu toate îndatoririle noastre, nu avem nici o centimă datorie, afară de datoriile Casei Femeii care au scăzut simțitor și se urcă astăzi la 1.800.000 lei.

Toată corespondența și arhiva noastră sunt în perfectă ordine, gata a fi predate noului comitet. Până în ultimul moment am întreținut relații cu toate consiliile naționale din lumea întreagă asupra activității femeii române.

În cursul lunii mai 1930 am luat parte la congresul Consiliului Internațional ce s-a ținut la Viena, delegația fiind compusă din doamnele:

Cantacuzino, prezidentă

Ecaterina Cerkez, secretară generală

Margareta Atanasiu

Ella Rădulescu

Am avut cinstea să fiu realeasă vice-președintă a Consiliului Internațional pentru o nouă perioadă de 3 ani.

Încheind acest raport fac cunoscut că astăzi expiră mandatul ultimei treimi a membrilor Consiliului Național dintre care fac parte și eu.

Am deci datoria să mulțumesc Adunării în numele meu și al colegelor noastre pentru sprijinul ce mi-au dat în această perioadă.

Cred că sunt în asentimentul dv. aducând mulțumiri d-nei Ecaterina Cerkez, care timp de 9 ani a îndeplinit funcția de secretară generală cu tot devotamentul pentru opera Consiliului, de asemenea și casierei, d-nei Fălcoianu, care a învins atâtea greutăți. Cu măhnire trebuie să fac cunoscut în acest timp demisia d-nei Calypso Botez, colega noastră, căreia îi vom păstra totdeauna o amintire recunoscătoare.

Doamnele Negruzzi și Ghelmegeanu de mai bine de un an n-au mai luat parte la întrunirile noastre, fără a răspunde la nici o chemare.

O chestiune delicată ce se pune este și situația școlii de secretare înființată de Consiliul Național, care a dat în acest scop o delegație d-nei Botez pentru a-l reprezenta în conducerea școlii. Doamna Botez ne-a făcut cunoscut în luna octombrie că socotește că școala aceasta îi aparține, iar dacă nu ar fi a d-sale, ar fi a Ministerului Muncii, care a plătit corpul didactic și nici într-un caz a Consiliului Național, care nu ar fi dat nici un sprijin școlii. Eu socotesc că operele nu aparțin niciodată individualităților care se ocupă de ele, oricât de devotate ar fi, ci a asociațiilor. Ar fi extrem de periculos a admite teoria contrarie, căci astfel după bunul plac asociațiile ar fi depozitate de instituțiile create sub numele lor. Școala de secretare a figurat în toate bilanțurile Consiliului Național. În dările de seamă anuale vedem școala de secretare figurând la activitatea Secțiunii muncii. Cum am putea explica deodată că această școală era o simplă operă particulară a unei distinse membre a noastră?

Întrebând despre situația școlii de secretare pe un înalt funcționar al Ministerului Muncii, d-sa ne-a confirmat că școala nu o revendică de loc Ministerul ca operă a sa, ci a înțeles s-o susțină plătind onorariile corpului didactic.

De altminteri după câte am aflat, căci raport oficial nu am primit anul acesta, Ministerul nu mai înțelege a achita aceste onorarii.

Adunarea Generală va trebui să dea mandat pentru lămurirea imediată a acestei chestiuni.

Îmi rămâne, doamnelor, a vă da câteva explicații asupra modului de a proceda la alegeri.

Mica Înțelegere Feminină și-a urmat activitatea, ținând ultima conferință la Varșovia și viitoarea va fi în toamnă, la București.

ANIC, fond *familial Cantacuzino*, dosar 144, vol. II, 135-156.

History of National Council of Romanian Women and the Feminist Movement (abstract)

The National Council of Romanian Women was founded in 1921. It had its residence in Bucharest and many branches in other cities. The objective of the society was the union of Romanian feminist organizations. The leaders of the associations were - Alexandrina Gr. Cantacuzino, Calypso C. Botez, Zoe Gr. Râmniceanu, Elena Meissner, Cornelia Emilian, Elena Odobescu, Ecaterina Cerchez, Aida Vrioni, who developed an intense local and international activity.

The National Council of Romanian Women organized campaigns every year for women's vote, for civil and political rights for women, professional schools, meetings and congresses. NCRW was affiliated to the International Council of Women, where Alexandrina Cantacuzino was the elected Vice-President. She participated in congresses and initiatives of this association in the Inter-war period.

The most important initiative of NCRW was the organization of the congress for the minority feminists in 1925, the foundation of modern educative institutions (The Secretary School, School of Horticulture, The Auxiliary Social School), centers of social assistance (Woman House), exhibitions of Romanian products in Bucharest, Cluj, Prague, Warsaw, Rome.

NCRW could not unify feminist associations, but it obtained some civil and politic rights for women and it has promoted the feminist ideas inside the country and outside its borders.

Bulgaria după Primul Război Mondial și interesele unei fabrici de ciment din România

Constantin Cheramidoglu

Keywords: *Bulgaria; Cernavoda; Cement Factory; Bulgarian People*

În anul 1899, o societate belgiană înființa la Cernavoda o fabrică de ciment portland care avea să joace un rol important în viața economică a zonei, iar produsele sale au contribuit la realizarea marilor proiecte de construcție din România. Ca majoritatea arhivelor economice, documentele rămase de la această fabrică sunt mai puțin cercetate. Ele pot oferi însă multe informații, pe teme diverse, unele chiar neașteptate. Pentru acest motiv am ales un document revelator atât pentru cei interesați de efectele ocupației străine asupra Dobrogei, de situația economică a Bulgariei de după războiul din 1916-1918, cât și pentru unele impresii relative la poporul bulgar, așa cum era văzut de alții, la acea vreme.

Documentele de arhivă ne furnizează informații despre situația fabricii de ciment de la Cernavoda în primii ani de după război, dar și despre eforturile depuse pentru recuperarea echipamentului industrial transportat de ocupanți în Bulgaria. Prezentăm în continuare astfel de documente. Fabricile de la Cernavoda au suferit considerabil de pe urma ocupației străine. Raportul prezentat de Consiliul de administrație în Adunarea generală a acționarilor de la 28 aprilie 1919 prezenta astfel situația:

Fabricile noastre de la Cernavoda a trebuit să fie evacuate de personalul lor în octombrie 1916, iar direcțiunea s-a văzut în situația de a se retrage în teritoriul neocupat, ducând cu ei o parte din arhive și carnetele sociale. Directorul nostru a urmat la Iași Guvernul român și Legația Belgiei, ceea ce i-a permis să mențină un contact permanent cu propriul nostru administrator-delegat, care cu acordul nostru și-a fixat rezidența într-o țară neutră. (...) În cursul anului 1917 bunurile noastre din România au fost puse sub sechestru de către armatele centralilor. Această măsură brutală a fost anulată chiar de acele autorități amintite mai jos, în urma – credem noi – numeroaselor protestări pe lângă acele autorități, ceea ce a făcut ca inamicul să dea înapoi. Astfel uzinele noastre nu au fost rechiziționate ci au fost sigilate de trupele de ocupație. Magaziile noastre de produse fabricate: ciment, clinker și var, din care aveam stocuri considerabile în momentul evacuării, toate magaziile noastre de aprovizionare generală, ce erau încărcate cu piese de schimb și de articole uzuale, au fost aproape în întregime golite. Materialul uzinei a fost ordonat pe categorii: obiectele de aramă, cuzele, curelele, obiectele de cauciuc, tot ce avea o valoare vădită, a fost ridicat de ocupant. Motorul cu aburi ca și cel Diesel, au fost dezmembrate, cu excepția pieselor greu transportabile. Atelierul nostru de reparații, admirabil utilat, a fost în întregime devalizat. Dar ceea ce ne-a

afectat mai mult a fost ridicarea – de către uzina bulgară concurentă – a cuptorului mare rotativ, cu răcitor, transmisie și alte mecanisme, ca și atelierul de măcinat și râșnit pentru ciment, cu toate accesoriile sale. Toate aceste instalații erau în întregime noi și doar ce fuseseră puse în exploatare în momentul când România a intrat în război. Eforturile noastre s-au dus și se duc în continuare în mod special pentru restituirea acestui material de la societatea bulgară vizată. Avem toate motivele să sperăm că ni se va face dreptate, iar societatea spoliatoare va fi constrânsă să ne restituie tot ceea ce ne-a luat. Dacă obținem dreptatea repede, nutrim speranța să vedem uzinele noastre reluându-și activitatea în a doua jumătate a exercițiului 1919.¹

În anul 1919 Joseph Denis, director al Societății Anonime de Cimenturi a Europei Orientale, din Cernavoda, s-a deplasat în Bulgaria pentru a obține returnarea utilajelor ridicate de germani și transportate la uzina de la Batanovtsi. Iată în continuare un document scris la Sofia de reprezentantul fabricii de ciment de la Cernavoda, referitor la situația din Bulgaria, material prezentat membrilor Consiliului de administrației al companiei belgiene²:

Sofia, juillet 1919

Messieurs,

Profitant de mon séjour en Bulgarie, je me suis documenté sur la question des ciments et j'ai l'honneur de vous transmettre les renseignements que je pu recueillir. Ils me paraissent de nature à vous intéresser soit au point de vue de l'exportation future de nos produits vers la Bulgarie, soit si vous voulez envisager la création d'une fabrique dans ce pays.

La Bulgarie gagne à être étudiée et connue. Elle mérite l'attention des capitalistes étrangers, surtout en ce moment où la différence du change entre la franc et le lewa est énorme. On pense que cette dépréciation du lewa se réduira un peu après les exportations d'automne si le Gouvernement les autorise; mais on ne compte revenir que dans trois à cinq années – suivant la qualité des récoltes – à la valeur d'avant-guerre.

Et ici, avant d'aborder le sujet qui nous intéresse spécialement, il ne me semble pas inutile de noter quelques traits du peuple bulgare qu'il serait imprudent de juger sur les seules critiques de ses voisins envieux qui prévoient en lui un concurrent redoutable.

Le Bulgare réunit quelques-unes des qualités qui assurent la prospérité des nations, et il prospérera à la condition d'être guidé pour un temps par l'expérience des gens plus policés. Si j'osais, je le comparerais à nos compatriotes pour certaines de ses vertues: amour du travail, simplicité, économie.

L'instruction est obligatoire et très surveillée par les autorités gouvernementales. Aussi les illettrés sont-ils rares. Dans chaque village il y a un bâtiment qui attire les regards, bâtiment plus important souvent que l'église que ne se distingue guère des habitations tant elle est pauvre: c'est l'école. En outre beaucoup de jeunes gens, fils de simples paysans, vont étudier à l'étranger, surtout en Belgique. En ce

¹ Serviciul Județean Constanța al Arhivelor Naționale (SJAN Constanța), fond *Fabrica de ciment Cernavoda*, ds. 6/1925, f. 143.

² *Idem*, ds. 1/1918-1919, ff. 11-18.

moment il y a dans le pays, me disait un médecin sorti de la faculté de Liège, plus de 3.000 anciens élèves des universités belges. Aussi reconstruisons-nous des sympathies ici. Quelques Bulgares ont terminé leurs études en Allemagne, mais c'est une minorité; d'autres, à Paris. Et ils sont revenus de l'étranger, non comme les Roumains – pour ne parler que de celui-là que connais mieux – avec généralement peu de science et de grandes propensions aux plaisirs et au luxe, mais avec de fortes connaissances et le désir de développer la culture intellectuelle de leur pays qu'ils aiment profondément.

Ce patriotisme, d'ailleurs, ne les rend pas aveugles: volontiers ils reconnaissent que la Bulgarie est arriérée, qu'elle est trop jeune à la civilisation pour pouvoir donner toute sa mesure. C'est là le témoignage d'une modestie qu'on ne rencontre pas chez les autres peuples balkaniques qui s'imaginent volontiers n'avoir plus rien à apprendre.

Le Bulgare est simple dans ses goûts. Le cultivateur, qui possède parfois plusieurs centaines de mille lewas, continue à vivre chichement, se contentant de pain et de fromage, et à se loger dans une misérable maisonnette. Le bourgeois non plus ne sait pas dépenser ni s'amuser: son économie naturelle le retient, une économie qui frise l'avarice mais qui, par contre, le garde de l'intempérance. «Il a tout les qualités qui rendent un peuple ennuyeux» me disait le chargé d'affaires de France. Mais ces qualités, même ennuyeuses, donneront vraisemblablement un grand essor à la Bulgarie. Les progrès en sont d'ailleurs considérables depuis ces vingt dernières années et les terres bulgares sont les mieux cultivées des Balkans.

Les Bulgares ont aussi leurs défauts. D'abord ils sont méfiants à l'extrême. Ensuite ils me paraissent cousus de roublardise si je pu en juger suffisamment au cours de mes pourparlers avec les autorités et les hommes d'affaires avec qui je été en contact. En outre ils sont lents, sinon dans le travail du moins dans les décisions à prendre. Cette indécision provient certainement de leur méfiance: ils ont toujours peur d'être trompés ou de se fourvoyer en se décidant trop hâtivement. Ils seraient sans doute les plus heureux des hommes s'ils n'avaient à dire ni oui ni non et que les affaires s'arrangeassent quand même à leur entière satisfaction.

Le Bulgare est xénophobe. Je n'ai pu m'en rendre compte personnellement, mais c'est l'avis des Occidentaux connaissant le pays. Il trouve quel étranger qui vient gagner de l'argent chez lui, le frustre dans ses intérêts, le dépouille d'un bien qui lui revient. Cependant il tolère cet étranger parce qu'il sent qu'il en a besoin pour son développement. S'il est xénophobe – sans excès – à l'égard des étrangers en général, il nourrit par contre une haine profonde pour le Grec. Or, c'est là le danger pour l'avenir. Il est certain qu'aussi longtemps que la question de la Macédoine ne sera pas réglée selon les aspirations des partis modérés de la Bulgarie qui se contenteraient de l'autonomie de ce territoire, et qui si l'on ampute les Bulgares de tout la Thrace, la paix ne sera guère possible dans les Balkans. Et malheureusement il semble qu'en Occident on prête une oreille trop attentive aux paroles de Venizelos et qu'on ne veuille pas écouter la voix de la Bulgarie qui mérite pourtant d'être entendue bien qu'elle ait figuré parmi nos ennemis, car si elle a été l'alliée de l'Allemagne c'est malgré elle. Je joins à ces notes quelques colonnes du journal "L'Echo de Bulgarie" qui méritent d'être lues.

Enfin le Bulgare – et ce n'est pas son moindre défaut – comme tous les peuples d'Orient, se laisse tenter par la gratification – le fameux "backchich" – surtout depuis l'occupation allemande qui a développé ce genre d'aptitude.

Se ces deta le vous paraissent trop longs, excusez-moi; j'ai été guidé en les rédigeant par le désir de vous faire un peu mieux connaître le Bulgare avant de vous parler d'affaires.

Il est à noter que les richesses du sous-sol bulgare ne sont pas à dédaigner, que tout l'industrie est à créer ou à peu près³, que la moralité commerciale est généralement bonne, que l'indigène dispose de capitaux et ne demande qu'à les faire fructifier. Les Américains et les Italiens ont amorcé déjà plusieurs affaires et les Belges, s'ils le voulaient, trouveraient ici un champ d'action intéressant⁴.

Quant au ciment auquel je reviens, on estime que, durant tout un temps encore, la production indigène sera inférieure aux besoins de la consommation. Notre usine de Cernavoda est bien placée pour combler une partie du déficit, pour prendre même – en cas de développement de notre production – la place de la “Beocsiner Cimentfabrike, Budapest” qui livrait, avant la guerre, la plus grosse partie du ciment importé en Bulgarie. Cette fabrique hongroise l'emportait sur tous les concurrents occidentaux à cause de sa proximité, des facilités de transport (voie du Danube) et des conditions avantageuses de ce transport fluvial comparativement aux frètes maritimes qui chargeaient les marchandises venant d'Occident. Ces dernières ne pouvaient lutter que dans les ports de la Mer Noire contre le produits de la “Beocsiner” qui, pour atteindre ces ports, devaient alors emprunter la voie ferrée d'où augmentation de prix.

Voici les chiffres d'importation de ces dernières années; les chiffres de 1913⁵, 1914 et 1915 n'ont pas encore été publiés mais m'ont été communiqué à la suite d'une démarche que j'ai faite auprès du directeur du Service de la Statistique:

<u>1907</u>	kos. 10.582.030.	dont d'Autriche	kos. 6.738.719
		Belgique	458.246
		Roumanie	2.467.144
		Russie	49.100
		etc.	
<u>1908</u>	13.415.944.	dont d'Autriche	8.399.212
		Belgique	489.062
		Roumanie	2.957.853
		Russie	564.420
		Serbie	20.350
		France	798.619

³ D'après la dernière statistique qui remonte à 1912, il existait en Bulgarie seulement 83 sociétés industrielles au capital bulgare et 16 au capital étranger. dont: 6 sociétés de Mines et Carrieres, 8 fabriques de Céramique, 4 usines métallurgiques, 3 sociétés por l'industrie du Bois et de l'Ameublement, 4 tanneries, 6 minoteries, 5 sucreries, 2 brasseries, 2 filatures, 2 papeteries, 5 sociétés de transport, 2 sociétés d'Energie électrique, 1 huilerie, 4 fabriques de produits chimiques, etc. , etc. En 1911, les sociétés industrielles bulgares ont été 37 a distribuer des dividendes et le pourcentage de ceux-ci par rapport au capital a été de 8%, contre 5 sociétés industrielles a capital étranger avec un pourcentage de 10%.

⁴ Le chiffre total des importations bulgares a été, en 1911, de 199 millions contre 184 millions aux exportations; en 1912, de 177 millions contre 129 millions. La guerre balkanique d'abord et ensuite la guerre européenne nu permettent pas aux chiffres des années postérieures des refléter la situation exacte du commerce extérieur de la Bulgarie.

⁵ En 1913 la production indigène a été de 4700 wagons don't 1200 venante de Panegha, 1500 de Plevna et 2000 de Batanoftei.

		<i>etc.</i>	
<u>1909</u>	17.418.574.	dont d'Autriche	9.928.782
		Belgique	1.313.096
		Roumanie	3.170.896
		Russie	1.565.045
		Serbie	269.607
		<i>etc.</i>	
<u>1910</u>	19.353.845.	dont d'Autriche	11.170.248
		Belgique	1.306.536
		Roumanie	2.312.355
		Russie	1.565.045
		Serbie	1.861.067
		<i>etc.</i>	
<u>1911</u>	16.137.535.	dont d'Autriche	10.344.522
		Belgique	1.600.102
		Roumanie	2.124.728
		Russie	1.033.286
		Serbie	656.246
		<i>etc.</i>	
<u>1912</u>	15.029.278.	dont d'Autriche	10.721.709
		Belgique	2.473.914
		Roumanie	1.066.262
		Serbie	259.779
		France	221.775
		<i>etc.</i>	
<u>1913</u>	10.904.270	dont d'Autriche	9.488.256
		Roumanie	873.189
		France	520.830
		<i>etc.</i>	
<u>1914</u>	13.012.260	dont d'Allemagne	77.975
		Autriche	11.497.157
		Belgique	529.355
		Roumanie	769.618
		France	54.782
		<i>etc.</i>	
<u>1915</u>	416.728	dont d'Autriche	66.698
		Roumanie	313.140
		<i>etc.</i>	

Je crois utile de joindre à ces chiffres ceux qui concernent la chaux hydraulique qui ne se fabrique pas dans le pays :

	<u>1907</u>	<u>1908</u>	<u>1909</u>	<u>1910</u>
Chiffre total: kos	10.582.268	13.558.645	10.702.702	10.079.728
dont				
Autriche	8.648.584	10.734.894	6.205.930	4.945.085
Belgique	296.740	14.850	12.870	20.016
Roumanie	150.675	284.485	370.230	841.888

C. Cheramidoglu, Bulgaria și interesele unei fabrici de ciment din România

<i>Russie</i>	<i>196.000</i>	<i>1.539.800</i>	<i>3.919.524</i>	<i>2.314.330</i>
<i>France</i>	<i>1.106.739</i>	<i>762.464</i>	<i>153.650</i>	<i>1.839.660</i>
<i>etc.</i>				
	<u><i>1911</i></u>	<u><i>1912</i></u>	<u><i>1913</i></u>	<u><i>1914</i></u>
<i>Chiffre total:</i>	<i>10.523.693</i>	<i>7.441.122</i>	<i>1.930.667</i>	<i>3.033.561</i>
<i>dont</i>				
<i>Autriche</i>	<i>8.634.676</i>	<i>5.707.370</i>	<i>1.582.447</i>	<i>2.473.724</i>
<i>Belgique</i>	<i>196.408</i>	<i>461.292</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Roumanie</i>	<i>441.750</i>	<i>222.310</i>	<i>-</i>	<i>49.816</i>
<i>Russie</i>	<i>727.900</i>	<i>131</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>France</i>	<i>377.020</i>	<i>902.909</i>	<i>338.220</i>	<i>458.432</i>
<i>etc.</i>				
	<u><i>1915</i></u>			
<i>Chiffre total:</i>	<i>35.054</i>			
<i>Dont</i>				
<i>Autriche</i>	<i>9.885</i>			
<i>Turquie</i>	<i>24.169</i>			
<i>etc.⁶</i>				

Comme fabriques de Ciments existent en Bulgarie:

1) Fabrique Lew, à Plevna. Capital: 4.000.000 de lewas. Capacité de production: 6 à 8 wagons par jour. Cette fabrique se trouve, me dit-on, à 30 kilomètres de la carrière. Est arrêtée depuis avant l'entrée en action de la Bulgarie. On parle de la démonter et de la reconstruire aux abords de la carrière. Fondée en 1908-1909, a été société en comandite jusqu'en 1917. N'a publié que deux bilans dont voici les chiffres principaux:

	<u><i>1917</i></u>
<i>Bénéfice brut: Intérêts</i>	<i>29.657.10</i>
<i>Product.</i>	<i>75.587.20</i>
<i>" net</i>	<i>65.561.32</i>
<i>Frais généraux</i>	<i>36.505.88</i>
<i>" de production</i>	<i>3.177. -</i>

	<u><i>1917-1918</i></u>
<i>(bilan précédent et 1918 fusion)</i>	
	<i>131.279</i>
	<i>1.436.01</i>
	<i>129.842.99</i>

2) Fabrique de Panegha (société en comandite). Capital: 1.000.000. Capacité de production: 3 wagons par jour, mais n'en produit pas même un durant certaines périodes. Elle utilise le force hydraulique. Se trouve à 40 kilomètres de chemin de fer. On

⁶ Un gros entrepreneur de Sofia, acheteur de ciments, classe ceux-ci dans l'ordre suivant comme qualités. Mais ses préférences correspondent-elles exactement à la valeur réelle des ciments? 1) Ciments russes. 2) Ciments anglais. 3) Ciments de la "Beocsiner", 4) Cemavoda, 5) Granitoide, 6) Plevna, 7) Panegha.

estime que les propriétaires gagnent de l'argent, mais ont n'est pas fixé sur les bénéfices, les bilans n'étant pas publiés.

3) Fabrique "Granitoide", à Batanofitsi. Société germano-bulgare au capital de 3.000.000. Capacité de production: 8 à 10 wagons par jour, mais n'en produit que 6. Pour le moment la fabrication est arrêtée, faute d'ouvriers; mais elle a des stocks de réserve. Donne de bons résultats depuis qu'elle est sortie de la période d'installation et est considérée comme une très bonne affaires. Voici quelques indications sur ses bilans depuis sa création:

	1912	1913	1914	1915
Capital	2.000.000	2.000.000	2.500.000	2.500.000
	(dont 60% versés)			
Réserves	-	-	-	54.479
Bénéfice brut	30.609	91.340,0	244.791	264.851
" net	261	957	149.589	147.860
Frais généraux	30.348	90.643	96.149	119.142
Dividende	-	-	-	5%

	1916	1917	1918
Capital	2.500.000	3.000.000	3.000.000
Réserves	64.872	202.694	222.540
" spéc.	-	15.000	30.000
Bénéfice brut	388.259	640.654	664.840
" net	256.441	396.926	462.126
Frais généraux	132.499	153.594	177.462
Secours aux soldats & honoraires suppl.	-	93.108	47.639
Dividende	8%	10%	12%

En construction:

1) Fabrique de Belovo au capital de 5.000.000. Capacité de production: 10 wagons par jour. Située sur les bords de la Maritsa qui peut donner une force motrice de 1200/1500 chevaux. La carrière est contiguë. Ne pourra produire que dans deux ans.

2) Fabrique de Bourgas au capital de 3.000.000. Capacité: 6 wagons. La matière première devra être apportée par mer de Aitos qui se trouve à 30/40 kilomètres de Bourgas.

Enfin une nouvelle affaire est projetée par un certain Dr. Lazaroff, avec qui j'ai fait connaissance par l'intermédiaire de M. Motte, chargé de mission du Gouvernement belge. M. Lazaroff est déjà intéressé dans la fabrique de Belovo. C'est un homme de fortune récente, à la tête de plusieurs millions et en voie d'en acquérir d'autres. Il s'intéresse tout particulièrement aux affaires industrielles.

Il m'a remis le rapport ci-joint pour le cas où in vous agréerait de participer à la création d'une fabrique de ciments en Bulgarie.

Le terrain où la fabrique serait construite a une superficie de cinq hectares. Prix: 5.000 lewas l'hectare. Le propriétaire de la carrière serait payé exclusivement en parts de fondateur. Capital nécessaire: 3.000.000 dont le Dr. Lazaroff offre de couvrir seul 1.500.000. Il n'y aurait aucune redevance à payer à l'Etat, celui-ci voulant favoriser le développement de l'industrie dans le pays.

La Société serait à constituer sous le régime bulgar. Le Conseil devrait donc comporter deux administrateurs bulgares sur 5, ou 3 sur 7, et 1 censeur bulgare sur trois.

En ce moment il est difficile de faire des prévisions pour le salaires. Le Dr. Lazaroff pense que ceux-ci ne dépasseraient pas 10 lewas par jour. Maintenant on paye jusqu'à 2 lewas parce que tout est hors de prix, mais avant la guerre on ne payait que 2 lewas.

Si l'on considère les chiffres des importations de ciments qui varient, suivant les années, de 10.582 tonnes minimum en 1907 à 19.353 tonnes maximum en 1910, et la capacité des deux nouvelles usines de Belovo et de Bourgas, on peut conclure que, dans deux ans, - si elles sont en état de produire comme on l'annonce, - ces fabriques seront en mesure de combler et au-delà le déficit qui existait entre les besoins du pays et de la fabrication des anciennes usines. Cependant comme on envisage une grande extension de la construction en béton armé (édifices publics, maisons particulières⁷, comme de nombreux travaux seront entrepris par l'Etat, on estime que la Bulgarie devra avoir encore recours aux ciments étrangers ou créer de nouvelles fabriques. Les Bulgares envisagent d'ailleurs l'exportation vers la Grèce et l'Asie Mineure.

Espérant que ce petit exposé, malgré ses lacunes et ses imperfections, vous aura intéressés, je vous prie de vouloir agréer, Messieurs, l'assurance de mes sentiments très distingués.

(ss) J. Denis

Începând din anul 1919, I. E. Confino a reprezentat societatea din Cernavoda, la Sofia⁸. Prin intermediul firmei sale său s-au obținut contracte de furnizarea a cimentului produs la Cernavoda, pentru căile ferate bulgare și alte lucrări importante.

În vara anului 1924 directorul fabricii de la Cernavoda a solicitat reprezentantului său de la Sofia să obțină informații despre întreprinderea de la Krumovo, ce ar fi putut face obiectul unei investiții, sau al unei eventuale achiziționări. Din raportul întocmit de I. E. Confino la 11 august 1924 aflăm că Societatea Anonimă Industrială Krumovo, din Sofia, avea un capital de 11 milioane leva. Iar mai departe: "Cette investation consiste de l'achat des carrières et terrains, qui sont seule propriété de la dite Société Anonyme, propriété légalisée par actes notariales. Y compris dans cette investation sont aussi les machines pour la fabrication de ciment, (...). La Société n'a pas construit l'usine pour la production de ciment, n'ayant pas d'autres capitaux à disposition, c'est pourquoi elle cherche à entrer en collaboration avec un groupe étranger". Conform aceluiași Confino, carierele erau inepuizabile, iar minele de cărbuni ce puteau furniza combustibilul necesar se aflau la mică distanță. El sesiza apoi că materia primă aflată la dispoziție era superioară celei folosită la alte fabrici: "Cet avantage de qualité des matières premières de

⁷ Lors du tremblement de terre de 1917, qui fut assez violent, on a constaté que les constructions en briques - d'ailleurs très mal faites - avaient énormément souffert des secousses sismiques, tandis que les habitations en béton armé avaient très bien résisté, d'où la faveur que rencontre ce mode de construction en Bulgarie.

⁸ SJAN Constanța, *Fond Fabrica de Ciment Cernavoda*, ds. 11/1926, f. 230.

Kroumovo offre une économie garantie du combustible de 40% en comparaison à la fabrication de Granitoide.”

Vădit impresionat de situația acelei societăți, Confino aduce în sprijinul afirmațiilor sale date despre celelalte uzine similare din Bulgaria, puse în raport cu cea de la Krumovo:

La situation géographique de Kroumovo est brillante en ce qui concerne la Bulgarie du Nord et la sortie dans la Mer Noire par la voie centrale de Choumla – Varna. Le seul concurrent en Bulgarie est actuellement la Société Granitoide. L'usine Lev de Pleven, ne compte plus, vu la qualité inférieure de son ciment. La fabrique Kotwa de Bourgas à peine installée vient de subir un fiasco, voulant vendre son produit comme ciment Portland, tandis qu'il s'agit de la chaux hydraulique ordinaire. D'après les renseignements recueillis elle vient de supprimer la fabrication. La Société Granitoide domine sur le marché de ciment en Bulgarie, elle réalise des bénéfices énormes malgré le fait qu'elle n'est pas si avantageusement placée que la Société Kroumovo. D'après toutes les apparences, la Société Kroumovo pourrait se réserver une position admirable en mettant en marche ses affaires.⁹

Ceva mai târziu, în anul 1926, administratorul-delegat de la Anvers îi scria directorului de la Cernavoda despre oportunitățile de pe piața bulgară:

Etant donné que la Bulgarie est le marché d'exportation où nous pourrions traiter dans les conditions les plus rémunératrices, nous estimons que c'est de ce côté que vous devez particulièrement diriger votre activité, notamment vers Varna, centre pour lequel nous sommes bien situés. Ne pensez-vous pas qu'il serait intéressant que vous alliez jusque là, pour reprendre contact avec votre ancien client et voir les possibilités que ce marché offre pour nous ?¹⁰

În fapt, pentru cei de la Cernavoda, piața bulgară, ca și cea de la Constantinopol, au prezentat interes întotdeauna, dar deciziile lor urmau a fi aprobate de cei din centrala de la Anvers, iar aceasta nu a fost întotdeauna de acord cu conducerea fabricii de la Cernavoda. Iată un exemplu în acest sens, scrisoarea trimisă la 21 aprilie 1925 spre Anvers, din care aflăm despre o eventuală vizită în Bulgaria a unei delegații de la fabrica din Cernavoda:

Un voyage dans ces pays ne doit être entrepris que si vous avez des chances sérieuses d'y enlever des affaires. Vous devez donc être parfaitement édifiés sur les possibilités de ces marchés avant de vous mettre en route: prix pratiqués sur place pour les divers ciments, prix que vous-mêmes pouvez côter, etc. Et le but d'un voyage, doit être de nouer des relations avec la clientèle, de choisir vos correspondants, lorsque le terrain est déjà tout préparé. Il ne peut s'agir de simples voyages d'information ne donant pas de résultats, car, sans

⁹ Idem, ds. 6/1923, ff. 131-135.

¹⁰ *Ibidem*, f. 57.

même, tenir compte des frais, votre temps est trop précieux pour le perdre en déplacements infructueux. Nous estimons que pour le moment la question n'est pas encore suffisamment avancée pour justifier votre voyage. Approfondissez d'abord tous les éléments de la question, par correspondance, et lorsque vous serez complètement documentés et que vous saurez exactement à quoi vous en tenir, aussi bien sur les prix pratiqués que sur vos possibilités, votre visite aux marchés intéressants pourra alors être envisagée.¹¹

Industria concurentă din Bulgaria s-a dezvoltat însă cu repeziciune, reușind să acopere în bună măsură necesitățile interne; în anul 1929, societatea Granitoid din Sofia producea la fabrica sa din Batanofzi 92% din toată producția de ciment a țării. Fabrica lucra zi și noapte și era pe cale să finalizeze a patra unitate de fabricație, ceea ce îi oferea șanse să poată exporta din nou, o parte din producția obținută.¹²

Ceea ce putem reține din cercetarea documentelor din arhiva fabricii de la Cernavoda poate fi rezumat în două fraze. În primul rând este vorba de acțiunea reprezentanților acestei fabrici pentru recuperarea utilajelor ce le-au fost luate în vremea ocupației germano-bulgare, apoi este vorba și de interesul pe care piața bulgară îl reprezenta pentru fabricanții de ciment de la noi. Documentele de arhivă reflectă însă și alte aspecte demne de remarcat, anume modul în care priveau societatea bulgară a acelor timpuri, alți cetățeni europeni, în acest caz belgieni. Ambele subiecte pot fi analizate în profunzime și nu numai pe baza documentelor de arhivă.

Bulgaria after the first World War and the interests of a cement factory from Romania (abstract)

This article is based on the archive documents of Cernavoda cement factory and refers to the period between 1916 and 1918. It includes the opinions of some Belgian engineers, the situation of Bulgaria after the war, the possibilities for development of construction materials industry or the cement export from Romania on that market. In the same time some interesting observations are made concerning the Bulgarian people, their qualities and weaknesses or the way they were perceived by the foreign visitors of the country.

¹¹ Idem, ds. 6/1925, ff. 309-310.

¹² Idem, ds. 42/1929, f. 431.

“Die große Liebe, die mich ganz erfüllt”. Die Briefe Elisabeths zu Wied an ihren Verlobten Fürst Carol I. von Rumänien (Oktober-November 1869) aus dem Rumänischen Staatsarchiv in Bukarest

Silvia Irina Zimmermann

Keywords: *Private Correspondence, Dynastic Marriage, Queen Elisabeth of Romania, King Charles I of Romania*

Das Rumänische Staatsarchiv in Bukarest bewahrt eine umfangreiche Korrespondenz der ersten Königin von Rumänien, Elisabeth zu Wied, bekannt auch unter ihrem Schriftstellernamen Carmen Sylva (1843-1916), auf. Insbesondere die Briefe an ihren Gemahl, Carol I. von Rumänien, ab 1866 Fürst und ab 1881 der erste König Rumäniens, geben einen interessanten Einblick in das Eheverhältnis des ersten Königspaares von Rumänien. Da beide Ehepartner aus deutschen Fürstenhäusern stammten, Elisabeth aus der Grafschaft Wied und Carol (Karl) aus dem Fürstenhaus Hohenzollern-Sigmaringen, sind ihre Briefe in deutscher Sprache verfasst und in altdeutscher Handschrift geschrieben. Eine historisch-kritische Briefedition des Briefwechsels des ersten Königspaares von Rumänien wird gegenwärtig in Kooperation der Forschungsstelle Carmen Sylva des Fürstlich Wiedischen Archivs in Neuwied mit dem Rumänischen Staatsarchiv in Bukarest vorbereitet.¹ Aus dieser Korrespondenz sollen im Folgenden die Briefe Elisabeths zu Wied an Fürst Carol von Rumänien aus der Verlobungszeit vom 12. Oktober und bis zur Hochzeit am 15. November 1869 vorgestellt werden. Es handelt sich um insgesamt 11 Briefe Elisabeths sowie um drei Briefbeilagen: zwei Gedichthandschriften und eine Fotografie. Es haben sich keine Briefe aus der Verlobungszeit von Fürst Carol erhalten, so dass wir seine Antworten auf Elisabeths Briefe nicht wissen. Dennoch sind die Verlobungsbriefe in vielerlei Hinsicht aufschlussreich. Vor allem geben sie ein ganz anderes Bild über die Gefühlswelt der Prinzessin Elisabeth wieder, als bisher angenommen, und zeigen, dass sie die arrangierte Ehe persönlich als eine glückliche Fügung wahrnahm. Aus diesen ersten Briefen spricht eine erwachsene junge Frau, die die Tragweite der zukünftigen Aufgabe kennt, und zugleich ist es eine verliebte Frau, die ihr Glück nicht fassen kann.

¹ „Zärtlich umarmend Deine Elisabeth“ – „Stets Dein treuer Carl“. Der Briefwechsel Elisabeths zu Wied (Carmen Sylva) mit ihren Gemahl Carol I. von Rumänien aus dem Rumänischen Staatsarchiv in Bukarest (1869-1913). Herausgegeben, kommentiert und eingeleitet von Silvia Irina Zimmermann. [Schriftenreihe der Forschungsstelle Carmen Sylva - Fürstlich Wiedisches Archiv, Band 5 und 6], 2 Bände (Band 1: 1869-1890. Anfangsjahre im Fürstentum Rumänien. Unabhängigkeitskrieg. Königreich Rumänien; Band 2: 1891-1913. Exil der Königin. Rückkehr auf den rumänischen Thron), insgesamt ca. 800 Seiten, Stuttgart: ibidem-Verlag, erscheint 2017.

Die bis heute verbreitete Ansicht in den Biografien², die Verbindung Elisabeths mit Fürst Carol sei nur eine Vernunftehe gewesen, bei der sich die Prinzessin ihrer künftigen Mission als Landesmutter eines fernen Landes hingegeben hätte und dieses Schicksal nahezu willenlos akzeptiert hätte, muss somit, mit den jetzt erstmals veröffentlichten Verlobungsbriefen Elisabeths, widerlegt werden. Auch die Gedichthandschriften, die Elisabeth an Carol als Beilage zu den ersten Briefen mitschickte, zeigen, dass sie ihr dichterisches Talent und ihre schriftstellerische Tätigkeit ihrem zukünftigen Gemahl von Anfang an mitteilte. Damit erwartete sie nicht nur, dass ihr zukünftiger Gemahl ihre Dichtung wahrnimmt und akzeptiert, sondern sie forderte ihren Verlobten auf, sie durch ihre Gedichte kennen zu lernen (so im Brief vom 31. Oktober 1869 aus Schloss Monrepos bei Neuwied³). Auch für die spätere Ehebeziehung sind diese ersten Briefe Elisabeths interessant und aufschlussreich, denn sie zeigen, dass Elisabeth ihre Rolle als die der engsten Vertrauten des Fürsten und späteren Königs verstand, indem sie sich seinem Willen unterordnete, so wie sie dies in einem Brief aus der Exilzeit im Rückblick erwähnt: „Als wir verlobt waren, wollte ich Dich vorbereiten, & sagte Dir, ich sei eigensinnig. „So?“ war Deine Antwort, „dann wird es wohl schlimme Tage geben, denn ich habe einen eisernen Willen!“ – In dem Augenblick habe ich mir geschworen, nie einen Willen zu haben, Dir gegenüber, denn Nichts kommt mir so ordinär vor, als eheliche Zwiste. Und ich denke, ich habe meinen Schwur gehalten, oft mit Hintansetzung von Einsicht & Gewissen, dem Frieden zu Liebe, den ich um jeden Preis erkaufen wollte.“ (Pallanza, 24. Oktober 1891)⁴. Dennoch hielt Elisabeth ihre eigene Sicht der Dinge und die Ratschläge an ihren zukünftigen Gemahl in der Verlobungszeit keineswegs zurück, sondern teilte sie in schriftlicher Form ausführlich und argumentenreich mit. In den Verlobungsbriefen finden sich bereits mehrere Aussagen Elisabeths über Aspekte des Ehelebens und ihrer zukünftigen Rolle als Fürstin an der Seite Carols I., Ansichten über Religion und konfessionelle Glaubensfragen, verbunden mit der Problematik ihrer kirchlichen Hochzeit (da Carol katholisch, Elisabeth evangelisch und das Land Rumänien überwiegend orthodox war), ihre Überlegungen über die

² Siehe die bekannteren Carmen Sylva Biografien von Natalie von Stackelberg (1885ff), Mite Kremnitz (1903), Eugen Wolbe (1933), Annemarie Podlipny-Hehn (2001f) und Gabriel Badea-Paun (2003ff). Stackelberg ist die einzige Biografin, die in Bezug zur Hochzeit auch von einer „glücklichen Braut“ und von „aufrichtiger Herzensneigung“ Elisabeths schreibt und dabei auch aus dem Tagebuch der Prinzessin zitiert (Natalie Freiin von Stackelberg: „Aus Carmen Sylva's Leben“. Heidelberg: Carl Winter's Universitätsbuchhandlung, 5. Auflage, 1889, S. 123 und 131). Die anderen Biografen berufen sich dagegen alle auf ein und dieselbe Erinnerung der Schriftstellerin Carmen Sylva, die in dem Erinnerungsband Carmen Sylvas „Mein Penatenwinkel“ (Frankfurt: Minjon, 1908) im Kapitel „Clara Schumann“ veröffentlicht wurde (S. 13-18). Die in unsrem Beitrag zitierten Briefe Elisabeths aus der Verlobungszeit wurden auch in den neueren Biografien bisher nicht verwendet.

³ Siehe: Rumänisches Staatsarchiv/ Arhivele Naționale Istorice Centrale, Fond Casa regală. Personale Carol I Corespondența familie (Fonds Königshaus. Persönliches Carol I. Familienkorrespondenz), im Folgenden abgekürzt: „ANIC. Carol I“, hier Dokumentnummer: VD-338.

⁴ ANIC, Carol I, VD-533.

Wahl der Kammerfrauen, die sie nach Rumänien begleiten sollen. Details zu den Vorbereitungen für die Hochzeit (verbunden mit Informationen über die Verwandtschaftsbeziehungen im europäischen Hochadel), sowie die Vorbereitung ihrer Übersiedlung nach Rumänien (verbunden mit dem Wunsch Elisabeths, das neue Land durch vorbereitende Lektüre näher kennenzulernen und die rumänische Landessprache bereits während der Verlobungszeit intensiv zu studieren). Und schließlich, scheint Elisabeth ihre ersten Briefe als etwas Besonderes betrachtet zu haben, denn sie schrieb am 2. November 1869 aus Monrepos: „die Briefe aus unsrer Brautzeit sind doppelt kostbar, weil es so wenige sein werden“⁵. Somit ist es ein Glücksfall, dass diese Briefe Elisabeths der Nachwelt erhalten geblieben sind, und es ist bedauerlich, dass die Verlobungsbriefe von Carol I. von Rumänien, dagegen, verloren gegangen sind, die das Gesamtbild über den Anfang der Beziehung des ersten rumänischen Königspaares vervollständigt hätten.

Details zum Archivmaterial aus dem Rumänischen Staatsarchiv in Bukarest:

- **Archivquelle:** Rumänisches Staatsarchiv/ Arhivele Naționale Istorice Centrale, Fond Casa regală. Personale Carol I Corespondența familie, Aktenbände VD-331 bis VD-343 für die Zeitspanne der Verlobungszeit vom 12. Oktober bis zum 15. November 1869.

- **Anzahl der Briefe nach Orts- und Zeitangabe:** Oktober 1869: Köln (1 Brief); Schloss Monrepos bei Neuwied (3 Briefe und 3 Briefbeilagen: 1 Fotografie und 2 Gedichthandschriften); Frankfurt am Main (2 Briefe); November 1869: Schloss Monrepos bei Neuwied (5 Briefe).

- **Für den Briefwechsel zur Verlobungszeit von Elisabeth zu Wied und Carol I. von Rumänien relevante Ereignisse:** Fürst Carols Heiratsantrag in Köln am 12. Oktober 1869; Verlobungsfeier in Neuwied am 16. Oktober 1869; Familientreffen bei Carols Eltern. Fürst und Fürstin von Hohenzollern-Sigmaringen, auf Schloss Weinburg in der Schweiz, vom 26. bis 28. Oktober 1869; Rückreise Elisabeths mit ihrer Mutter nach Neuwied über Frankfurt am 29. Oktober 1869; Ankunft Carols in Neuwied am 13. November 1869; Hochzeit in Neuwied am 15. November 1869; Abreise des Brautpaares Carol und Elisabeth nach Rumänien am 17. November 1869.

Transkription: Silvia Irina Zimmermann.

Bei der Transkription der Briefe wurde diplomatisch vorgegangen. Etwaige Schreibfehler sind wie im Original wiedergegeben und als solche in den Fußnoten kenntlich gemacht. Nachträgliche Einfügungen der Briefautorin zwischen den Zeilen werden durch spitze Klammern <...> gekennzeichnet. Bemerkungen und Ergänzungen der Herausgeberin (z.B. Seitenzahlen der Briefe, unleserliche oder ungenaue Wörter oder Zeilen), sind in eckigen Klammern [...] wiedergegeben.

⁵ ANIC, Carol I, VD-340.

Archivmaterial:

1. Köln, 13. Oktober 1869

[Briefpapier: 8-seitiger Briefbogen, schwarze Tinte, 5 Seiten; auf Seite 1 in der linken Ecke oben Briefnummer: 1. ANIC⁶, Carol I, VD-331]

Köln, d. 13 Okt. 69

pr. Paris, 14t Oct. 69

Lieber! Es ist mir gar nicht wie ein Traum, daß ich dir angehöre, sondern es ist ganz wirklich in meinem Herzen, & mir ist es ganz feierlich zu Muthe, bei diesem ersten Briefe an dich. Ich habe diese Nacht durchwacht, aber vor Freude, die Stunden flogen dahin, weil immer dieselben Gedanken sie ausfüllten. Ich habe mir wohl jedes Wort wiederholt das Du zu mir gesprochen, & ich habe sie alle sehr lieb. Mir ist das größte Glück widerfahren das einem Mädchen wohl zu Theil werden kann: von einem Manne zur Frau begehrt zu werden, dem sie glaubt & vertraut.

[2] Wie gut der liebe Gott es mit mir gemeint, vor was er mich bewahrt, damit ich Dein würde, das wirst du erst erfahren, wenn ich Dir mein ganzes Leben erzähle. Denn Du mußt natürlich Alles wissen, was mich je beschäftigt hat, warum es mir auch einen Anlauf kostet, es zu sagen.

Ich sehe immer meinen leeren Finger an, der an der Stelle wo der Ring so lange gewohnt hat, schon dünner geworden ist, & dann wundere ich mich! Heute Nacht habe ich viele, viele Mal das Kreuzchen, die Bilder, das Goldstück betrachtet; das Kreuzchen kommt nicht mehr von meinem Halse.

In einer halben Stunde gehe ich [3] zum Photographen; Mama⁷ fürchtet nur, die Augen möchten ein wenig matt werden von dem mangelndem Schläfe. Wenn Du nur nicht zu müde wirst! Hetze Dich nur nicht so ab, daß Du ganz erschöpft in Monrepos ankommst; dafür daß ich Dir in allen Dingen gehorchen will, darf ich Dich in Einigen tyrannisieren. Sei mir nicht unglücklich wenn ich nicht in Neu Wied bin bei Deiner Ankunft. An die Eisenbahn kann ich nicht kommen, wegen des Geheimnisses & das Schloß ist ganz im Umstand, kein Zimmer präsentable für Deine Suite. Wilhelm⁸ ist an der Eisenbahn & bringt [4] Dich dann herauf. Wilhelm hat eben ein Telegramm bekommen: „Hole gleich die & die Photographien von Elisabeth, da & da & schicke sie an Antons Bruder, Hotel Bristol Paris.“ Wie wird der sich erstaunen! Ich laufe heute noch in der Stadt herum & schaffe mir ein paar Sachen an, damit ich nicht so ganz als Landgänschen auf der Weinburg erscheine, sondern Dir Ehre mache; Du kannst aber ganz ruhig sein, einfach wird es doch alles sein. Meine Hand zittert so, daß alle Zeilen schief & krumm werden. Ich kann hübscher Schreiben als das! Was hast Du wohl für eine Handschrift & wann werde ich sie zum ersten Male sehen?!- Von Paris will ich keinen Brief haben; denn der würde wieder von Deinem Schläfe abgenommen. Mama ruft zum Frühstück.

⁶ Quelle: Rumänisches Staatsarchiv/ Arhivele Naționale Istorice Centrale, Fond Casa regală. Personale Carol I Corespondența familie (im Folgenden: ANIC, Carol I), hier Dokumentnummer: VD-331.

⁷ Elisabeths Mutter Fürstin-Witwe Marie zu Wied, geborene Prinzessin von Nassau (1825-1902).

⁸ Elisabeths Bruder Wilhelm Fürst zu Wied (1845-1907), nach dem Tod des Vaters im Jahr 1864, der 5. Fürst zu Wied.

[5] Der Photograph sagt, das Bild würde fertig, aber nicht haltbar, nur für ein paar Tage; es folgt dann ein anderer Abdruck noch.

Ich habe Dir ein schönes Durcheinander geschrieben; ich wurde aber immer zerstreut durch das was die Andern sprachen. Ich kann Dir nur immer wiederholen: Ich bin sehr, sehr glücklich, daß ich Deine Braut sein darf!

Komm nur recht bald! Für ewig die Deine

Elisabeth

2. Gedicht-Handschrift: An den Opal, Monrepos, 16. Oktober 1869

[Briefpapier mit farbigem Abdruck der Ortsangabe „Mon Repos“ auf der ersten Seite in der Seitenmitte oben, schwarze Tinte, 1 Seite, Briefbeilage⁹. ANIC, Carol I, VD-332]

[Mon Repos.] Den 16. Oktober 1869

An den Opal.

Wie meines Liebsten Herz, so rein,
So rein bist du,
Ich drück' dich fest ans Herze mein,
Voll Fried' und Ruh'.

Ich halt' dich still in meiner Hand,
Du klarer Stein,
In deine Tiefe unverwandt
Schau' ich hinein.

Dich halt' ich dreist in's Sonnenlicht –
Ob's dich verzehrt? –
Dein Farbenspiel erbleicht nicht:
Du bist bewährt!

Elisabeth

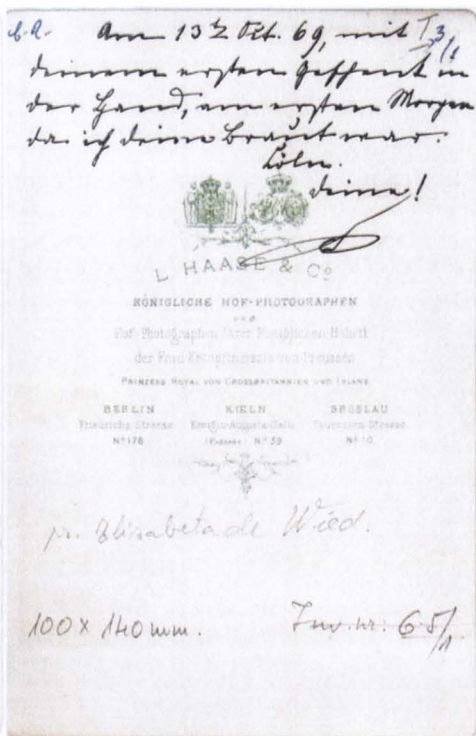
3. Fotografie Elisabeths mit dem Opalkreuz, ein Verlobungsgeschenk von Fürst Carol I.

ANIC, Format II, 3-1. Prinzessin Elisabeth zu Wied, 1869. Cabinet-Portraitfotografie (100x140mm). Fotograf L. Haase & Co. Beschreibung auf der Rückseite der Fotografie: „L. Haase & Co. Königliche Hof-Photographen und Hof-Photographen Ihrer Königlichen Hoheit der Frau Kronprinzessin von Preussen. Prinzess Royal von Grossbritannien und Irland. Berlin Friedrichs Strasse No. 178. Koeln Königin-Augusta-Halle (Passage) No. 39. Breslau Tauenzien Strasse No. 10.“

Handschriftliche Notiz von Elisabeth zu Wied auf der Rückseite der Fotografie oben:

⁹ Das auf den 16. Oktober datierte Gedicht wurde vermutlich als Beilage zu einem Brief abgeschickt, aber im Archiv in einer separaten Briefmappe aufbewahrt.

„Am 13t Oct. 69, mit Deinem ersten Geschenk in der Hand, am ersten Morgen da ich Deine Braut war. Cöln. Deine! E“



4. Monrepos, 20. Oktober 1869

[Briefpapier: 4-seitiger Briefbogen, schwarze Tinte, 4 Seiten; auf Seite 1 in der linken Ecke oben Briefnummer: 2. ANIC, Carol I, VD-334]

[Mon Repos.] Mittwoch 4 Uhr. 20t Oct. 69.

pr. Weinburg 22t Oct. 69

Mein Meister! Im Begriffe, nach der Abreise von Szathmari¹⁰ meine Sachen aufzuräumen, erfaßt mich eine solche Sehnsucht nach Deiner Nähe, daß ich Dirs schnell sagen muß, um nicht in eine dumme, weiche Stimmung zu gerathen. Es ist mir wie ein nie endender innerer Jubel: Er ist mein, er ist mein! Carl, ich habe Dich furchtbar lieb. – Ein bißchen leid hast Du mir doch gethan, wie Du gesagt hast, ich sei kalt; & jetzt wo Dein liebes Gesicht Deine Worte nicht lügen¹¹ straft, nehmen sie eine viel ernstere Gestalt an, & es ist mir, als glaubtest Du das wirklich, – & ehe ich mich versehe, ist eine Thräne aufs Papier gefallen.

¹⁰ Carol Popp de Szathmári (1812-1887). Maler, Grafiker und einer der ersten Kunstfotografen in Rumänien, Hoffotograf König Carols I. von Rumänien.

¹¹ Sic! Wort im Original klein geschrieben.

Nicht wahr, wie dumm?– Aber siehst Du, Du kennst die scheue, verschlossene Mädchennatur nicht so recht, die sich nur schwer aufthut & sich fast vor sich selber schämt über jede Äußerung von Zärtlichkeit. Ich bin nie im Leben zärtlich gewesen, aber kalt war ich doch nur bei übergroßem Herzweh, sonst nicht.

Jetzt, wo ich's schreibe, schäme ich mich nicht, es zu sagen & immer wieder [2] zu sagen: Ich habe Dich furchtbar lieb! Denke nur nicht, daß ich es nicht mit demüthiger Dankbarkeit hinnehme, einen solchen Mann zu bekommen, wie Du bist, wieviel hundertmal am Tage sage ich mir: „Mein Gott, wie habe ich solches Glück verdient!“ Fast meine ich, ich hätte noch nicht genug gearbeitet & gelitten, um dessen werth zu sein, aber das unverdiente Glück ist gerade das allerschönste! O Carl, ich verspreche Dir heilig, ich will Deiner werth werden, ich will es verdienen, mit Dir Eins zu sein!

Jetzt wirst Du vielleicht über mich lächeln, oder sagen ich sei schwärmerisch, auf all' das bin ich gefaßt, aber es erschreckt mich nicht; dazu habe ich Dich viel zu lieb; Du kannst mir sagen was Du willst, Du bist ja mein Meister. Und glaube ja nicht, daß Deine Worte nicht tief in mein Herz fallen, weil ich oft nicht dergleichen thue – ich kann nur nicht sprechen, wenn mirs auch das Herz abdrückt, jedes Wort kommt mir schwach & nichtssagend vor, gegen die große Liebe, die mich ganz erfüllt. Alles, alles wird bewahrt & nie mehr vergessen, vielleicht wirst Du das im späteren Leben einmal herausfinden.

[3] Auf einmal kommt mir die Todtenstille hier im Hause ganz peinlich vor; es ist doch so wie sonst, nur daß ich noch in Papa's¹² Zimmer, auf Deinem Platz sitze, weil ich mir einbilde, ich wäre Dir dann näher. Ich sehe im Geist Dein liebes Gesicht, während Du meinen Brief liesest, oder vielmehr durchfliegst; Du sollst nicht böse aussehen, sondern ganz sanft & geduldig & mir glauben, so fest wie ich Dir glaube & Deinen lieben, treuen Augen. Das weiß ich, daß ich eine Monatelange Trennung von Dir nicht gut ertragen könnte; denn in den wenigen Tagen habe ich schon gelernt, meinen Halt & meine Stütze in Dir zu suchen & diese Kunst hat mir fabelhaft wenig Mühe gekostet.

Mein Bild ist sehr hübsch geworden, ich habe noch eine halbe Stunde gegessen & dann hat der gute Mensch ganz bewegt & mit Thränen in den Augen von mir Abschied genommen. Ich habe ihm aufgetragen, wenn er vor mir in Rumänien wäre, den Menschen dort zu sagen, daß ich mich von Herzen freue & daß ich tief gerührt sei von der Wärme, mit der sie [4] mich begrüßt hätten. War das recht so?–

Mama läßt Dich bitten, Deinen Aeltern¹³ zu sagen, wie gern sie Dir ihr Kind gebe & wie sie keine Familie wüßte, ich¹⁴ die sie mich so freudig hineinkommen sähe als in die ihrige. Und von mir sage Deinem Vater, was ich gar nicht so sagen kann, wie ich es fühle von Rührung & Dankbarkeit über einen solchen Brief! Als seine dankbare Tochter küsse ich ihm die Hand für solche Liebe, für solche aus tiefster Seele geschriebenen Worte.–

Ich freue mich wie ein Kind auf die Weinburg¹⁵, mag es dort kalt oder warm sein, das ist ganz einerlei, ich bringe genug inneres Feuer mit, um von keiner ungünstigen Witterung etwas zu fühlen.

¹² Elisabeths Vater Fürst Hermann zu Wied (1814-1864), 4. Fürst zu Wied.

¹³ Carols Eltern waren Fürst Karl Anton von Hohenzollern-Sigmaringen (1811-1885) und Fürstin Josefine von Hohenzollern-Sigmaringen (1813-1900), geborene Prinzessin von Baden.

¹⁴ Sic! Korrekt: „in“.

¹⁵ Schloss Weinburg in Thal bei Rheineck (in der Schweiz) war von 1817 bis 1929 der Herbstsitz der Fürstenfamilie von Hohenzollern-Sigmaringen.

Carl, mein eigen, wie habe ich Dich so lieb! Und wenn ich Dir's zehnmal gesagt habe, so weißt Du es doch noch lange nicht. Weißt Du, ich habe das Wort: „verliebt“ so ungern, weil ich immer nur gebraucht habe, wenn der Zorn des Gerechten mich erfüllte über eine Courmacherei, & darum war ich nur so erschrocken, wie Du es sagtest, als hätte ich etwas Unrechtes gethan. Ich dachte nicht daß man es sagen könnte für etwas so Heiliges wie das was ich für Dich fühle. Gott segne Dich, Du treues, starkes Herz, ich bin Dein, bis weit über den Tod hinaus!

Elisabeth

5. Gedicht-Handschrift: „Kalt soll ich sein?“, Monrepos, 21. Oktober 1869

[Briefpapier, schwarze Tinte, 1 Seite, mit dem Brief vom 31. Oktober 1869 versendet¹⁶. ANIC, Carol I, VD-333]

Kalt soll ich sein? und fühl' doch Lieb' und Wärme
Und Feuer mir durch alle Adern strömen,
Ein unvergänglich Feuer, das entzündet
An starker, heil'ger Liebe Operflamme!

Kalt soll ich sein? O wär' doch niemals kälter
Ein Menschenherz! So weit wird mir's und weiter,
Bis ich Ihn ganz, den Großen, Edlen, Starken,
Sowie im Meer von Sonne sanft umschließe!

Kalt soll ich sein? Des Bergstroms schaum'ge Wellen
Sind kalt wie Eis und wild der Einsamkeit entronnen –
Doch fang' ihn auf, bring' ihn in Feuers Nähe,
Und sieh ob seine Gluth dich nicht verzehre!

D. 21. Oct. 69

6. Elisabeth: Monrepos, 21. Oktober 1869

[Briefpapier mit farbigem Abdruck der Ortsangabe „Mon Repos“ auf der ersten Seite des 4-seitigen Briefbogens in der Seitenmitte oben, schwarze Tinte, 4 Seiten; auf Seite 1 in der linken Ecke oben Briefnummer: 3. ANIC, Carol I, VD-335]

[Mon Repos.] Donnerstag, d. 21 Oct. glaub' ich 69.

pr. Weinburg, 22t Oct. 69

Mein eigener Carl! Wieder sind eine Anzahl Telegramme aus Rumänien an Dich gekommen, das letzte auf französisch an mich, aus einer Stadt, die ich nicht lesen kann, es macht mir aber sehr große Freude, & ich bringe sie Dir Alle mit, nebst einigen Briefen, die Du durchaus lesen mußt, weil sie so charakteristisch sind. Gestern Abend habe ich noch

¹⁶ Das am 21. Oktober datierte Gedicht wurde mit dem Brief vom 31. Oktober 1869 an Carol zugesandt.

mit zufallenden Augen in Boerescus¹⁷ Buch studiert, mußte es aber endlich aufgeben, weil ich einen Satz mehrmals lesen mußte, bis ich den Sinn in mich aufnehme. In der Weinburg machen wir wunderschöne Depeschen an all' die guten Menschen, die telegraphiert haben; Du sollst sie Dir auch nicht allein ausdenken, denn ich weiß Manches zu sagen. [2] Eben habe ich Briefe von Onkel Nicolas¹⁸ & O. Adolph¹⁹ bekommen, ersterer voll wehmüthiger Erinnerung an die Vergangenheit, letzterer voll gutmüthiger Neckerei. Ich will ihnen gleich antworten & dann an Werthern²⁰ schreiben & den zur Hochzeit einladen. Das wird Dir wohl recht sein. Mit dem will ich auch in Correspondenz bleiben, das kann Dir von Nutzen sein. Ueberhaupt habe ich einige Correspondenzen, die Dir gewiß lieb sein werden, & die ich in den letzten Monaten habe einschlafen lassen, weil ich Nichtintimen gar nichts zu sagen hatte aus meinem thatenlosen Stillleben heraus.

Ich kann Dir heute nicht viel schreiben, weil ich vor Tisch noch einige Dankbriefe absolvieren will, nur sagen wollte ich Dir, daß Du allein meine Gedanken für Dich genommen hast & mir [3] keine mehr übrig gelassen, für andere Menschen & Dinge. Daß ist aber gar nicht klug von Dir; denn es will mir doch scheinen, als könntest Du manchmal auch meinen Kopf gebrauchen.

Ich habe nie gedacht, daß ich einem Manne gern folgen würde; ich meinte immer, daß Losreißen wäre zu fürchterlich, – & jetzt?!– Heute sprach ich von der Zeit wann ich fort sein würde & da bat mich Fräulchen²¹ mit niederstürzenden Thränen, nicht davon zu sprechen: „Ich kann's nicht ertragen, sagte sie, denn Sie sind doch immer unsere kleine Sonne gewesen!“ & ich hörte sie ganz ruhig an; es würde mir nicht einmal schwer um's Herz – ist das nicht sonderbar?

Eben kommt ein Mann um meine Füße in Gyps abzugießen; [4] die laufen dann nach dem Haag & holen sich dort Stiefel. Wenn Du sehr lieb bist, so bekommst Du vielleicht bei der Gelegenheit meine Hand. Eigentlich ist mir's ungeheuer unangenehm; aber die Schuhmacher hier sind ganz unmögliche Menschen.

Ich nehme Deine liebe Hand im Geist & drücke sie an meine Lippen & auf meine Stirn & bin so glücklich!

Marie²² danke innig für ihren lieben Brief.

Deine Elisabeth

¹⁷ Vasile (Basil) Boerescu (1830-1883), rumänischer Universitätsprofessor der Rechtswissenschaften in Bukarest, liberaler Politiker und Minister unter Fürst Carol I. von Rumänien.

¹⁸ Prinz Nikolaus von Nassau (1832-1905), jüngerer Halbbruder der Mutter Elisabeths, seit 1868 in morganatischer Ehe mit Natalia von Merenberg, geborene Puschkin (1836-1913), Tochter des russischen Dichters Alexander Puschkin (1799-1837), verheiratet.

¹⁹ Prinz Adolph von Nassau (1817-1905), älterer Bruder der Mutter Elisabeths, wurde 1839, nach dem Tod seines Vaters, Herzog von Nassau. Er war in zweiter Ehe mit Prinzessin Adelheid von Anhalt-Dessau (1833-1916) verheiratet.

²⁰ Graf Georg von Werthern (1816-1895), preußischer Diplomat.

²¹ Fanny Lavater, ehemalige Erzieherin der Fürstin-Mutter Marie zu Wied (1825-1902), geborene Prinzessin von Nassau, und nach dem Tod des Fürsten Hermann zu Wied (1814-1864) Kammerfrau der Fürstin-Witwe.

²² Marie von Hohenzollern-Sigmaringen (1845-1912), die jüngste Schwester Carols, durch Heirat 1867 mit Philipp von Flandern, Prinzessin von Belgien.

7. Frankfurt, 29. Oktober 1869

[Briefpapier: 4-seitiger Briefbogen, schwarze Tinte, 6 Seiten; auf Seite 1 in der linken Ecke oben Briefnummer: 4. ANIC, Carol I, VD-336]

Frankfurt d. 29. Oct. 69

pr. Weinbg, 30t Oct. 69

Mein Meister! Nun bist Du doch zu kurz gekommen; anstatt gestern Abend schreibe ich erst heute Morgen. Du wirst eben gleich erfahren warum & dann wirst du mir verzeihen. Ich sehne mich nach Dir, Du mein eigen! Wenn man einen Menschen lieb hat, so läßt man sich nicht an seinem Geiste genügen oder an dem Bewußtsein, daß man sein Herz ausfüllt, man will es sehen in seinem lieben Gesicht, es hören von seinen Lippen, es fühlen an dem festen Druck seiner Hand. Ach & wenn Du mir hundertmal sagst, daß Du mich lieb hast, so ist es mir immer neu & klingt mir immer wie die herrlichste Musik. Was ich auch bei Tage thue, wenn ich Nachts erwache, so denke ich an Dein Wort: „Eine neue Welt sagt nicht genug, denn es ist der Himmel!“ O Carl, Gott segne dich tausendmal für all' die Glückseligkeit die Du mir ins Herz gießest, für die starke Liebe mit der Du mich an Dich gekettet hast. Du mußt mir [2] versprechen, daß Du nie an mir zweifeln willst, niemals & daß Du nicht soviel von mir erwartest, daß Du hernach enttäuscht wirst – sonst werde ich Dir stets vorwerfen, daß Du doch Mama geheiratet hast & nicht mich!–

Die Fahrt nach Ulm, ohne Ofen, ohne Fußwärmer, war ganz abscheulich kalt & hatte mein Catarrh eine sehr heftige Gestalt angenommen. Im tiefen Schnee stiegen wir aus & frugen nach den warmen Zimmern & Betten, die wir bestellt hatten. Es war aber alles kalt & wir liefen in Mänteln herum, bis es warm wurde; ich trank beständig heiße Milch & süßes Wasser, so daß ich bis heute noch nicht zum Husten gekommen bin. Von Ulm telegraphierte Mama nach Stuttgart²³ an Onkel Fritz²⁴: „Wenn Deine Gesundheit es erlaubt, so freute es mich sehr, Dich an der Eisenbahn zu sehen.“–

Ich wurde eingepackt, diesmal mit Fußwärmern, mit dem grauen Schleier & drüber einem wollenen Schettlandschleier & zum Schweigen verdammt, wodurch ich viel schlief, [3] was das einzige Verständige war, in dem Schneegestöber, das jede Aussicht unmöglich machte. Allmählich wurden wir sehr hungrig & freuten uns recht auf unser warmes Frühstück in Stuttgart. Wie wir das anfahren war Onkel Fritz noch nicht da & Bibra²⁵ stieg aus um uns das Frühstück in den Waggon zu schicken & O. Fr. zu suchen. Er fand ihn auch; d.h. er wurde förmlich hingeführt, weil er nicht glauben wollte, daß das Jammerbild vor ihm es sein könnte. Einen Augenblick war er auf dem Punkt zu sagen, Mama habe den Zug verfehlt. Dann aber entschloß er sich doch, kam rasch an den Waggon & fragte sehr laut: „Wollen Durchlaucht nicht aussteigen? & leise: „Das ist der Prinz, – aber laßen Sie Prinzeß im Wagen“, & hielt mich fest zurück, um mich vor dem Schock zu bewahren.

Hinter ihm stand der arme, arme Mann, der einmal der schönste Mensch seiner Zeit war, dessen Gesicht jetzt aber keinem Menschenangesicht mehr ähnlich sieht. Anstatt der Nase ist eine ungeheure, blau- [4] geaderte Fleischmasse, mit verschiedenen Höhen & Tiefen,

²³ Ältere Schreibweise für Stuttgart.

²⁴ Prinz Friedrich von Württemberg (1808-1870), Vater des späteren Königs Wilhelm II. von Württemberg (1848-1921) und ein Bruder der Stiefgroßmutter Elisabeths, Herzogin Pauline von Nassau (1810-1856).

²⁵ August von Bibra (1808-1894), fürstlich wiedischer Kammerdirektor.

das eine Auge ist ganz zu, das andere schon von seinem richtigen Platze verdrängt – so oft ich daran denke, kommen mir die Thränen in die Augen. Er sprach nicht davon, sagte nur, er sähe fast nichts mehr; das erklärt mir auch, daß er sein Gesicht auf keine Weise verhüllt. Und denke Dir, zu aller Plage hat er eine böse Frau! Daß man einen solchen Menschen nicht umbringen darf – es wäre ja eine Wohltat. – Nun aber kam das Frühstück & da blieb keine Wahl; Mama stieg ein & bat ihn, sich zu ihr zu setzen; obgleich sie von jeher uns an Alles gewöhnt hat & wir immer Alles ruhig angesehen haben, so wollte sie mir doch diesmal das Aergste ersparen & setzte mich in die fernste Ecke. Wir Beide haben den Heldenmuth ausgeübt zu essen, um dem armen Menschen es nicht zu zeigen; das war aber fast zu viel. Wie er fort war, fing Mama an zu würgen & ich bekam Kopfweh, das sich so steigerte, daß ich mich hier gleich hinlegen mußte, um für Onkel Adolphs Ankunft um 9 Uhr wieder menschlich zu sein.

[5] Von Darmstadt aus war meine Erzieherin mitgefahren. Die blieb bei mir sitzen & hielt mir die Hand, bis ich einschlief, so daß ich ganz erfrischt erwachte, als Onkel Adolph herkam. Er schloß mich sehr herzlich in seine Arme, neckte mich gar nicht & sprach sehr lieb mit mir. Er sprach von der großen Immoralität der rumänischen Frauen & meinte es würde für mich nicht leicht sein, diesem den gehörigen Ernst entgegenzusetzen & trotzdem meinen jugendlichen Frohsinn nicht einzubüßen. Ich muß sagen, Alles was er sprach war viel verständiger & viel mehr von Herzen kommend, als was ich von Augusta²⁶ habe anhören müssen. Ich kann mich noch jetzt ärgern über ihr dummes „Montiren“. Mama hat mir gesagt, sie könne glückliche Ehen nicht vertragen; sie ist immer ungeduldig über das eheliche Glück ihrer beiden Kinder – das erklärt allerdings Vieles! Die arme Frau ist das Entbehren des Schönsten im Leben so gewöhnt, daß sie es eine Affectation findet, wenn es [6] andere besitzen.

Eben kommt Mama herein & läßt Dir sagen, sie hätte schon 2 Kammerfrauen & eine Garderobiere in Aussicht; die Garderobiere ein großes, starkes Mädchen von Biebrich, spricht französisch. Die eine Kammerfrau ist zwischen 40 & 50, aber gesund, die andere ist erst 25, war 2 Jahre in Frankreich, hübsch, wird aber als tüchtig gelobt. Ich würde eher zur jüngeren hinneigen, obgleich man bei der alten (die auch Französisch kann) für manche Dinge ruhig sein kann, während für eine junge & hübsche doch etwas gesorgt werden muß. Alle drei sind bereit, nach Monrepos zu kommen & sich zu zeigen. Du mußt nur umgehend schreiben, welchen Gehalt zu Beiden geben willst.

Eben schlägt es ½ 10; das Frühstück ist da, ich muß fort. Mama drückt einen mütterlichen, segnenden Kuß auf Deine Stirn – von mir bekommst Du auch einen, wenn auch gerade keinen mütterlichen! Morgen früh schreibe ich noch einmal von hier aus. Mir geht es heute sehr viel besser. Gott mit Dir! Deine Braut
(nicht durchgelesen)²⁷

8. Frankfurt, 29. Oktober 1869

[Briefpapier: 8-seitiger Briefbogen, schwarze Tinte, 3 Seiten; auf Seite 1 in der linken Ecke oben Briefnummer: 5. ANIC, Carol I, VD-337]

Frankfurt d. 29. Abends.

²⁶ Königin Augusta von Preußen (1811-1890), die Gemahlin von Wilhelm I. (1797-1888). König von Preußen und ab 1871 erster deutscher Kaiser.

²⁷ Bemerkung Elisabeths im Originalbrief.

pr. Weinbg 30t. Oct. 69

Mein Herzensliebster! Ich bin zu vergnügt, eine Veranlassung zu haben, Dir heute noch einmal zu schreiben, – am Liebsten würde ich gar nichts Anderes thun, weil ich doch nichts anderes denke als nur immer an Dich, Carl, mein Meister! Das Übrige kümmert mich so unglaublich wenig. Erstens schicke ich Dir 2 Paar Handschuhe, das Eine N^o 8 das andere N^o 7; sie werden Dir möglicherweise beide nicht passen.

In wenig Tagen bekomme ich eine Auswahl von 7 ½ & 7 ¾, schreibe mir, welche Nummer Dir paßt & die zwei kannst Du mir Beide zurückschicken, wenn sie zu groß oder zu klein sind. Das ist aber nicht die Hauptsache, von der ich schreiben will: ich habe eine [2] dritte in Aussicht, als Kammerfrau. Die Alte von heute Morgen kann sich nicht entscheiden, so weit weg zu gehen, die Junge soll sehr ordentlich sein, aber ein einfaches Mädchen. Diese dritte nun ist eine Frau von Witzleben²⁸, eine gebildete Frau von sehr guter Familie & äußerst feinen Manieren, deren Mann ihr Vermögen verschwendet hat, & die um ihre 9 Kinder zu ernähren, mit Nähen! ihr Brod verdient hat. Sie ist also an die niedrigsten Dienste gewöhnt, würde sich für keinen zu gut halten, ist etwa 46 Jahre alt & hat sich mit außerordentlicher Respectabilität durchs Leben geschlagen. Ihre Kinder sind alle untergebracht, bis auf's Letzte, das sie auch noch unterbringen kann. Sie weiß noch nicht daß Bertha Preen²⁹ [3] sie uns vorgeschlagen & diese will eben hinfahren & sondieren. Bitte telegraphiere mir, ob Du irgend etwas Besonderes einzuwenden hast, sonst würde ich sie sehr gern nehmen. Mich lockt die ältere Frau & ihre Vornehmigkeit erschreckt mich nicht, da sie sich schon in so Vieles hat schicken müssen. Natürlich spricht sie Französisch & Englisch etc.–

Morgen um 2 Uhr fahren wir nach Monrepos; ich hoffe, Du hast diesen Brief schon Morgen Abend.

Carl mein eigen, ich habe Dich sehr lieb, nicht wahr, wie neu?

Ich sehne mich nach Dir.

Die Deine!

pr. Weinburg 30t Oct. 69

9. Monrepos, 31. Oktober 1869

[Briefpapier mit Abdruck der Ortsangabe „Mon Repos“ jeweils auf der ersten Seite des 4-seitigen Briefbogens in der Seitenmitte oben, schwarze Tinte, 12 Seiten; auf Seite 1 in der linken Ecke oben Briefnummer: 6. ANIC, Carol I, VD-338]

[Mon Repos.] d. 31. Oct. 69. Morgens 7 ½ Uhr.

pr. Weinburg, 1t Nov. 69

Carl, mein eigen! Tausend innigen Dank für Deinen lieben Brief, den ich gestern Abend bei meiner Ankunft fand. Wenn Du wüßtest wie gierig ich nach jedem liebevollen Worte suche, Du würdest sie alle noch viel lieber hinschreiben im Gedanken, wie Dir mein junges Herz entgegenschlägt.

Jeden Tag daß ich Dich gesehen habe, hatte ich Dich noch lieber als den vorigen! Wenn das mein Lebenlang so fortgeht, so kann es gut werden. Ich glaube auch, daß wenn man erst die kleinsten Falten im Charakter eines Menschen kennt, man erst wirklich von Liebe

²⁸ Baronin von Witzleben war die Kammerfrau Elisabeths bis um das Jahr 1890.

²⁹ Bertha von Preen, Hofdame der Herzogin von Nassau.

reden darf. Ich habe in den Tagen in der Weinburg so Manches von Dir gesehen, bei dem ich hätte jubeln können & sagen: Und das wird mein Mann!– Ich meine, so sollte [2] es immer sein, daß man auf seinen Mann stolz ist, nicht wie die arme Maroussi³⁰, die ich oft im Salon habe blauroth werden sehen, über die Dummheiten, die ihr Mann³¹ sprach.

Mein Meister! ich bin sehr stolz auf Dich, gerade als wäre ich daran Schuld, daß Du so gut bist! Du bist mein, Du bist mein! so jubelt es beständig durch meine Seele; & dann sehe ich Dein liebes Gesicht vor mir in allen Stimmungen, in denen ich es schon gesehen, auch an dem Abend beim Spinn wo ich so Angst hatte, ich wäre dran Schuld.

Ich schreibe Dir noch aus meinem guten Bettchen. Es ist so bitter kalt, daß Mama gern möchte, ich bliebe bis Mittag liegen, damit sich mir die Erkältung nicht auf die Brust lagert. Ich bin es auch ganz zufrieden, wenn ich nur schreiben kann & nicht in Einsamkeit meine Gedanken verkauen muß.– Es ist doch zu [3] Hause auch sehr hübsch, trotz Schnee & Stille & Einsamkeit. Ich werde Deinem Rath folgen & mir auf Tage Freundinnen einladen, Luise Bibra z. B. denn Mama wird viel zu thun haben & dann ist es langweilig. Ich werde mich in keine Angst hineinjagen; darüber sei unbesorgt. Ich kann jetzt ohne das mindeste Zittern vom Hochzeitstag & Einzug sprechen, das ist doch schon ein großer Fortschritt, nicht wahr? Du sollst sehen, ich werde von einer unerschütterlichen Ruhe sein, vielleicht desto mehr, weil ich sie erkämpfen muß.

In meinem letzten Brief hatte ich Dir noch nicht erzählt, daß Tante Adelheid³² vom Königstein gekommen war & sehr lieb & herzlich. Beide sind den Tag sowohl wie gestern den ganzen Morgen unermüdlich für mich thätig gewesen, mit uns gelaufen in allen Läden durch Schnee & Schmutz [4] & sehr gute Ratschläge ertheilt.

Was sagst Du dazu, daß Mama eigentlich in 2-3 Tagen mein ganzes Trousseau bestellt hat? Ich finde, es gleicht ihr.

Onkel Adolph hat mir versprochen, uns in Bucharest zu besuchen, aber in Frankfurt, da wärest Du doch noch Prinz v. Hohenzollern, nicht nur Fürst v. Rumänien & da bäte er, entweder daß wir wo anders übernachteten, oder daß er es vorher wüßte & weggehen könnte. Die unglückliche Correspondenz mit dem Vater wird von ihm nie überwunden oder vergessen werden. Er freute sich aber sehr für mich und wie gesagt, versprach uns zu besuchen, sowie auch Graf Castell³³. Von Werthern fand ich einen ganz charmanten Brief vor, er wird den 14t hier eintreffen. Ist das nicht zu nett? Ich freue mich ungeheuer daß der liebe Mensch [5] kommt. Er hat so hübsch über Dich geschrieben. Von einigen Menschen wirst Du der Fürstmissionar, von andern Lohengrin etc., etc. genannt. Es ist doch amüsant, die verschiedenen Arten von Glückwünschen zu lesen, einige so innig, andere so überschänglich. Es kamen Gestern Briefe von mehreren Menschen, die wir nur einige Male hier gesehen haben, von Léon Favre (Bruder vom Redner Jules³⁴), von dem

³⁰ Prinzessin Maria von Baden, geborene Maximilianowna von Leuchtenberg (1841-1914), auch Marusya genannt, war seit 1863 mit Prinz Wilhelm von Baden (1829-1897) verheiratet.

³¹ Prinz Wilhelm von Baden (1829-1897), ein Sohn des Großherzogs Leopold von Baden (1790-1852).

³² Adelheid Herzogin von Nassau (1833-1916), geborene Prinzessin von Anhalt-Dessau.

³³ Graf Philipp zu Castell-Castell (1840-1876), Hausmarschall des Herzogs Adolph von Nassau (1817-1905).

³⁴ Jules Favre (1809-1880), französischer Politiker.

Geologen, Prof. Peters³⁵ aus Berlin, dann auch ein sehr, sehr hübscher Brief von Sturdza³⁶; kurz von Nord & Süd, aus aller Herren Länder gehen Briefe ein; ich habe fast noch bei keiner Verlobung eine solche Theilnahme erlebt. Auch sehe ich erst, wieviele Menschen zu uns in Beziehungen stehen, es ist kaum zu glauben, daß wir [6] soviel Menschen genau kennen, nach dem Stilleben das wir geführt. Meine Aeltern sind ihr Lebenlang Magnete gewesen, die Viele angezogen & nicht wieder losgelassen haben. Die rührende Treue die wir von so Vielen erfahren haben, geht als ein warmer Sonnenschein mit mir in mein neues Leben hinein, & wenn es mir nicht gelingt, dort dasselbe zu erfahren, so werde ich es mir selbst zum Vorwurf machen & Niemand Anderem.

Frau von Witzleben habe ich gestern Morgen gesehen & bin ganz entzückt von ihr. Eine große, würdevolle Gestalt, mit ernstem & doch freundlichem Gesicht, dem man die frühere Schönheit & die überstandenen Leiden sehr wohl ansieht, sehr ruhig im Sprache & Bewegungen, durchaus das Gepräge von guter [7] Erziehung & guter Gesellschaft. Man konnte dem Zucken ihrer Lippen die furchtbare Gemüthsbewegung ansehen, in der sie sich befand, zugleich aber auch die Gewohnheit, sich zu beherrschen. Sie sagte, das Dienen würde ihr nicht schwer werden, sie sei an die größten Demüthigungen gewöhnt, das Einzige sei die Trennung von dem kleinen Mädchen, das sie nun in Pension thun müsse. Ihre erwachsenen Töchter sollen sehr schön & sehr tüchtig sein; die eine ist Erzieherin, die andere Malerin³⁷, die dritte wird zum Lehrfach ausgebildet. Ihren Mann hat Onkel Adolph das Holzschnitzen lernen lassen, was er sehr schön machen soll & zum ersten Mal in seinem Leben arbeitet. Ich höre, er habe sich an den Vater gewandt, um Anstellung an einer rumänischen Eisenbahn; laß Du ihn ja aus dem Lande. [8] Ich sagte ihr, ich könne sie nicht fest engagieren, bis Du geantwortet hättest, ich wünschte es aber sehr, seitdem ich sie gesehen. Sie soll nur ihre Stellung nicht als unbedeutend auffassen, indem sie selbst jetzt noch nicht wüßte, welche Stütze sie mir sein könnte & daß ich mich hauptsächlich auf ihre Verschwiegenheit *à toute épreuve* verlassen müßte & auf die größte Vorsicht in Worten & Briefen. „O Durchlaucht, ich habe Schweigen gelernt!“ sagte sie zu mir. Dann sagte ich ihr auch daß ich mich nie um Toilette bekümmern dürfte, daß sie aber nie vergessen dürfte, daß mein Anzug auch eine Sprache dem Volke gegenüber wäre – etc. Sie meinte, sie dürfte von sich sagen daß sie Geschmack habe & diese Dinge verstünde. <Französisch sei ganz wie ihre Muttersprache.> Nun glaube ich, weißt Du Alles & ich hoffe so sehr, Du schlägst mir diesen Wunsch nicht ab, daß wenn Du mir heute Nein telegraphierst, so erwarte ich doch noch die Antwort auf diesen [9] Brief bevor ich ihr abschreibe.

Heute Nacht habe ich geträumt, Du sprächest Französisch mit mir & ich gab mir die größte Mühe, um Dir meinen guten Willen zu zeigen, aber endlich mußte ich es aufgeben; es wollte gar nicht gehen. Du warst doch nicht böse, denk' Dir, sondern Du hast gelacht. Ueberhaupt träume ich immer so lieb von Dir, daß ich nachher den ganzen Tag ein angenehmes Gefühl habe.

³⁵ Vermutlich ist der Geologieprofessor Carl Ferdinand Peters (1825-1881) gemeint, Professor an der Universität von Wien und ab 1867 Dekan der philosophischen Fakultät in Graz.

³⁶ Dimitrie A. Sturdza (1833- 1914), rumänischer Jurist, Diplomat und viermal Premierminister unter König Carol I. von Rumänien. Sturdza war einer der eifrigsten Förderer bei der Wahl Prinz Karls von Hohenzollern zum rumänischen Fürsten 1866. Er übersetzte auch den Band „Pelesch-Märchen“ von Carmen Sylva ins Rumänische (rumänische Erstausgabe 1882, deutsche Erstausgabe: 1883).

³⁷ Lätitia von Witzleben (geboren 1849), Porträtmalerin.

Eben kommt ein Brief vom Photographen, der sagt, bei dem trüben Wetter könne er täglich nur zwei Abdrücke machen & deshalb käme er so langsam von der Stelle. Ist das nicht langweilig?

Der liebste Brief von all' denen gestern Abend war aber der von Tante Sophie³⁸, so einfach, natürlich & innig. Sie möchte so gern Dir nicht fremd sein. Sie muß aber die Herreise aufgeben, sie ist weit, kalt & theuer, die Kinder sind in [10] gutem Zuge & würden gestört werden, wenn sie fortginge. Das sind Alles gewichtige Gründe, es ist ihr selbst ein großes Opfer. Mir thut es leid, daß Du sie nicht siehst, Du würdest sie gern haben & ihre Klugheit & Klarsicht zu schätzen wissen. Die wäre eigentlich viel besser für Dich wie ich; sie ist wenigstens viel klüger. So ein Faselhans wie Onkel Oscar³⁹ hat doch Glück gehabt, daß er eine verständige Frau bekommen hat; ich meine nur immer er sei ihrer nicht werth, er macht mir nicht den Eindruck von einem guten & reinen Menschen; ich schüttelte mich vor ihm, trotz all' seiner Gaben & Talente. Du mußt es aber Niemand sagen.

Den Brief von Werthern lege ich bei. Du darfst ihn aber nicht verlieren. Er ist so charakteristisch, immer wechselnd zwischen Humor & Gemüthlichkeit, gerade wie [11] der liebe Mann ist. Mich freut es so, daß er Dich meinen Viking nennt & wenn Du einmal die Frithiofssage gelesen hast, so wirst Du wissen warum. Du mein edler Viking, Du treues Herz, ich habe Dich sehr lieb – bist Du nicht froh?– Ich lege Dir ein Gedicht⁴⁰ bei, das ich den Tag nach Deiner Abreise von Monrepos gemacht habe, als Antwort auf Was wirst Du selbst sehen. Mein erstes ungereimtes Gedicht ist es; die Reime scheinen mir meinen Gedanken zu sehr abzuschwächen & sie sind ja auch gar nicht nötig, damit etwas Poesie sei. Ich schicke es Dir, weil Du es ja doch einmal lesen wirst, da Du mich aus meinen Gedichten erst ganz kennen lernen kannst, glaube ich, wenigstens einige Seiten, die im gewöhnlichen Leben nicht so leicht zum Vorschein kommen.

Eben kommt ein Brief [12] von Wilhelm⁴¹, daß der Bischof von Trier unsere Trauung refüsirt; also doch. Mir wäre es sehr lieb, wenn es doch noch durchgesetzt würde, besonders wegen der Mutter⁴². Carl, sage aber nicht gleich so schroff: „Dann werde ich Griechisch!“ Warte noch ein wenig, sei geduldig; es ist mir auch wegen der Mutter. Du weißt, mir ist es ja ganz gleich ob Du katholisch oder griechisch bist, wenn Du nur fromm bist & doch tolerant bleibst – auf das Dogma kommt es bei Gott nicht an. Aber wenn es nicht sein muß, so möchte ich nicht daß Du Thränen in die traurigen Augen Deiner Mutter locktest, & wenn Du zehnmal im Recht bist. Sei nicht böse, daß ich so schreibe; ich bin ja nur ein Mädchen & nicht so stark wie Du & <würde> nicht gern meinen Sohn so leicht von meiner Kirche zur andern gehen sehen. Bitte, sei nicht böse. Hältst Du es für Recht, so ist es recht in meinem Herzen & ich halte zu Dir, das weißt Du!

Ewig die Deine!

³⁸ Kronprinzessin Sophie von Schweden (1836-1913), geborene Prinzessin von Nassau, die jüngste Halbschwester von Elisabeths Mutter, seit 1857 mit Kronprinz Oskar II. von Schweden verheiratet, ab 1873 Königin von Schweden und ab 1905 auch Königin von Norwegen.

³⁹ Kronprinz Oskar II. von Schweden (1829-1907), ab 1873 König von Schweden und ab 1905 auch König von Norwegen.

⁴⁰ Siehe das Gedicht: „Kalt soll ich sein?“ vom 21. Oktober 1869 (ANIC, Carol I, VD-333).

⁴¹ Elisabeths Bruder, Fürst Wilhelm zu Wied (1845-1907).

⁴² Carols Mutter, Fürstin Josephine von Hohenzollern-Sigmaringen, geborene Prinzessin von Baden (1813-1900).

10. Monrepos, 1. November 1869

[Briefpapier mit farbigem Abdruck der Ortsangabe „Mon Repos“ jeweils auf der ersten Seite des 4-seitigen Briefbogens in der Seitenmitte oben, schwarze Tinte, 12 Seiten; auf Seite 1 in der linken Ecke oben Briefnummer: 7. ANIC, Carol I, VD-339]

[Mon Repos.] d. 1. Nov. 69. Früh 7 ½ Uhr.

pr. Sigmaringen, 4t Nov. 69

Mein Meister! Ich schreibe Dir noch einmal im Bett. Ich bin gestern den ganzen Tag liegen geblieben & soll heute noch im Bett frühstücken. Die ungesunde Zeit hat in Monrepos angefangen, die Zeit in der man keinen warmen Fuß mehr hat, sobald man auf ist, & darum will Mama mich so ungern heraus lassen, so lange ich noch huste.

Ich habe keine rechte Ruhe; ich denke beständig an Dich, an Deine augenblickliche Stimmung, an Deinen Ausdruck wie die Mutter sagte: „*J'en mourrais de chagrin!*“ – Bitte, Du mein eigen, übereile Dich nicht; ich weiß wohl, wenn Du einmal etwas gesagt hast, so bleibst Du auch dabei, darum sage es nicht [2] zu schnell. Du hast Dir die Liebe des Volkes erworben, ohne zu seiner Kirche zu gehören. Wenn Du übertrittst, so wird es bald werden, wie in Rußland, wo sie den Uebertritt fordern. Lehre ihnen, andre Kirchen in Dir & mir zu achten. Es empört sich etwas in mir gegen den Gedanken, daß Du aus äußerlichen Rücksichten übertrittst, gerade wie Heinrich IV.⁴³ Und dann noch Eins: die Opfer die mir auferlegt werden, scheinen mir leichter, wenn es mir ist als brächtest Du sie auch, oder als könntest Du wenigstens begreifen, was mir dabei schwer wird. Wenn Du es thust, so verspreche ich Dir daß Du nie ein Wort der Klage von mir [3] hören wirst, nie, aber darum sage ich Dir lieber vorher Alles was ich auf dem Herzen habe, damit Du mir nicht vorwerfen kannst, ich sagte Dir nicht Alles. Mein Glaube an Dich oder mein Vertrauen zu Dir kann nicht erschüttert werden, wenn Du auch einmal gegen mein Gefühl handelst; ich denke daß ich gewiß später das Gute davon einsehen werde. Denn meine Bedenken gründen sich ja nicht auf die Beurtheilung des dortigen Verhältnisses, sondern entspringen aus der Furcht, dieser Schritt möchte ganz den entgegengesetzten Eindruck machen von dem den Du hervorbringen willst. Die Welt erträgt Fanatismus viel eher als was sie gleichgültig oder leichtsinnig [4] nennen kann, & da Du es ja doch nur der Welt & der Menschen wegen thun willst, so bitte überlege erst nach allen Seiten den Eindruck den es machen kann & muss.–

Ich weiß wohl, daß Du die Unterschiede für Nichts achtest, das thun aber die wenigsten; wie oft habe ich von Griechen der verschiedenen Länder gehört, daß sei mehr zum Protestantismus hinneigen als zum Katholizismus; der ihnen verhaßt ist, also wird denen Dein Uebertritt als etwas sehr Großes erscheinen, & wenn Du es *par dépit* thust, so kannst Du sie niemals glauben machen daß es aus Ueberzeugung geschehen ist.

Nun habe ich, glaube ich, Alles, alles gesagt, nun genug davon, ich bitte Dich nur, Carl, mein eigen, mein fester Halt & Anker, sei mir nicht böse oder betrübe [5] Dich nicht, daß ich so eifrig geschrieben habe; fürchte auch nicht, das werde jetzt so fort gehen; ich werde ganz still schweigen; das kann ich wirklich ganz gut, wenn ich will. Ich wünschte, ich hätte

⁴³ König Heinrich IV. (1050-1106) wurde von Papst Gregor VII. 1076 exkommuniziert. Der Büssergang Heinrich IV. nach Canossa im Jahr 1077. mit dem er sich dem Papst wieder unterwarf, war ein taktischer Zug des Königs, um einer Absetzung durch die Fürsten entgegenzutreten.

schon Deine Antwort, weil ich mich doch ein wenig vor Dir fürchte, nur ein wenig. Aber darum mußt Du es auch anerkennen, daß ich den Muth gehabt habe, Dir soviel zu sagen. Meine Feder ist bereits zum Schwefelhölzchen geworden & Mama fährt gleich nach Neu Wied. Ich muß mich von Dir trennen. Ich küsse Deine liebe Hand & möchte Dir gern um den Hals fliegen & in Deinen Augen Verzeihung lesen.

9. Uhr. Ich habe gefrühstückt & Mama ist fort, es geht Mittags [6] noch eine Gelegenheit für meinen Brief. Solange ich an Dich schreibe, halte ich es aus im Bett zu bleiben; dann aber stehe ich auf. Fräulchen liegt seit gestern auch zu Bett mit heftigem Catharrh, der alte Lang⁴⁴ ebenfalls; Mama hat aber Beide homöopathisch sehr erfolgreich behandelt, so daß der Hofrath nicht in all' dem Schnee hat zu kommen brauchen.

Mein Meister! Sage mir bald daß Du mir nicht böse bist, ich glaube, wenn Du mir jetzt sagtest: „Ich thue es nicht & Du bist daran Schuld“, so würde ich mich furchtbar erschrecken & wünschen, ich hätte Nichts gesagt. Aber es wäre Unrecht von mir still zu schweigen, selbst wenn alle meine Gedanken falsch sind; Du mußt doch wissen daß ich sie gehabt habe. Ich will Dir gegenüber nicht anfangen, mich zu verschließen, wie das sonst meine schöne Gewohnheit immer war, sonst kann ich ja nie Eins mir Dir werden. Doch finde ich alles Geschriebene [7] gleich so kalt & schroff, mir haben Briefe schon so furchtbar wehgethan, die nie so schlimm gemeint waren, daß ich bei jedem Wort das ich schreibe immer hinzusetzen möchte: Aber bitte nimm dir's nicht zu Herzen!

Du hast keinen Begriff, wie still es heute hier ist; das ruhige Athmen meines Hundes & das ebenso gleichmäßige Tröpfeln des Regens vor meinem Fenster sind die einzigen Laute die ich seit einer Stunde höre. Doch geht es mit meinem Briefe nur langsam voran; *sous prétexte*, von meiner unbequemen Stellung auszuruhen & den linken Ellenbogen zu streicheln, liege ich lange & träume vor mich hin, & immer dasselbe Lied singe ich wieder in meinem Herzen, von tiefen, innerem Glück, nicht stürmisch, verzehrend, leidenschaftlich, nein, sehr ein frommes Lied ist es, mit dem *refrain*: Ich habe Dich so lieb, so lieb, daß Menschenworte es nicht sagen können!

[8] Carl, weißt Du schon daß ich heute in 14 Tagen Deine Frau bin? Ist Dir's nicht komisch zu Muthe bei dem Gedanken, daß ich dann Dir gehöre, mein Leben, meine Kraft, meine Gedanken & Gefühle, das Beste was ich bin & habe, daß das Alles Deinem Dienste geweiht ist? Ich habe früher oft gewünscht, ein Mann zu sein, um mit kräftiger Hand mit eingreifen zu können in das große Leben – jetzt aber! O wie ganz anders bin ich in der kurzen Zeit geworden! jetzt scheint es mir das Schönste auf der Welt, eines edlen Mannes Frau zu sein & ihm zu dienen mit der ganzen Kraft meiner Seele. Sei ruhig, mein Dienst soll schon der Art sein, daß er Dich freudiger macht in dem Deinigen – dazu helfe mir Gott! Ich werde nicht zittern an dem Tage wo ich Dein werde; so ruhig werde ich im Kranz & Schleier vor Dir stehen, daß Du siehst wie still glücklich ich bin.– Neulich hast Du gesagt, ich solle keinen Schmuck tragen, & hernach hinzugefügt: außer dem den Du mir schenken wolltest.

[9] Wie reime ich mir nun das zusammen? Vielleicht dürfte ich bei der Trauung ohne Schmuck sein, & gleich nachher legst Du ihn mir selbst um den Hals, was sagst Du dazu? Wenn Du es aber gern siehst vorher, so thue ich es auch, ganz wie Du willst. Ich meine nur, es sieht mädchenhafter aus, ganz schmucklos zu erscheinen & deßwegen habe ich es gern, das letzte Mal daß ich ein Mädchen bin. Meine Brautjungfern habe ich ~~mich~~ mir schon gewählt: Luise v. Bibra, Emma v. Pelcke (Du kennst den Vater, der unser Forstminister ist), Helene v. Wintzingerode von Wiesbaden & Lydia v. Maibom aus Berlin,

⁴⁴ Kammerdiener im wiedischen Fürstenhaus.

Fräulchens Nichte, die vorigen & diesen ganzen Sommer hier war. Das sind lauter Mädchen die ich sehr lieb habe & die sich wie die Kinder freuen, meine Brautjungfern zu sein.

Zwei Dinge machen mir Kummer & Sorge: das Eine ist daß Wilhelm so sehr gereizt ist. Ich glaube, es wird ihm schwer daß er seine Braut nicht heimführen [10] darf; dabei haben die Niederländer ihm soviel vorgesprochen, daß sie Mama's Einfluß fürchten, daß, um sich davon los zu machen, er sogar gegen Mama gereizt ist, ihr nichts sagt & Alles allein machen will, er der bis vor wenig Wochen für Mama so voll zarter Rücksichten war, daß Fremde sich wunderten & stets fanden, er sei mit ihr wie mit einer Braut. Ich habe ein Gift auf diese Niederländer. Ich sehe wie es Mama wehe thut & wie das schönste Verhältniß das je zwischen Mutter & Sohn bestanden hat, droht in Stücke zu gehen, über die Nörgeleien von diesen kalten, herzlosen Menschen!– Das zweite ist die Nachricht daß Marie⁴⁵ sich in Sanssouci den Fuß vertreten & bei Addine⁴⁶ auf der *chaise longue* liegt, von ihren Aeltern getrennt, die sie nicht einmal sehen kann, weil die Mutter zu leidend ist um sie zu besuchen. Von Addine bekam ich einen unausstehlichen Brief, 9 Seiten frommer Redensarten & Predigten über das was die Frau [11] ihrem Manne sein soll; bist Du ihr nicht dankbar? Und am Ende schreibt sie ganz vergnügt: „Maritje liegt bei mir, sie hat am Fuße das äußere Gelenkband zerrißen, wir freuen uns sehr, zusammen zu sein!“– Nun stelle Dir so etwas vor! Wenn das wahr ist, so ist es ja schlimmer & langwieriger als ein Bruch & ich habe immer gehört, daß man in solchen Fällen einen Gypsverband anlegt. Es geschieht recht solchen Menschen, denen das Hofleben den besten Theil ihrer Menschlichkeit genommen hat, so etwas leicht zu nehmen & es an der gehörigen Pflege fehlen zu lassen. Was helfen Arnicaaufschläge, wenn eine Sehne gerissen ist?– Natürlich stimmt diese Sorge Wilhelm nicht heiter, & zugleich ist es bedrückend, daß dieser Unfall wahrscheinlich die Möglichkeit zu einem *rendez vous* definitiv abschneidet.

Jetzt möchte ich Eins wissen: Ob dir meine Episteln durch ihre Länge [12] anfangen, langweilig zu werden. Du weißt, daß ich noch nie von Dir eine Antwort auf einen meiner Briefe bekommen habe, aber wir immer wieder beisammen waren, bevor Du hättest antworten können. Seit unsrer letzten Trennung habe ich erst einen Brief von Dir, gestern habe ich vergebens auf einen gehofft. Vielleicht kommt heute noch einer?!– Dein Telegramm war mir sehr erfreulich & habe ich seinen Inhalt schon an die erste Person gelangen lassen. Ich schicke dieser Tage einige alte Kleider von mir nebst 120 rh⁴⁷ an Fr. v. Witzleben resp. Bertha Preen, um sie etwas auszustaffiren, da die Arme Nichts hat!

Nun endlich muß ich aber schließen. Mein Brief ist ein komisches Gemisch von Erlebnissen & Gedanken. Ich sehe Dich schon drüber hin jagen nach Deiner Gewohnheit. Wieviel davon Du wohl behältst?

In ewiger, treuer Liebe

Deine Braut

11. Monrepos, 2. November 1869

⁴⁵ Marie von Oranien-Nassau (1841-1910), Prinzessin der Niederlande, ab 1871 Ehefrau von Wilhelm Fürst zu Wied (1845-1907), Elisabeths Bruder.

⁴⁶ Die Tante der Prinzessin Marie der Niederlande. Prinzessin Alexandrine von Preußen (1803-1892), durch Heirat Großherzogin von Mecklenburg-Schwerin.

⁴⁷ Abkürzung für Reichstaler.

[Briefpapier mit farbigem Abdruck der Ortsangabe „Mon Repos“ jeweils auf der ersten Seite des 4-seitigen Briefbogens in der Seitenmitte oben, schwarze Tinte, 7 Seiten; auf Seite 1 in der linken Ecke oben Briefnummer: 8. ANIC, Carol I, VD-340]

[Mon. Repos.] d. 2. Nov. 69. 7 ½ früh.

pr. Sigmaringen 5t Nov. 69

Meini! Deine beiden Briefe Gestern Mittag habe ich gelesen & wieder gelesen & war so froh! Wenn Du wirklich die italienische Reise aufgiebst & dadurch früher hierher kommst, so bin ich außer mir vor Freude!– Auch die Nachrichten von Paris & Wien gefallen mir sehr, wie Du Dir wohl denken kannst. Was ist dieser Sekretär für ein Mensch? Vertrauensperson? Hast Du eine Idee, wie viele Rumänen im Ganzen wohl hier sein werden? Wen bringst Du mit wenn Du kommst? Ach komm' nur bald, bald!

Gestern habe ich Schönerstedtchen⁴⁸ eingeladen, an die Großfürstin geschrieben, an Fr. v. Werthern. Ich habe zusammengerechnet, daß ich am Abend die 40t Seite geschrieben habe! Der Großfürstin⁴⁹ habe ich sehr lieb geschrieben, ich legte unsere Wünsche vertrauensvoll in ihre Hände, wissend daß sie, wie schon so oft, auch diesmal mütterlich [2] für mich sorgen würde. Ich sagte ihr auch, Du dächtest an den Berliner Gesandten, ich an Ozeroff⁵⁰, der Gesandte sei wohl ein größeres Thier, Ozeroff ein gewöhnlicher Freund. Ich überließe es ganz ihrer Ueberlegung, & wüßte daß sie es aufs Beste machen würde. Ich hätte von mir selbst, ohne Deinen Wunsch, nicht gewagt, Ozeroff zu nennen, wenn den Herr v. Roggenbach⁵¹ nicht vorgeschlagen hätte. Dem darfst Du dann Vorwürfe machen, wenn Dir's nicht recht ist. Die Großfürstin wird es aber gewiß schlaue & umsichtig nach allen Seiten überlegen.

Gestern Abend zeigte ich Mama & Roggenbach (*àpropos*, wir haben untereinander die Gewohnheit „Rg.“ zu schreiben, das thue ich Dir nun auch.) was Du in mein Buch geschrieben hast; sie fanden es Beide sehr schön & Rg. sagte, man sähe auch daraus wieder, wie der eine Gedanke Dich ganz erfüllte! Ja, Carl, mein eigen, Du bist ein Mensch aus einem Guß, aus ächtem [3] Metall, das voll & stark tönt, wo man es berührt! Manchmal möchte ich Dir lauter Namen geben, einen nach dem andern & dann verwerfe ich sie, weil Du besser bist als Alle! Ich habe Dich furchtbar lieb & wenn Du es noch nicht glaubst, so sage ich Dirs sehr gern noch recht oft!– Nicht wahr, Du bist nicht böse wegen meinem gestrigen Briefe? Könnte ich nur schon die Antwort darauf haben! oder Dein Gesicht sehen; wenn es aber so eisern wird, wie ich es bei der einen Gelegenheit gesehen habe, dann sehe ich es lieber nicht, denn dann fürchte ich mich.

⁴⁸ Agnes Schönerstedt (1833-1896). Pianistin, eine Schülerin und Reisebegleiterin der Pianistin Clara Schumann (1819-1896).

⁴⁹ Großfürstin Helene (Elena Pawlowna) von Russland (1807-1873), geborene Prinzessin Charlotte von Württemberg, Elisabeths Tante mütterlicherseits und Patentante.

⁵⁰ Johann von Ozeroff, russischer Gesandter.

⁵¹ Freiherr Franz von Roggenbach (1825-1907), liberaler Politiker und Professor für Völkerrecht an der Universität Straßburg, und, nach dem Tod des Fürsten Hermann zu Wied (1814-1864), der morganatische Ehemann der Fürstin-Witwe Marie zu Wied (1825-1902), Elisabeths Mutter.

Mama war also gestern in Neu Wied, aber nicht an der Eisenbahn, ich schickte Antoinette⁵² einen Brief & bekam Deinen dafür. Mama war natürlich mit Arbeit überhäuft. Wilhelm war wieder sehr lieb, aber so elend, daß Rgb. fürchtet, er könnte ernstlich krank werden. Die Arbeit & die Gemüthsbewegungen sind ihm [4] offenbar zu viel geworden. Er ist so mit Gedanken gequält, daß er nicht mehr ordentlich schläft. Er thut mir schrecklich leid, nun auch noch die Sorge auf dem Herzen, wegen Maries Fuß – es ist sehr hart! – Kachel ist zum Glück bei ihm, wenn freilich auch selbst überarbeitet, um Alles für unsre Trauung in Stand zu setzen. Es wird aber sehr schön, ein ganzer Saal wird in den Garten hinaus angebaut, der Neuwieder Baumeister ist schon damit beauftragt, so daß dort die Trauung stattfindet, im unteren Saal die Gratulationscour, im oberen das Dinner. Es wird sich sehr schön machen. Mama läßt Dich bitten, daß wenn es wirklich mit unsrer Abreise beim 17t bleibt, trotz Maries Geburtstag (mir ist natürlich recht!!) doch zu telegraphieren, indem dann die Hochzeit auf den 14t verlegt werden muß. Die Stadt legt einen so großen Werth darauf, [5] ihren Ball erst nach der Trauung zu geben, daß es sie geradezu beleidigen würde, wenn es nicht geschähe. Und das willst Du doch gewiß auch nicht, da die Leute sich für uns in so große Ausgaben stürzen & wie ich höre, es sehr schön machen werden. Am Ende ist es Dir unangenehm, mich schon einen Tag früher zu besitzen, da Du Dich in Gedanken noch nicht genug auf das kleine Hauskreuz gefaßt gemacht hast!! Denke Dir, ich wäre gar nicht traurig, bist Du nicht erstaunt? Es ist nur wegen Marie's Geburtstag, ob es ihr nicht zu leid thut. Freilich müssen persönliche Rücksichten dem Staate gegenüber schweigen & so bin ich in meinem Herzen schon ganz auf den 14t & 17t gerichtet.

Carl, mein eigen! Ich meine immer, ich könnte gar nicht aufhören & müßte Dir beständig schreiben; die Briefe aus unsrer [6] Brautzeit sind doppelt kostbar, weil es so wenige sein werden.

Ich muß nur lachen, wenn zu meiner Hochzeit Menschen von allen Höfen kommen, ein furchtbares Bruaha⁵³ ist etc. etc. & hernach kommen die Niederländer angehinkt mit ihrem dummen Namen! Onkel Adolph sagte: „*C'est de la bêtise qui frise la folie ou c'est de la folie qui frise la bêtise!*“ – Sie würden sich doch scheußlich blamieren & wenn sie schlau sind, so merken sie das vorher & ziehen bei Zeiten zurück.

Ich muß schließen, um an Wilhelm ein paar Worte des Dankes für seine sehr große Generosität gegen mich zu schreiben! Es geht gleich ein Bote. Fühle im Geist meine beiden Arme um Deinen Hals & einen innigen Kuß & dann bekomm' solche Sehnsucht, daß Du herfliegst! Deine Elisabeth

[7] Montag darfst Du noch nicht ankommen, läßt Dir eben Mama sagen, indem wir Morgens Krankenvereinsitzung haben, Mittags großen Empfang mit *chocholate* für alle Neu Wieder, Vormittags ich noch Kleinkinderschulsitzung & ich zuletzt noch in der Kleinkinderschule Abschied nehme. Da gehörs Du überall nicht hin, also darfst Du erst Dienstag ankommen – wie schade!

12. Monrepos, 3. November 1869

⁵² Prinzessin Antonia von Hohenzollern-Sigmaringen (1845-1913), geborene Prinzessin von Portugal, seit 1861 mit Carols älterem Bruder verheiratet, Erbprinz Leopold von Hohenzollern-Sigmaringen (1835-1905), ab 1885 Fürst von Hohenzollern.

⁵³ Vermutlich „ein Durcheinander“ gemeint.

[Briefpapier mit farbigem Abdruck der Ortsangabe „Mon Repos“ auf der ersten Seite des 4-seitigen Briefbogens in der Seitenmitte oben, schwarze Tinte, 4 Seiten; auf Seite 1 in der linken Ecke oben Briefnummer: “ad 7”. ANIC, Carol I, VD-341]

[Mon Repos.] d. 3. Nov. 69. Morgens 6 ¼ Uhr.

pr. Sigmaringen 4t Nov. 69

Bei meinem ersten Erwachen rennt meine Feder schon wieder über das Papier, um dem Milchwagen um 7 Uhr noch einen Brief mitzugeben; sonst möchte ich Dich nicht mehr in Sigmaringen erreichen. Mein Meister! Ich kann Dir gar nicht sagen wie ich mich über Dein liebes Bild gefreut habe! Für die kleinen habe ich ganz vergessen Dir zu danken, die 2 Köpfe habe ich Mama & Rgb. geschenkt, in der Hoffnung daß Du mir andere dafür gibst. Mit dem Großen ist es eine ganz andere Geschichte: Mama & ich haben Beide dasselbe *en face* am liebsten, & weil Mama mir's durchaus nicht wegnehmen will, so hat sie das Profilbild gewählt, in der Hoffnung daß Du ihr einmal das Gute geben wirst. Ich habe das Bild zu lieb, den ganzen Abend habe ich still gelegen & es betrachtet; so siehst Du mich manchmal an, so innig & freudig. Das Gesicht ist so lieb daß mich sogar [2] die Orden & Epaulettes nicht mehr stören. Wenn Du recht lieb sein willst, so schicke mir ein ganzes Paket von den kleinen Köpfen, daß ich sie einigen Verwandten & Freunden geben kann. Wir werden uns auch wohl noch einmal zusammen müssen photographiren lassen, zum Verkauf; es bitten so Viele darum. Es wäre gar nicht hässlich von Dir wenn Du nächsten Dienstag hier wärest; Du würdest auch wahrscheinlich recht gut empfangen werden, Du brauchst gar keine Angst zu haben. Ich werde auch bis dahin wieder so wohl sein, daß wir miteinander spazieren gehen können. Ich wäre schon jetzt wieder gesund, wenn ich nicht Vorgestern zu lange aufgeblieben wäre & dafür Gestern & Heute ganz liegen bleiben muß. Heute ist meine Stimme zum ersten Mal natürlich, nicht mehr der Brustton drin, auch fast kein Hustenreiz mehr. Morgen bin ich wieder auf den Beinen. Aus Nase & Hals war der Catarrh [3] schon gestern früh fort, dafür hat er sich aber in den Bronchien etabliert, was sehr unbequem ist. Ich bin aber in gestrenger Pflege & Obhut; also brauchst Du dich gar nicht zu ängstigen. Heute habe ich einen langweiligen Tag vor mir: Fräulchen liegt auch noch zu Bett, Mama fährt nach Neu Wied & bleibt den ganzen Tag Unten. Also habe ich nur die Pörsch, um mir von Zeit zu Zeit Gesellschaft zu leisten; die ist aber selbst erkältet & wird mir nicht vorlesen können, was sonst ihr Talent ist. Zum anhaltenden Schreiben thun mir allmählich die Knochen zu weh vom beständigem Sitzen auf eine Seite. Wenn nun heute Mittag ein Brief von Dir kommt (gestern ging ich leer aus!) dann ist alle Langeweile vergessen; ich lese den bis ich ihn auswendig weiß & dann lese ich ihn gerade noch einmal. Gestern war Dein Bild mein Trost, sonst wäre ich ganz betrübt geworden. Die Zeitungen haben mich sehr [4] amüsirt, ich war auch sehr erbaut. Nur 2 Fehler möchte ich corrigieren: die arme Tante Thekla⁵⁴ haben sie am Leben gelassen, die hat schon vor 2 Jahren ihr ödes Leben beschlossen, & Neu Wied ist keine „*bourg de 6000 habitants*“ sondern „*une ville de 10000*“. Das hat mich doch beleidigt, meine Vaterstadt so erniedrigt zu sehen. Wir sprechen immer von der Zeit wenn wir Weltstadt sein werden, & da werden wir in Rumänien zum Marktflecken gestempelt!– Welches Schicksal!–

⁵⁴ Prinzessin Luise Thekla zu Wied (1817-1867), jüngere Schwester von Elisabeths Vater Fürst Hermann zu Wied (1814-1864).

Ich bin heute gerade in der Stimmung, lauter schlechte Witze zu machen; eigentlich bin ich verdrießlich, noch nicht gesund zu sein & das äußert sich dann bei mir in Späßen. Diesen Gemüthszustand wirst Du vielleicht auch noch erleben.

Der Milchjunge ist da. Ich muß schließen. Vielleicht schreibe ich heute noch einmal. Adieu mein eigen, mein Meister – verzeih meinen dummen Brief!

Elisabeth

13. Monrepos, 3. November 1869

[Briefpapier mit farbigem Abdruck der Ortsangabe „Mon Repos“ jeweils auf der ersten Seite des 4-seitigen Briefbogens in der Seitenmitte oben, schwarze Tinte, 7 Seiten; auf Seite 1 in der linken Ecke oben Briefnummer: “9 oder 10?”. ANIC, Carol I, VD-342]

[Mon Repos.] d. 3. Nov. 69

pr. Sigmaringen, 6t Nov. 69.

Mein Meister! Die Post ist da & kein Brief von Dir! Der Morgen war so lang & so still & nun ist der Sonnenstrahl nicht gekommen, auf den ich gehofft hatte. Statt dessen freilich die Zeitung Epoche mit all' ihren schönen, großen Erwartungen, ach Gott! & wie soll ich genügen?

Carol, mein eigen, was Liebe sein & geben kann, das will ich sein & geben, mein ganzes Sein soll nur dem Einen angehören, aber Gott weiß ob ich genüge! Der Weg zur Hölle ist mit guten Vorsätzen gepflastert, sagt man; dann muß ich wohl auf dem Wege sein, denn ich habe deren Viele, sehr viele – aber wenn ich die Dinge am Ende falsch sehe, wenn mein Urtheil nicht reicht, oder mein Gedächtniß, oder meine Kraft? Mama sagt immer: Beten, beten! Ja, ich will auch beten, aber selbst das heißeste Gebet nimmt nicht die Angst fort, die manchmal auf meiner Seele lastet! Nicht wahr, es ist unrecht, daß ich Dir so schreibe? Lähmt es Dich? Macht es Dich [2] traurig? Aber wenn ich Dich so lange nicht sehe & auch kein Brief kommt & Alles so still ist, kein Mensch, der mir zuredet – ich bin eben in einer recht dummen Stimmung. Die Thränen sind mir schon im Hals & in den Augen; aber das soll nicht dauern. Ich schreibe mir's jetzt von der Seele & dann wird es wieder besser. Mama sagt, bei Allem, was sie im Leben auf sich genommen hätte, habe sie erst gedacht, sie könne es nicht, es gehe über ihre Kraft & dann sei es doch gegangen. Aber Mamas ganzes Leben ist ein Gebet! Ich bin nicht halb so gut wie Mama, glaube das ja nicht, ich bin noch oft sehr stürmisch & unruhig in mir. Nur in meiner Liebe bin ich sicher & ruhig. Ich frage nicht einmal ob ich Dir eine gute Frau sein kann, ich weiß es, nicht wahr, wie anmaßend? Aber Du weißt noch gar nicht, wie lieb ich haben kann. Carl, mein eigen, meine ganze Seele jubelt Dir entgegen, wenn ich an Dich denke oder Dein Bild betrachte!–

[3] Ich war sehr fleißig den ganzen Morgen: ich habe das Balladenbuch von A bis Z durchgelesen, Notizen & Alles & fand es herrlich & seitdem es aus ist, habe ich die Grammatik vorgenommen. Ich kann schon eine Menge Wörter & kann *per* & *val* decliniren. Alles was von Wörtern vorkommt, schreibe ich mir ab, um sie immer in der Tasche zu haben, so daß ich jeden Augenblick lernen kann.

Dein Bild steht auf meinem Bett & wenn ich eine zeitlang fleißig war, so wird das ein wenig betrachtet, besonders aber, wenn ich so dumm werde wie eben. Jetzt ist der Mittwoch schon beinahe herum, jetzt vielleicht nur noch 6 Tage ohne Dich & die werden besser gehen, wenn ich auf bin & die Monotonie des langen Tages unterbrechen kann. Ich habe bis jetzt noch nie gewußt, daß die Zeit lang sein kann, jetzt muß ich auch diese neue Erfahrung machen. Wenn Du jetzt auf einmal hereinkämost [4] & drücktest mich an Dich

& ich könnte einen Augenblick in Deine klaren, treuen Augen sehen, dann wäre wieder Alles gut. Jetzt habe ich Mama den ganzen Tag nicht gesehen & sehne mich sehr nach ihr, aber nicht soviel als nach Dir – ist das nicht sonderbar? Es ist vielleicht häßlich & undankbar aber es ist doch so – & wenn es nicht so wäre, so hättest Du nie mein Jawort bekommen. Ich besinne mich vergebens wie das möglich ist in so kurzer Zeit: das Resultat von allem Besinnen ist aber stets dasselbe, daß ich mich auf eine ganz unverständige Weise nach Dir sehne & Dich nicht mehr entbehren kann. Du wirst wieder sagen, ich sei verliebt, Du darfst sogar das verhaßte Wort sagen, wenn Du nur überhaupt wieder mit mir sprichst! Ach wenn ich nur einen kleinen Brief hätte – wie wäre ich so froh! Carl, mein eigen, ein so unaussprechliches Glück wie Deine Liebe will ich ja auch gern mit heißen Kämpfen erkaufen, & wenn ich auch manchmal vor dem Kampf erbebe, so siegt doch bald wieder [5] die Dankbarkeit für ein solches Gottesgeschenk! Ich finde, das Glück macht mich viel frommer, viel liebevoller gegen alle Menschen, als das Unglück; wenn ich leide, werde ich so starr & kalt; gerade wie ich auch im Sommer bei großer Hitze, viel lebhafter, lustiger und fleißiger werde, als bei der Kälte. Ich bin eine Murrelthiatur, glaube ich.– Von Marie sind bessere Nachrichten: Addine hat übertrieben; sie ist schon wieder in Sanssouci & dieser Tage reisen sie nach dem Haag ab. Wilhelm geht es auch wieder besser, er wird doch nicht krank. Ich bin begierig was Mama für Nachrichten bringt.

Den 4t früh ½ 7 weiter. Guten Morgen mein Schatz, mein Geliebter! Hast Du so gut & erquickend geschlafen wie ich? Ich habe nicht einmal gehustet, ich war nicht einmal wach; denn meine Gläser zum Trinken stehen noch unberührt neben mir. Der Hofrath hat mit sagen lassen, ich soll lieber heute noch ganz zu Bett bleiben, als [6] eine Stunde zu früh aufstehen. Vielleicht bin ich sehr artig, Dir zu Liebe & bleibe noch liegen; denn die Zimmer sind so fußkalt & zugig, daß man sich leicht drin erkälten kann. Der neue Morgen hat mir auch neuen Muth gebracht & ich sehe wieder mit viel freudigerer Zuversicht meinem neuen Leben entgegen. Nach einer guten Nacht nimmt die Welt immer ein so freundliches Gesicht an, als lachte sie einen aus über die Sorgen & Gedanken vom Abend vorher!– Mama kam erst um 11 Uhr wieder, nach einem heißen Arbeitstag. Sie erzählte mir von dem bischöflichen Briefe, daß sie ihn gar nicht so auffasse wie Bibra & Wilhelm. Es ist doch ganz unbegreiflich daß sie ihn Dir nicht geschickt & uns nicht gezeigt haben. Sie waren ganz vergnügt & sorglos – währenddem ich hier Oben verzappelte & mir so schwere Gedanken machte! So ist es doch immer, was man nicht selbst beurtheilt & thut, das wird falsch gemacht & man kann sich nie darauf verlassen. Siehst Du, ich bin ganz unendlich froh, wenn die Sache in Güte arrangirt & jedes *éclat* vermieden wird; ich finde es so unnöthig bei dieser Gelegenheit einen zu machen – es kommen der Fälle so Viele, wo man die [7] Welt brüsciren muß, daß man sie nicht zu vermehren braucht.

Wilhelm wäre lieb gewesen gestern, sagt Mama, & hätte sich bei der Einrichtung auch sagen & rathen lassen, was auch sehr nöthig ist, da er noch nicht viel davon versteht.

Ich vergaß Dir zu sagen daß Onkel Albrecht⁵⁵ & Tante Marie von Oesterreich⁵⁶ außerordentlich lieb an Mama geschrieben haben, & daß es doch gewiß recht & gut wäre,

⁵⁵ Vermutlich Erzherzog Albrecht von Österreich (1817-1895), mütterlicherseits mit der Nassau-Weilburg-Linie verwandt (wie auch Elisabeths Mutter).

⁵⁶ Vermutlich Erzherzogin Marie Karoline von Österreich (1825-1915), eine Schwester von Erzherzog Albrecht von Österreich.

wenn wir sie besuchten, sowie auch Therese von Württemberg⁵⁷. Von der kleinen Königin Olga⁵⁸ hat Mama einen herzigen Brief bekommen; sie hat sich so sehr gefreut, daß Mama gleich an sie gedacht hat & ihr telegraphiert. Sie hofft, wir würden uns bald sehen, da wir jetzt so nahe (!) von einander kämen. Sie erzählt von ihren beiden Kindern, schreibt aber selbst so wie ein Kind, saß man über die Idee lachen möchte. Sie wünsche mir, so glücklich zu werden, als sie sei, schreibt sie, dann lauter Zärtliches zum Schluß für Mama & als *post scriptum*: „Was macht mein Freund Bernhard?“ – Es kommt Alles so frisch & natürlich heraus bei ihr.

Adieu mein eigen! Der Milchjunge fährt fort. Ob wohl heute ein Brief kommt?

Elisabeth

14. Monrepos, 5. November 1869

[Briefpapier mit farbigem Abdruck der Ortsangabe „Mon Repos“ jeweils auf der ersten Seite des 4-seitigen Briefbogens in der Seitenmitte oben, schwarze Tinte, 7 Seiten; auf Seite 1 in der linken Ecke oben Briefnummer: 11. ANIC, Carol I, VD-343]

[Mon Repos.] *Avem Vineri cincele Noémvrie o mie opt sute șese deci și noa, Vintul și ploaia*⁵⁹ (die weiß ich nicht ohne Artikel!) –

pr. Hechingen, 8t Nov. 69

Mein Meister! Endlich, endlich ist Dein Brief gekommen! Wie oft ich ihn wiedergelesen habe sage ich Dir gar nicht, sonst lachst Du mich aus. Ohne es zu ahnen, hast du mir Tantalusqualen auferlegt, dadurch daß Du ihn recommandirt hast, so bekam ich am Morgen den Schein & erst Abends um 5 Uhr den Brief! Sie behaupteten Alle, ich hätte wieder ein ganz anderes Gesicht, seit ich den Brief hätte: Die Pörsch behauptet, sie habe ganz gut gemerkt, daß ich vorgestern melancholisch war. Gestern hat sie eine Menge Späßchen gemacht, während sie mir mein Essen gab, & da wurde ich ganz munter. Den ganzen Morgen war ich fleißig mit Lernen. Carl, ich will Dir was sagen: in einem Jahr will ich & werde ich rumänisch sprechen. Ich habe von Vorgestern Nachmittag bis Gestern Mittag 170 Wörter gelernt, die Declination, Artikel, Zahlen, & die Namen der Tage & Monate. Da Oben das habe ich aus dem Kopf geschrieben, & sehe auch nicht im Buch nach, um es zu corrigieren, damit Du [2] siehst was ich kann. Ich lasse mich alle paar Stunden von der Pörsch überhören, & dieses Babel das dann entsteht, ist oft zum todtlachen. Sie hat alle die Reisen mit mir gemacht & weiß daher eine Menge Russisch, Italienisch & Schwedisch; & das mischt sie nun Alles hinein, wo sie eine Ähnlichkeit im Klang findet.

Gestern war ich eine Stunde auf, um Kleider anzuprobieren, das war aber so unendlich unangenehm, daß ich daran merkte, wie stark ich eigentlich erkältet war. Ich habe wohl auch ein wenig Fieber gehabt, wenn auch sehr wenig; ich bin gar keine Fiebernatur; ich bin nur so rasch an Hals & Händen mager geworden. Wenn ich wohl bin, füllt sich das auch in ein paar Tagen wieder & bis Du kommst, sollst Du hoffentlich keine Spur mehr

⁵⁷ Herzogin Marie Therese von Württemberg (1845-1927). geborene Erzherzogin von Österreich. Tochter des Erzherzogs Albrecht von Österreich.

⁵⁸ Königin Olga von Württemberg (1822-1892). geborene Großfürstin von Russland, seit 1846 mit König Karl I. von Württemberg verheiratet.

⁵⁹ Im Original in (altem) Rumänisch geschrieben: „Wir haben den 5. November 1869. Wind und Regen.“

von Unwohlsein finden. Jetzt habe ich 5 Tage zu Bett gelegen & ich zweifle, ob sie mich heute heraus lassen. Ich finde mich noch merkwürdig geduldig – das kommt aber von den lieben Gedanken, die mir Kopf & Herz ausfüllen, so daß ich wohl einmal ein Stündchen still liegen & träumen kann & das gar nicht unangenehm finde.

[3] Ich habe richtig gedacht. Mama findet mich viel besser. Puls, Aussehen, den Ton der Stimme beim Sprechen & Husten – läßt mich aber doch nicht heraus, wegen dem Zug in den Zimmern von dem Winde der heute weht.

Man behauptet, es wäre jetzt alle Abend Erdbeben. Der Laacher See ist plötzlich um 12 Fuß gefallen & seit dem neulichen Erdbeben, ist die Quelle an der wir all' unser Wasser holen, versiegt!– Das ist eine wahre Calamität, wo wir schon so wasserarm sind.

11 Uhr. Die Sonne scheint hell & freudig in mein Zimmer & ich bin so viel heiterer als die letzten Tage, daß ich daran mein größeres Wohlsein merke. Ich bin leicht so decouragiert, komm aber auch schnell wieder auf die Höhe wenn mir der gütige Himmel nur den kleinen Finger reicht. In unserm innigen Zusammenleben wirst Du erst merken, aus wie sonderbarem Stoff eine Frauennatur gemacht ist; glaube aber nicht, daß wir lauter Schwache sind. Unsere Kraft liegt nur ganz wo anders als bei den Männern. [4] Unsere Kraft liegt im Dulden & Tragen & unsere Macht in der Milde & Sanftmuth. Du hast mir eine schöne Aufgabe zugetheilt; das Trösten & Ausgleichen, das kann ich fertig bringen, dessen bin ich mir bewußt. Ich habe bis jetzt noch mit allen Menschen leben können, auch mit denen, wo eine gegenseitige Antipathie vorhanden war. Es haben sich schon Viele gewundert, wie ich mit den Leuten fertig werden kann, & ohne zu lügen. Ich glaube aber auch den Menschen sehr, den Großen & den Kleinen. Fräulchen erinnerte mich daran, daß wenn sie etwas bezweifelte, ich ganz böse antwortete: Aber er hat es doch gesagt!– Es ist vielleicht sehr jugendlich; ich hoffe aber von Herzen, daß mir diese Jugend noch mit weißen Haaren bleibt. Lieber will ich mich immer wieder anführen lassen & doch glauben, als mißtrauisch werden. Das giebt mir auch meine Gewalt über Kinder; ich zanke selten, werde nie heftig & und doch folgen sie mir immer, weil ich ihnen glaube & stets das Beste in ihnen vermurthe. Man kommt viel weiter mit den Menschen, wenn man ihnen Gutes [5] zutraut; es erweckt ihren guten Willen.

Carl, mein eigen, ich sehne mich nach Dir! Ich glaube nicht daß ich geduldig bin wie Du. Ich denke jetzt manchmal dran wie ich in Cöln beständig sagte: Ja, ja, das ist der Rechte, ich glaube, den werde ich sehr lieb haben!

Das „ich glaube“ ist schon längst zur Wahrheit geworden: ich habe Dich so lieb wie es Worte nicht sagen können. Du hast mein Herz gefangen genommen & in Ketten gelegt, die nicht zerreißen; das Diamantschloß hat vor Deinem Sturm weichen müssen. Du hast den Schlüssel gehabt, der hinein passte & da sprang es auf, weit auf, ohne Mühe!– Carl, mein eigen, wenn ich nur die Rechte für Dich bin! Ich meine immer Deine Frau müßte mehr Klugheit & Sicherheit besitzen, d. h. verstehe mich Recht, nicht Deine Frau, sondern die Fürstin von Rumänien. Mein Meister! mein starker Schutz & Anker! wenn ich Dir auch einmal kleinmüthig schreibe, so mußt Du darum [6] doch nicht fürchten, ich werden nur eine Last mehr auf Deinen Schultern sein; ich werde schon nicht zurücksehen wie ich einmal die Hand am Pflug habe, sondern tapfer sein wie Du.

Zu meiner Confirmation wählte ich mir damals, noch als 16jähriges Kind, den Spruch: Lasset Eure Lenden umgürtet sein und Eure Lichter brennen!⁶⁰– Ist es nicht wie eine Ahnung meines künftigen Lebens? Ich möchte so gern wissen, ob Du wohl manchmal

⁶⁰ Die Bibel, Lukas 13, 35.

etwas in der Bibel liest? Ich habe so gern wenn man in einem Leben voll Arbeit & Mühe steht, Morgens einen Spruch zu lesen, einen kräftigen, guten, der dem ganzen Tag einen Ton & eine Weihe giebt. Ich wollte Dich schon mehr als einmal danach fragen, schämte mich aber & schwieg still. Wenn Du es aber gerne hast, dann wollen wir uns jeden Morgen einen Spruch suchen, der uns erfreut & der uns dann begleitet durch den Tag. Dies todte Bibellesen, Capitel nach Capitel, ist mir in der Seele zuwider, aber auf diese Weise kann es nicht zu einer starren Form werden. Aber wenn Du es nicht gern hast, so hänge ich gar nicht daran, in diesen Dingen suche ich die Frömmigkeit oder das Gottvertrauen nicht.

Vorhin war Wilhelm da, wegen der Trauungsfrage, die sich ja immer [7] nicht lösen will, ich gebe die Hoffnung aber nicht auf. Nun hast Du wohl schon meine Briefe über diese Frage. Wenn ich nur wüßte was ~~Dich~~ Du dazu gesagt hast, oder gedacht hast! Daraufhin habe ich eine ganze Weile Dein Bild betrachtet; es macht mich aber ungeduldig; denn ich kann diese 2 Augen nicht dazu bringen, mich anzusehen & mir zu antworten auf Alles was ich ihnen erzähle.

D. 6t früh weiter. Ich schicke meinen Brief doch nach Sigmaringen; ich riskire es doch; sonst bleibst Du gar zu lange ohne Brief. Es ist recht unangenehm daß Mama schon Einladungen auf den 14t hat ergehen lassen. Es läßt sich aber Alles noch ändern. Der Milchjunge fährt fort, ich muß schließen. Mir ist es heute so wohl & so lustig zu Muthe daß Du Deine Freude daran haben würdest.

Ich habe Dich sehr lieb!

Deine Elisabeth

The Soviet-British Correspondence in Regard to Romanian Political Crisis (January-March 1945)

Marian-Alin Dudoi

Keywords: *Yalta Conference, Communism, Cold War, International Relations, Propaganda*

The return of Romanian Communist leaders from Moscow in mid-January 1945 marked not only the beginning of a political struggle for power with then-political partners in the Rădescu Government (although the Government was sworn into office on December 6th, 1944), but also the Soviet direct intervention in the Romanian political affairs. The Soviets ruled the (Inter-)Allied Control Commission on Romania, composed also of the British and United States representatives; this Commission dealt with the Romanian Armistice with the United Nations, as required by the Armistice Convention on Romania of September 12(13), 1944.

Although Winston Churchill, Prime Minister, insisted for British representatives to not interfere with the Soviets due to the "Percentages Agreement" of October 9, 1944¹, Anthony Eden, Principal Secretary of State for Foreign Affairs, had different views and even in January 1945 he did not forget about the 10% British in Romania and tried to keep it by supporting the maintenance of the (real) Coalition Government.² Before the Yalta Conference (from February 4 to 11). The Foreign Office and the State Department did not convince United States President Franklin Delano Roosevelt to propose the establishment of the European High Commission, which had to deal with the armistice in the defeated countries, to the Soviets.³

Due to Soviets's hard line, Churchill decided on March 4th to concentrate British interest on Poland. Consequently, the British Government hoped the Romanian affairs would become a permanent issue of the United States and provided diplomatic support.⁴ Eden's benevolent attitude on Romania in early 1945 came to an end as the

¹ See Winston S. Churchill, *Al Doilea Război Mondial [Second World War]*, Vol. II, Translated by Any and Virgil Florea. București. 1996. 380-387.

² Mark Percival, "British Policy from the *Percentages Agreement* of October 1944 to the Moscow Agreement of December 1945. When was the reality of Soviet Control Effectively Conceded?," *Studii și Materiale de Istorie Contemporană*, 2/2003, p. 102.

³ Paul D. Quinlan, *Clash over Romania. British and American policies toward Romania: 1938-1947*, Los Angeles, 1977, 121-122.

⁴ Ioan Chiper, Florin Constantiniu, Adrian Pop, *Sovietizarea României, Percepții anglo-americane (1944-1947) [Sovietization of Romania. Anglo-American Perspectives (1944-1947)]*, București, 1993, p. 122-123 and 144-145.

British, nor the more energetic Americans, had no influence over the Groza Government, backed up by the occupying Soviets.⁵

Document No. 1. Foreign Office's Telegram No. 845 of 23.02.1945 to Archibald Clark-Kerr, British Ambassador in the Soviet Union, Instructing Him to Propose the Soviets the Maintenance of a Coalition Government in Romania.

[THIS TELEGRAM IS OF PARTICULAR SECRECY AND SHOULD BE RETAINED BY THE AUTHORIZED RECIPIENT AND NOT PASSED ON].

R. 3653/10/G.

[CYPHER]

WAR CABINET DISTRIBUTION
FROM FOREIGN OFFICE⁶ TO MOSCOW⁷

No. 845

D. 5,25 p.m. February 23rd, 1945.

February 23rd, 1945.

Repeated to Washington No. 1733 (IMMEDIATE).

Bucharest No. 232 (IMMEDIATE).

MOST IMMEDIATE

Bucharest telegrams⁸ Nos. 173 and. 174 [of February 23rd: Political situation in Roumania].

The situations disclosed in Bucharest telegrams under reference is dangerous and appears to be rapidly deteriorating.

2. In these circumstances I should be glad if you would see M. Molotov⁹ urgently and express to him my concern at the turn of events in Roumania and my hope that he will take urgent measures to prevent the situation occurring in which a minority rule will have been established over the Roumanian people by force of arms.

3. You should point out that whilst we fully admit the Soviet Government's predominating interest in Roumania as agreed at the Moscow Conference¹⁰ there is an Inter Allied Control Commission in that country and that we should be placed in an impossible position if we had to condone decisions or action taken in the name of that Commission but to which we had the strongest objection. If such decisions were in fact taken by His Majesty's Government would be obliged dissociate themselves publicly from them. His Majesty's Government would clearly be most reluctant to take this step which would betray a rift in the policy of the Great Powers, trust therefore that the Soviet Government will take such mea[sures] as they consider advisable to prevent the overthrow of the Coalition Government until the Romanian people are able to express their views by free elections.

O.T.P.

⁵ Apud *Cartea albă a Securității [White Book of Securitate]*, Volume I, 23 august 1944–30 august 1948, Edited by Serviciul Român de Informații. Editors: Mihai Pelin (coordinator), Constantin Aioanei, Nevean Tunăreanu and Florin Pintilie (București. 1997), Gheorghe Tătărescu's Declaration in Romanian on 01.11.1953 about How He Sabotaged the Groza Government, 414.

⁶ The British Ministry for Foreign Affairs.

⁷ The British Embassy in the Soviet Union.

⁸ Delivered by the Office of the British Political Representative in Romania.

⁹ Soviet People's Commissar of Foreign Affairs.

¹⁰ Churchill-Stalin's "Percentages Agreement" of 09.10.1944.

The Microfiches of Great Britain, Public Record Office, Foreign Office (henceforth PRO FO), 371/48536, microfiche 195; Central National Historical Archives of Romania, Bucharest, Anglia [England] 1940-1945 Microfiche Collection (henceforth CNHAR, BMC), Envelope No. 80.

**Document No. 2. Clark Kerr's Telegram No. 569 of 25.02.1945 to Foreign Office
Concerning the Soviet Government's Determination to Overthrow Rădescu
Government due to the Alleged Fascist Remnants**

[This telegram is of particular secrecy and should be retained by the authorized recipient and not passed on].

[CYPHER]

**WAR CABINET DISTRIBUTION
FROM MOSCOW TO FOREIGN OFFICE**

Sir A. Clark Kerr

No. 569

25th February, 1945

Repeated to Washington

Bucharest

IMMEDIATE

D. 10,14 a.m. (GMT) 25th February, 1945.

R. 11,45 a.m. (BST) 25th February, 1945.

Your telegram No. 845.

Mr. Molotov has replied as follows to my letter based on your telegram:

"I consider it necessary to state that information at the disposal of the British Government about events in Roumania is not in accordance with the facts. On the contrary are the Rădescu's Government, led by the halter by Fascist military and encouraging violence and shooting of peaceful citizens who demand the dissolution of Fascist organizations and conscientious fulfilment of respective conditions of Armistice agreement, has proved incapable of ensuring order and peace in Roumania which is in the rear of the Red Army. This causes grave anxiety for the Soviet Government and fears about the future. The Allied Control Commission must take the necessary measures to end this intolerable situation and to ensure order in the country".

Foreign Office please pass to Bucharest as my telegram No 7.

[Repeated to Bucharest under Foreign Office No. 239].

OTP.

PRO FO 371/48537, Mf. 29; CNHAR, BMC, Envelope No. 81.

**Document No. 3. Clark Kerr's Letter of 01.03.1945 to Molotov about Maintaining
the Coalition Government in Romania**

URGENT

(Dear M. Molotov)

1st March, 1945.

I duly communicated to my Government the message contained in your letter of 24th February about the position in Roumania.

2. My Government have instructed me to say that they received this reply with regret, since in their view does not accurately state the issue. My Government cannot accept the contention that the information supplied by the British Representatives in Roumania is incorrect. The reports which these Representatives have furnished have been carefully checked, and my Government have full confidence in their trustworthiness.

3. But apart from the question whether every detail of the information at the disposal of my Government is correct, my Government's chief preoccupation is to ensure that those principles of Government to which they attach great importance and which have so often been made known to the world, and most recently in the Crimea Declaration¹¹, should not be forgotten or ignored.

4. My Government took firm steps in Greece to prevent the forcible seizure of power by a minority, and that they feel it their duty in view of their public utterances to do their best to ensure that similar dangers are prevented elsewhere. The British Government for their part understand the predominating Soviet interest in Roumania. Nevertheless they feel obliged to make their views known to the Soviet Government in view of the serious situation which in their opinion is developing in Roumania.

5. In these circumstances my Government renew their request that measures shall be taken by the Soviet authorities to ensure the continuance of some form of coalition Government, if necessary under a neutral Prime Minister, and representatives of all political parties in Roumania in accordance with their present strength in the country until such time as the Roumanian people are able to express their views by free elections.

(Yours sincerely),

(Signed): ARCHIBALD CLARK KERR

His Excellency,

Monsieur V.M. Molotov,

People's Commissar for Foreign Affairs,

Moscow.

PRO FO 371/48537, Mf. 41-42; CNHAR, BMC, Envelope No. 81.

Document No. 4. Clark Kerr's Letter of 03.03.1945 to Molotov

BRITISH EMBASSY,

MOSCOW,

3rd March, 1945.

(Dear M. Molotov),

I asked for an interview this afternoon on instructions from my government in order to explain the conclusions they have reached about their position in regard to Roumania in view of the disturbing situation which has developed there. As I understand your time is fully taken up, I am submitting these considerations to you in writing.

¹¹ The Declaration on Liberated Europe, issued at the Yalta Conference on 10.02.1945.

2. My government are in full agreement with the representations of the United States Government contained in Mr. Harriman¹²'s letter to you of 1st March. They too consider that conditions in Roumania have now reached a critical stage which makes it necessary for our three governments immediately to consult together, as provided in the Crimea Declaration on liberated Europe, on the measures necessary for the discharge of the joint responsibilities set forth in this declaration.

3. My government's views are well known to you. They were last set out to you in my letter to you on March 1st on the subject. My government of course do not contest the Soviet right to preponderance in Roumania. But my government consider that the time has come for frank discussion between our three governments on the policy which the Soviet Government intend to pursue there.

4. My government are therefore most anxious that the Soviet Government will also feel able to concur in the proposals set out in Mr. Harriman's letter of 1st March. I should be grateful for an early reply on this point.

5. I also have been instructed to say that recent telegrams received from our representatives in Bucharest suggest that some of the Soviet directives to the Roumanian Government appeared to have been issued in the name of the Soviet Government or the Soviet High Command, and not in the name of the Allied Control Commission. My government appreciate that this may have been done because of the representations conveyed in my letter of 24th February explaining that if measures with which my government could not agree were taken in the name of the Allied Control Commission, on which there is a British Representative, they would have to dissociate themselves publicly from them. You will appreciate that if pressed, for instances in the House of Commons, my government may well be obliged to dissociate themselves likewise from my responsibility for actions taken by the Soviet Government or the Soviet High Command which run counter to their fundamental principles of government, such as actions leading to the forcible imposition of minority government in Roumania.

(Yours sincerely)

(Signed) ARCHIBALD CLARK KERR.

His Excellency

Monsieur V.M. Molotov,

People's Commissar for Foreign Affairs,
Moscow.

PRO FO 371/48537. Mf. 96-97: CNHAR, BMC, Envelope No. 81.

**Document No. 5. Clark Kerr's Telegram No. 685 of 06.03.1945 to Foreign Office
about Molotov's Letter Issued in The Same Day**

[This telegram is of particular secrecy and should be retained by the authorized recipient and not passed on].

[CYPHER]

WAR CABINET DISTRIBUTION
FROM MOSCOW TO FOREIGN OFFICE

¹² The United States of America Ambassador in the Soviet Union.

Sir A. Clark Kerr.

No: 685

6th March, 1945

Repeated to Washington,

Bucharest,

IMMEDIATE

D. 3.00 p.m. GMT 6th March, 1945.

R. 4.25 p.m. BST 6th March, 1945.

My immediately preceding telegram.

"I have to state that as Vyshinski¹³ has already explained to Mr. Marjoribanks¹⁴, Radescu's Government, which has now been dismissed, was unable to ensure order in Roumania and helped to breathe new life into work of pro-Hitler elements represented by the Iron Guard. Radescu organized criminal acts of violence and the shooting of peaceful citizens who demanded dissolution of Fascist organizations and conscientious fulfilment of conditions of the armistice agreement. The blame for the above is entirely confirmed by recent events in Roumania and is evidence of the fact the Radescu's Government did indeed by terrorist [terrorist] acts to enforce its will upon the majority of Roumanian people who had shown their readiness conscientiously to carry out the armistice conditions. This must be taken as a denial of one-sided offer, whitewashing Radescu which was reflected in your letters.

2. Such a situation cannot be tolerated in the rear of the Red Army and must be removed by forming a Government able to ensure order and honest fulfilment of the armistice conditions. At the same time Soviet Government hope that on the part of British representatives necessary co-operation will be given in this question and that no difficulties of any kind will be created in establishing required order in the rear of Soviet troops in Roumania.

3. As regards the question of applying the principles of Crimea Declaration to the situation in Roumania and the need to ensure the formation of a Government from representatives of political parties in Roumania, Soviet Government, who bears in the first instance the responsibility for Roumanian affairs, consider it correct that the new Roumanian Government should be formed from the representatives of democratic parties and non-party politicians who would be ready to co-operate in practice in fulfilment of above mentioned tasks. Such a Government would be in a position to ensure destruction of final remnants of Nazism and Fascism in Roumania, to create a democratic institution according to the people's own choice as required in the Crimea Declaration and to establish in the country which is the rear of the Red Army order and peace in the interests of our common struggle against Hitlerite Germany.

A similar reply is being sent to the Ambassador of United States".

Foreign Office please pass to Bucharest as my telegram No. 13.

[Repeated to Bucharest as telegram No. 280].

O.T.P.

PRO FO 371/48538, Mf. 8-9; CNHAR, BMC, Envelope No. 82.

¹³ Soviet First Deputy People's Commissar of Foreign Affairs, then in Bucharest.

¹⁴ Acting British Political Representative in Romania, Head of the Office of the British Political Representative.

Document No. 6¹⁵. Marjoribanks' Telegram No. 244 of 06.03.1945 to Foreign Office about Vyshinski's Letter Issued in The Same Day

[This telegram is of particular secrecy and should be retained by the authorized recipient and not passed on].

[CYPHER]

WAR CABINET DISTRIBUTION
FROM BUCHAREST¹⁶ TO FOREIGN OFFICE

Mr. Marjoribanks

D. 1,32 p.m. GMT 6th March, 1945.

No. 244

R. 4,25 p.m. BST 6th March, 1945.

6th March, 1945

Repeated to Moscow,

Washington

MOST IMMEDIATE

Following is translation of reply to my letters of February 28th and March 1st received from M. Vyshinski this morning.

(Begins)

Dear Mr. Marjoribanks,

As you will remember, the question raised by you in your letters of February 28th and March 1st about the situation in Roumania were examined by us in our conversation of March 1st.¹⁷

In this conversation I drew your attention to the fact that Radescu Government, which has now been dismissed, has, as has been shown by most recent events in Roumania, been proved incapable of guaranteeing order in Roumania, which is a back area of the Red Army, and that Radescu helped in intensifying the activities of pro-Hitlerite elements, encouraging violence against and the shooting of peaceful citizens who were demanding the break up of Fascist organizations and honest fulfilment of the terms of armistice agreement. The Government of Radescu concentrated all its forces on imposing its will by terrorist methods on the majority of the Roumanian people. Such a situation cannot be tolerated, particularly in a country which is a back area of the Red Army and must be ended by the formation of a Government capable of guaranteeing order and providing for a honest fulfilment of the terms of the armistice agreement. The Soviet Government expresses its hope that the British Government, for its part, will give the necessary support in this matter and will not put difficulties in the way of establishing order in Roumania in the rear of the Soviet armies.

As regards the question of the application of the principles of the Crimea declaration to the existing situation in Roumania and of the necessity for securing the formation of a Government composed of the representatives of political parties in Roumania, the Soviet

¹⁵ A project of this document, similar but not identical in content, was sent by Vyshinski, then in Bucharest, to the Soviet Ministry of Foreign Affairs awaiting approval; the project was published in Romanian in Radu Ciuceanu et alii, eds., *Misiunile lui A.I. Vășinski în România. (Din istoria relațiilor româno-sovietice, 1944-1946). Documente secrete*. București. 1997, 145-146.

¹⁶ The Office of the British Political Representative in Romania.

¹⁷ Vyshinski-Marjoribanks conversation of March 1st was sent to Foreign Office on the following day, and was published in Romanian in Chiper et alii 1993, 114-117.

Government, carrying as it does the primary responsibility for Roumanian affairs, considers it right that the new Roumanian Government should be composed of representatives of really democratic parties and of non-party public men willing to participate in solving the problem [grp. undec: ? in view]. Such a Government would be in a position to ensure the destruction of the last remnants of the Nazi régime and Fascism in Roumania to establish a democratic institution through the people's own choice, as is indicated in the declaration of the heads of the three Allied Powers¹⁸, and to establish in a country forming a back area of the Red Army, order and tranquility in the interests of our common struggle against Hitlerite Germany.

As regards the information about the situation in Roumania contained in the letter of the British Ambassador dated February 24th, in the same conversation I indicated to you a series of facts confirming the one-sidedness and inaccuracy of the information which was at your disposal.

With sincere respect,

A.I. Vyshinski.

(Ends).

Please pass to Washington and Moscow as my telegrams Nos. 50 and 38 respectively.

[Repeated to Moscow and Washington as No. 1081 and 2126 respectively].

O.T.P

PRO FO 371/48538, Mf. 17-18; CNHAR, BMC, Envelope No. 82.

¹⁸ See note 11.

REVIEWS, BIBLIOGRAPHICAL NOTES

Dumitru Bleoancă, *Statutul social al militarilor armatei române în perioada 1878-1914*, București, Editura Universității Naționale de Apărare „Carol I”, 2014, 374 p.

Lucrarea *Statutul social al militarilor armatei române în perioada 1878-1914* a fost elaborată de către Dumitru Bleoancă (1968-2007), absolvent al Facultății de Istorie – Universitatea București, muzeograf la Muzeul Militar Național “Regele Ferdinand I”, istoric la Fundația “Societatea Română pentru Protecția Bunurilor Culturale”. Această lucrare a fost teza sa de doctorat, susținută în anul 2003, la Universitatea din București. În prefața acestei noi ediții, profesorul univ. dr. Adrian Cioroianu, coleg de facultate cu autorul, după zăgăvirea amintirilor facultății și a regretul pentru decesul timpuriu al lui Dumitru Bleoancă, subliniază importanța acestei cărți - o imagine a evoluției armatei române în intervalul 1877-1914 și a modernizării complexe a statului român.

În *Introducere*, autorul creionează un scurt istoric al armatei române în anii Regulamentului organic, ai Unirii Principatelor Române, evoluția ei de la Războiul de Independență la Primul Război Mondial, amintind, pentru început, de înființarea unităților militare permanente, adecvarea structurilor organizatorice la exigențele militare europene.

Lucrarea este structurată în 11 capitole, care dezvăluie numeroase aspecte cu privire la organizarea, îndatoririle și evoluția armatei române în perioada 1878-1914. Abundența surselor istorice și, desigur, relevanța acțiunilor, l-au determinat probabil pe autor să insiste mai mult pe istoria ofițerilor și mai puțin pe cea a ostașilor de rând. În primul capitol, *Tradiție și modernitate în organizarea armatei române în context european*, autorul prezintă conducerea (Ministerul de Război, Marele Stat Major înființat în 1882, Marele Cartier General în perioada 1878-1914), structura (infanteria, cavaleria, artileria) și organizarea armatei române pe baza legilor din anii 1868, 1872, 1874, 1882, 1908, 1910. În perioada 1868-1884, armata română a avut o organizare clasică: armata permanentă și cea teritorială, fiecare cu rezerva ei, milițiile, garda orășenească și gloatele. În 1910, conform legii de organizare a armatei, sistemul militar românesc cuprindea: armata activă, rezerva și milițiile. Urmează informații privind recrutarea militarilor (serviciul militar era obligatoriu, de la 21 de ani, recrutați prin *chemări*), durata serviciului sub arme (4-6 ani), dotarea (progrese tehnice: mitraliere, puști, carabine, tunuri, telegraful automat, aerostația, zeppelinul, distrugătoare), bugetul și efectivele militare (în creștere). Pentru argumentare și exemplificare, autorul a realizat și tabele comparative pe state europene, de exemplu cele cu categorii ale armatelor europene (pp. 29-30), cu ponderea efectivelor mobilizate în timp de pace și de război (pp. 44-45), cu bugetele militare (pp. 46-47).

În capitolul al II-lea, autorul prezintă îndatoririle militarilor români, cu referiri la gradele militare (general de divizie, general de brigadă, colonel, locotenent-colonel, maior, căpitan, locotenent, sublocotenent, subofițer, caporal, soldat), proveniența, promovarea, drepturile materiale. Autorul scrie și despre pregătirea militarilor, adică

despre instrucția, manevrele – generale sau regale și parțiale -, serviciul administrativ executat de trupele teritoriale ale armatei române (dorobanți, călărași și artilerie), mobilizarea (generală și parțială, regională și națională), și diverse informații privind participarea României la *războiul-fulger* - al doilea război balcanic din 1913 (vezi p. 85).

În următorul capitol, autorul realizează o descriere a cazărmilor, prezentând istoricul, arhitectura și componentele construcțiilor. Sunt menționate tipuri de construcție de cazărmi: patrunghiular (cu curte interioară și închisă în toate părțile), liniar (cazărmi dintr-o singură clădire și cele cu aripi la extremele construcției), iar după 1878, noi modele arhitecturale (tipul *descentralizator*, tipul *artilerie*). De asemenea, sunt descrise componentele cazărmii: dormitoare, pavilionul de comandă și servicii administrative, pavilionul pentru asigurarea hranei și a aprovizionării, infirmeria, magazinul pentru păstrarea echipamentului și muniției, corpul de gardă și arestul, atelierul, grajdurile, manejul, infirmeria veterinară.

Următoarele cinci capitole (IV–VIII) sunt rezervate istoriei ofițerilor armatei române, cu referiri la diverse aspecte: proveniența și calitățile, pregătirea în țară și în străinătate, existența în cazarmă și în garnizoană, viața privată și cea militară, situația din război. Astfel, aflăm că la începutul organizării armatei române (1830-1848), ofițeri puteau deveni doar fiii de boieri de rangul II și III, trebuiau să aibă 21 de ani, să fie absolvenții școlilor militare, să aibă șase calități esențiale: simțul datoriei, iubire de patrie, credință în Dumnezeu, abnegație, hotărâre și curaj personal.

Educația militarilor este analizată amănunțit, la nivel de sat și de oraș, precum și în străinătate (autorul prezintă și o statistică a ofițerilor români cu studii în diferite state europene - p. 132). Sunt evidențiate tradițiile și noile realități ale învățământului militar românesc, de asemenea concursul pentru trimiterea la studii, controlul, aprecierea și notificarea cursanților. Bazându-se pe regulamentele pentru garnizoane, autorul descrie situația ofițerilor în cazarmă, alegerea garnizoanei, a locuinței și instalarea, relațiile ofițerului cu subordonații, cu camarazii de același grad, cu superiorii, gradele ofițerești, statutul și poziția ofițerilor, promovarea, drepturile materiale (vezi tabel cu soldele ofițerilor în perioada cercetată - p. 165), pedepse (disciplinare și penale, urmate, de regulă, de degradarea militară conform Codului Justiției Militare), recompense (felicități, citații, decorări, învoiri, concedii) și uniforme ofițerilor (patru ținute obligatorii: de zi, de serviciu, de campanie și de ceremonie).

Autorul nu evită să menționeze și implicațiile ofițerilor români în viața politică (ofițerii activi nu aveau dreptul de a candida pe listele electorale, dar puteau participa la activități culturale, patriotice), în conflictele sociale (*pacificarea satelor* în anul 1907), descrie viața ofițerilor în garnizoană, dar și în orașe, în locuri publice, în diferite vizite (de etichetă și intime). Alte informații sunt despre participarea ofițerilor la piese de teatru, la concerte, la nunți, baluri, serate, la dueluri.

Sunt surprinse și istorii despre raporturile ofițerilor cu viața cultural-științifică a societății românești. De apreciat că autorul a descoperit informații importante referitoare la anumiți ofițeri care s-au afirmat în diferite domenii cultural-științifice, printre care remarcăm pe locotenentul de marină Eugeniu Botez (Jean Bart), locotenent-colonelul Iancu Alecsandri, căpitanul Victor Bilciurescu, generalul George Brăescu în literatură, generalul Gr. Cantacuzino în istorie, locotenent-colonel Constantin Căpităneanu, gen. Scarlat Panaiteșcu în geografie, generalii de brigadă Ștefan Burileanu și Scarlat Panaiteșcu în matematică, locotenent-colonel Constantin Căpităneanu în astronomie, generalii medici dr. Ilie Antonin, N. Popescu-Zorileanu în medicină și mulți alții.

Totodată, a evidențiat și ofițeri aleși membri ai Academiei Române, precum generalii I. C. Brătianu, C. I. Barozzi, Gr. Crăiniceanu, C. N. Herjeu, George Arion, Ștefan Fălcoianu, Zaharia Petrescu.

Inspirându-se din lucrări de epocă, autorul a elaborat un amplu și detaliat tablou al vieții cotidiene a ofițerului român, informând cititorii cu privire la aspectul exterior al ofițerilor, salutul militar și salutul în societate, chiar și despre gesturile, prezentările, conversațiile, instruirea și scrisul ofițerilor, cărțile de vizită, locuința, timpul liber (frecventarea bibliotecilor, teatrelor, saloanelor, cafenelelor), învoirile, permisiile și concediile, folosirea banilor, ofițerul în calitate de camarad, de profesor, grija sa față de trupă, controlul executării ordinelor ș.a.

În capitolul despre situația ofițerului în război, autorul demonstrează importanța respectării disciplinei militare, îndatoririle ofițerilor la conducerea trupelor în perioada confruntărilor militare, aprovizionare și hrănirea armatei în campanie (rația normală, excepțională, de rezervă), aprovizionarea cu echipament (îmbrăcăminte și încălțăminte), cu muniție și armament, starea igienică și bolile militarilor (epidemia de holeră de la sfârșitul campaniei din 1913).

Lucrarea cuprinde o interesantă și argumentată secțiune despre ceremonii militare și portul decorațiilor. Sunt prezentate manifestațiile organizate cu ocazia sărbătorilor naționale: 24 Ianuarie – Unirea Principatelor Române, 10 Mai – Ziua Națională a României. De exemplu, în ziua de 10 Mai se organizau numeroase festivități: defilarea trupelor sub conducerea lui Carol I, slujba religioasă la Catedrala Mitropoliei, ceremonia benedictiunii coroanelor, discursuri oficiale la Palat, defilarea delegațiilor județene și comunale, ospățul dat de Primăria Capitalei, plimbarea Familiei Regale și a nobililor oaspeți prin Bucureștii iluminați de seară.

Capitolul al X-lea este despre cariera militară și statutul ofițerilor în rezervă, în retragere și al veteranilor. Aflăm că în timpul carierei, ofițerii se puteau afla în următoarele poziții: de activitate, disponibilitate, rezervă, reformă și retragere. Din analiza Legii și a Regulamentului pentru înaintarea în armată, autorul prezintă procesul avansării în cariera militară: în funcție de vechime sau la alegere, întemeiată pe aprecierile șefilor. Apoi, se evidențiază că statutul ofițerilor în rezervă (foști ofițeri activi, foști subofițeri, voluntari, ofițeri trecuți în poziție de reformă) și în retragere era puternic influențat de situația lor socială. Ofițerii veterani, mai ales după anul 1900, s-au implicat în viața culturală a țării, înființând diferite asociații sau cluburi.

În ultimul capitol, *Corpul ofițerilor în armatele moderne. Realitățile din jur*, autorul realizează o perspectivă militară mondială a perioadei 1878-1914, ilustrând demonstrația sa cu două tabele privind școli și academii militare, respectiv soldele anuale ale gradelor ofițerești în anul 1910, în mai multe țări din Europa și Asia.

Autorul a utilizat o bibliografie foarte bogată și diversă, în special documente, memorii, lucrări de epocă, evidențiată prin notele din subsolul paginilor (de exemplu, numeroasele trimiteri bibliografice de la nota 105, p. 83, referitoare la politica României în timpul războaielor balcanice) și la finalul lucrării. De apreciat utilizarea constantă a documentelor păstrate de Arhivele Ministerului Apărării Naționale, Arhivele Naționale, a legislației epocii – în mod deosebit “Monitorul oastei” (foarte des menționat, având în vedere integrarea de legislație militară), “Monitorul Oficial”, legi și regulamente ale Ministerului de Război, corespondență și presă de epocă (*Albina românească*, *Curierul românesc*), literatura de specialitate din România (Constantin Bacalbașa, Constantin C. Giurescu, Ioan Scurtu, Gh. Buzatu) și din alte țări (mai ales, Franța, dar și Marea

Britanie, S.U.A.). De apreciat, apelul la autori contemporani, în special la lucrările și memoriile lui Carol I, generalului Radu Rosetti, maiorului Dimitrie Cantea, generalului Angelescu, locotenent-colonelului I. Popovici, generalului Alex. Hiottu, colonelul C. N. Herjeu, Alexandru Averescu, Franz Rieger, contelui Max Caccia, Ionom Const. Nazarie, căpitanului George Brăescu, Constantin Argetoianu, Take Ionescu și mulți alții.

Ar fi fost utilă și o listă cu numeroasele abrevieri, acestea fiind explicate, de obicei, doar la prima mențiune sau la fiecare capitol, majoritatea neconvenționale, personale: Arh.N – Arhivele Naționale (dar și A.N. la p. 81), M.of. – “Monitorul Oficial”, M.o. – “Monitorul oastei”, FIMPR – *File din istoria militară a poporului român*, DIMPR – *Documente privind istoria militară a poporului român*, CPM – “Cercul publicațiilor militare”, AAR – *Analele Academiei Române*, Rdl – “Revista de istorie”, RM – *România Militară* -, R. Arm. – “Revista Armatei”, RI – “Revista Infanteriei”, R.R.M.- *România în războiul mondial 1916-1919*, D.A.D. – “Dezbaterile Adunării Deputaților”, DS – “Dezbaterile Senatului”, SMMIM – “Studii și materiale de muzeografie și istorie militară”, ASR – *Anuarul Statistic al României* și altele. De asemenea, imaginea și valoarea lucrării ar fi fost sporite prin integrarea unor poze, de exemplu, cu uniforme, decorații sau fotografii ale unor personalități militare.

Statutul social al militarilor armatei române în perioada 1878-1914 reprezintă o sinteză de referință în istoriografia română, datorită tematicii sale semnificative și importante pentru istoria statul român în formare, a prezentării sistematice, organizate și argumentate a sistemului militar românesc, pe baza a numeroase surse istorice din epocă.

Monica Negru

Maria Regina României, Jurnal de război 1916-1917. Precadat de însemnări din 1910-1916. Ediție îngrijită și prefață de Lucian Boia, București, Ed. Humanitas, 2014, 502 p.

În noiembrie 2014 a apărut la Editura Humanitas cartea *Maria Regina României. Jurnal de război 1916-1917*, ediție îngrijită de istoricul Lucian Boia. Această ediție este o traducere românească din limba engleză, realizată de Anca Bărbulescu, a însemnărilor zilnice ale reginei Maria.

Lucrarea debutează cu un text care nu face parte din jurnal, ci din amintirile reginei din perioada copilăriei și ai primilor ani în România, până la nașterea principelui Carol, scrise în intervalul 1910-1916, atunci când Maria nu-și pusese în gând să scrie un jurnal: “Simt dorința de a-mi așterne pe hârtie amintirile, ca să mi le pot rechemă în minte în anii ce vor urma; sunt atâtea lucruri pe care mă tem să nu le uit, dar nu știu câtuși de puțin în ce ordine am să le povestesc. Acesta nu se vrea a fi un jurnal și va fi prost scris. Niciodată n-am fost în stare să scriu cum trebuie...”¹ Împărțirea pe capitole corespunde caietelor reginei, în timp ce editorul și-a luat libertatea de a adăuga titluri și sumare la fiecare capitol, pentru o mai bună orientare a cititorului. De asemenea, fotografiile, desenele, sunt reproduse în facsimil din caietele reginei, ceea ce conferă lucrării un plus de valoare.

¹ Maria Regina României, *Jurnal de război 1916-1917. Precadat de însemnări din 1910-1916*, traducere din engleză de Anca Bărbulescu, ediție îngrijită și prefață de Lucian Boia, p. 21.

Regina Maria începe să-și țină constant un jurnal din 14/27 august 1916, chiar ziua intrării României în Primul Război Mondial până pe 11 iulie 1938, cu o săptămână înainte de moarte. Sunt în total 101 caiete, scrise în limba engleză. Confiscate de comuniști din arhiva Casei Regale, memoriile reginei Maria ajung la Arhivele Naționale, fără a fi date în cercetare, din motive lesne de înțeles. Ele au fost “închise” practic în Biroul de documente secrete. Cu toate acestea, două lucruri bune s-au făcut: jurnalele au fost păstrate și, mai mult decât atât, ele au fost microfilmate. Date în cercetare după 1990, jurnalele pot fi consultate numai pe microfilm, iar în original numai cu o aprobare specială.

În prefață, Lucian Boia face un istoric al publicării în timp a Jurnalului reginei: Regina Maria a României, *Însemnări zilnice*, vol I-X, 2006-2013, prin eliminarea primelor 14 caiete, care acoperă perioada războiului, datorită suprapunerii dintre Jurnal și memoriile reginei, publicate în limba engleză, sub titlul *The Story of My Life*, traduse în limba română sub titlul *Povestea vieții mele*. De menționat că, memoriile au apărut pentru prima dată, în trei volume, în anii 1934-35 și cu reeditări după 1990. Regina Maria a scris mai multe lucrări cu caracter autobiografic: *Adevărata regină Maria. Istoria unui suflet*, scrisă între 1922-23 și *Cartea de aduceri aminte*, elaborată între 1925-26. Lucian Boia subliniază că “N-au trecut însă din jurnal în memorii decât mai puțin de jumătate din filele acestora; în plus, chiar fragmentele preluate, de regulă fără mari modificări, au fost supuse totuși unei autocenzuri. Sunt eliminate sau atenuate tocmai impresiile – și uneori izbucnirile – cele mai sincere ale reginei care, evident, nu puteau fi făcute publice...”² Așadar, ediția de față este o traducere completă și netrunchiată a jurnalului reginei Maria.

De asemenea, în 2007 la editura Allfa, Diana Mandache a publicat lucrarea Regina Maria a României, *Capitole târzii din viața mea. Memorii redescoperite*. Acesta este de fapt ultimul volum al memoriilor Mariei, care descrie evenimente de după terminarea primului război mondial, un manuscris considerat dispărut, dar din care s-au publicat fragmente în 1939, în revista britanică “The Cornhill Magazine”. Manuscrisul a fost descoperit de Diana Mandache în Arhivele Naționale ale României.³

Titlul cărții de față aparține editorului – *Jurnal de război 1916-1917* – pentru că regina Maria “a jucat un rol deloc neglijabil în orientarea generală a României în preajma și în timpul războiului, ...a fost războiul ei, ... a fost singura persoană care a crezut neabătut în victorie, din primul până în ultimul moment.”⁴

Cuprinsul este structurat astfel:

„Aș vrea să fiu eu rege”. *Jurnalul de război al reginei Maria*. Prefață de Lucian

Boia

Prolog. *Amintiri și mărturisiri: primii pași ai unei prințese (1910-1916)*;

- I. “Soarele strălucește și va fi război” (octombrie 1914; august-septembrie 1916);
- II. Țara în primejdie (septembrie-octombrie 1916);
- III. Moartea principelui Mircea și refugiu în Moldova (octombrie-noiembrie 1916);
- IV. Primele săptămâni la Iași (noiembrie-decembrie 1916);
- V. În pragul unui nou an (decembrie 1916-ianuarie 1917);

² *Ibidem*, p. 6.

³ O recenzie a acestei lucrări este publicată în “Revista Arhivelor”, nr. 3-4/2007, pp. 306-309.

⁴ Maria Regina României, *Jurnal de război*..., p. 7

VI. O iarnă geroasă și tristă (ianuarie-martie 1917);

VII. Raze de speranță (martie-mai 1917).

Acest volum va fi urmat, după cum ne spune editorul, de alte două volume, în care “pe regină o așteaptă momente de triumf, dar și noi și teribile încercări.”⁵

Jurnalul reginei Maria este cea mai reușită operă literară a ei, cunoscând preocupările reginei în acest sens. Este viața ei, cu întâmplările prin care a trecut împreună cu familia ei și cu țara care a adoptat-o. Regina însăși este un personaj care trece de la agonie la extaz, dar nu ca protagoniste din tragediile antice, ci mai degrabă ca un personaj dintr-un film hollywoodian, al cărui final este fericit pentru posteritatea sa. Mai mult decât atât, jurnalul este un bun instrument de lucru în cercetarea istorică a perioadei, oferind un tablou complet al vieții politice, sociale, cotidiene, asupra desfășurării războiului, alianțelor și relațiilor externe.

Mirela Tirnă

Gudrun-Liane Ittu, *Arta plastică a germanilor din România. 1945-1989*, București, Editura Academiei Române, 2014, 272 p.

Cartea *Arta plastică a germanilor din România. 1945-1989* este a treia lucrare din ciclul dedicat artei plastice a etnicilor germani din România, primele două fiind *Tradiție, modernitate și avangardă în arta plastică a germanilor din Transilvania la sfârșitul secolului al XIX-lea și începutul secolului XX* și *Artiști plastici germani din România. Între tradiție, modernitate și compromis ideologic. Anii 1930-1944*. Autor este dr. Gudrun-Liane Ittu, cercetător științific la Institutul de Cercetări Socio-Umane din Sibiu. Cartea a fost publicată cu ajutorul unei subvenții acordate de Autoritatea Națională pentru Cercetare Științifică, obținute prin participarea la competiția națională din decembrie 1914. Referenții științifici ai lucrării sunt prof. univ. dr. Paul Helmuth Niedermayer, membru corespondent al Academiei Române, și dr. Valentin Mureșan.

În introducerea, autoarea explică geneza și scopul cărții sale, o monografie a vieții artistice a etnicilor germani din România comunistă, în context intern și internațional, dintr-o perspectivă interdisciplinară, care îmbină metodele istoricului cu cele ale sociologului și politologului.

Este o lucrare de sinteză, în care fenomenul plastic este analizat din perspectiva descrierilor în cotidienele și ziarele de limbă germană din România, în publicațiile periodice din spațiul lingvistic german, în revistele de artă din țară, în lucrările de artă, precum și din cercetările autoarei la colecții muzeale și particulare, expoziții retrospective.

În capitolul 1, *Scurt istoric al minorității germane din România*, autoarea explică rolul acestui demers istoric pentru a evidenția valoarea artei plastice a germanilor din țară. Grupuri de germani au trăit secole în Transilvania, Banat, Maramureș, Bucovina, Dobrogea și Vechiul Regat. Grupul cel mai vechi și mai organizat a fost al sașilor transilvăneni, a căror instituție politică supremă era *Universitatea Săsească*. Al doilea grup l-au format germanii colonizați după 1716 în Banat, în Bucovina mai ales după 1775, când este integrată Imperiului Habsburgic, iar coloniștii germani au dezvoltat un important centru cultural. În România Mare, conform recensământului din 1930, erau în

⁵ *Ibidem*, p. 14.

jur de 745.000 de etnici germani. Peste tot, germanii au organizat școli, edituri, ansambluri artistice. Sub influența doctrinei naziste, mulți bărbați germani din România au fost înregimentați în efectivele germane, iar în contextul dominației sovietice, în ianuarie 1945, aproape 70.000 de germani de ambele sexe au fost deportați la munci de reconstrucție a URSS. Alți etnici germani au fost deportați în Bărăgan, până în 1955-1956. În contextul regimului comunist, minoritatea germană a dezvoltat o cultură originală, cu asemănări și diferențe față de cea majoritară și cea a altor minorități.

În capitolul 2, autoarea prezintă un scurt istoric cu privire la evoluția artei plastice a germanilor, de la începuturile prezenței lor în România și până în perioada comunistă. Astfel, cercetătoarea subliniază că arta plastică religioasă în Transilvania a atins punctul culminant în secolul al XVI-lea, iar începuturile picturii laice de șevalet se leagă de Gregoriul din Brașov (?-1553). În a doua jumătate a secolului al XVIII-lea, Sibiu a devenit un centru cultural important și datorită sprijinului acordat de către baronul Samuel von Brukenthal (1721-1803) unor pictori remarcabili, precum Johann Martin Stock (1742-1800) și Franz Neuhauser jr. (1763-1836), afirmați în portretistică și peisaj.

În perioada dominației habsburgice, în Banat a pătruns stilul baroc, iar pictura bănățeană a fost influențată de Academia veneză, apoi de arta din Budapesta, München și Düsseldorf. Pe la mijlocul secolului al XIX-lea, la Sibiu a activat un grup de artiști inspirați de stilurile Romantism și Biedermeier, iar către sfârșitul secolului s-au estompat barierele provinciale și arta plastică germană din Transilvania s-a sincronizat cu spațiul central european. O primă generație de artiști moderni s-a concentrat la Sibiu, iar următoarea generație la Brașov, oraș receptiv la noutăți. În anii '30, și artiștii germani din România au fost sub influența ideologiei fasciste, dar au continuat să lucreze, au organizat o mare expoziție națională "Gesamtschau".

Cercetătoarea constată că dacă la început fenomenul plastic german s-a manifestat în Transilvania, după cel de-al Doilea Război Mondial nu au mai exista diferențe regionale semnificative. Centrelor culturale tradiționale, Brașov, Sibiu, Timișoara, li s-a adăugat Bucureștiul, cu numeroși artiști români și de alte etnii. După 1945, artiștii plastici de etnie germană s-au integrat fenomenului artistic românesc, fiind impus atunci realismul socialist. Cei mai afectați de această paradigmă au fost moderniștii și avangardiștii, care trebuia să renunțe la viziunea lor artistică, în schimb tradiționaliștii s-au adaptat mai ușor. După 1965, stilurile artistice s-au diversificat, iar artiștii au intrat în contact cu tendințele artistice occidentale.

Capitolul al 3-lea, *Artiștii germani în societatea socialistă*, reprezintă cea mai importantă parte a lucrării și este structurat pe secțiunile: *Situația din primii ani postbelici*, *anii dogmatismului rigid (1948-1954)*, *1954-1958*, *Micul îngheț (1958-1963)*, *Marele dezgheț (1965-1973)*, *Noi constrângeri (1974-1989)*. Este descrisă situația grea a artiștilor germani în primii ani postbelici: internări în lagăre, deportări, condamnări. Autoarea menționează mai mulți oameni de cultură germani, care în vârstă de 35-45 de ani, nu au mai fost deportați în URSS și prezintă cazul lui Hans Mattis-Teutsch, un artist german avangardist, neconvențional, care a organizat un sindicat și un cerc artistic la Brașov în 1944-1945.

În secțiunea *Anii dogmatismului rigid (1948-1954)*, autoarea subliniază că la sfârșitul anilor '40, situația germanilor a fost normalizată, li s-a permis să editeze cotidianul *Neuer Weg* în limba germană, au organizat expoziții de pictură la Sibiu (1948). Anul 1950 a fost foarte agitat: nici un reprezentant al minorității germane nu a participat

la expoziția de artă românească deschisă la Moscova în ianuarie, s-a înființat "Comitetului pentru Artă pe lângă Consiliul de Miniștri" cu rol de control, în octombrie a avut loc Conferința Națională a Artiștilor Plastici, unde s-a înființat Uniunea Artiștilor Plastici pentru coordonarea activității artistice.

Sunt evidențiați artiștii germani valoroși din Brașov în perioada regimului comunist: pictorul Harald Meschendörfer, sculptorița Margarete Depner, pictorițele Trude Schullerus, Helmut Lehrer. S-a remarcat și pictorul bănățean Franz Ferch, Banatul afirmându-se ca un important centru cultural – în anul 1951, la Timișoara a avut loc o expoziție națională a artiștilor plastici.

După moartea lui Stalin, a urmat o ușoară relaxare și în viața culturală din spațiul comunist, o relativă libertate de creație. A apărut un supliment literar-artistic al revistei *Neuer Weg*, redactat de Elisabeth Axmann, specializată în arte vizuale. În anul 1955, mai mulți pictori germani (Hans Hermann, Heinrich Scunn) au expus în București. În anul 1956 s-au desfășurat numeroase expoziții, precum retrospectiva Hans Eder, expoziția națională de grafică de la sala Dalles, expoziția regională din Brașov. O măsură reparatorie pentru minoritatea germană a fost și deschiderea Casei de cultură "Friederich Schiller" în anul 1957, la București. Pe de altă parte, minoritatea germană a fost implicată în procesele politice *Procesul Biserica Neagră* (1958) și *Procesul scriitorilor brașoveni* (1959).

În anul 1958, ca urmare a revoluției din Ungaria și a politicii P.M.R., s-a încheiat perioada liberalizării, iar personalități germane și noile instituții înființate au avut de suferit. Un eveniment cultural important în acest an a fost expoziția de caricatură a lui Helmut Lehrer la casa de cultură "Friederich Schiller", care marca și nouă ani de la apariția primului număr al ziarului *Neuer Weg*, precum și 50 de viață ai artistului. Artiști consacrați, Helfried Weiß, Hans Hermann, Franz Ferch, s-au întrecut în ilustrarea vieții din satele și orașele patriei, din fabrici, de pe ogoare, șantiere și mine. Mulți tineri artiști germani și-au încheiat studiile de artă și s-au afirmat în Capitală și provincie.

În perioada 1965-1973, ani de dezgheț ideologic, au fost reabilite curente avangardiste din anii interbelici: expresionismul, suprarealismul, constructivismul, au pătruns și în România tendințe noi, precum realismul fantastic, op-art, conceptualism, minimalism. În acest context, autoarea prezintă individualizat activitățile, expozițiile și opera artiștilor germani: Hans Mattis-Teutsch, Friedrich Bömcher, Maria Simtion-Ambrosi, Hans Untch, Karola Fritz, Hildegard Krempner-Fackner, Hildegard Klepper-Paar, Franz Ferch, Harald Meschendörfer, Helfried Weiß, Peter Jacobi, Anton Eberwein, Hans Stendl, Teodora Moiescu-Stend, Wilhelm Fabini, Kaspar Kukas Teutsch, Friedrich Schreiber, Reinhardt Schuster, Sieglinde Bottesch, Halmut Stürm, Gert Fabritius, Ingo Glass, Walter Andreas Kirchner, Kurtfritz Handel, Helmut Scheibling, Peter Schweg.

În anii 1975-1989, numărul acestor artiști plastici germani a scăzut tot mai mult, datorită deceselor și emigrărilor. Artiștii germani rămași în România s-au afirmat mai ales prin expozițiile colective din Brașov, Sibiu și Timișoara. Ei nu au creat portrete ale soților Ceaușescu. În anii '80, se consideră că și arta germană, ca și arta românească se caracterizează printr-un romantism recurent, de proiecție istorică, de inspirație folclorică și de extracție fantastică.

Lucrarea integrează și o listă cu abrevieri ale revistelor germane consultate – *Neuer Weg*, *Neue Literatur*, *Volk und Kultur* ș.a. – concluzii, bibliografie și anexe.

Anexele lucrării transmit informații necesare și semnificative, precum date istorice importante pentru minoritatea germană din România, prezentarea Hildei Escher a

ședinței cercului de pictori brașoveni în cotidianul *Neuer Weg*, o descriere a expoziției plastice anuale regionale de către Al. Arșinică în revista *Drum Nou*, un articol al pictorului Franz Ferch în *Neuer Weg*, un material despre operele unor graficieni de carte, o listă cu artiștii germani născuți între anii 1870-1969.

Biobibliografiile artiștilor germani din România (1945-1989) constituie materiale foarte utile prin menționarea unor informații biografice importante și a bibliografiei aferente. În final, lucrarea este îmbogățită printr-o serie de reproduceri și fotografii, doar alb-negru din păcate, ale unor opere reprezentative ale artiștilor germani din România comunistă.

Această lucrare este interesantă și utilă, având în vedere că tematica sa – arta plastică a minorității germane din România comunistă – este doar fragmentar abordată de istoriografia românească. Sunt transmise astfel alte informații decât cele la modă până acum, adică în loc de politică, lucrarea prezintă istoria unor artiști germani (peste 100) din România, din diverse domenii artistice (pictură, grafică, sculptură, artă decorativă), descrie lucrările și expozițiile lor. Bibliografia utilizată este valoroasă și cuprinzătoare: documente de la Arhivele Naționale și de la muzee, presă – mai ales cotidianul *Neuer Weg* și revista *Volk and Kultur* –, lucrări de specialitate din România și alte țări, cataloage de expoziție, inclusiv pagini de internet. Din păcate, sunt doar istorii și artiști din trecut, nu și prezent și viitor, în condițiile dispariției minorității germane și a artei sale din România.

Monica Negru

Simpozionul național „Artă, societate și cultură în România interbelică”, 5-7 noiembrie 2014, Timișoara

Muzeul de Artă Timișoara a fost gazda primei ediții a Simpozionului național “Artă, societate și cultură în România interbelică”. Deschiderea simpozionului a avut loc marți, 5 noiembrie 2014, la ora 16.30, prin discursurile lui Victor Neumann, directorul Muzeului de Artă Timișoara și a muzeografei Marcela Oprescu.

Victor Neumann a evidențiat că tema simpozionului a fost selectată deoarece în perioada interbelică au avut loc multe schimbări în evoluția statală românească, s-a dezvoltat cultura tradițională, dar și arta și literatura de avangardă. Totodată, a precizat că dorește o reuniune academică, în care să fie prezentate și dezbătute rezultatele recente ale cercetării științifice cu privire la arta, cultura și societatea României interbelice, particularități regionale, personalități, instituții, creații artistice din Timișoara și Banat. Victor Neumann a subliniat că Muzeul de Artă Timișoara dorește să editeze propria sa revistă, *Euroregionalia*, iar primul număr fiind dedicat României interbelice, va include lucrările participanților la acest simpozion.

La deschidere nu au participat oficialii invitați: Titu Bojin, președintele Consiliului Județean Timiș, Adrian Cioroianu, decanul Facultății de Istorie – Universitatea București.

Apoi, în contextul ceremoniilor de deschidere a simpozionului a fost vernisată expoziția “Artă bănățeană din perioada interbelică”, concepută și organizată de muzeograful Marius Cornea, care a oferit publicului vizitator o imagine asupra vieții artistice din Banat în perioada dintre cele două războaie mondiale. Expoziția a prezentat lucrări aparținând unor artiști bănățeni de marcă, precum Julius Podlipny, Albert Varga și Ferdinand Gallas. S-a menționat rolul Școlii de Arte Frumoase de la Cluj, mutată în 1933 la Timișoara, și activitatea profesorilor Alexandru Popp, Catul Bogdan, Aurel Ciupe, Anastase Demian și Romul Ladea, care au stimulat creația artistică bănățeană. Lucrări expuse cu această ocazie au fost: naturile statice realizate de Emil Lenhardt, marinele lui Corneliu Liuba, peisajele lui Ion Isac și portretele executate de Krausz Albert. Acestea ilustrează curentele artistice din perioada interbelică: constructivismul, expresionismul și postimpresionismul. Expoziția a cuprins 39 lucrări de pictură, grafică și sculptură din Banat din perioada interbelică, din colecțiile Muzeului de Artă Timișoara și din colecții private.

Ulterior, participanții au auzit un concert de muzică clasică oferit de studenți și profesori ai Facultății de Muzică și Teatru – Universitatea de Vest din Timișoara. Studenții au interpretat la pian, vioară și canto, fragmente din lirica lui Sabin Drăgoi, Tiberiu Brediceanu, Nicolae Bretan, George Enescu, susținând astfel o oră de muzică românească.

Tematica simpozionului a fost complexă și a vizat cercetări de istoria artei, istorie socială, studii culturale, deci o abordare multidisciplinară. Participanții la simpozion au prezentat lucrări de istorie a artei (artă religioasă, impresionism, arta germanilor din România, artă bănățeană, sculptura lemnului, colecționari de artă, pictorul Ion Țuculescu), literaturii (Camil Petrescu, Hortensia Papadat-Bengescu, presă, bibliotecă), filozofiei

(ideologie și artă feminină), precum și studii de istorie economică, socială, educațională, politică. Referenții au provenit din diferite instituții de cultură (universități, institute de cercetare, muzee, Patriarhia Română, Arhivele Naționale, Biblioteca Metropolitană București, Anaid Art Gallery), fiind cercetători, muzeografi, profesori, din Timișoara, București, Arad, Cluj, Sibiu, Iași, Lausanne (Elveția).

Susținerea acestor lucrări s-a desfășurat în Sala Barocă a Muzeului de Artă Timișoara, timp de două zile, participanții fiind grupați în 9 paneluri. La sfârșitul fiecărui panel, după prezentarea a trei studii, moderatorii au coordonat dezbateri, discuții libere.

Astfel, pe 6 noiembrie 2014, la ora 9, au început lucrările simpozionului "Artă, societate și cultură în România interbelică". Cercetătoarea Anda-Lucia Spănu de la Institutul de Cercetări Socio-Umane din Sibiu a început lucrările simpozionului, prezentând studiul *Istoriografia interbelică privitoare la imaginile istorice ale orașelor României*. Ea a prezentat cartea sa, care dezvoltă această temă, cu un bogat conținut ilustrativ: peste 1000 de fotografii. Cercetătoarea a definit imaginile istorice, a prezentat activitatea unor colecționari de stampe, precum Ion Cantacuzino, Octav Băncilă. În mod paradoxal, cercetătoarea a justificat că nu prezintă ilustrații demonstrative, fiindcă ele ar distra auditoriul de la prezentarea lucrării.

Absența unui participant a determinat, probabil, schimbări în programul simpozionului, cu privire ordinea și panelul de integrare a lucrărilor. Astfel, moderatorul primului panel, cercetătorul Constantin Ittu de la Muzeul Național Brukenthal din Sibiu, în condițiile absenței unui referent, și-a prezentat lucrarea *Aspecte culturale din viața românilor ardeleni reflecate în "Telegraful român" din Sibiu (1926-1928)*, integrată inițial în panelul 5. Astfel, locul lui Constantin Ittu din panelul 5, a fost luat de Cristina Siricuța din panelul 6, ceea ce a provocat trecerea lui Alexandru Năstase din panelul 7 în panelul 6. Reținem aceste schimbări deoarece ele au influențat și dispunerea tematică atât de complexă, astfel la panelul 6, o lucrare despre inițiativele artistice ale unor asociații feministe a ajuns să fie încadrată între două studii despre comunități evreiești din România interbelică.

Unii referenți s-au limitat la citirea unor rezumate sau fragmente din lucrările lor, care astfel au fost mai greu de receptat, de remarcat informațiile importante, noutățile, interpretările. Uneori, aceste lecturi au fost însoțite de imagini derulate în PowerPoint, dar fără comentarii, fără corelare cu informațiile prezentate.

Dintre prezentările elocvente, libere și demonstrate prin imagini sugestive, de remarcat cea a cercetătoarei Gudrun Ittu. Cercetătoarea a prezentat liber și a ilustrat prin numeroase poze studiul său *Arta plastică a germanilor din România între 1930-1944*. Cercetătoarea a analizat cele două orientări artistice ale minorităților germane: noua artă germană nazistă și expresionismul tradiționalist "Heimatkunst". De asemenea, o prezentare liberă, o expunere și comentarii privind numeroase picturi, a susținut Diana Dochia, istoric de artă. Ea a prezentat detalii despre colecția Zambaccian, despre colecționarul Anastasie Simu - care a creat un muzeu în 1910 - și multe altele. Profesoara Getta Neumann din Lausanne a susținut, liber și convingător, un studiu istoric și memorialistic despre istoria liceelor israelite care au funcționat în Timișoara între 1919 și 1948. O prezentare sintetică și elocventă a existenței bănățene din anii 1919-1921 a lui Camil Petrescu a susținut profesoara Lia Florica Faur de la Universitatea de Vest "Vasile Goldiș" din Arad. Lia Faur a prezentat o biografie a scriitorului, subliniind creația literară (inclusiv un volum de versuri *Poem pentru Kicsikém*), jurnalistică și filozofică a lui Camil Petrescu.

Formația filozofică s-a evidențiat din prezentarea studiului *Imaginea femeii în România interbelică: revoluția genului în artă și ideologie* a cercetătoarei Iulia Anghel de la Academia Română, filiala Iași sau a lucrării *Receptarea avangardei în România interbelică* a lui Călin Stegorean, directorul Muzeului de Artă din Cluj-Napoca.

Alte studii s-au remarcat prin bogăția și diversitatea informațiilor prezentate, precum *Influența socio-economică și culturală a comunităților evreiești în formarea României interbelice (1919-1938)* al lui Alexandru Năstase de la Facultatea de Filozofie – Universitatea București, *Aspecte privind dezvoltarea comerțului în județul Severin în perioada 1918-1948* al lui Eusebiu Narai de la Facultatea de Litere, Istorie și Teologie. Informații interesante despre învățământul local au prezentat Trăilă Tiberiu Nicola de la Universitatea de Medicină și Farmacie “Victor Babeș” din Timișoara și Ramona Orban de la Muzeul de Artă Timișoara prin studiile lor *Romulus Ladea, inițiatorul și fondatorul învățământului universitar de arte vizuale din Banat*, respectiv *Învățământul artistic din Banat. Activitatea profesorilor Aurel Ciupe, Ioachim Miloia și Julius Podlipny*. Despre viața politică locală - *Activitatea Partidului Național-Popular în Banat în al doilea trimestru al anului 1947* - a vorbit profesorul Radu Păiușan de la Facultatea de Litere, Istorie și Teologie, UTV, iar despre sistemul bibliotecilor din Bucureștiul interbelic, Florentina Dobrogeanu-Ipsilante de la Biblioteca Metropolitană București.

Academicianul Răzvan Theodorescu a moderat sesiunea a 4-a și a susținut conferința cu titlul *Fundațiile Regale și rolul lor în cultura României interbelice*. Conferențiarul a realizat o pledoarie în favoarea politicii culturale a regelui Carol al II-lea (1930-1940), pe care l-a prezentat ca un monarh cu cultură excepțională, rafinement, talent literar. Răzvan Theodorescu și-a susținut teoria cu multe argumente: relațiile constante ale regelui cu Academia Română, editarea unor lucrări valoroase precum *Istoria literaturii* a lui George Călinescu, *Enciclopedia României* a lui Dimitrie Gusti (un bun colaborator al regelui Carol al II-lea). Totodată, academicianul a evidențiat relațiile apropiate dintre regele Carol al II-lea și mulți intelectuali, care au fost reprezentativi în Ministerul Propagandei, în Partidul Națiunii. A subliniat că din guvernele carliste din anii 1930-1940 au făcut parte 33 de intelectuali, de exemplu, Nicolae Iorga, C. C. Giurescu, Ion Gîruntu ș.a.

Impresionante, organizate, metodice, demonstrate prin ilustrații originale au fost prezentările profesorilor universitari Ruxandra Demetrescu și Victor Neumann. Ruxandra Demetrescu, profesor la Universitatea Națională de Arte București, a prezentat foarte logic, argumentat și cursiv, apelând la opiniile pictorului Francisc Șirato, artiștilor de artă George Oprescu, Alexandru Busuioceanu, studiul *Avatarurile impresionismului în cultura vizuală din România interbelică*. Ruxandra Demetrescu a încercat să explice și să ilustreze cu numeroase tablouri prezentate în PowerPoint, paradoxurile interbelice, când în numele specificului național se promova, dar se și respingea modernismul, iar impresionismul era considerat import străin, respins în România chiar și de condițiile climatice de lumină, nepotrivită acestui curent.

Victor Neumann a susținut comunicarea *Artă, cultură și societate în Timișoara interbelică* într-o manieră modernă, o expunere cronologică, structurată pe domenii, cu ajutorul a numeroase imagini în PowerPoint. Astfel, a început expunerea prin comentarea unor hărți (harta Imperiului Habsburgic, harta regiunii Banat), apoi a statisticilor oferite de recensământul din 1910: cei mai mulți locuitori erau germani, apoi maghiari, români, sârbi și alte etnii, cei mai numeroși erau catolici, apoi ortodocși și alte religii. A continuat cu statistica populației din 1930, subliniind multilingvismul locuitorilor. Victor Neumann a

evidențiat opere ale elitelor literare și artistice din Banat, prezentând pe cei mai reprezentativi pictori, muzicieni, compozitori și sportivi locali. În concluzie, autorul a susținut că orașul Timișoara avea o fizionomie culturală proprie, caracterizată prin expresii multi- și interculturale, prin mai multe religii, dar care se definea ca națiune civică și nu printr-o segregare comunitară.

Au urmat apoi discuții, excursia la Cramele Recaș și astfel s-a finalizat prima ediție a simpozionului național "Artă, societate și cultură în România interbelică", coordonatorul Victor Neumann subliniind repetat dorința continuității acestei manifestări prin noi ediții.

Monica Negru

Vernisajul expoziției ***Primăria Orașului București, 1864-1944. Serviciul Tehnic***

La 14 august 2014, ora 13, s-a desfășurat vernisajul expoziției *Primăria Orașului București 1864 – 1944. Serviciul Tehnic*, în holul Muzeului Municipiului București. Vernisajul a fost deschis de dr. Adrian Majuru, directorul Muzeului Municipiului București, care a vorbit, pe scurt, despre semnificația expoziției și autorii ei. Apoi a dat cuvântul doamnei dr. prof. univ. arh. Ana Maria Zahariade, care a discutat, foarte apreciativ și general, despre expoziție, despre patrimoniu imaterial.

Autoarea expoziției, dr. Cezara Mucenic, critic de artă, a prezentat, sistematic și cu argumente științifice, activitățile desfășurate pentru realizarea expoziției. A început prin nominalizarea tuturor colaboratorilor, evidențiind și parteneriatul cu Arhivele Naționale ale României - Direcția Arhivele Naționale Istorice Centrale și Direcția Municipiului București -, Arhiva Primăriei Municipiului București. A precizat că obiectivul expoziției era reflectarea celor mai importante măsuri prin care Primăria, prin personalul de specialitate, s-a preocupat de îmbunătățirea organizării orașului și în ce privește aspectele edilitare - canalizarea, iluminarea, alimentarea cu apă, curățenia -, cele urbanistice - alinierea străzilor, tăierea de noi artere, raportul construcțiilor existente, sau urmând a se clădi, cu strada și vecinii - și acelea privind arhitectura orașului din punct de vedere al calității construcțiilor, al bunei lor funcționări, al respectării unor elementare soluții estetice.

În București, prin deciziile ce se luau conform unor regulamente succesive ("Regulament de construcție și aliniere"), se aprobau lucrări de intervenții la clădiri existente sau realizarea altora noi de către proprietari - fie persoane particulare, fie instituții sau firme.

Primăria Bucureștilor, organizată prin *Legea comunală* din 1864, a cuprins între serviciile sale și Serviciul Tehnic, împărțit în cel al ingineriei și cel al arhitecturii. Se impuneau intervenții în ce privește alinierea străzilor, prelungirea lor, tăierea de noi artere, pentru a asigura o circulație mai fluentă într-un oraș care s-a dezvoltat liber după voința locuitorilor, dar lipsind acele repere firești precum: perspectiva evoluției sale spațiale, raportul dintre dorința cetățeanului și interesele de bună funcționare ale orașului. Doamna

Mucenic a precizat că aceste dialoguri, pe diversele teme, se vor putea citi urmărind materialele expuse.

Această situație edilitară a determinat și amplificarea atribuțiilor Serviciului Tehnic, acordarea unei susțineri financiare substanțiale marilor proiecte de îmbunătățire a organizării străzilor prin alinierea drumurilor și tăierea bulevardelor, precum și lucrărilor de regularizare a traseului Dâmboviței din secolul XIX, urmate de cele ale acoperii ei parțiale în secolul XX, pentru amplificarea traseului de circulație în zona cea mai solicitată a orașului. S-a adăugat efortul de asigurare a alimentării cu apă asociat cu cel de canalizare, de pavare a străzilor, de rezolvare a iluminării publice, diverse sisteme de menținere a curățeniei.

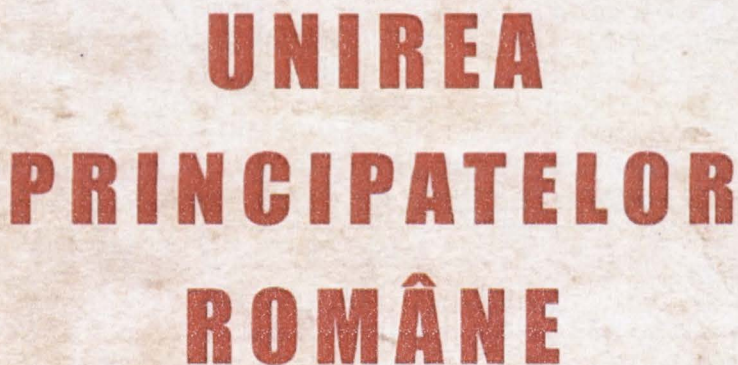
Autoarea a explicat că pentru a ilustra cei 80 de ani de istorie edilitară bucureșteană a selectat documente originale din colecțiile Muzeului Municipiului București - hărți ale orașului și planuri cadastrale, fotografii, piese de mobilier stradal, cărți și reviste -, toate evocând o etapă din acest parcurs istoric dificil, care însă dovedea strădania, uneori eșuată, dar de cele mai multe ori împlinită, de a îmbunătăți condiția de locuire în oraș. Pentru completarea imaginii, a adăugat documente (copii) din Arhivele Naționale – Direcția Arhivele Naționale Istorice Centrale și din cele ale Direcției Municipiului București, precum și din Arhiva Primăriei Municipiului București, acolo unde se păstrează autorizațiile de construcție, proiectele propuse a fi realizate și referatele Serviciului Tehnic al primăriei.

Autoarea a subliniat valoarea istorică a expoziției, considerând că vizionarea ei oferă prilejul de a cunoaște o parte din modul în care a funcționat relația cetățean/instituție-serviciul de specialitate-primar și consilieri. În final, directorului muzeului a cerut audienței opinii cu privire la schimbările survenite în ultimele patru luni, perioada în care a asigurat dânsul conducerea instituției, a făcut comentarii fără legătură cu expoziția.

Expoziția este amplă, desfășurată pe întreg holul central al muzeului (pe pereți sunt afișate copii ale unor planuri cadastrale, hotărâri și discuții municipale, hărți, diverse fotografii, texte explicative) și într-o sală alăturată, unde au fost expuse costume de epocă, ale unor bărbați, femei și copii, ziare și reviste de epocă, un panou cu diverse indicatoare (de exemplu *Strada Sapienței*, *Scuiatul oprit*).

Pentru vernisajul expoziției *Primăria Orașului București 1864 – 1944. Serviciul Tehnic* Muzeul Municipiului București a realizat invitații cu coloratură istorică, atât din punctul de vedere a utilizării limbajului de epocă (palatul *Sutzou*, *zioua*, *onor publicul*) și mai ales din perspectiva imaginilor, a materialelor utilizate. Pe de altă parte, invitația include și un chestionar privind impactul acestei expoziții. Dar evenimentului nu i s-a făcut publicitate, iar audiența de la vernisaj a fost limitată, aceasta putând spori în timp iar expoziția își va putea demonstra astfel valoarea istorică.

Monica Negru



<https://biblioteca-digitala.ro> / <http://arhivelenationale.ro>



ARHIVELE NAȚIONALE ALE ROMÂNIEI

www.arhivelenationale.ro

vă invită la ciclul de conferințe:



Prezintă

Simion Câlția

Universitatea București, Facultatea de Istorie

***Alimentație și aprovizionare
în lumea urbană:
de la amenințarea foametei
la norme științifice***

Mărti, 31 martie 2015

Ora 10.30

Sediul Central al Arhivelor Naționale, Sala "Aurelian Sacerdoțeanu"
Bd. Regina Elisabeta 49

ARHIVELE NAȚIONALE ALE ROMÂNIEI

27 martie 1918

UNIREA BASARABIEI CU ROMÂNIA



MICROEXPOZITIE DESCHISA IN HOLUL CENTRAL AL ARHIVELOR NAȚIONALE ALE ROMÂNIEI
BD. REGINA ELISABETA 49
LUNI - VINERI: 8,30 - 15,30

ARHIVELE NATIONALE ALE ROMÂNIEI

Educație fizică și sport în România până în 1945

Expoziția va fi deschisă publicului în perioada
15 mai - 31 decembrie 2015

PROGRAM DE VIZITARE:

Luni, Miercuri, Vineri: 9.30 - 15.30

Marti, Joi: 9.30 - 18.30

Colaboratori:





ARHIVELE NAȚIONALE ALE ROMÂNIEI

www.arhivelenationale.ro

Vă invită la ciclul de conferințe:



Prezintă

Simona Preda

Istoric, publicist, colaborator la revista „Literatura de azi”

***Propaganda pentru copii
și generația
cu cheia de gât***

Joi, 25 iunie 2015

Ora 11.00

Sediul Central al Arhivelor Naționale, Sala „Aurelian Sacerdoțeanu”

Bd. Regina Elisabeta, nr.49



Arhivele Naționale

vă invită la

31 octombrie
ZIUA ARHIVELOR

PROGRAM

Vineri, 30 octombrie 2015

Ora 10.00: Masa rotundă *România neutrală, 1914-1916*

Participă:

Sorin Cristescu, Cosmin Ioniță, Valeria Soroștineanu,
Alina Șmigun, Monica Negru
Moderator: Mirela Tîrnă

Ora 12.30: Lansări de carte:

Arhiviști ardeleni (dicționar biobibliografic),
Prezintă: Ioan Drăgan, Liviu Boar (coordonator)

Istorie în documente. Mavrocordații (1711-1786)

Prezintă: Gheorghe Lazăr

**Sediul Central al Arhivelor Naționale,
Bd. Regina Elisabeta 49, sector 5, București
www.arhivelenationale.ro**

Contributors

Bogdan Dumitru ALECA, National Archives of Romania, Vâlcea; **research field:** archival science, history of Râmnicu Vâlcea town in the 19th century; **recent publications:**

- *Aspecte referitoare la sistematizarea oraşului Râmnic în perioada regulamentară*, “Buridava. Studii şi Materiale” nr. IX, 2011, pp. 199-209;
- *Membrii Magistratului oraşului Râmnic în perioada Regulamentară*, “Anuarul Institutului de Cercetări Socio-Umane C.S. Nicolăescu Plopşor”, nr. XIV/2013, p. 91.

Nicoleta BOLINTIŞ, National Archives of Romania, Bureau for Technical Archives, Bucharest; **research field:** photography digitization.

Constantin CHERAMIDOGLU, National Archives of Romania, Constanţa County; **research field:** economic history, local history of Dobrudja; **recent publications:**

- *La destinée industrielle de la ville de Cernavodă*, “Noema”, vol XII, 2013;
- *Amedée Alléon – Un savant français à Constanţa*, “Noema”, vol. XI/2012;
- *Les Femmes de la vieille ville de Constanta*, “In memoriam Liliana Lazia”, Constanţa, 2012;
- *Les Archives et les communautés locales*, “L’annuaire des Archives de la région de Maramures”, nouvelle édition, nr. I (V), Tirgu-Mureş, 2012;
- *Le commerce maritime de la Grande Roumanie et le problème d'accès libre à la mer*, “L’annuaire du muséum de la marine roumaine”, volume XV, 2012.

Octavian DASCĂL, National Archives of Romania; **research field:** history of Russia, USSR and Bessarabia in 19th-20th century, Romanian-Russian relations, infodocumentary sciences; **recent publications:**

- *Fonduri arhivistice basarabene la Arhivele Statului (1944-1954)*, “Revista Arhivelor. Archives Review”, XCIII (2016), nos. 1-2 (forthcoming).
- *Punct şi de la capăt: istoricul şi perspectivele cooperării Arhivelor Naţionale ale României cu Serviciul de Stat de Arhivă al Republicii Moldova (1990-2015)*, “Contributors.ro. Texte cu valoare adăugată”. editorial section “Cultură”, 12 November 2016.
- *Începuturile arhivisticii în teritoriul dintre Prut şi Nistru: Comisia Ştiinţifică Gubernială a Arhivelor din Basarabia (1898-1923)*, “Revista Arhivelor. Archives Review”, XC (2013), nos. 1-2.
- *Demersurile Arhivelor Naţionale ale României pentru cercetarea şi recuperarea unor fonduri de documente româneşti din arhivele Federaţiei ruse (1992-2004)*, “Revista Arhivelor. Archives Review”, LXXXVI (2009), no. 1.

Marian Alin DUDOI, independent researcher; **research field:** British-Romanian relations between 1945 and 1958; **recent publications:**

- *Discuții între membrii corpului diplomatic prilejuite de recepția organizată de legația Marii Britanii în onoarea încoronării reginei Elisabeta (București, 2 iunie 1953)*, "Litua. Studii și Cercetări", nr. XVII (2015);
- *The protection of Romanian national interest against Soviet arbitrary demands. A case document: a note of the Romanian government, led by general Sănătescu*, loc. cit.;
- *În slujba idealului național: demersuri ale partidelor istorice și ale exilului cu privire la frontiera răsăriteană la conferința de pace de la Paris din 1946*, "Buridava", nr. XI (2013-2014);
- *New contributions to the Western press commentaries in regard to the Bucharest IVth World Festival of Youth and Students (1953)*, "Analele Universității din Craiova. Istorie", Nr. 1 (27)/2015.
- *The accommodation of the British mission in Romania (1944)*, "Analele Banatului", S.N., XXIII, 2015.

Veronica ILIE, National Archives of Romania, Dâmbovița county.

Cezar-Săndel IONCEF, National Agency for Fiscal Administration, General Regional Directorate Cluj-Napoca, "Babes-Bolyai" University, Cluj-Napoca; **research field**: digitization, comparative archival studies, tax and custom records & archives, archival description, conservation and restoration; **recent publications**:

- (with Georgică Sasu) *Financial Instruments used to Increase the Absortion of EU Funds before and after EU Accession, Important Influence on Romanian Agriculture Policy*, "Revista Economica", 2012, Supplement, 4, p. 566-576.
- Comparative Archival Study: Romanian versus Lithuania*, "Revista arhivelor. Archives Review" 1-2/2013, p. 114-125.

Marina-Adelina MARIAN, National Archives of Romania, Iași county; graduated from the Faculty of Technology and Chemistry of Textiles in Iași.

Robert NAHUET has accumulated many years of experience in archival science, in records management as well as historical records, both as a professional practitioner and as a theorist. Robert Nahuet has worked for Library and Archives Canada (National Archives of Canada) since 2001. Since the fall of 2014, Robert is an archivist for Government Records Branch. Robert has been involved in archival science professional associations for many years, and more specifically a member of the International Institute for Archival Science since 2006. He had published many articles in professional journals, such as Archives (Association des archivistes du Québec), Atlanti (IIAS), la Gazette des archives (France), and Arbido (Associazione degli Archivisti Svizzeri, Biblioteca Informazione Svizzera).

Monica NEGRU, National Archives of Romania - Bucharest, historian, editor and exhibitions curator; **research field**: feminist movement in interwar Romania, feminist biographies; **recent publications**:

- *Alexandrina Cantacuzino și mișcarea feministă din anii interbelici*, volumul I, editor Anemari Monica Negru, Târgoviște, 2015.
- *Dimensiunea ortodoxă a Societății Ortodoxe Naționale a Femeilor Române*, "Anuarul Arhivelor Mureșene", Serie Nouă Nr. IV (VIII), 2015.

- *Din istoria personalului arhivelor bucureștene (secolul XX)*, "Acta Bacoviensia, Anuarul Arhivelor Naționale Bacău", X, 2015, pp. 507-522.
- *Artă tradițională și asociații feministe în România interbelică*, "Euroregionalia. Revistă de studii interdisciplinare", Anul I, nr. 1, 2014.
- *Din istoria Societății Ortodoxe Naționale a Femeilor Române și a Filialei Bacău*, "Acta Bacoviensia, Anuarul Arhivelor Naționale Bacău", IX, 2014, pp. 233-256.

Mircea STĂNESCU, archivist, National Archives of Romania, Bucharest, Bureau for Contemporary Archives; **research field**: contemporary history, archival science; **recent publications**:

- *Documentele reeducării*, vol. I, Bacău, 2013.

Silvia Irina ZIMMERMANN, Research Center Carmen Sylva of the Princely Archive of Wied, Neuwied; **research field**: Carmen Sylva as queen and writer, women writers of the nobility, German literature and culture, Romanian Royal House, editorial activity; **recent publications**:

- (with Edda Binder-Iijima): *Das erste Königspaar von Rumänien Carol I. und Elisabeta. Aspekte monarchischer Legitimation im Spiegel kulturpolitischer Symbolhandlungen*, Stuttgart: ibidem-Verlag, 2015.
- (with Edda Binder-Iijima): *"Ich werde noch vieles anbahnen". Carmen Sylva, die Schriftstellerin und erste Königin von Rumänien im Kontext ihrer Zeit*, Stuttgart: ibidem-Verlag, 2015.
- *Unterschiedliche Wege, dasselbe Ideal: Das Königsbild im Werk Carmen Sylvas und in Fotografien des Fürstlich Wiedischen Archivs*, Stuttgart: ibidem-Verlag, 2014.
- *Der Zauber des fernen Königreichs. Carmen Sylvas "Pelesch-Märchen"*, Stuttgart, ibidem-Verlag, 2011.
- *Die dichtende Königin. Elisabeth, Prinzessin zu Wied, Königin von Rumänien, Carmen Sylva (1843-1916). Selbstmythisierung und prodynastische Öffentlichkeitsarbeit durch Literatur*, ibidem-Verlag, Stuttgart, 2010.

***Revista Arhivelor. Archives Review* contains the following headings:**

- “Archive Studies” (archival theory and practice)
- “Studies of History” (including paleography, diplomacy, museography, sigillography, heraldry, numismatics, miniature, and other special sciences related to history; the history studies focus on the records/documents use)
- “*Restitutio*” (the editing of unpublished documents)
- “Reviews, Bibliographical Notes”
- “*Addenda et corrigenda*” (comprising scientific debates on articles and works in the field of history and archives)
- “Archival Studies in the World” and “*Varia*” (including presentations of various conferences, meetings, seminars, manifestations, symposia, and so on)

***Revista Arhivelor. Archives Review* has two issues a year. The first issue includes materials mostly in Romanian (with a summary in an international language), whereas the second issue is completely edited in international languages (preferably English, French, German).**

The editorial conditions for publishing in the *Revista Arhivelor. Archives Review* are as follows:

a) Similar conditions for articles and reviews:

- the main text must be written in Word format;
- the texts must enclose footnotes, not endnotes.

b) Specific conditions for articles and studies and for “*Restitutio*” heading:

- potential complementary materials (photos) in JPG format;
- the article should not exceed 7,000 words, if possible, i.e. 40,000 signs (without spaces) [= 20 pages in A4 format]
- the letter size: 11 for main text, 9 for footnotes

c) Specific conditions for reviews, *Addenda et Corrigenda* and “Archival Studies in the World” headings:

- the texts should not exceed 2,000 words, i.e. 11,000 signs (without spaces) [= 6 pages in A4 format]
- the letter size: 10 for main text, 9 for footnotes

Also, we kindly ask the authors to send a short presentation containing:

- full name;
- affiliation;
- research scope;
- at most 5 books and/or articles recently published/edited.

The responsibility over the content of the materials is exclusively reserved to the authors.

**The Editorial Staff of the
*Revista Arhivelor. Archives Review***

ISSN 1453-1755
ISSN-L 1453-0755